

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Guerre russo-ukrainienne

La guerre russo-ukrainienne
de son déclenchement
à la «contre-offensive» de Kiev



Mai 2024

39

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Lisez - diffusez - abonnez-vous à la presse du parti communiste international !

- **«programme communiste»** (*Revue théorique en français*) : Le numéro: Europe: 4 € / 8 FS / £ 3 / 1'000 CFA / USA + Cdn US \$ 4 / Amérique latine US \$ 2.
- **«le prolétaire»** (*Journal bimestriel*) : Le numéro: Europe: 1,5 € / 3 FS / £ 1,5 / 300 CFA.
- **«il comunista»** (*Journal bimestriel en italien*) : Le numéro: Europe: 2 € / 5 FS / £ 3.
- **«el programa comunista»** (*Revue théorique en espagnol*) : Le numéro: Europe: 3 € / 8 FS / £ 4. America latina: US \$ 2 / USA et Cdn: US \$ 4
- **«el proletario»** (*Journal en espagnol*) : Le numéro: Europe: 1,5 €, 3 FS, 1,5£ / Amérique latine: US\$ 1,5; USA et Cdn: US\$ 2.
- **Suplemento Venezuela a «el programa comunista»** : Le numéro: Europe: 1 €. USA + Cdn US \$ 1 / Amérique latine US \$ 0,5
- **«Proletarian»** (*Supplément en anglais à «le prolétaire»*) : Le numéro: Europe: 1,5 €, £ 1, 3 CHF. USA et Cdn: US\$ 2.
- **«Communist Program»** (*Revue théorique en anglais*) : Le numéro: Europe: 3 € / 2 £ / 8 FS / USA and Cdn: US \$ 3 / Latin America: US \$ 1.5

Les prix sont indiqués pour la vente au numéro. Pour les abonnements et les envois postaux, veuillez nous contacter.

CORRESPONDANCE :

France: Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas
/ **Suisse:** Pour contact, écrire à l'adresse en France
/ **Italie:** Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano /
Espagne: Apartado de Correos 27023 - 28080 Madrid

ADRESSES E-MAIL :

leproletaire@pcint.org
ilcomunista@pcint.org
elprogramacomunista@pcint.org
proletarian@pcint.org



**Site Internet du parti
communiste international:**
<https://www.pcint.org>

Supplément à «programme comunista» n° 107 - ISSN -
0033 - 037 X. Imprimé par nos soins en **mai 2024**

REPRODUCTION LIBRE.

Nous ne revendiquons aucune «propriété intellectuelle», nous n'avons aucun «droit d'auteur» à défendre et encore moins une «propriété commerciale» à faire valoir. Les textes et les articles qui sont publiés sur ce site peuvent être reproduits librement sous forme électronique ou papier, à la condition que rien ne soit modifié, que la source – site web <https://www.pcint.org> – soit citée et clairement indiquée.

Sommaire

• Introduction	2
• Aux prolétaires russes et ukrainiens (<i>"Le prolétaire", N° 548, Mars-Avril-Mai 2023</i>)	7
• Quelques points sur la situation historique qui a produit la guerre russo-ukrainienne (<i>"Il comunista", No 172, Marzo 2022</i>)	8
• Contre la guerre impérialiste russo-ukrainienne, la riposte ne peut être donnée que par le prolétariat de Russie, d'Ukraine et d'Europe par sa lutte de classe, contre le poison belliciste des bourgeoisies respectives et de leurs intérêts nationaux, et contre l'opium pacifiste (<i>"Le prolétaire", N° 552, Mars-Avril-Mai 2024</i>)	16
• Guerre russo-ukrainienne. Ce sont les plans de guerre, et non de « paix », qui sont au centre des intérêts de l'impérialisme mondial, toujours plus plongé dans des conflits que seule la guerre peut résoudre (<i>"Il comunista", No 178, Giugno-Agosto 2023</i>)	22
• L'Ukraine, Corée du XXIe siècle ? (<i>"Le prolétaire", N° 547, Déc. 2022 / Janv.-Févr. 2023</i>)	31
• Ukraine. Une guerre qui continue de préparer le terrain pour de futures guerres en Europe et dans le monde (<i>"Programme communiste", N°107, Mars 2024</i>)	44
• Prolétariat et guerre impérialiste. Pour le prolétariat de Russie et d'Ukraine, d'Europe et des Amériques, de Chine, du Japon et de tout l'Orient, d'Australie et d'Afrique, pour le prolétariat du monde entier, une seule position contre la guerre impérialiste : Lutte de classe, avant tout contre sa propre bourgeoisie, et lutte de classe contre les bourgeoisies de tous les autres pays. Voilà ce que signifie précisément Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! (<i>"Le prolétaire", N° 545, Juillet-Août 2022</i>)	55
• Guerre russo-ukrainienne : Par les armes, l'impérialisme exaspère le nationalisme de chaque pays (<i>"Le prolétaire", N° 546, Sept.-Oct.-Nov. 2022 et N° 547, Déc. 2022 - Janv.-Févr. 2023</i>)	58
• Dans son affrontement avec l'impérialisme américain et les impérialismes européens, l'impérialisme russe lance ses troupes à la reconquête territoriale de zones stratégiques de l'Ukraine : après la Crimée, le Donbass, puis Odessa ? (<i>"Le prolétaire", N° 543, Déc. 2021 / Janv.-Févr. 2022</i>)	64
• Non à la mobilisation impérialiste autour de la guerre en Ukraine ! (<i>"Le prolétaire", N° 543, Déc. 2021 / Janv.-Févr.2022</i>)	67
• Tensions à la frontière ukrainienne : seul le prolétariat peut mettre fin aux affrontements impérialistes (<i>"Le prolétaire", N° 543, Déc. 2021 / Janv.-Févr. 2022</i>)	69
• Vents de guerre en Europe (<i>"Le prolétaire", N° 542, Sept.- Oct.-Nov. 2021</i>)	71
ANNEXES :	
• A propos de la guerre en Ukraine. L'internationalisme prolétarien et le défaitisme révolutionnaire dans la tradition marxiste (<i>"Le prolétaire", N° 549, Juin-Juillet-Août 2023</i>)	74
• Guerre en Ukraine. La «Tendance Claire» dans le sombre borbier de la défense nationale et de la realpolitik (<i>"Le prolétaire", N° 550, Sept.-Nov. 2023</i>)	76
• Brèves sur la guerre en Ukraine (<i>"Le prolétaire", N° 546, Sept.-Oct.-Nov. 2022</i>)	78
• Ukraine: Contre le nationalisme, pour l'union prolétarienne de classe! (<i>"Le prolétaire", N° 510, Déc. 2013 / Janv.-Mars 2014</i>)	79
• Paix sociale et guerre impérialiste (Extraits) (<i>"Programme communiste", N° 11, Avril-Juin 1960</i>)	(page 4 de couverture)

Introduction

Avec la publication de cette première brochure, nous voulons donner aux camarades et aux lecteurs une première anthologie des documents que nous avons publiés depuis le début de la guerre russo-ukrainienne (février 2022) jusqu'en décembre 2023. Ces documents ont été publiés à la fois dans les journaux et revues du parti et dans les prises de position publiées sur <https://www.pcint.org>.

Nous les avons sous-titrés : « La guerre russo-ukrainienne de son déclenchement à la «contre-offensive» de Kiev » parce que la soi-disant « opération militaire spéciale » de Moscou, qui, selon les hypothèses des stratèges russes, devait rapidement se terminer avec pour résultat la prise à l'Ukraine non seulement de la Crimée, mais aussi des provinces de Donetsk et de Louhansk dans le Donbass, s'est en réalité prolongée et se transforme en une longue guerre de tranchées.

Du 24 février 2022, jour de l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes, à décembre 2023, 22 mois se sont écoulés. Au cours de ces 675 jours de guerre, rien de ce que prétendaient les deux parties belligérantes ne s'est réalisé : à ce jour, ni la Russie n'a réussi à plier définitivement l'Ukraine à ses propres objectifs, ni l'Ukraine n'a réussi à défendre sa souveraineté territoriale tant vantée et à repousser la Russie au-delà de ses anciennes frontières. À un moment donné, il a semblé que la Russie pourrait aller jusqu'à Odessa et au-delà, mettant Kiev à genoux et la forçant à accepter la perte d'une bonne partie de son territoire. Puis, la réaction ukrainienne, soutenue par l'ensemble du monde occidental en termes d'armement, de financement et de renseignement, a bloqué et en partie repoussé l'avancée des troupes russes, au point d'encourager Kiev à préparer une contre-offensive avec laquelle elle visait à reprendre le contrôle de l'ensemble du Donbass et même de la Crimée. La situation réelle montre qu'il ne s'agissait que de pieuses intentions et de paroles de propagande destinées à maintenir le moral des troupes ukrainiennes à un niveau élevé. Les deux armées, avec l'arrivée de l'automne et de l'hiver, sont enlisées dans une guerre de tranchées qui, à certains égards, rappelle la Première Guerre mondiale. Le carnage se poursuit exactement comme lors de cette guerre.

D'après ce que l'on peut observer sur le terrain et d'après les intentions réelles des deux belligérants, cette guerre a toutes les caractéristiques d'une guerre longue, épuisante et dévastatrice. C'est une guerre dans laquelle les impérialismes occidentaux, guidés par le duo anglo-américain, attaquent l'impérialisme russe avec leurs propres armements, mais avec les soldats ukrainiens. Pour sa part, l'Union européenne a pleinement partagé,

du moins au début, le dessein américain d'isoler la Russie, en affaiblissant considérablement son influence économique-politique, soutenue par les accords économiques sur les matières premières dont l'industrie européenne a absolument besoin, le gaz naturel et le pétrole avant tout. Ce projet prévoyait évidemment que l'Europe, en particulier l'Allemagne et l'Italie, qui dépendaient fortement des livraisons de gaz et de pétrole russes, couperait ses liens avec la Russie et se tournerait vers d'autres fournisseurs, les États-Unis tout d'abord. Ce plan a en partie abouti, grâce aux sanctions délibérées contre les livraisons de marchandises russes et au gel des capitaux russes déposés dans les banques étrangères, mais en partie seulement. La Russie n'a plié ni devant les sanctions mises en œuvre par l'Union européenne, qui ont au contraire eu un effet boomerang sur les économies des pays européens, ni devant la tentative de l'isoler dans le cadre des relations internationales. La Chine, d'abord, puis les pays des BRICS et de nombreux autres pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ne se sont pas alignés du côté des États-Unis, révélant une vieille hostilité à l'égard des impérialismes occidentaux, protagonistes d'un colonialisme brutal qui, avec le temps, s'est transformé en un colonialisme économique-financier, mais toujours prêt à reprendre les vieilles habitudes de la répression militaire.

Au cours de ces presque deux années de guerre en Ukraine, toutes les grandes entreprises industrielles du secteur militaire et de l'armement ont connu un pic de croissance exceptionnelle. Les livraisons de chars, de munitions, de missiles, de drones, et de tous les équipements mécaniques et informatiques nécessaires à la conduite d'une guerre moderne, si elles ont d'une part largement vidé les vieux stocks militaires de tous les pays impliqués, les ont d'autre part poussés à renouveler leurs arsenaux, à investir dans de nouveaux armements en vue non plus d'une guerre locale comme celle qui se déroule en Ukraine, mais d'une guerre générale et mondiale dont toutes les chancelleries sont aujourd'hui convaincues.

Le monde entier, qui avait l'habitude de regarder ce que faisaient les États-Unis et l'URSS, considérant les avantages ou les obligations de s'allier à l'un ou à l'autre, regarde maintenant surtout comment les États-Unis et la Chine se déplacent sur l'échiquier international, sans perdre de vue le comportement de la Russie compte tenu de sa solide puissance nucléaire. Il est clair que l'alliance entre la Chine et la Russie est redoutée tant à Washington qu'à Londres, et non moins redoutée à Berlin ou à Paris. D'autre part, une autre puissance se profile à l'horizon, l'Inde, qui dans un choc de guerre mondiale pourrait mettre sur la table, sans que cela soit

certain, son milliard et demi d'habitants, une industrie qui se développe à un rythme accéléré et une position stratégique importante par rapport à l'Océan Indien. Entre-temps, nous constatons que l'Allemagne et le Japon ont recommencé à s'armer de manière considérable, bien que sous l'œil vigilant de Washington. Les conditions préalables à une politique étrangère visant à ce que chaque impérialisme d'envergure mondiale prépare ses forces financières, économiques, politiques et militaires à soutenir un effort de guerre à l'échelle mondiale sont toutes réunies. Les alliances futures ne suivront pas nécessairement les schémas du passé. Trop de motifs d'affrontement entre les différentes puissances impérialistes émergent dans les relations commerciales et financières - même si en apparence ils ne sont pas nombreux - tandis que les facteurs de crise induits par la surproduction deviennent ostensiblement aigus (notamment la crise immobilière en Chine qui menace de reproduire la crise américaine des subprimes de 2008).

Avec la disparition du condominium russo-américain sur l'Europe après trente ans de coexistence « pacifique » (en Europe, pas dans les autres parties du monde) suite à la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale, la véritable politique d'agression et d'oppression qui caractérise les grands pays capitalistes, tant à l'intérieur contre leur propre prolétariat qu'à l'extérieur contre tous les autres pays, remonte de plus en plus à la surface. L'impérialisme est nécessairement agressif et aucune force sociale n'est capable d'atténuer son agressivité et sa volonté d'opprimer les pays et les peuples pour se renforcer, si ce n'est la classe prolétarienne dans la mesure où elle se reconnaît comme l'unique et véritable force antagoniste du capitalisme et, par conséquent, de l'impérialisme, en retournant sur le terrain de la lutte de classe ouverte et révolutionnaire.

L'effondrement de l'URSS a donné le coup d'envoi à une confrontation inter-impérialiste ouverte en Europe également, tout d'abord avec les guerres en Yougoslavie qui ont mis sans dessus dessous l'ensemble des Balkans, les fragmentant en de nombreux petits États prêts à se louer officiellement soit aux impérialistes occidentaux, soit à l'impérialisme russe ; puis les incursions en Méditerranée contre la Libye pour la soustraire à l'influence russe, et au Moyen-Orient en le secouant encore plus qu'il ne l'était déjà par lui-même, en soutenant les guerres de tous contre tous et en utilisant Israël comme le gendarme impérialiste le plus fiable dans cette région. Puis ce fut le tour de l'Ukraine, que les griffes de l'impérialisme occidental voulaient arracher à l'influence russe, d'abord par des jeux politiques, puis directement par la guerre. En réalité, en ce qui concerne l'Europe, si au cours des 40 premières années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, elle était divisée en deux zones d'influence bien précises, le fameux « condominium russo-américain », aujourd'hui avec l'effondrement de l'URSS, même la partie de l'Europe de l'Est a été attirée dans la sphère d'influence des États-Unis, qui, par l'intermédiaire de l'OTAN, exercent également un contrôle militaire important. Cela n'empêche pas les impérialismes européens les plus

puissants de se retailler une part importante du pouvoir, surtout depuis la création de l'Union européenne, et cela n'empêche pas ces mêmes impérialismes de s'affronter dans des confrontations commerciales et financières qui mettent toujours en péril les équilibres obtenus de temps à autre.

Toute la propagande occidentale a soutenu que l'actuelle guerre russo-ukrainienne avait été provoquée par l'invasion russe du 24 février, et que les véritables objectifs de Moscou n'étaient pas d'annexer une partie de l'Ukraine, voire toute l'Ukraine, ... mais d'envahir l'Europe de l'Est dans le dessein diabolique de reconstituer l'ancienne URSS. La propagande russe, quant à elle, prétend que l'invasion militaire russe (appelée « opération militaire spéciale » dans le but de dénazifier et de démilitariser l'Ukraine) était une « juste réponse » à la défense des populations russophones de Crimée et du Donbass qui souffraient d'une oppression particulière de la part de Kiev et du non-respect par Kiev des accords de Minsk, ... par ailleurs même pas respectés par la Russie.

Au-delà des demi-vérités qui font toujours partie de la propagande bourgeoise, et que chaque camp, le prétendu agresseur et le prétendu agressé, évoque pour justifier ses manœuvres et galvaniser ses troupes, il reste que, depuis l'existence du capitalisme, la bourgeoisie - comme l'affirme le *Manifeste du Parti communiste* de 1848 - s'est toujours battue contre l'ancien régime où il résiste encore, contre les bourgeoisies étrangères et contre le prolétariat. Évidemment, le type de lutte que chaque bourgeoisie dominante mène dans ces trois grandes directions historiques peut être très différent d'un pays à l'autre et à différents stades du développement capitaliste, mais fondamentalement, il ne change pas : il s'agit toujours d'une lutte d'agression.

Les marxistes ne tombent pas dans le piège de l'agressé qui doit se défendre contre l'agresseur, car pour renverser l'ordre mondial existant, le but de la lutte de classe prolétarienne est de lutter contre toutes les bourgeoisies nationales, et plus encore contre les alliances bourgeoises internationales qui servent à mener des guerres générales et mondiales. Les deux guerres impérialistes mondiales de 1914-1918 et 1939-1945 démontrent que l'ordre mondial antérieur à ces guerres n'avait pas résolu les conflits entre les différents États qui ont abouti à ces guerres ; et les guerres locales, régionales et territoriales qui ont suivi la soi-disant paix proclamée à la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale démontrent à leur tour que non seulement les vieux conflits inter-impérialistes n'ont pas été surmontés, mais que de nouveaux conflits sont venus s'y ajouter en raison du développement de nouvelles puissances capitalistes cherchant, à leur tour, à s'assurer des parts de marché pour leurs propres capitalismes nationaux au détriment de leurs concurrents. C'est que le marché mondial est **un**, et c'est sur ce marché mondial unique que les capitalismes nationaux agissent avec toute leur énergie pour écraser leurs concurrents chaque fois que c'est possible.

La phase impérialiste du développement capitaliste

n'a pas atténué les vieux contrastes entre les États bourgeois les plus forts et les plus avancés - des États qui deviennent, comme le dit Lénine dans son *Impérialisme stade suprême du capitalisme*, des « États opulents », des « États usuriers » dans lesquels la bourgeoisie vit de l'exportation de capitaux et des « dividendes de ses titres » - et les États plus faibles, moins développés sur le plan capitaliste ; en réalité, les anciens conflits se sont accentués, en raison de niveaux de concurrence sans précédent, à tel point que chacun d'entre eux a dû adopter une politique étrangère de plus en plus agressive. Bien entendu, l'agressivité des États impérialistes n'est pas comparable à celle d'autres États, surtout en termes financiers et militaires. Cela n'enlève rien au fait que chaque capitalisme national se maintient debout, malgré les crises qui l'ébranlent périodiquement, grâce à la lutte qu'il mène notamment contre le travail salarié, véritable producteur de valeur.

Dans la lutte entre impérialismes pour le partage du monde en sphères d'influence et sources de profit, le développement du capitalisme, qui s'oppose matériellement à la tendance à la décomposition du capitalisme lui-même, caractéristique de la phase impérialiste, ne disparaît pas. Lénine cite en exemple l'Allemagne, qui avait déjà enregistré un développement rapide de toute son économie entre 1870 et 1905, et surtout les États-Unis, qui, en outre, n'avaient pas eu à passer par la longue phase historique du féodalisme, ayant bénéficié directement de l'implantation capitaliste grâce aux migrations européennes. La Russie elle-même, dans la période qui a suivi la révolution d'octobre et, surtout, dans la période de développement capitaliste national par étapes forcées représentée par le stalinisme, au cours des quinze années qui l'ont conduite à être l'un des protagonistes de la deuxième guerre impérialiste mondiale, a enregistré une croissance économique rapide, inimaginable sous l'ancien régime tsariste, même si le mode de production capitaliste avait déjà été introduit dans la Russie européenne surtout. Il va sans dire qu'après la deuxième guerre impérialiste mondiale, il y aura un développement, qui amènera Moscou à concurrencer Washington et Londres en termes d'influence dans le monde, mais avec un handicap difficilement surmontable : bien qu'il s'agisse d'une région riche en matières premières (pétrole, charbon, gaz, fer, manganèse, nickel, étain, cuivre, mercure, uranium, platine, or, diamants, blé, etc.), comme c'est aussi le cas des États-Unis, il ne dispose pas d'une structure industrielle aussi enracinée, dense et efficace, ce qui l'oblige à se tourner vers le marché extérieur pour de nombreux produits de haute technologie qu'il ne peut pas produire en interne (voitures, produits pharmaceutiques, ordinateurs, machines de bureau, machines lourdes, matériels de transmission, etc.). Selon l'*Economic Complexity Observatory* (1), qui enregistre de manière très détaillée les achats et les ventes de nombreux pays dans le monde, en 2019, 60 % des exportations totales de la Russie concernent les fournitures énergétiques de pétrole, de gaz naturel et de charbon, pour un montant d'environ 240 milliards de dollars ; l'exportation de ces matières

premières finance à elle seule l'ensemble des importations russes. La guerre russo-ukrainienne qui a provoqué les sanctions euro-américaines contre les exportations russes, surtout sur ces matières premières, et le blocage de l'utilisation des capitaux russes déposés dans les banques occidentales, ont évidemment frappé l'économie russe, qui s'en est toutefois partiellement remise en trouvant d'autres acheteurs (notamment la Chine, l'Inde) et en continuant de toute façon à approvisionner les pays européens - de façon évidemment plus limitée - par des intermédiaires tiers que le marché capitaliste produit toujours en grande quantité.

Donc, cette guerre, faite par procuration par l'Ukraine de Zelensky et avec laquelle les États-Unis et l'OTAN devaient mettre la Russie à genoux, s'est surtout révélée - du moins de ce point de vue - un boomerang pour l'Europe. Toutes les économies européennes, en particulier celle de l'Allemagne, ont dû subir une baisse substantielle, proche de la récession. Ne parlons pas de l'économie ukrainienne, partiellement détruite, mais qui, face à une période de surproduction comme celle que nous vivons actuellement, se révèle être une occasion pour les grandes puissances occidentales de se relever un peu, ne serait-ce qu'à travers l'industrie de l'armement.

En effet, il est notoire que le soutien financier considérable et les livraisons d'armes et de munitions à l'Ukraine par l'Occident, d'une part, ont contribué et continuent de contribuer à la prolongation de la guerre - et au massacre continu de masses de prolétaires ukrainiens et russes - et, d'autre part, avec les destructions causées, ont entraîné les dommages importants de l'économie, donc de l'industrie et de l'agriculture ukrainiennes, de l'infrastructure des villes et des voies de communication, au point de constituer un savoureux gâteau pour les investissements en capital dans la reconstruction, investissements bien sûr américains, britanniques, allemands, français, italiens et dans leur sillage tous les capitaux occidentaux possibles à la recherche effrénée de rentabilité, de profits. Pour la énième fois, la guerre impérialiste confirme être une occasion de « rajeunissement » du capitalisme et une occasion de se débarrasser de la surproduction qui encombre et asphyxie cycliquement les marchés.

La situation dans laquelle se trouve le prolétariat russe et ukrainien, ainsi que le prolétariat européen, américains et de tous les autres pays, est toujours celle d'une grande dépression. La lutte immédiate de défense des salaires et des conditions de vie de base n'a pas encore réussi à briser la ceinture de sécurité avec laquelle les classes dominantes bourgeoises maintiennent attachés leurs prolétaires nationaux aux besoins de survie du capitalisme. Épisodiquement, que ce soit en France, en Chine, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, en Es-

(1) Cf. <https://infodata.ilsole24ore.com/2022/03/08/come-si-misura-leconomia-russa-import-export-settore-per-settore>

pagne ou en Italie, la lutte prolétarienne émerge du marais dans lequel l'opportunisme collaborationniste l'a embourbée, mais elle ne réussit toujours pas se libérer des illusions démocratiques et des poussées corporatistes qui l'ont conditionnée pendant des décennies. Des décennies au cours desquelles des masses de plus en plus grandes de prolétaires et de déshérités fuient les pays de la périphérie de l'impérialisme, par terre et par mer, vers les pays de l'opulence capitaliste ; venus d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, à la recherche de situations de survie plus stables ils fuient la misère, la famine, les guerres provoquées directement et indirectement par les pays capitalistes les plus avancés, et pour cela plus agressifs, plus cyniques, plus inhumains.

Le monde capitaliste, de même qu'il ne prévoit pas la stabilité du travail salarié, le rendant toujours plus précaire et faisant du chômage un état permanent dans lequel sont jetées des masses croissantes de prolétaires, n'offre même pas un simple accueil à tous ceux qui souffrent de la faim, de la pauvreté ou qui tentent d'échapper aux conséquences les plus terribles des guerres. Jalouses de leurs privilèges sociaux, les classes dominantes les défendent par tous les moyens, et de même qu'elles sont prêtes à exploiter la force de travail salariée en la condamnant à survivre avec des salaires de misère, de même elles sont prêtes à en faire de la chair à canon tant dans les guerres de rapine qui ponctuent leur époque, que dans la paix bourgeoise qui suit chaque guerre en jetant le prolétariat et les déshérités dans la marginalisation et la famine.

Pour ne pas mourir sous les bombes, pour ne pas mourir de misère, pour ne pas mourir sur les fronts de guerre que toute bourgeoisie nationale est prête à tracer pour défendre ses intérêts de classe, les prolétaires ukrainiens comme les prolétaires russes ont cherché dans la désertion, ou dans la corruption, la solution immédiate à leur situation individuelle pour ne pas être enrôlés et envoyés mourir à la guerre. La désertion est la première réaction instinctive à un appel aux armes non accepté ou à un séjour au front ; si elle acquiert la dimension d'un phénomène collectif, comme pendant la première guerre impérialiste mondiale, elle est le signe d'un refus primordial de classe de se faire tuer à des fins idéalement et pratiquement insoutenables. Les cas du premier type de désertion qui ont été constatés en Ukraine et en Russie ont certainement inquiété les États et les gouvernements respectifs, qui sont intervenus avec les lois classiques de la guerre, à savoir l'emprisonnement ou l'envoi sur les zones de combat les plus dangereuses. Des chroniques journalistiques indiquent que Zelensky a officiellement demandé aux gouvernements des pays occidentaux qui soutiennent sa guerre de lui remettre tous les hommes qui se sont réfugiés chez eux pour échapper à la guerre ; on ne sait pas si ces gouvernements ont réellement accédé à cette demande, qui, par ailleurs, est parfaitement cohérente avec le soutien matériel et financier de la guerre ukrainienne contre la Russie.

Ni le prolétariat ukrainien, ni le prolétariat russe, ni même le prolétariat européen des pays impliqués dans

le soutien à la guerre russo-ukrainienne ne montrent aujourd'hui un élan classiste spontané pour s'opposer au massacre en cours. On ne sait pas combien de prolétaires massacrés dans la guerre il faudra encore pour qu'il y ait une réaction spontanée et classiste contre cette guerre bourgeoise : probablement que cette guerre se terminera sans que les prolétaires ukrainiens et russes se soient libérés de l'influence toxique de leurs nationalismes respectifs. L'espoir est que de cet énième exemple tragique de l'utilisation des masses prolétariennes comme chair à canon, elles retiendront une leçon fondamentale : sa propre bourgeoisie nationale est l'ennemi numéro un du prolétariat, et c'est contre elle que doivent être dirigées toutes les luttes visant à s'opposer à la transformation des travailleurs salariés en chair à canon ! C'est une leçon sur laquelle peuvent se développer les autres leçons nécessaires aux prolétaires de tous les pays dans leur lutte contre les classes dominantes bourgeoises, concernant la rupture de la paix sociale, de la collaboration de classe, de la chape idéologique et organisationnelle de l'opportunisme, pour l'indépendance de classe sur le terrain politique immédiat et plus général.

Face à l'envoi de prolétaires à la guerre par les bourgeoisies respectives, le plus grand mot d'ordre des communistes est toujours : le **défaitisme révolutionnaire**, c'est-à-dire une opposition à la guerre sur le terrain de la lutte classiste, qui prévoit l'union de la lutte prolétarienne dans les usines et dans la société avec la lutte des prolétaires en uniforme sur les champs de bataille. Cette liaison ne se fait pas automatiquement, elle repose en fait sur des expériences larges et continues de luttes de classe déjà mises en œuvre en « temps de paix », tant sur le terrain de la défense immédiate des conditions d'existence du prolétariat que sur le terrain politique de l'opposition à la politique des gouvernements bourgeois ; expériences qui sont fructueuses si elles sont faites en pleine indépendance de classe sur l'un et l'autre de ces terrains.

C'est le **défaitisme prolétarien**, que nous pourrions appeler *économique et politique immédiat*, qui formera la base du défaitisme révolutionnaire ultérieur en temps de guerre. Ce défaitisme n'est rien d'autre que le résultat de la rupture de la paix sociale, de la rupture de la collaboration de classe dans laquelle sont enfermés les prolétaires de tous les pays. Le défaitisme révolutionnaire est déjà un acte politique de grande importance, il représente un point de passage de la lutte de défense immédiate à la lutte de classe, à la lutte d'offensive révolutionnaire, à la lutte politique révolutionnaire. Ce sont des phases de la lutte prolétarienne que les événements historiques peuvent rapprocher dans le temps et dans l'espace, ou éloigner, car elles dépendent des rapports de force entre les classes dominantes et les classes prolétariennes. Des rapports de force qui ne changent pas soudainement, mais dont la modification dépend d'une série significative de luttes prolétariennes de caractère classiste et de l'intervention décisive dans ces luttes du parti communiste révolutionnaire, qui a pour tâche d'*importer* dans les rangs du prolétariat,

dans ses luttes et ses organisations, la « **conscience de classe** », c'est-à-dire la théorie révolutionnaire qui contient les objectifs historiques de la lutte du prolétariat en tant que classe unique totalement antagoniste à la classe bourgeoise à l'échelle nationale et mondiale.

La guerre russo-ukrainienne a croisé dans son vingtième mois de massacres une autre guerre, elle aussi très proche de l'Europe, la guerre entre Israël et le Hamas palestinien qui dirige la bande de Gaza depuis des années, suite à l'incursion des miliciens du Hamas en territoire israélien le 7 octobre 2023, dévastant une série de kibboutz et tuant plus de 1200 Israéliens, pour la plupart des civils, et plus de 200 d'entre eux pris en otage à l'intérieur de la bande de Gaza.

La guerre israélo-palestinienne n'a jamais vraiment pris fin puisque les gouvernements de Tel-Aviv n'ont jamais cessé de soutenir l'implantation violente de leurs colons sur les terres qui, après la reconnaissance de l'État d'Israël en 1948, avaient été attribuées par les grandes puissances mondiales aux Palestiniens. Cette guerre a des caractéristiques bien différentes de celle qui se déroule actuellement en Ukraine, et nous continuerons à aborder en détail dans notre presse les différents aspects de cette question du Moyen-Orient et palestinienne.

En ce qui concerne les événements relatifs à l'Ukraine et à sa guerre contre la Russie, le déclenchement de la guerre d'Israël contre la Bande de Gaza, en raison de l'implication très étroite des États-Unis avec Israël et du soutien que les pays d'Europe occidentale ont apporté et apportent toujours à Israël contre le soi-disant « terrorisme palestinien », a entraîné un ralentissement significatif de la fourniture d'armes et de financements à l'Ukraine de Zelensky.

En vérité, une attitude plus prudente à l'égard de Zelensky s'était déjà manifestée à Washington et à Londres, car la contre-offensive ukrainienne tant vantée et qui était censée commencer dès la fin du printemps

2023, a non seulement été sans cesse reportée - compte tenu de la résistance tenace des troupes russes sur les lignes de front - mais même lorsqu'elle a finalement démarré en septembre 2023, elle n'a pas franchi de pas significatifs en sa faveur.

Cela était certainement dû à une réelle fatigue des troupes ukrainiennes, qui avaient eu l'illusion pendant des mois et des mois de pouvoir lancer une rapide contre-offensive victorieuse grâce à l'armement plus moderne que les Euro-Américains allaient fournir (et qui est arrivé au compte-gouttes et dans un délai très long), et à la résistance des troupes russes, en partie remplacées par des troupes plus fraîches et plus jeunes.

Cette fameuse contre-offensive qui, selon la propagande du gouvernement Zelensky, devait en quelques mois permettre de reprendre le Donbass et même la Crimée, a finalement été un échec total. Ce que le gouvernement Zelensky a pu enregistrer, outre des épisodes de corruption toujours plus voyants et la disparition de quantités considérables d'armements et de munitions arrivées en Ukraine et détournées vers le marché noir des armes, c'est le massacre continu de ses soldats, et la destruction continue de villages et de villes avec les déplacements inévitables de civils des zones de guerre vers des régions plus éloignées.

Mais dans toutes les chancelleries occidentales, on ne cesse de proclamer que la guerre n'est pas près de se terminer, qu'elle sera encore longue, et c'est pourquoi l'Union européenne a récemment décidé d'octroyer 50 milliards d'euros supplémentaires à l'Ukraine, qui s'endette bien sûr de manière si vertigineuse que, pour le remboursement des dettes accumulées au cours de tous ces mois, la bourgeoisie ukrainienne – que Zelensky soit encore au gouvernement ou non – n'aura aucune retenue à planter ses griffes dans la chair de son prolétariat.

4 février 2024

Aux prolétaires russes et ukrainiens

PROLÉTAIRES DE RUSSIE ET D'UKRAINE !

Depuis une dizaine d'années, vous êtes bombardés par une étouffante propagande nationaliste et impérialiste, pour cela des mots comme les nôtres ne vous ont pas atteints et ne peuvent vous atteindre que difficilement. Toutefois nous voulons insister pour vous lancer cet appel car, tôt ou tard, en italien, en anglais, en français, en russe, ces mots finiront par vous parvenir. Cela vous reconfortera de savoir qu'en dehors de la Russie, de l'Ukraine et des pays qui soutiennent l'une ou l'autre des puissances belligérantes, il existe toutefois un groupe politique qui plonge ses racines dans le marxisme, dans le glorieux Octobre 1917, dans le formidable parti bolchévique de Lénine - que Staline a renversé - et dans la tradition du courant de la Gauche Communiste d'Italie, qui seul au monde, après le drame historique de la théorie du « socialisme dans un seul pays » et de la deuxième guerre impérialiste mondiale, a travaillé d'arrache-pied à la restauration de la doctrine marxiste et à la reconstitution du parti de classe international ; un groupe politique qui croit fermement, comme Marx, Engels et Lénine, à l'inévitabilité de la lutte entre les classes et à son débouché historique nécessaire dans la révolution prolétarienne et communiste afin d'abattre une fois pour toutes le capitalisme, qui aujourd'hui, dans sa phase impérialiste putride, continue de détruire les forces productives, les vies des travailleurs et l'environnement dans le seul but du profit capitaliste, pour lequel les prolétaires de tous âges, sexes et nationalités sont systématiquement exploités, jetés dans la misère et transformés en chair à canon chaque fois que la guerre de concurrence entre capitalistes et entre États s'élève au niveau d'une guerre armée.

Depuis un an, la guerre qui détruit des dizaines de milliers de vies et rase de nombreuses villes ukrainiennes, qui a provoqué dix millions de réfugiés, est la guerre dans laquelle chaque bloc impérialiste impliqué, directement ou indirectement, poursuit ses propres intérêts, en utilisant le sang des prolétaires jeté les uns contre les autres pour défendre des intérêts territoriaux, économiques, financiers et politiques, qui n'ont rien de commun avec les conditions d'existence des prolétaires eux-mêmes. Tant les prolétaires russes qu'ukrainiens savent que dans la guerre bourgeoise et impérialiste, comme dans toute crise économique et financière, ce sont assurément eux qui perdront dramatiquement. La propagande bourgeoise sur la démocratie grâce à laquelle les prolétaires devraient améliorer leurs conditions de vie et de travail, ainsi que la propagande sur l'Etat fort et militarisé qui, en défendant les intérêts nationaux, défendrait également les intérêts du prolétariat, sont les instruments avec lesquels les classes dominantes

bourgeoises qui se battent entre elles veulent faire croire à leurs prolétaires respectifs que leur intérêt principal est de défendre la patrie, la nation, la souveraineté nationale sacrée, le capitalisme national, mis en danger par l'agression de l'ennemi.

Par nature le capital est agressif, et la première cible de son agression est précisément le prolétariat, la classe des travailleurs salariés, car de leur exploitation systématique et permanente, les capitalistes extraient la fameuse plus-value d'où le système mercantile fait ensuite ressortir le profit. D'autre part, il est naturel que les capitalistes agressent leurs concurrents, car ils aspirent à élargir leurs débouchés à leur détriment. Et c'est précisément le principe de la concurrence mercantile que la bourgeoisie de chaque pays transfère directement sur les masses laborieuses en opposant les salariés entre eux, tant sur le plan économique que social et culturel. Habituer les prolétaires à être des concurrents les uns des autres, signifie les habituer à se faire la guerre, aujourd'hui pour un salaire plus élevé, pour la sécurité d'un emploi, pour se distinguer des prolétaires de sexe ou de nationalité différents, et demain pour un pays « victime » d'une agression commerciale ou militaire étrangère.

LES PROLÉTAIRES N'ONT PAS DE PATRIE !

Ce n'est pas un slogan, c'est une réalité depuis au moins deux cents ans. Tous les prolétaires subissent, dans chaque entreprise, dans chaque industrie, dans chaque pays, le même traitement : ils sont exploités par les capitalistes privés ou publics et par l'obligation de travailler pour un salaire. Si on ne travaille pas on ne mange pas, si on ne travaille pas on ne vit pas, mais pour travailler il faut se soumettre au système existant, le système capitaliste dans lequel la classe dominante bourgeoise maîtrise tout - moyens de production, terre, produits et capitaux - et la classe salariée ne maîtrise rien, pas même sa vie. Mais les prolétaires disposent d'une arme historique exceptionnelle pour s'opposer aux capitalistes : leur force sociale productive qui, en tant que salariés, permet au capitalisme d'exister. Le problème historique est donc le suivant : soit le mode de production capitaliste et donc la dictature de la bourgeoisie restent en place, soit la dictature de la bourgeoisie est renversée et le mode de production se transforme du capitalisme en socialisme et finalement en communisme, à savoir en une société où n'existent plus les classes, le capital, l'argent, le marché, la concurrence, les crises et les guerres.

Une utopie ? Non, c'est le but du programme communiste pour lequel se sont battus les prolétaires de Berlin, Vienne, Paris et Milan en 1848, les prolétaires de la Commune de Paris en 1871, les pro-

létaires russes en octobre 1917, les prolétaires chinois en 1925 et 1927. Autant de batailles que le prolétariat mondial a finalement perdues, mais qui ont laissé des leçons historiques majeures, indispensables pour les batailles ultérieures. Les bourgeoisies ont aussi tiré des leçons et ont compris que c'est le prolétariat, s'il est organisé de manière indépendante et dirigé par son parti de classe, qui est leur véritable ennemi historique. Aujourd'hui, les bourgeois russes, représentés par les oligarques autour de Poutine, et les bourgeois ukrainiens organisés autour des oligarques représentés par Zelensky, se traitent en ennemis et envoient leurs prolétaires s'entretuer pour gagner une guerre dont aucun prolétaire ne voulait. Mais l'histoire nous montre, qu'ils deviennent de proches alliés face à un prolétariat révolutionnaire et dirigé par le parti communiste révolutionnaire, comme l'étaient déjà les Prussiens et les Français en 1871 alors qu'ils se faisaient la guerre, et comme l'étaient les Allemands, les tsaristes et les très démocratiques Britanniques et Français en 1917-1921, pendant et immédiatement après la première guerre impérialiste mondiale, contre la révolution prolétarienne russe victorieuse et sa dictature de classe. Les prolétaires n'ont pas de pays, pas de frontières, ils ont un monde à gagner. Dans la guerre bourgeoise, leur lutte pour la survie doit commencer par la fraternisation entre eux, en faisant leur ce défaitisme révolutionnaire qui est la base de la reconquête de classe. Leur lutte doit passer par

la rupture de la collaboration avec leur propre bourgeoisie, d'autant plus qu'avec la bourgeoisie des autres pays, car le but de la lutte prolétarienne est de portée internationaliste et internationale.

Dans la guerre impérialiste bourgeoise, les intérêts immédiats et les intérêts plus généraux et historiques du prolétariat se mêlent et s'entremêlent inévitablement même si le prolétariat ne le remarque pas. C'est la même politique de guerre de l'État bourgeois qui pourrait élever le niveau de l'affrontement de classe à un niveau politique général. Le prolétariat est contraint par la réalité de la guerre à prendre parti soit pour le front bourgeois – et il y est poussé par le collaborationnisme syndical et politique – soit pour le terrain de la lutte classiste, pour la défense des intérêts prolétariens immédiats et généraux qui concernent objectivement tous les prolétaires, directement ou indirectement impliqués dans la guerre – et il y est poussé par le parti de classe.

Aujourd'hui, ni les prolétaires russes ni les prolétaires ukrainiens n'ont la force de rompre avec leurs bourgeoisies respectives, et le parti de classe doit encore se développer en tant que force réelle. Mais le jour viendra pour eux aussi de suivre la voie de la lutte de classe.

(“Le prolétaire”, N° 548, Mars-Avril-Mai 2023 / Prise position 17 Février 2023 / “Il comunista”, N° 176, Gennaio-Febbraio 2023)

Quelques points sur la situation historique qui a produit la guerre russo-ukrainienne

1) Avec la défaite de la révolution prolétarienne en Europe dans les années 1918-1923 et la dégénérescence dans les années suivantes du pouvoir bolchévique en Russie dans l'isolement le plus dramatique et aux prises avec un profond retard de la structure économique et sociale en Russie, les mesures orientées vers le socialisme que le pouvoir bolchévique avait commencé à prendre ont été progressivement abandonnées et remplacées par des mesures nettement mercantilistes et bourgeoises. Ces mesures comprenaient nécessairement des interventions politico-économiques destinées à développer autant que possible le capitalisme d'État, seul moyen de diriger et de contrôler le développement du capitalisme en Russie pendant la dictature du prolétariat, et à soutenir, par l'intermédiaire de l'Internationale Communiste, les mouvements communistes dans le monde avec la perspective de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés ; révolution

qui, en cas de victoire même dans un seul de ces pays, par exemple l'Allemagne, accélérerait également le développement de l'économie en Russie.

Le mouvement communiste international a subi une défaite non seulement « idéologique », mais aussi politique et sociale, résumée par la théorie du « socialisme dans un seul pays » (qui ouvrirait la porte à la démocratie bourgeoise, aux « voies nationales vers le socialisme », en fait au nationalisme bourgeois tout court) ; de son côté, le mouvement prolétarien international a subi une régression tragique sur le terrain de la lutte des classes et de sa propre lutte pour la défense immédiate des conditions d'existence et de travail, ce qui n'a pas empêché les prolétaires de Berlin en 1953 de se soulever contre le nouveau pouvoir bourgeois, ni les prolétaires de Budapest en 1956 et les prolétaires de Prague en 1968 de se soulever contre l'intervention armée du pays « frère » russe avec lequel Moscou réaffirmait sa do-

mination impérialiste en Allemagne de l'Est, en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

Alors que dans une certaine mesure, les prolétariats des pays capitalistes avancés ont été quelque peu protégés de tomber dans la misère la plus noire, par l'application de la politique des amortisseurs sociaux (directement héritée du fascisme) en échange d'une contraignante collaboration entre les classes, les prolétariats des pays de la périphérie de l'impérialisme ont subi les conséquences les plus dures de l'exploitation intensive par le capitalisme international et les capitalismes nationaux, les répressions colonialistes les plus dures contre leurs tentatives de rébellion, ainsi que les conséquences les plus négatives des crises économiques et sociales qui frappent cycliquement les pays capitalistes avancés.

2) Le monde capitaliste de l'après-Deuxième Guerre mondiale n'a pas été un « monde de paix ».

Les conflits interimpérialistes ont éclaté immédiatement après la fin de la guerre dans une lutte pour définir les limites des zones d'influence de chaque impérialisme ayant participé à la guerre, au détriment des pays qui l'ont perdu – l'Allemagne, le Japon, l'Italie et leurs alliés – et aussi les limites entre eux, car bien que vainqueurs de la guerre, ils ont dû pour certains comme la France et la Grande-Bretagne, enregistrer une réduction inévitable de leur propre puissance en raison de la suprématie évidente des deux « superpuissances », les États-Unis et la Russie, véritables vainqueurs de la guerre.

Le séisme politico-économique provoqué par la guerre a détraqué les équilibres colonialistes antérieurs, mettant en mouvement les forces sociales – bourgeoisie, paysannerie et prolétariat – qui, jusqu'alors, ne s'étaient pas encore exprimées dans toute leur potentialité révolutionnaire. Ce sont notamment les cas de l'Inde (1947) et de la Chine (1949) qui ont influencé les luttes ultérieures pour la libération nationale dans tout l'Extrême-Orient asiatique et l'Afrique, de diverses manières, apparemment opposées, mais toujours fermement ancrée dans le développement capitaliste et bourgeois de leurs États respectifs, avec le gandhisme (et son pacifisme, surtout les mouvements des pays occidentaux) et avec le maoïsme (et son guérillérisme, surtout les mouvements d'indépendance orientaux et africains). Dans ces mêmes années, la guerre de Corée qui a éclaté en 1950 – et qui menaçait de se transformer en troisième guerre mondiale cinq ans seulement après la fin de la deuxième – avait anticipé l'affrontement de la Russie avec les États-Unis à travers les luttes de « libération nationale » (dans ce cas, il s'agissait de l'unification des deux Corées après que le Japon, colonisateur de la Corée et de la Chine, ait été définitivement vaincu dans la guerre mondiale). Face à cette menace, notre parti avait lancé le mot d'ordre du défaitisme révolutionnaire résumé dans « Ni avec Truman, ni avec Staline », en cohérence avec les positions de la Gauche communiste italienne face à la guerre italo-turque de 1911 et à la Première Guerre mondiale de 1914-18, qui coïncidaient parfaitement avec celles du parti bolchévique de Lénine face à la guerre russo-japonaise de 1905 et à la Première Guerre mondiale.

3) Les trente années qui ont suivi la deuxième guerre

impérialiste mondiale, acclamées comme la période de la grande expansion capitaliste, outre d'avoir été caractérisées comme une sorte de « nouvelle jeunesse » du capitalisme, ont été les trente années au cours desquelles, dans de nombreuses régions du monde, le vieux colonialisme européen a été liquidé par les mouvements nationaux-révolutionnaires successifs des guerres de l'Inde et de la Chine, comme de l'Algérie, du Congo, de l'Indochine (Vietnam, Cambodge, Laos), etc., mettant en difficulté les anciennes puissances colonialistes (France, Grande-Bretagne, Hollande, Belgique et, bien sûr, Allemagne et Japon, alors que l'Italie avait déjà perdu ses colonies africaines pendant la guerre), et infligeant également de sévères défaites à la nouvelle superpuissance, les États-Unis d'Amérique (Cuba, Vietnam).

4) En l'absence d'un mouvement prolétarien indépendant, préalablement détruit par la contre-révolution bourgeoise qui, avec le stalinisme, a donné le coup de grâce, dans les années 1920, au mouvement révolutionnaire en Europe et en Chine, les mouvements anticolonialistes des trente années 1945-1975, bien que vigoureux, n'ont pas pu ouvrir la voie à la reprise du mouvement de classe révolutionnaire en Europe et dans les Amériques. Ainsi, le capitalisme a eu la possibilité de renouveler les classes dominantes et de renforcer leur pouvoir tant dans les pays impérialistes que dans les pays où son développement national était très en retard, en faisant émerger de nouvelles bourgeoisies qui ont assumé une double tâche : accélérer le développement des marchés intérieurs et l'industrialisation nationale correspondante, sous l'égide des puissances impérialistes, les États-Unis en tête, et, en même temps, contrôler de manière dictatoriale leurs classes prolétariennes, à la fois pour maximiser leur exploitation afin d'accélérer le développement capitaliste national et pour les empêcher, généralement par la répression directe, de lutter et de s'organiser en tant que forces de classe indépendantes. Il convient de souligner que, dans tout ce travail, la déformation du communisme marxiste, de ses principes et de ses objectifs, la dégénérescence des partis communistes, à commencer par le parti bolchévique, et l'élimination physique des communistes révolutionnaires partout dans le monde, ont joué un rôle primordial. L'illusion que les mouvements bourgeois nationaux-révolutionnaires pouvaient conduire, en tant que tels et en l'absence de la lutte de classe prolétarienne, à la victoire du socialisme sur le capitalisme, faisait partie de cette déformation du marxisme qui a pris le nom de stalinisme et qui a été, à son tour, la source de centaines de variantes « nationales » tant dans les pays capitalistes avancés qu'arriérés (du maoïsme à la coexistence pacifique, du guévarisme à l'écosocialisme, du socialisme autogestionnaire au socialisme chrétien, et ainsi de suite).

5) Avec la crise économique mondiale de 1975, le capitalisme international, après trente ans d'« expansion économique » sur les décombres de la deuxième guerre impérialiste mondiale, a incontestablement montré la dure réalité d'une société qui n'avait rien d'autre à offrir au prolétariat et aux peuples du monde qu'un monde de

crises et de guerres.

Les conflits inter-impérialistes qui avaient été à l'origine du déclenchement de la guerre mondiale en 1939, comme en 1914, se sont renouvelés entre les alliés eux-mêmes dès la fin de la guerre et ont été exacerbés au fil du temps par le regain de puissance économique des anciens impérialismes (surtout le Japon et l'Allemagne) et de nouvelles puissances économiques telles que la Chine. Le dépassement de la crise mondiale en 1975 n'a pas ouvert la voie à une période de développement pacifique, mais plutôt à une période au cours de laquelle les conflits inter-impérialistes étaient destinés à augmenter et à étendre leurs conséquences destructrices sur tous les continents, confirmant ce que le marxisme avait prédit il y a cent soixante-quinze ans :

« Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir. » (Manifeste du parti communiste, Marx-Engels, 1848).

Une série interminable de tensions sociales s'est ainsi entremêlée avec des crises de nature politico-économique et militaire, face auxquelles les différentes bourgeoisies, d'une part, ont constamment cherché à aiguïser la concurrence entre elles avec tous les instruments politiques, économique-financiers et militaires à leur disposition, et, d'autre part, ont agi politiquement et militairement pour tenter de réprimer tout soulèvement social possible ; une tentative qui a jusqu'à présent réussi même lorsque les masses prolétariennes, après la crise de 1975, ont montré des signes de grande combativité, au Proche-Orient comme en Europe, en pensant par exemple aux masses palestiniennes, harcelées, réprimées et massacrées par Israël autant que par leurs « frères » arabes en Jordanie, en Syrie et au Liban, au puissant mouvement de grève dans les chantiers navals polonais de Gdansk, aux grandes grèves dans la Ruhr allemande, comme à celles de Fiat ou des cheminots français. La combativité de tous ces mouvements prolétariens a été intoxiquée, et ainsi étouffée, par les mythes de la démocratie parlementaire, du nationalisme et des « changements » électoraux de régime. C'est également ce qui est arrivé aux mouvements les plus récents des dits « printemps arabes », dans lesquels les anciens pouvoirs représentés par des généraux, tels que Ben Ali (au pouvoir de 1987 à 2011) et Moubarak (au pouvoir de 1981 à 2011), ont été remplacés par des représentants de la bourgeoisie compradore moderne, soit sous une apparence démocratique (comme l'actuel en Tunisie), soit ouvertement autoritaire (comme le régime actuel du général al-Sissi en Égypte).

6) L'impérialisme russe, du fait de l'extension territoriale de la Russie elle-même, qui couvre une grande partie du continent eurasiatique, est contraint de défendre ses frontières et ses zones d'influence les plus proches tant à l'ouest qu'à l'est, d'autant plus qu'une puissance émergente comme la Chine, qui a elle-même intérêt à étendre son influence en Asie, donc vers l'ouest, se heurte inévitablement à la Russie. L'affrontement

entre la Chine et la Russie a commencé immédiatement après le XXe congrès du Parti communiste russe, au cours duquel Khrouchtchev a présenté le fameux « rapport secret » sur Staline, lançant ce que l'on appelle la « déstalinisation ». La Chine de Mao, dans son effort d'industrialisation capitaliste du pays, soutenu par la Russie de Staline, avait besoin de déguiser cet effort avec les arguments qui avaient servi à Staline pour falsifier le marxisme, en faisant passer le développement du capitalisme en Russie, comme en Chine, pour la « construction du socialisme ». C'est pourquoi il s'est opposé à Khrouchtchev et à ses successeurs en les accusant (du haut de quelle chaire ?) de « révisionnisme ». Des paroles aux actes : en 1969, sur les rives de l'Oussouri, les affrontements militaires frontaliers entre les deux pays « socialistes » se rapprochent de la guerre armée (avec la menace de l'utilisation de bombes atomiques de part et d'autre) à laquelle la Maison Blanche, qui a déjà des relations diplomatiques et commerciales depuis plusieurs années avec la Chine, ne peut pas être étrangère. Il a fallu plus de vingt ans pour que la Chine et la Russie normalisent leurs relations en démilitarisant leur frontière commune. Entre-temps, confirmant l'alliance anti-russe, certes temporaire, entre la Chine et les Etats-Unis, le champ de bataille s'était élargi, entre 1979 et 1989, à l'Afghanistan, que l'URSS avait envahi sous prétexte de venir en aide au gouvernement afghan pro-soviétique attaqué par diverses tribus de *moudjahidines*, elles-mêmes soutenues et financées par les Etats-Unis, le Pakistan, la Chine, l'Iran, l'Arabie Saoudite et l'inévitable Royaume Uni. Comme on le sait, il n'a pas suffi d'une décennie à l'URSS pour briser les talibans, et elle a donc dû partir la queue entre les jambes. Le fait est que la même chose est arrivée à l'impérialisme américain qui, sous le prétexte de la « guerre contre le terrorisme » après l'attaque des Twin Towers de New York en septembre 2001 par Al-Qaïda, a envahi l'Afghanistan à son tour dans le but non seulement d'éliminer le chef d'Al-Qaïda, Oussama Ben Laden, mais aussi d'installer ses bases dans le pays et d'avoir ainsi une présence militaire aux frontières de l'Iran et de la Russie, à l'époque ennemis déclarés des États-Unis. Ce jeu n'a pas non plus réussi à Washington ; ainsi les Américains et leurs alliés de l'OTAN, après 20 ans de guerre, de massacres (comme à Shinwari et dans le désert de Dasht-e Leili) et les plus terribles systèmes de torture des prisonniers (comme la simulation de noyades), ont dû quitter l'Afghanistan, en laissant à nouveau le pays, comme les Russes l'avaient déjà fait, aux prises avec une guerre civile sans fin entre factions et clans tribaux.

7) En Europe, alors qu'en 1989-1990 l'Allemagne de l'Ouest a profité du séisme qui fait sauter le pouvoir soviétique, en annexant l'Allemagne de l'Est et réunifiant ainsi le pays après que les puissances impérialistes victorieuses de la deuxième guerre impérialiste l'aient coupée en deux, le séisme russe contamina aussi directement les Balkans. C'est au tour de la Yougoslavie de finir en lambeaux : entre 1991 et 1999, les guerres se succèdent entre les différentes républiques anciennement fédérées, guerres soutenues d'un côté par la Russie (Serbie, Monténégro) et de l'autre par l'OTAN (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo), qui se

massacrent réciproquement non seulement pour des raisons nationalistes (Croates contre Serbes et Bosniaques, Serbes contre Slovènes, Croates, Bosniaques, Kosovars d'ethnies albanaise, Slovènes contre Croates), mais aussi religieuses (entre musulmans et catholiques, notamment en Bosnie-Herzégovine), accompagnés de massacres comme à Vukovar et Srebrenica, par les Serbes, et à Belgrade, par les bombardements de l'OTAN, ainsi que l'utilisation non épisodique par les forces de l'OTAN de munitions à uranium appauvri. Des bombardements similaires ont été effectués par les Anglo-Américains en Irak en 2004, y compris avec des bombes au phosphore à Falloujah.

Désormais, il n'y a plus un seul coin du monde où la longue main des puissances impérialistes, seules ou en alliance avec d'autres, ne tente pas de changer la situation à leur avantage par le moyen de pressions économiques et financières et de la guerre; ces changements ne sont rien d'autre que l'expression de conflits entre les États capitalistes et, en leur sein, d'intérêts qui peuvent apparaître à première vue comme simplement « nationaux », mais qui se déroulent en fait dans le cadre de la phase impérialiste du capitalisme, que Lénine a identifiée comme la phase dans laquelle le capital financier et les monopoles dominant, la phase avec laquelle le capitalisme termine historiquement sa possibilité de développement et au-delà de laquelle il n'y a que la révolution prolétarienne et communiste à l'échelle mondiale, une révolution dont la tâche n'est pas de rénover le mode de production capitaliste et ses rapports de production et de propriété sous d'autres oripeaux, mais de le détruire complètement, libérant ainsi les forces productives que le capitalisme tend à détruire continuellement après les avoir développées, dans le seul but de se maintenir en vie.

8) Entre-temps, qu'est-il arrivé aux pays qui faisaient autrefois partie de l'URSS et de l'Europe de l'Est soumise à Moscou ?

La plupart de ces pays, qui commerçaient déjà depuis des années avec les pays d'Europe occidentale, se sont rapidement pliés à la protection économique de l'Union européenne et à la protection militaire de l'OTAN. En effet, entre 1999 et 2004, la Pologne, la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Slovénie sont devenues membres de l'OTAN, la Croatie et l'Albanie ont été ajoutées en 2009, le Monténégro en 2017 et la Macédoine du Nord en 2020. Il est bien connu que l'Ukraine a demandé à rejoindre non seulement l'Union européenne en tant qu'État membre, mais aussi l'OTAN. Il était évident que l'impérialisme russe ne pouvait pas rester tranquille lorsque les missiles de l'OTAN frappaient à sa porte. Les États d'Europe de l'Est, autrefois considérés comme le « glacis » protégeant la Mère Russie, sont devenus en l'espace de vingt ans une ceinture de sécurité pour les impérialistes occidentaux, prêts à être forcés de jouer le rôle non pas tant d'endigement de toute avancée russe vers l'Europe de l'Ouest que de rampe de lancement pour l'avancée des forces de l'OTAN en direction de Moscou. En fait, les pays de l'ancien Pacte de Varsovie que la Russie a organisé en 1955 pour affronter militairement les im-

périalistes occidentaux organisés dans l'Alliance atlantique, c'est-à-dire, outre la Russie, la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie, ont été utilisés davantage pour des opérations de répression interne au sein de l'empire russe – comme l'ont montré les attaques de chars à Budapest et à Prague – que pour attaquer l'un ou l'autre des pays européens « au-delà du rideau ».

9) La puissance économique euro-occidentale ajoutée à celle des Etats-Unis et à celle de ses alliés les plus proches comme le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, est inatteignable par la Russie qui, pour des raisons historiques dont elle ne peut s'extraire, est destinée à fonctionner avant tout comme une puissante force militaire réactionnaire en appui aux puissances capitalistes dominantes et capable de sécuriser l'ordre mondial capitaliste et impérialiste : il en a été ainsi à l'époque des tsars, dans une fonction anti-révolutionnaire en Europe et dans le monde, étrangement de mèche avec l'Angleterre bourgeoise dans une fonction anti-française et anti-allemande ; il en a été ainsi à l'époque de Staline, dans la destruction du mouvement bolchévique et communiste international qui a permis le développement du capitalisme national russe et le coup mortel porté au mouvement communiste et révolutionnaire prolétarien ; il en a été ainsi pendant la période dite de « déstalinisation », de « démocratie populaire », de « coexistence pacifique » jusqu'à Gorbatchev, dans une fonction expressément anti-prolétarienne, tant à l'intérieur de son propre empire qu'à l'extérieur, et pas seulement d'un point de vue idéologique ; et c'est encore le cas aujourd'hui, sous Poutine, qui, dans son empressement impérialiste à conquérir – comme le fait tout impérialisme après avoir subi des crises économiques majeures – de nouveaux territoires économiques perdus depuis l'effondrement de l'URSS, cherche à les arracher aux griffes des impérialistes d'Europe occidentale et d'Amérique, comme dans le cas de l'Ukraine. Avec la perte de ses colonies européennes, l'impérialisme russe jette son dévolu sur le périmètre plus au sud et plus à l'est et, dans un certain sens, moins difficile à pénétrer, comme certains pays du Moyen-Orient (au premier rang desquels la Syrie) et naturellement, les pays du Caucase, comptant sur le fait que les anciennes républiques d'Asie centrale appartenant à l'ancienne URSS, tant qu'elles ne seront pas séduites par des offres de relations économiques et politiques plus avantageuses de la part, par exemple, de la Chine avec son nouveau projet de « route de la soie »... , il ne faut pas s'attendre à de grands dangers.

10) La Russie d'aujourd'hui est prise en tenailles – à l'ouest, l'Allemagne, qui se réarme à tour de bras, et l'Union européenne, défendue par l'OTAN dirigée par les États-Unis, à l'est, la Chine, le Japon et une Inde qui entend également participer à un partage du monde entre les grandes puissances – dont elle a du mal à sortir, non seulement en raison de sa position géopolitique, mais aussi en raison d'un conditionnement important de son capitalisme financier, directement lié aux matières premières (pétrole, gaz naturel, charbon, céréales, bois, armes, métaux précieux, engrais, équi-

pements nucléaires, etc.), mais reposant sur une industrie généralement obsolète, sauf en ce qui concerne l'industrie spatiale et nucléaire, ce qui en fait un rival dangereux pour toutes les autres puissances nucléaires, États-Unis en tête.

11) La Russie reste fortement importatrice de produits transformés, surtout de produits de haute technologie qu'elle ne produit pas elle-même. Son partenaire le plus important est la Chine, qui représentait en 2019 13 % et en 2020 14,8 % de ses exportations, alors qu'en 2019 elle représentait 22% et en 2020 22,9% de ses importations. La Chine, ainsi que la Biélorussie (quatrième pour les importations, cinquième pour les exportations), ne participent pas aux sanctions occidentales. Mais les sanctions lancées par l'Union européenne et les États-Unis affectent gravement le commerce russe et certains biens détenus à l'étranger par les oligarques qui font partie du « cercle magique » de Poutine, ainsi que certaines banques, en les excluant du système Swift qui sert aux paiements internationaux, mais ces sanctions excluent le commerce du pétrole et du gaz russes dont l'Europe dépend très fortement, en particulier l'Allemagne et l'Italie, mais aussi les Pays-Bas et la Pologne, qui entreraient dans une crise immédiate si cet approvisionnement était brusquement interrompu.

12) La période dite de condominium politico-militaire russo-américain sur le monde, période de *guerre froide* où était en vigueur l'équilibre de la terreur (la terreur d'une guerre nucléaire), s'est achevée, en principe, avec l'effondrement de l'URSS et sa colonisation des pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale ; elle a sanctionné une aggravation du désordre mondial qui n'affectait jusqu'alors que certaines « zones de tempête », mais pas l'Europe. Les guerres yougoslaves ont secoué l'Europe, à cela se sont ajoutées les deux guerres du Golfe, la guerre au Yémen, en Afghanistan, en Afrique (République démocratique du Congo, Soudan, Nigeria, République centrafricaine), en Libye, en Syrie et au Kurdistan, et la guerre interminable en Palestine. Alors que les médias du monde entier parlent d'une guerre froide entre l'Amérique et la Russie, le capitalisme massacre loin des métropoles impérialistes. Depuis trente ans, les facteurs de crises guerrières s'accumulent dans l'Europe opulente ; les guerres yougoslaves d'abord, puis la guerre en Méditerranée pour éliminer Kadhafi et s'arracher les uns les autres des morceaux de Libye, puis maintenant la guerre russo-ukrainienne, entourent d'un cercle de feu l'Europe pacifique, chrétienne, humanitaire.

13) Contre la guerre bourgeoise, qu'elle soit déclenchée par des intérêts initialement nationaux ou des intérêts impérialistes, il n'y a pas de diplomatie qui puisse pacifier les belligérants : les brigands négocient après s'être frappés mutuellement avec le plus de force possible, et les négociations sont menées par les plus forts, quand les plus faibles ont cédé et sont prêts à se rendre. Jusqu'à ce moment, la guerre bourgeoise ne s'arrête pas ; tant que le sort du conflit ne laisse pas entrevoir quels belligérants l'emporteront, la force d'inertie avec laquelle les belligérants se battent les oblige à poursuivre le

massacre jusqu'à ce que le camp le plus fort militairement ait finalement totalement écrasé l'autre. C'est ce qui s'est passé lors de la première guerre impérialiste mondiale, puis lors de la seconde, et depuis dans toutes les guerres. Comme l'hydre de la mythologie grecque, la bourgeoisie vaincue dans une guerre peut renaître, se redévelopper et entrer à nouveau en concurrence avec les autres : ce qui la fait renaître, c'est le mode de production capitaliste et les rapports bourgeois de production et de propriété générés par le capitalisme. **Pour vaincre définitivement l'hydre-capitalisme, il n'y a qu'une voie** : ce n'est pas la négociation entre brigands impérialistes, ce n'est pas l'appel à un humanitarisme qui s'illusionne d'être au-dessus des conflits sociaux et des conflits entre États, ce n'est pas l'héroïsme nationaliste poussé jusqu'au sacrifice extrême. C'est **la lutte de classe, la transformation de la guerre impérialiste en guerre de classe** que le prolétariat est historiquement appelé à mener d'abord contre sa propre bourgeoisie, dans la perspective de la révolution mondiale.

14) La lutte des classes a déjà donné de formidables exemples dans l'histoire du mouvement prolétarien. Avec la Commune de Paris de 1871, la lutte de classe spontanément dirigée par les couches les plus combattives et les plus conscientes du prolétariat a montré que c'est la voie à suivre si l'on veut à la fois lutter contre la guerre bourgeoise et dans le même temps révolutionner la société. Premier exemple historique de dictature du prolétariat par opposition à la dictature de la bourgeoisie, elle confirme de la perspective matérielle et historique tracée par la théorie marxiste. Elle est l'exemple d'un premier niveau de maturité du mouvement prolétarien et communiste, non suivi par aucun autre prolétariat européen ou nord-américain, et non dirigé par le parti de classe, le parti communiste révolutionnaire, et donc destiné à être vaincu. Avec la révolution d'octobre 1917, la lutte de classe du prolétariat a été organisée et dirigée par le parti de classe, le parti communiste révolutionnaire, qui s'appelait à l'époque le parti bolchévique. Sur la base des leçons tirées des luttes ouvrières en Europe à partir de 1848, de la Commune de Paris, de ses limites et de ses erreurs, et de la révolution russe de 1905, le parti de Lénine a lu avec une grande précision le moment historique généré par la première guerre impérialiste mondiale et, malgré l'échec tragique de la II^e Internationale face à la guerre, il a compris que la situation historique dans laquelle se trouvait le tsarisme russe – bien qu'il soit intervenu dans la guerre impérialiste aux côtés des puissances capitalistes démocratiques et ait été soutenu par elles – signifiait la fin de sa course : la guerre elle-même avait mis en mouvement les forces sociales russes, bourgeoises, paysannes et prolétariennes, en leur faisant prendre le chemin de la révolution bourgeoise anti-tsariste.

Eh bien, la grande perspective historique que le marxisme avait eue dans les révolutions de 1848 et 1849 – à l'ordre du jour, en Allemagne, en Italie, en Espagne, la révolution bourgeoise qui avait déjà gagné en France et, avant cela, en Angleterre – c'est-à-dire la possibilité concrète pour le prolétariat, par sa participation aux révolutions bourgeoises, de les faire transcender en

révolutions prolétariennes si elles étaient dirigées par le parti prolétarien de classe (le parti communiste, voir le *Manifeste* de 1848), était parfaitement valable pour la Russie arriérée ; arriérée, mais déjà attaquée par le mode de production capitaliste qui se répandait de l'Europe, avec la grande industrie, à la Russie et à l'Asie.

D'où l'indication péremptoire de Lénine : transformer la guerre impérialiste en guerre civile, en guerre de classe ; un mot d'ordre valable pour tous les pays européens et pour la Russie elle-même, où en fait, au milieu de la guerre impérialiste, éclatait la révolution qui, en février 1917, fut dirigée par la bourgeoisie et qui, en octobre 1917, s'est transformée en révolution prolétarienne, donc anti-bourgeoise, anti-impérialiste et, par conséquent, fondamentalement anti-capitaliste. La dictature de classe du prolétariat, qui, dans la Commune de Paris, se présentait plutôt comme une nécessité immédiate pour défendre Paris contre les troupes prussiennes, et ensuite pour se défendre contre la contre-révolution bourgeoise des Versaillais dirigés par Thiers, a été consciemment instaurée à Saint-Pétersbourg, sachant précisément quelles étaient ses tâches immédiates, nationales et internationales, pour lesquelles le prolétariat avait été préparé au cours des quinze années précédentes par le parti marxiste russe, le parti bolchévique de Lénine.

15) Le parti de classe, le parti communiste révolutionnaire a, en effet, pour tâche de préparer le prolétariat à sa révolution, de le préparer à la lutte contre l'Etat bourgeois sur la base des expériences qu'il fait spontanément dans les luttes pour la défense économique immédiate et sur la base des bilans des révolutions et surtout des contre-révolutions. Le parti de classe représente la conscience de classe, les buts historiques de la lutte de classe que le prolétariat est poussé à engager contre la bourgeoisie dominante afin de renverser son pouvoir politique et sa dictature, en établissant sa propre dictature de classe parce que c'est le seul moyen politique par lequel il est possible d'enlever à la bourgeoisie le contrôle de l'économie et, par conséquent, de la société.

Toutefois, le parti de classe n'est pas créé dans l'instant, ce n'est pas une forme politique qui a germé au sein du prolétariat ; c'est le résultat organique de toute l'histoire des luttes de classes, en particulier de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie dominante, et de tout ce que la civilisation moderne a produit de positif pour le développement des forces productives, base matérielle et essentielle de l'économie de toute société divisée en classes, plus encore de la société sans classes que le marxisme a appelée communisme. Le parti de classe, avec le marxisme, existe sur le plan **historique** depuis 1848, il existe comme théorie de la révolution communiste, comme guide du prolétariat révolutionnaire au niveau mondial ; sur le plan **formel**, devant agir dans des situations concrètes, parfois favorables mais souvent défavorables à la lutte de classe, le parti peut aussi être réduit à deux de ses représentants, comme le furent Marx et Engels pendant de nombreuses années, ou comme le fut le groupe clairsemé autour de Lénine en 1914-1916, ou même disparaître, comme ce fut le cas à cause de la contre-révolution stalinienne dans les années de 1927 à 1945.

16) La guerre russo-ukrainienne d'aujourd'hui n'est que la continuation – sur les deux fronts – de la politique bourgeoise appliquée par des moyens militaires. La question n'est pas de savoir qui est l'agresseur ou l'agressé. La bourgeoisie d'un pays se bat toujours contre des bourgeoisies étrangères, pour cela l'agression est donc réciproque, elle fait partie de la lutte de concurrence qui, des marchés de débouchés des marchandises et des capitaux, se déplace sur le terrain militaire. Le prolétariat n'a rien à partager avec sa propre bourgeoisie ou avec la bourgeoisie étrangère car, quelle que soit la bourgeoisie qui gagne la guerre, son destin ne changera fondamentalement pas : il restera toujours un esclave salarié, il sera toujours la classe des travailleurs sur l'exploitation desquels la bourgeoisie extorque la plus-value ; il sera toujours la classe ouvrière qui produit la richesse de chaque pays, richesse que la bourgeoisie s'approprie entièrement en obligeant les travailleurs, les prolétaires à acheter au marché ce dont ils ont besoin pour vivre ; il sera toujours la classe qui est obligée de vendre sa force de travail aux capitalistes et de subir directement et lourdement toutes les fluctuations du marché, toutes les crises économiques et financières, toutes les crises de guerre.

Le capitaliste n'est jamais au chômage : son « occupation » consiste à exploiter le travail salarié, à payer la force de travail le moins possible, à économiser le plus possible sur tous les coûts de production et de travail, à accumuler de l'argent, à investir des capitaux dans l'immobilier, l'industrie, le commerce et à spéculer en bourse. Le prolétaire, le sans réserve, ne possède rien et son « occupation » pour la vie est de trouver un travail dans lequel il sera exploité et pour lequel il recevra un salaire ; si le travail n'est pas là, le prolétaire meurt de faim, il vit dans la misère la plus noire.

17) En temps de paix, les prolétaires, pour survivre, sont obligés de se vendre aux capitalistes. Enrégimentés dans les usines et les entreprises les plus diverses, mais toujours plongés dans l'insécurité car, à la moindre fluctuation du marché ou au moindre changement dans les intérêts des capitalistes, les licenciements affluent, les salaires baissent, et les prolétaires se retrouvent sur le trottoir. En temps de guerre, on est enrégimenté dans l'armée et les productions de guerre ; on est transformé en chair à canon, que l'on fasse partie des forces armées ou que l'on reste à l'arrière en tant que travailleur. À l'ère impérialiste, la guerre ne se déroule plus seulement dans le choc des armées et dans la guerre des tranchées. La guerre implique de plus en plus la population civile ; elle provoque des tapis de bombes, des massacres, l'utilisation de gaz et de bombes chimiques et bactériologiques ou nucléaires, comme à Hiroshima et Nagasaki. Ce que les colonialistes européens ont fait loin de leurs métropoles, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique latine, en détruisant des villages entiers et en massacrant des peuples entiers, l'impérialisme l'a transposé dans les guerres modernes dans les métropoles ; les civils sont massacrés... pour démoraliser et affaiblir les soldats sur le front. C'est ainsi que la bombe atomique américaine a été utilisée pour faire plier le Japon et l'obliger à se rendre ; le bombardement de

Dresde en 1945, rasée au sol, ont incité les Allemands à se rendre, tandis que la destruction de Varsovie en 1944 par les Allemands pour mater le soulèvement polonais contre eux a été observée, sans intervention, à courte distance par les troupes soviétiques qui attendaient que les Allemands finissent le sale boulot et occupent ensuite Varsovie avec beaucoup moins de résistance de la part des Polonais. On pourrait multiplier les exemples de ce genre, mais ceux-ci montrent à eux seuls que dans la guerre impérialiste, l'« honneur militaire », tant vanté par les généraux et les stratèges du XIXe siècle, n'est qu'une chimère.

18) La propagande de guerre diffusée par la bourgeoisie vise toujours à plier le prolétariat à l'unité nationale. En Russie, avant l'invasion de l'Ukraine, le gouvernement de Kiev était présenté comme un gouvernement « nazi » qui voulait éliminer la population russophone qui avait toujours vécu en Crimée et dans le Donbass ; une chose face à laquelle la Russie ne pouvait pas rester sans rien faire. En effet, en 2014, la Russie a occupé militairement la Crimée et a soutenu les groupes pro-russes du Donbass dans la fondation de « républiques populaires » autonomes dans les provinces de Louhansk et Donetsk. Ces huit années ont été marquées par la poursuite de ce que les médias ont appelé une « guerre de basse intensité », au cours de laquelle l'armée ukrainienne visait à reprendre le territoire des deux provinces du Donbass auto-proclamées républiques populaires, tandis que les milices armées de ces deux républiques pro-russes repoussaient les attaques. Dans le même temps, une partie de la population russophone restée dans la partie du Donbass contrôlée par l'armée ukrainienne a été contrainte de se réfugier en Russie pour échapper à la répression. Au même moment, après l'éviction du président pro-russe Ianoukovytch suite aux violentes manifestations de l'Euromaïdan, Porochenko, un oligarque ukrainien, ancien ministre du commerce et du développement économique sous la présidence de Ianoukovytch et ancien président du conseil d'administration de la Banque nationale ukrainienne, est élu à la présidence. Il a laissé à son successeur Zelensky une empreinte fortement nationaliste ; sa devise était « *armia, mova, vira* » (armée, langue, foi), parce qu'il a utilisé l'armée pour repousser les pro-russes du Donbass vers un territoire plus à l'est dans les deux provinces autonomes, parce qu'il a favorisé la langue ukrainienne contre la langue russe, et parce qu'il a encouragé la séparation de l'Église orthodoxe ukrainienne et de l'Église orthodoxe russe. Il s'est fait le promoteur de l'association de l'Ukraine à l'Union européenne, tout en promulguant des lois contre la propagande russe et « communiste », accordant une reconnaissance à tous ceux qui ont combattu pour l'indépendance de l'Ukraine au cours du XXe siècle, y compris l'Armée insurrectionnelle ukrainienne qui a participé à l'extermination des Juifs en Ukraine et au massacre de milliers de Polonais pendant la Seconde Guerre mondiale. Il n'est donc pas surprenant que l'entourage de Zelensky comprenne également d'anciens gardes du corps nazis.

19) Il est donc facile de trouver des prétextes pour

que la Russie intervienne militairement en Ukraine. Quelque chose qui s'est déjà produit en 2014 en Crimée, en défense du référendum qui a donné 90% des voix pour son annexion à la Russie, et qui se produit, après avoir officiellement reconnu les deux républiques populaires de Louhansk et Donetsk, depuis le 24 février de cette année avec l'invasion préparée à la fois de l'est, à partir de la Crimée et donc aussi de la mer Noire, et du nord protégé par la Biélorussie, un proche allié de Moscou. Autre prétexte : les gouvernements de Kiev n'ont jamais mis en œuvre les accords de Minsk de 2014 et 2015, contresignés par les délégués ukrainiens et russes, inclus dans les résolutions de l'ONU et en présence des délégués de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). En fait, il s'agit d'une nouvelle démonstration de l'inefficacité des résolutions de l'ONU : elles ne sont rien d'autre que des chiffons de papier.

Que veut obtenir l'impérialisme russe avec cette opération militaire ? Certainement pas l'annexion de l'Ukraine à la Russie, mais un gouvernement, sinon aussi pro-russe que le gouvernement biélorusse de Loukachenko, du moins non-membre de l'OTAN et certainement non-membre de l'Union européenne. Au lieu d'une opération militaire spéciale – comme l'a appelée Poutine –, il s'agit en réalité d'une véritable guerre qui pourrait durer encore des mois, étant donné le soutien que l'actuelle présidence ukrainienne a reçu des États-Unis et de l'Europe. Il a été confirmé à maintes reprises que ni Washington, ni Londres, ni Paris, ni Berlin, ni Rome, ni aucun autre pays de l'UE n'a l'intention de « mourir pour l'Ukraine », tandis que la Chine reste en spectateur. Ce qui intéresse toutes les chancelleries, de Moscou à Washington et toutes les autres, c'est de préparer leur prolétariat à des situations de guerre armée où la compacité nationale devient un point déterminant. Plus la guerre montre les atrocités que chaque belligérant applique pour offenser et se défendre, plus tout pouvoir bourgeois a besoin de cohésion nationale. Aujourd'hui, en Russie, la cohésion nationale a été recherchée en utilisant une propagande « anti-nazie » contre le gouvernement de Kiev et du danger d'une invasion du territoire russe par l'OTAN. En Ukraine, la cohésion nationale a été recherchée par la propagande classique du pays attaqué, de la défense de la patrie et de l'intégrité territoriale, mobilisant non seulement le nationalisme habituel, mais surtout l'héroïsme d'un peuple contraint de faire fuir ses femmes et ses enfants sous les bombardements incessants et de transformer chaque ville, chaque village, en une tranchée, en une barricade contre un ennemi qui avait débarqué à l'improviste à sa porte.

Mais la même chose se produit dans tous les pays d'Europe où les différents gouvernements utilisent les horreurs de la guerre en Ukraine, en filmant avec insistance chaque cratère causé par un missile, chaque immeuble touché par l'artillerie, chaque sous-sol où les gens se réfugient, pour faire vivre la peur de la guerre. Comme ils l'ont fait jusqu'à présent pour Covid-19, avec des bulletins de guerre sur les contagions, les hospitalisations, les décès, ils le font pour la guerre actuelle en Ukraine, comme si c'était la seule guerre qui mérite d'être documentée, filmée, décrite, commentée.

Ils essaient ainsi de stimuler dans l'esprit du prolétariat un sentiment de revanche contre un ennemi visible et reconnaissable, en l'occurrence les Russes, dont la brutalité dans le bombardement des villes devrait leur faire oublier les brutalités quotidiennes d'une société dans laquelle les gens meurent tous les jours au travail, sont licenciés du soir au matin et subissent continuellement des abus, des harcèlements et des violences en parfait temps de paix, en pleine démocratie et en pleine « liberté ». La dévastation de Marioupol devrait nous faire oublier la dévastation permanente de notre environnement, devrait nous faire oublier les bombes à fragmentation que les pays super-démocratiques ont larguées sur les Serbes au Kosovo et les bombes au phosphore utilisées en Irak à Falloujah. Comme si les brutalités et les massacres que le capitalisme charrie avec une violence croissante depuis plus de cent soixante-dix ans n'avaient pas eu lieu.

20) Toute cette propagande de guerre est préparatoire à une guerre mondiale vers laquelle les puissances impérialistes se dirigent inexorablement. Les grands moyens que la bourgeoisie utilise pour cette propagande brouillent et embrument les esprits ; les prolétaires sont désorientés, paralysés, on leur injecte d'énormes doses de patriotisme, de nationalisme, de collaborationnisme sans le moindre signe d'une lutte défensive même minime ; ils sont dépourvus des anticorps que seule la lutte des classes peut produire. Comme un immense troupeau, ils sont amenés de temps en temps, inconsciemment, à accepter de brouter où et combien le maître-berger le veut. Mais la bourgeoisie impérialiste est plus exigeante qu'on ne le pense : elle veut que le prolétariat participe, qu'il milite dans les rangs d'une démocratie belliciste convaincue de se battre pour la « liberté », pour un « avenir meilleur », pour une société « plus juste », pour la paix ! Et cette exigence ne peut être satisfaite qu'à condition que le prolétariat, du moins sa grande majorité, collabore, mette son travail, son esprit, ses armes, sa vie au service de la patrie ; **le prolétariat, dont l'histoire elle-même a montré qu'il était sans patrie, doit se transformer en patriote acharné...** Et si pour y parvenir la bourgeoisie doit se montrer humanitaire, voici qu'elle s'empresse – après avoir rejeté à ses frontières les immigrants d'Afrique ou d'Orient, érigé des murs et des barrières, avec des gardes prêts à tirer et à les laisser mourir de faim et de froid dans les montagnes ou de soif et de chaleur dans les déserts, ou se noyer dans des mers qui, de voies de salut, se sont transformées en cimetières froids et profonds – d'ouvrir ses portes aux réfugiés ukrainiens, de trouver les ressources nécessaires pour les accueillir, de leur fournir de la nourriture, des documents pour se rendre dans le pays de leur choix, un toit pour dormir, un hôpital pour les soigner, une école pour envoyer leurs enfants et un terrain pour jouer.

Tout ce qui a été refusé pendant des décennies aux migrants, qui fuyaient eux aussi des guerres dévastatrices, la misère et la faim, causées par le capitalisme lui-même, est maintenant offert « à titre humanitaire » aux nouveaux migrants d'Ukraine. Est-ce parce que ceux-là avaient la peau foncée ou jaune et que ceux-ci ont la peau blanche ? Est-ce parce qu'ils avaient, et

ont encore, un tempérament batailleur, transmis de génération en génération, grâce auquel ils ont survécu à la faim, à la misère et aux guerres pendant des décennies, alors que les Ukrainiens d'aujourd'hui n'ont pas eu le temps de faire l'expérience de la brutalité du capitalisme comme ils l'ont fait en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie ? Serait-ce parce que quelques millions de bras de jeunes femmes et de jeunes garçons, dans l'obligation d'accepter n'importe quel travail pour survivre, sont utiles pour remplacer une main-d'œuvre autochtone qui n'est pas aussi malléable ? Serait-ce parce que, de cette façon, les prolétaires autochtones sont plus convaincus de se distinguer de ceux qui sont plus mal lotis qu'eux parce qu'ils ont tout perdu et, par conséquent d'adhérer à des formes de collaboration avec la bourgeoisie typiques de l'aristocratie ouvrière, renforçant ainsi les liens sociaux et politiques qui les enchaînent au destin du capitalisme national ? C'est probablement tout cela à la fois ; ce qui ne donne pas une image édifiante du prolétariat européen qui pouvait s'enorgueillir d'une histoire de lutte révolutionnaire qui a fait trembler le monde, alors qu'aujourd'hui c'est le monde bourgeois qui fait trembler le prolétariat...

21) Malgré une situation aussi déprimante et aussi défavorable pour le prolétariat, nous, communistes révolutionnaires, sommes certains que la classe prolétarienne se réveillera du long sommeil dans lequel elle est tombée. Et elle se réveillera, parce que c'est la crise de guerre qui approche qui lui secouera l'estomac, les entrailles, en la poussant, bien qu'inconsciemment, sur la voie de la lutte de classe parce que ce sera pratiquement, concrètement, matériellement la seule voie où elle se reconnaîtra vivante, où elle se reconnaîtra capable de lutter pour ses propres intérêts de classe et de se solidariser avec les prolétaires de toute autre catégorie, de tout autre secteur, de tout autre sexe, de toute autre nation dans une lutte qui, aujourd'hui plus que jamais, se présente comme une lutte sans frontières, comme une lutte sans patries, comme une lutte internationale.

Alors, les mots communistes classiques de **défaitisme révolutionnaire**, c'est-à-dire de lutte avant tout contre sa propre bourgeoisie, de fraternisation avec les prolétaires-soldats des pays ennemis, de solidarité de classe, prendront tout leur juste sens : ce seront des mots qui avanceront sur le terrain de la lutte des classes, lutte qui fera comprendre aux prolétaires que leur force n'est pas dans le bulletin de vote, n'est pas dans la délégation aux politiciens et parlementaires bourgeois à décider de leur vie, n'est pas dans les pratiques d'une démocratie putréfiée qui ne sert qu'à intoxiquer le prolétariat ; **une lutte qui n'est pas dans les demandes de paix à ceux qui préparent la guerre impérialiste** et les massacres qu'elle comporte, mais dans les mains et les cœurs d'une classe qui produit par son travail la véritable richesse sociale, les biens qui servent vraiment les besoins de la vie humaine et non les besoins des marchés.

Sur cette voie les prolétaires ne feront pas seulement l'expérience nécessaire pour affiner et développer leur lutte, mais ils rencontreront le parti de classe, ils le reconnaîtront comme leur parti, comme leur guide, comme leur arme pour que la lutte qu'ils engageront

contre les forces de conservation sociale ne dissipe pas de précieuses énergies et frappe l'ennemi de classe là où les coups font le plus mal – dans les profits, dans le contrôle social, dans la collaboration de classe, et ensuite, dans un crescendo dialectique, ils attaqueront les grands bastions de la défense bourgeoise : l'État, les institutions politiques, économiques, financières, administratives, militaires.

La paix, c'est-à-dire la fin des opérations guerrières qui caractérisent l'affrontement entre les puissances impérialistes, ne peut être obtenue que lorsque la révolution prolétarienne est victorieusement installée au pouvoir même au prix de sacrifices économiques et territoriaux – comme cela s'est produit immédiatement après la prise du pouvoir par les bolcheviks, à Brest-Litovsk en 1918, démontrant que le prolétariat veut vraiment la paix, mais qu'il doit se préparer à mener une guerre de défense du pouvoir conquis car la bourgeoisie, à peine renversée dans un pays, réorganise ses forces avec l'aide des bourgeoisies des autres États pour tenter de restaurer de son pouvoir. C'est pourquoi le grand mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre de classe, en guerre civile, ne signifie pas la suspension de la bataille dès la conquête du pouvoir, mais la conduite d'une autre bataille, celle de la défense de la révolution victorieuse et l'aide non seulement politiquement et économiquement, mais aussi militairement, aux prolétaires des autres pays dans leur révolution contre leurs bourgeoisies nationales.

Les prolétaires communistes ne s'illusionnent pas, pas plus que ne le font les grandes masses, sur le fait qu'une insurrection révolutionnaire victorieuse correspondra à la conquête d'une paix durable. La classe

bourgeoise, une fois battue, ne s'avoue jamais vaincue parce qu'elle est aussi une classe internationale et qu'en cas de révolution prolétarienne, chaque bourgeoisie nationale peut compter sur l'aide et le soutien politique, économique et militaire de toutes les autres bourgeoisies. Cela s'est produit avec la Commune de Paris, avec la révolution prolétarienne en Russie, cela se reproduira demain face à tout pouvoir prolétarien conquis.

Après avoir renversé le pouvoir politique bourgeois, avec une difficulté proportionnelle à la puissance économique de la bourgeoisie à laquelle elle se heurte, la tâche de la révolution prolétarienne n'est pas terminée; elle ne fait que commencer, car le but réel de la révolution prolétarienne n'est pas seulement d'avoir lieu au niveau international, mais d'enterrer le mode de production capitaliste, ses rapports de production et de propriété, et de transformer l'économie, non pas d'un seul pays, mais de tous les pays, de l'économie capitaliste à l'économie socialiste et de là, à l'économie communiste.

C'est un chemin historique qui ne se termine pas en quelques mois ou en quelques années comme le pensent les anarchistes, même si le développement technique et industriel de l'économie l'accélère objectivement. C'est un chemin de lutte, avec des avancées et des reculs, avec des succès et des échecs, avec des destructions et des reconstructions ; mais c'est un chemin marqué par ce même développement historique du capitalisme dans lequel les crises économiques et guerrières placent inexorablement la classe prolétarienne internationale devant le dilemme : **guerre ou révolution**.

(“Il comunista”, No 172, Marzo 2022)

Contre la guerre impérialiste russo-ukrainienne, la riposte ne peut être donnée que par le prolétariat de Russie, d'Ukraine et d'Europe par sa lutte de classe, contre le poison belliciste des bourgeoisies respectives et de leurs intérêts nationaux, et contre l'opium pacifiste

L'opération militaire spéciale que l'impérialisme russe a déclenchée contre l'Ukraine pour l'empêcher d'adhérer à l'OTAN en rejoignant le front occidental euro-américain, comme l'avaient déjà fait les anciennes républiques démo-populaires d'Europe de l'Est, s'est transformée en une guerre qui dure désormais depuis plus de deux ans avec des conséquences tragiques pour la population ukrainienne, de même que pour la population russophone du Donbass et de la Crimée, ainsi que pour les soldats russes envoyés à la boucherie pour défendre les intérêts impérialistes des oligarchies au pouvoir à Moscou. A ce jour, selon les estimations

officielles des différents gouvernements, les morts et les blessés parmi les Russes et les Ukrainiens s'élèveraient à plus de 500.000 : un immense carnage, alors qu'une grande partie du sud-est de l'Ukraine a été détruite.

Tous les médias et gouvernements occidentaux affirment que les causes du conflit qui a éclaté en Ukraine sont à rechercher dans la volonté d'oligarchies ou de potentats qui veulent dominer d'autres pays, ou même le monde, en détruisant le cours pacifique du développement des affaires défendu par la démocratie dont les États-Unis d'Amérique et les pays d'Europe occidentale, à commencer par la Grande-Bretagne, la France,

l'Allemagne et derrière eux tous les autres, se proclament les champions absolus. Alors, si une guerre éclate, c'est parce que cette « dictature », cette « autocratie », ce « totalitarisme », en somme ces nouveaux Hitler et Mussolini, l'ont voulue... Du côté russe, la cause du conflit devrait plutôt être recherchée dans la politique nazie et militariste de l'Ukraine, soutenue par les États-Unis et les pays européens de l'OTAN, qui veulent encercler, affaiblir et isoler la Russie en mettant en péril sa sécurité nationale. Quand de tels arguments viennent à manquer, ils sont toujours prêts à sortir un autre : le « terrorisme international », islamique bien sûr...

Mais les causes de cette guerre, comme de toutes les guerres, sont à rechercher dans le développement du capitalisme impérialiste, qui enserre tous les pays du monde dans une étreinte mortelle. Le capitalisme, pour se développer, a besoin d'attaquer par toutes sortes de violences, virtuelles (politiques, diplomatiques, culturelles, religieuses) et cinétiques (économiques, financières, militaires), chaque pays parce qu'il représente un marché potentiel pour ses marchandises et ses capitaux, un point de force ou de faiblesse dans l'affrontement des intérêts que chaque Etat bourgeois défend par tous les moyens, et le moyen militaire n'est certainement pas secondaire.

Après l'effondrement de l'URSS, tous les États satellites de l'URSS se sont séparés pour ne plus dépendre de la puissance militaire et économique de Moscou ; mais, dans la phase impérialiste du capitalisme, si un pays se sépare d'un bloc de puissances, c'est parce qu'il finit inévitablement dans le bloc adverse, soit parce qu'il cherche à protéger et à soutenir ses propres intérêts nationaux, soit parce que les intérêts économiques et financiers de chaque capitalisme national s'entremêlent de plus en plus avec les intérêts économiques et financiers des grandes puissances qui dominent le marché international, soit parce que les puissances impérialistes, bien que divisées en différents blocs d'intérêts, ne peuvent laisser aucun coin de la planète en dehors de leur contrôle.

PHASE DE DESORDRE MONDIAL

L'effondrement de l'URSS a signifié en même temps, une crise générale de l'ordre mondial constitué à la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale, une crise qui, surtout en Europe – où le condominium russo-américain avait garanti, dans une certaine mesure, la reconstruction d'après-guerre et le développement « pacifique » et accéléré des capitalismes nationaux, en tout cas sous le contrôle des bases militaires américaines, surtout en Allemagne et en Italie – a remis en question tous les points d'équilibre construits jusqu'à ce moment-là. Et bien sûr, cela signifiait aussi la disparition de l'alliance militaire du Pacte de Varsovie, formée en son temps en opposition à l'alliance atlantique, c'est-à-dire à l'OTAN. Après la disparition de la force militaire représentée par le Pacte de Varsovie, il restait celle de l'OTAN – que l'on a même cru morte il y a quelques années – comme seul maître armé du nucléaire en Europe et, en fait, comme maître de l'Europe. Ainsi, les États-Unis, après être sortis comme les véritables vainqueurs de la deuxième guerre impérialiste mondiale et avoir aidé

et dirigé la « reconstruction d'après-guerre » en Europe, renforçant le poids de leur impérialisme de l'Europe à l'Extrême-Orient, se sont présentés au monde comme les garants du capitalisme mondial et de son ordre économique et politique, dans lequel même la Russie poststalinienne a fini par s'insérer ouvertement, avouant factuellement avoir fermé définitivement le chapitre du faux socialisme de label stalinien.

La phase de guerres qui avait jusqu'alors concerné les autres continents, où Russes et Américains s'affrontaient par le biais des luttes de « libération nationale », a finalement englobé également le continent européen : les guerres des années 1990 en ex-Yougoslavie, avec l'intervention directe de l'OTAN, donc des États-Unis, ont marqué le début d'une nouvelle phase d'agression des impérialismes américains et européens dans des régions où l'impérialisme russe avait eu un poids déterminant. Et l'extension de l'OTAN aux pays de l'Europe de l'Est est une preuve supplémentaire que les impérialismes américain et ouest-européen n'avaient et n'ont aucun intérêt à accorder à l'impérialisme russe le temps et l'espace nécessaires pour reconstituer son ancienne puissance en Europe. Chaque impérialisme est avide du moindre kilomètre carré de territoire économique sur lequel exercer sa domination et, étant donné la situation mondiale prévalant depuis plus d'un siècle, chaque crise qui précipite l'économie capitaliste dans la récession et la barbarie pousse les impérialismes les plus forts à dévorer des kilomètres carrés de territoires économiques pris à leurs adversaires plus faibles, pas nécessairement en utilisant leurs propres troupes au sol, mais, surtout, leur propre capital. L'attaque contre la « souveraineté » de l'Ukraine a en fait été menée simultanément par Moscou et Washington, Londres, Berlin, Paris, politiquement, économiquement, financièrement et, enfin, militairement. L'OTAN, trahissant les promesses faites à Moscou après l'effondrement de l'URSS selon lesquelles elle n'engloberait pas les pays voisins de la Russie, s'est au contraire jetée sur eux. À ce jour, après avoir intégré la quasi-totalité des anciens satellites de Moscou en Europe de l'Est entre 1999 et 2020, seules la Biélorussie et l'Ukraine restent en dehors de l'OTAN. Il va sans dire que l'Ukraine est le morceau stratégique le plus important et qu'il est logique que les États-Unis misent sur elle depuis l'effondrement de l'URSS, comptant aussi sur les contrastes nationalistes qui caractérisent leurs histoires respectives. La Russie – que le gouvernement soit dirigé par Poutine ou par une autre figure – pourrait-elle rester tranquille en ayant un front continu de bases militaires de l'OTAN dotées de missiles atomiques à sa frontière occidentale ? Il va sans dire que la réponse est négative, et elle l'est encore plus depuis que la Finlande, qui borde la Russie à l'extrême nord, a adhéré à l'OTAN, entraînant dans son sillage la Suède. La manœuvre d'encercllement européen de la Russie est donc presque terminée. Pour l'instant et principalement à cause du déroulement de la guerre avec la Russie, l'Ukraine, reste en balance.

Le cours de la guerre russo-ukrainienne aurait-il pu être différent de ce qu'il s'est avéré dernièrement, à savoir une guerre qui ouvre la voie à d'autres guerres en Europe et dans le monde ?

Un peu plus d'un mois après l'invasion militaire des

troupes russes sur le territoire ukrainien, le 24 février 2022, Kiev et Moscou, selon les médias internationaux, étaient sur le point de négocier un traité par lequel Kiev s'engageait à ne pas adhérer à l'OTAN, à ne pas adhérer à l'Union européenne, et à cesser la répression des populations russophones du Donbass en leur accordant une réelle autonomie, comme cela avait été promis dans les traités de Minsk. Selon ceux-ci, il semblait possible que le conflit – qui avait en fait commencé huit ans plus tôt avec la répression par Kiev des mouvements russophones du Donbass et l'annexion de la Crimée par Moscou – ne s'étende pas comme il l'a fait et, surtout, qu'il n'implique pas directement les puissances de l'OTAN, même si ce n'est pas par l'envoi de troupes, mais par un soutien militaire et financier soutenu. Ce sont Londres et Washington qui ont arrêté Zelensky, en lui promettant un soutien énorme et continu de la part des pays de l'OTAN, des financements par milliards et des fournitures d'armes modernes, au point de lancer une vaste campagne de propagande sur le danger que la Russie, après avoir envahi l'Ukraine, envahisse l'ensemble de l'Europe ; une campagne de propagande soutenant la possibilité de mettre à genoux l'économie russe par une série de sanctions économiques et financières et, enfin, de vaincre militairement la Russie en reconquérant tous les territoires qu'elle a occupés, y compris la Crimée.

Tous les porte-parole des bellicistes euro-américains ont continué à propager un soutien indéfectible au belliciste ukrainien, pour battre le belliciste russe militairement et économiquement ; tous les porte-parole occidentaux ont continué à parler d'une guerre qui durerait longtemps parce qu'ils feraient tout pour isoler et vaincre la Russie, en la repoussant dans les frontières de la Fédération de Russie de 1992 et en détruisant son économie. Les choses se sont passées différemment : les sanctions ont mis l'économie russe en crise, mais sans la faire vraiment plier, tandis que ses exportations de pétrole, de gaz, de céréales et d'autres matières premières se sont poursuivies – bien qu'en plus petites quantités qu'auparavant et à des prix inférieurs – vers d'autres marchés (surtout la Chine et l'Inde), et l'augmentation de la production d'armements a été commencée non seulement pour reconstituer les stocks de ceux qui ont été utilisés et qui seront utilisés dans la guerre en Ukraine, mais aussi en vue d'autres fronts de guerre, comme le font d'ailleurs tous les grands pays impérialistes, à commencer par les États-Unis qui, pour la seule année 2024, ont porté le budget du Pentagone à 886 milliards de dollars, suivis par les pays de l'Union européenne, la Chine, l'Inde et le Japon. La situation qui se profile à l'échelle mondiale est donc celle de la guerre armée.

Tout comme lors de la pandémie de Sars-Cov2, ce sont les multinationales pharmaceutiques qui ont empêché des milliards de profits au prix de plus de 16 millions de morts entre 2020 et 2021, lors de la guerre russo-ukrainienne et de la guerre d'Israël contre le Hamas et les Palestiniens, comme dans toutes les autres guerres, ce sont les grandes multinationales de l'armement qui engrangent profit sur profit, tandis que les politiques sociales qui, pendant de nombreuses décennies, ont constitué, avec leurs étayages d'amortisseurs sociaux,

l'ossature de la politique collaborationniste des pays capitalistes les plus avancés et des organisations syndicales et politiques du prolétariat, ont commencé à se réduire de plus en plus au profit de la politique militariste. La guerre armée fait partie intégrante du développement capitaliste et constitue un élément indispensable de la politique étrangère de chaque impérialisme. Il n'y aura jamais de paix tant que le capitalisme existera ; chaque cessez-le-feu et chaque période de paix suivant des périodes de guerre ne sont que des trêves destinées à réorganiser la reprise de la guerre ou la prochaine guerre.

La guerre bourgeoise et impérialiste ne provoque pas seulement des morts, des blessés et des invalides parmi les soldats et les populations civiles touchées intentionnellement pour démoraliser les soldats au front, elle provoque aussi des conséquences à long terme de misère et de dévastation ; et tandis que dans les pays impérialistes, lorsque leurs territoires nationaux ne sont pas directement touchés par la guerre, la paix prend l'apparence d'une vie sociale et d'un travail « normaux », dans les pays où, au contraire, les conflits entre impérialismes sont constants, se produit une situation d'insécurité générale, de misère et de faim, et le phénomène inévitable des migrations forcées – de l'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Asie Centrale et de l'Extrême-Orient, de l'Amérique latine elle-même – prend des dimensions bibliques.

L'OPIUM PACIFISTE

Face à l'hécatombe des morts civiles en Ukraine et en Palestine, la voix du pacifisme s'est à nouveau élevée de cette idéologie qui, s'adressant aux auteurs mêmes de la guerre, leur demande d'arrêter la guerre, de cesser de massacrer des civils sans défense, de déposer les armes et de s'asseoir à une table pour convenir d'une trêve et entamer des tractations pour la paix. Parmi les porte-parole ultime de cette idéologie on trouve le chef de l'Église de Rome, une puissance financière respectée dans le monde entier.

L'horreur de la guerre devrait inciter les gouvernements concernés à y mettre fin. En réalité, le pacifisme n'a jamais empêché ou arrêté la guerre, et ce pour des raisons matérielles très précises : la guerre est la continuation de la politique étrangère de tout État par des moyens militaires. À quoi répond la politique étrangère des États si ce n'est aux intérêts du capitalisme national de chaque pays défendu par tous les moyens, y compris militaires, par l'État bourgeois national ? Qu'est-ce que l'impérialisme à l'ère du capitalisme développé sinon la politique de la puissance économique et financière des plus grandes concentrations économique-financières et des États qui défendent leurs intérêts dans le monde entier ? Et quel est l'objectif de cette politique si ce n'est de se répartir la domination du marché mondial dans un ordre toujours changeant en fonction de l'évolution de la puissance de chaque État ?

La guerre fait partie intégrante de cette politique, elle n'est pas une option parmi d'autres, elle ne peut être évitée car les classes bourgeoises dominantes ne répondent pas à la « conscience » de chacun de leurs membres, mais aux intérêts matériels du système économi-

que dont elles sont les représentantes et les seules bénéficiaires.

Tant que règnent les intérêts économiques et financiers du capitalisme, aucune bourgeoisie n'a d'alternative : elle doit défendre énergiquement ces intérêts par tous les moyens, légaux et illégaux, pacifiques et violents, parce que son existence même en dépend.

C'est précisément pourquoi le pacifisme, parce qu'il **ne remet pas en cause le système économique et financier capitaliste**, est totalement impuissant face à la guerre bourgeoise et impérialiste. Il a cependant un **rôle politique et social égal à celui du réformisme et du collaborationnisme**, à savoir celui de détourner les mouvements d'opposition à la guerre du terrain de classe sur lequel la lutte de la seule classe qui n'a pas d'intérêts immédiats et historiques à défendre dans cette société et dans la guerre impérialiste – la classe des travailleurs salariés, du prolétariat – a la possibilité de briser les cycles horribles des guerres impérialistes, en tournant la lutte antimilitariste et antibourgeoise sur le terrain de la révolution anticapitaliste et, par conséquent, antibourgeoise.

En réalité, le pacifisme a la même fonction que l'opium : il hébète et abrutit l'esprit des masses prolétariennes, leur faisant croire qu'elles peuvent échapper aux horreurs du terrain de la guerre en voyageant dans un monde fantastique et irréel, dans lequel chaque individu se détache virtuellement des relations économiques et sociales qui l'enchaînent à la société, planant, libéré des douleurs du monde, au-dessus d'elles ; mais il est destiné ensuite à retomber dans l'effroyable réalité à laquelle le capitalisme condamne l'humanité tout entière.

L'AVENIR DU PROLÉTARIAT EST ENTRE LES MAINS DU PROLÉTARIAT LUI-MÊME

Le monde, coincé dans la recherche spasmodique du profit par des concentrations capitalistes toujours plus gigantesques, déverse aussi sur la vie quotidienne des prolétaires des pays bourgeois occidentaux une pluie toujours plus dense de restrictions, de licenciements, de dégradation des conditions de travail et d'appauvrissement généralisé qui touche des couches de plus en plus larges d'une classe prolétarienne qui, depuis des décennies, a complètement perdu son orientation de classe. Les prolétaires de l'Occident opulent ne peuvent plus se reconnaître comme la classe antagoniste par excellence des classes bourgeoises dominantes de leur propre pays, ils ne peuvent plus tirer de la misère tragique croissante qui les démoralise et les étouffe la première leçon sociale utile pour résister et réagir à l'exploitation écrasante à laquelle ils sont de plus en plus soumis : s'unir dans la lutte commune contre l'ennemi commun, c'est-à-dire la classe bourgeoise de leur propre pays ! La bourgeoisie, en privilégiant les couches supérieures du prolétariat, en les transformant en une véritable aristocratie ouvrière, en les habituant à vivre selon le style de la petite et moyenne bourgeoisie (qui s'appuie sur la petite et moyenne propriété privée, et sur les privilèges qui proviennent de l'exploitation générale du travail salarié) s'en sert pour répandre dans les plus larges masses prolétariennes l'illusion qu'elles peuvent améliorer leurs conditions de vie en collaborant avec les

patrons, avec l'État patronal, en un mot avec la bourgeoisie dominante, avec la classe qui les exploite, les affame, les massacre de fatigue et sacrifie dans les guerres. Et cette collaboration – dont les syndicats et les partis vendus au capital sont les vecteurs les plus insidieux et efficaces – n'est possible qu'en renonçant à la lutte pour la défense **exclusive** des intérêts de classe du prolétariat (qui sont objectivement opposés et en totale contradiction à ceux de la bourgeoisie), en renonçant à la lutte avec des moyens et des méthodes **classistes**, c'est-à-dire avec des méthodes et des moyens incompatibles ni avec la collaboration de classe, ni avec la cohésion sociale, ni avec la communauté d'objectifs immédiats et futurs de la bourgeoisie. La classe bourgeoise, grâce aussi à toutes les forces sociales collaborationnistes qui la soutiennent, accroît ainsi sa force, apparaît ainsi invincible, mais seulement parce que la masse prolétarienne, au lieu de se reconnaître comme une classe antagoniste – comme une force unifiée se battant de manière coordonnée pour des objectifs clairement opposés à la bourgeoisie –, se voit comme faisant partie du « peuple », d'une « communauté nationale » dans laquelle elle a totalement perdu son identité de classe historique.

Les prolétaires, dans l'illusion qu'ils sont mieux protégés et plus forts s'ils s'en remettent à la bourgeoisie et à ses serviteurs, s'ils « participent » au « bien-être commun » en renonçant à exiger pour eux-mêmes des conditions d'existence plus tolérables malgré l'exploitation, finissent par se transformer en bêtes de somme, en machines au service du profit capitaliste, pour être ensuite écartés, jetés dans un coin ou laissés à l'abandon lorsqu'ils sont inutilisables pour la production de profit. Et lorsque la crise économique et financière prend le système capitaliste à la gorge, comme cela se produit cycliquement, la bourgeoisie tente de se sauver en tant que classe dominante et en tant que propriétaire individuel du capital en transformant une partie considérable de ses prolétaires en chair à canon. Ainsi, la guerre de concurrence que les bourgeoisies du monde mènent continuellement les unes contre les autres devient une guerre armée contre des pays qui sont considérés à ce moment-là comme des ennemis à vaincre « coûte que coûte ». Que les coûts de la guerre soient principalement payés par le prolétariat et la population civile, dans les pays amis comme dans les pays ennemis, est aujourd'hui chose connue.

Qu'est-ce qui empêche alors le prolétariat de rompre ce « contrat social » non signé, mais rendu valide par la puissance politique, économique et militaire de l'État capitaliste bourgeois, pour reconquérir son indépendance et son autonomie de classe ?

La peur de perdre son emploi, et donc son salaire, la peur de se retrouver seul, et sans aucune aide, de devoir assurer sans moyens sa propre survie et celle de sa famille ; la peur de perdre ses économies d'une vie, sa maison, l'affection de sa famille une fois qu'on a perdu son emploi et donc ses moyens de subsistance ; la peur d'être abandonné par les organisations sociales et l'État qui s'étaient présentés auparavant comme les garants du soutien dans les moments difficiles de l'économie nationale et de l'économie d'entreprise, difficultés qui étaient toujours annoncées comme transitoires,

surmontables et qui, au fur et à mesure qu'elles s'amplifiaient, exigeaient de nouveaux sacrifices. Les décennies de politiques collaborationnistes qui ont caractérisé la vie politique et sociale dans tous les pays ont habitué les larges masses prolétariennes à déléguer la défense de leurs intérêts immédiats à des organes syndicaux et politiques qui ont procédé, en réalité, à l'effacement total – après les avoir transfigurés – des intérêts généraux et historiques de la classe à laquelle appartiennent les prolétaires, en les remplaçant par les intérêts de la « croissance économique », de la « compétitivité », de la « productivité », de la défense de l'« économie nationale » et de la « patrie ». Et les prolétaires des pays occidentaux, tout comme les russes ou chinois, les arabes ou latino-américains, les orientaux ou les africains, entendent de leurs propres oreilles les **mêmes** appels, les mêmes paroles, les **mêmes** « exigences » avec lesquels la classe capitaliste et le pouvoir bourgeois s'adressent à eux dans le but d'obtenir non seulement leur collaboration spontanée et convaincue (mais prêts à l'obtenir par la force s'ils se montrent réticents), mais aussi l'offre de leur vie en sachant qu'aujourd'hui ils peuvent mourir au travail et demain sur les fronts de guerre.

Les bourgeois savent, parce qu'ils ont eux aussi tiré les leçons de l'histoire des luttes de classes, que les prolétaires, au-delà d'une certaine limite, ne peuvent plus supporter matériellement et physiquement des conditions d'existence et de travail intolérables ; ils savent que ce puissant magma volcanique pris au piège des forces productives représentées par la force de travail salariée, non pas de tel ou tel pays, mais de tout le continent, sinon du monde entier, à un certain niveau de pression sociale, va exploser et que des formes de lutte jusqu'alors inconnues vont s'ouvrir, comme cela s'est produit avec les communards parisiens en 1871 ou avec les prolétaires russes dans les soviets en 1905, puis en 1917. L'histoire de la lutte des prolétaires de Paris ou de Saint-Pétersbourg dans ces années-là semble si lointaine qu'elle a fini par tomber dans l'oubli, tant la propagande bourgeoise a couvert de louanges sa civilisation capitaliste moderne et une démocratie faite de belles paroles – liberté, égalité, même fraternité – mais concrétisée dans l'exploitation la plus bestiale que l'homme ait jamais eu à subir : même les esclaves avaient sauvé la vie, alors que les **prolétaires modernes ont été rendus si « libres » qu'ils ne sont même pas maîtres de leur vie.**

L'horreur des guerres mondiales, l'horreur de toutes les guerres qui ont eu lieu ces dernières décennies, amplifiée de façon spectaculaire par les médias ultramodernes de la civilisation bourgeoise, est l'une des armes de la propagande bourgeoise utile pour semer l'effroi, pour répandre la peur, pour faire plier les masses prolétariennes aux volontés de leurs nombreux tortionnaires de plus en plus souvent habillés en costume-cravate et dispensateurs incessants de belles paroles sur la « liberté » – tout en opprimant des masses d'êtres humains toujours plus larges –, sur la « lutte » contre les inégalités et la faim dans le monde – alors qu'ils luttent les uns contre les autres pour accroître les inégalités et la famine de milliards d'êtres humains –, sur la « paix » – alors qu'ils accroissent les guerres en

les rendant une constante de la vie quotidienne de peuples et de continents entiers –, sur le « peuple souverain » et la « patrie » – alors que les peuples sont pillés, affamés et massacrés, et leurs patries sont opprimées, mises en pièces comme un butin de guerre sur lequel se précipitent les brigands du monde entier.

Le capitalisme, en se développant, a conduit l'humanité à l'inhumanité la plus étendue possible ; il a révolutionné les modes de production précédents, apportant, certes, des progrès exceptionnels dans le travail associé et la production sociale, mais au prix de pousser l'exploitation de l'homme par l'homme à des niveaux jamais atteints dans les sociétés précédentes, au prix de porter les moyens de destruction des forces productives, qu'il a lui-même développées, à leur utilisation au plus haut niveau d'efficacité. Il a « libéré » par la force et la violence d'énormes masses de paysans de leur isolement et du maigre lopin de terre sur lequel ils peinaient à survivre, les transformant en prolétaires, en sans réserve, sans propriété, sans patrie, les transformant de fait, historiquement et mondialement, en hommes prêts à révolutionner toute la société enchaînée dans les lois capitalistes du profit et du travail salarié, de l'argent et du marché, en la transformant en une société où les forces productives ne seront plus détruites cycliquement par les crises et les guerres bourgeoises parce qu'elles répondront à une planification économique rationnelle concernant l'ensemble de l'espèce humaine, en harmonie avec elle-même et avec la nature. Mais le chemin vers ce but historique est extrêmement accidenté, et semble impossible compte tenu du pouvoir que la bourgeoisie et sa société expriment encore. Le pouvoir bourgeois est dû, en grande partie, à l'impuissance politique de la classe du prolétariat, c'est-à-dire à son repli généralisé devant les nécessités de la vie du capitalisme et de la bourgeoisie dominante ; même pour les esclaves d'il y a deux mille ans et pour les serfs d'il y a mille ans, l'avenir paraissait tracé pour l'éternité. Mais le développement des forces productives, dans un cas comme dans l'autre et à un moment donné, a déchiré l'apparente immobilité de l'histoire ; alors est survenue la révolution bourgeoise qui a ouvert la porte à une société organisée universellement sur les mêmes lois économiques que le capitalisme ; une société qui ne pouvait faire d'autre que de produire, outre les techniques industrielles et le travail associé, **les prolétaires**, c'est-à-dire ceux qui produisent toute la richesse sociale, mais ne possèdent rien d'autre que leur propre force de travail qu'ils sont contraints de vendre contre un salaire s'ils veulent survivre. En substance, comme le dit le *Manifeste Marx-Engels*, « *la condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie reste l'agent sans volonté et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers qui résulte de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie le terrain même sur lequel elle a bâti son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs.* », précisément les prolétaires. Cette vision historique de la lutte des classes indique comment, matériellement, le

développement des forces productives et leur révolution sont le moteur du développement des sociétés humaines ; il en a été ainsi jusqu'à la société du capital, il en sera d'autant plus ainsi pour la société future, pour la société communiste dans laquelle il n'y aura plus de classes, mais seulement une société capable de jouir librement et rationnellement du développement des forces productives que la société bourgeoise, pour se maintenir en vie, est aussi obligée de détruire à chaque cycle de crise.

Le prolétariat a donc une tâche historique en tant que classe révolutionnaire, mais pour devenir une classe révolutionnaire, il doit briser les liens politiques et sociaux qui le lient au destin du capitalisme, à ses crises et à ses guerres. Cela signifie que, de classe **pour le capital** – comme la bourgeoisie veut qu'il reste, en utilisant tous les moyens pour qu'il en soit ainsi – le prolétariat doit devenir une classe **pour lui-même**, précisément une classe révolutionnaire. Le chemin est long et ardu pour que les prolétaires regagnent le terrain de la lutte classiste, mais c'est le seul chemin tracé par le développement des forces productives et l'histoire même de leur développement. C'est une voie s'ouvre seulement à condition de rompre avec la collaboration de classe, donc de lutter contre la concurrence entre prolétaires : sans ce saut qualitatif, les prolétaires ne trouveront jamais leur propre voie de classe, la voie de leur propre émancipation du joug du capital. La lutte sera certainement longue et dure car la bourgeoisie s'opposera de toutes ses forces à la reprise de la lutte de classe du prolétariat : elle cherchera par tous les moyens de l'empêcher, de la détourner, de l'écraser parce qu'elle est parfaitement consciente que du développement de cette lutte renaîtra la confiance du prolétariat dans sa propre force de classe et que, dans le développement de cette lutte, le prolétariat rencontrera son parti de classe, son guide politique et théorique sans lequel – comme cela s'est déjà produit dans l'histoire passée – le prolétariat sera désorienté, il perdra le sens et les objectifs réels de sa lutte de classe, il se fera embrouiller, et les défaites qu'il rencontrera inévitablement sur son chemin le démoraliseront à tel point qu'il repoussera encore, loin dans l'avenir, le rendez-vous historique avec son émancipation.

Contre la guerre actuelle en Ukraine ou en Palestine ou en tout autre lieu dans le monde, le mot d'ordre que les communistes lanceraient spontanément au prolétariat est : **défaitisme révolutionnaire**, c'est-à-dire lut-

ter contre l'enrégimentement des masses prolétariennes dans la guerre bourgeoise, pour déclencher la **guerre de classe**, la guerre contre la classe dominante bourgeoise. Le problème d'aujourd'hui est que le prolétariat, en général, dans n'importe quel pays et pas seulement en Ukraine, en Russie, en Palestine ou en Israël, où il est systématiquement massacré, n'a pas encore la force de lutter ne serait-ce que de manière classiste pour ses intérêts immédiats sur le terrain de la défense économique. Faute de cette expérience de lutte, faute de l'expérience d'organisation de classe et indépendante nécessaire non seulement pour mener la lutte de classe, mais aussi pour résister dans le temps sur ce front et développer une solidarité de classe avec les prolétaires d'autres secteurs et d'autres pays, il est illusoire pour le prolétariat ukrainien ou russe, palestinien ou israélien, britannique ou allemand, italien ou français ou espagnol, chinois ou américain, égyptien ou iranien ou de tout autre pays d'entrer directement en lutte pour sa guerre de classe, c'est à dire pour la révolution prolétarienne. Pour les communistes, la révolution prolétarienne est l'objectif historique de la lutte de classe du prolétariat dans n'importe quel pays, mais les prolétaires – et cela vaut également pour les communistes eux-mêmes – doivent se préparer, ils doivent avoir une expérience directe, physique, avec toutes les erreurs inévitablement commises dans toute préparation à la lutte, ils doivent s'expérimenter avec leur propre force et connaître la force et les mouvements de leurs adversaires. Comme le disait Lénine, les prolétaires doivent s'engager dans la lutte classiste de défense immédiate parce qu'elle est une « école de guerre ». Cela ne signifie pas qu'il faille cacher les grands objectifs de la lutte révolutionnaire du prolétariat, ni encore moins les difficultés réelles pour les atteindre, ni bien sûr les difficultés objectives de la lutte de défense immédiate elle-même. L'ennemi de classe ne doit certes pas être surestimé, mais il ne doit pas non plus être sous-estimé. Toutefois, c'est le prolétariat, à commencer par ses détachements les plus combattifs et les plus sensibles à la lutte classiste, qui doit trouver la force de réagir de manière indépendante à la pression et à la répression bourgeoises, et en cela il ne peut être remplacé par aucun parti.

(“*Le prolétaire*”, N° 552, Mars-Avril-Mai 2024 / *Prise position 26 mars 2024* / “*Il comunista*”, N° 181, Marzo-Aprile 2024)

Guerre russo-ukrainienne

Ce sont les plans de guerre, et non de « paix », qui sont au centre des intérêts de l'impérialisme mondial, toujours plus plongé dans des conflits que seule la guerre peut résoudre

En attendant de publier une brochure sur cette guerre et de rassembler les articles qui la composeront, nous voulons jeter un coup d'œil sur les soi-disant « plans de paix » évoqués dans la presse mondiale. Actuellement, il existe deux nouveaux plans de paix « officiels » : celui élaboré par Zelensky, établi avec les Anglo-Américains, et celui élaboré par la Chine. Un troisième « plan de paix » a été proposé par l'Indonésie, mais a été mis de côté par toutes les parties concernées.

Déjà en 2014, puis encore en 2015, face aux conflits dans le Donbass entre pro-russes et pro-ukrainiens qui duraient depuis un certain temps, les gouvernements russe et ukrainien, avec la médiation de l'Allemagne (Merkel) et de la France (Hollande), avaient rédigé des accords de paix à Minsk, la capitale de la Biélorussie. Ces accords prévoyaient essentiellement l'autonomie des deux régions contestées – la région de Donetsk et la région de Lougansk – y compris une « zone tampon » de 15 km entre les deux frontières et sous le contrôle de représentants de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe). Mais ces accords ont été ignorés tant par les Ukrainiens que par les pro-russes. En réalité, après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, des affrontements continus se sont développés entre l'armée ukrainienne, les bandes nazis (par exemple le bataillon Azov) et les pro-russes dans le Donbass. Après huit années pendant lesquelles le gouvernement ukrainien a continué d'opprimer et de réprimer les civils pro-russes dans les régions du Donbass, les régions (*oblasts*) du Donetsk et de Lougansk se sont proclamées Républiques populaires autonomes, naturellement soutenues par la Russie et reconnues uniquement par elle, comme la Crimée d'autre part.

Dans les différents articles que nous avons publiés, nous avons également rappelé que dans les accords conclus en 1991-1992 entre la Russie et les États-Unis, à l'époque de l'effondrement de l'URSS et de la constitution de nouveaux États « indépendants », dont l'Ukraine, les États-Unis s'étaient engagés à ne pas déployer des bases et des positions de l'OTAN aux frontières de la Russie. Et comme cela arrive avec tous les accords entre brigands, tôt ou tard ces accords sont rompus par l'un ou l'autre des signataires ; leurs intérêts stratégiques et leurs rapports de force évoluant, modifient également au cours du temps l'attitude des États vis-à-vis des accords qu'ils ont signés.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie était attendue par les États-Unis. Le journal britannique *The Guardian* a révélé – selon *agi.it* du 8 mai (1) – que Poutine

avait dit à l'ancien président américain Clinton en 2011, trois ans avant l'annexion de la Crimée, qu'il ne se considérait pas lié par le Mémorandum de Budapest (il ne l'a pas signé lui, mais Boris Eltsine) dans lequel, contre la remise de toutes les armes nucléaires de l'Ukraine, la Russie garantirait l'intégrité territoriale de l'Ukraine. C'est Clinton lui-même qui l'avait révélé quelques jours plus tôt lors d'une conférence dans un centre juif de New York.

Les États-Unis savaient donc que tôt ou tard, la Russie attaquerait l'Ukraine – comme elle l'avait déjà fait avec la Tchétchénie et la Géorgie – que Poutine a toujours considérées comme faisant partie intégrante de la Russie. Mais, du haut de leur position forte au sein de l'OTAN, qui contrôlait la quasi-totalité de la frontière russe avec l'Europe occidentale (après y avoir intégré presque tous les anciens pays « socialistes »), les États-Unis attendaient que la Russie fasse le « premier pas », afin d'obtenir à leur avantage l'argument de propagande par excellence : avec l'agression militaire de l'Ukraine, la Russie rompt ses accords et menace toute l'Europe !

Depuis le renversement du président pro-russe *Ianoukovitch*, les Anglo-Américains s'emploient à soutenir toutes sortes de mouvements politiques et de provocations visant à ouvrir les portes de l'Ukraine à l'influence politique « occidentale ». L'Ukraine était le dernier pays européen encore en équilibre entre l'Ouest euro-américain et l'Est russe ; un morceau trop tentant pour l'OTAN et l'Union européenne pour le laisser sous l'influence russe. D'autre part, dans la longue phase impérialiste du capitalisme que nous sommes en train de traverser, aucun pays n'est laissé libre d'agir sur le marché mondial en fonction d'intérêts exclusivement nationaux. Encore moins imaginable pour des pays comme l'Ukraine (et la Pologne), qui représentent un point névralgique et stratégique dans le conflit entre les impérialistes euro-américains et l'impérialisme russe. Les puissances impérialistes les plus fortes décident du sort de la paix et de la guerre en fonction de leurs propres intérêts impérialistes et sur la base de lois économiques qu'elles sont en réalité incapables de contrôler, comme le démontrent les crises constantes qui secouent les économies et les bourses. La « liberté » et la « démocratie », censées constituer les « va-

(1) Cf. https://www.agi.it/foreign/news/2023-05-08/ukraine_clinton_usa_knew_attack_putin-1283446/

leurs de la civilisation occidentale », sont des miroirs aux alouettes, des mythes utiles pour embrouiller et tromper les masses prolétariennes du monde, pour les écraser sous les exigences de la domination bourgeoise ainsi que des conditions salariales. La politique étrangère des pays impérialistes les plus puissants ne suit pas toujours uniquement leurs intérêts économiques ; dans les confrontations inter-impérialistes, l'économie, la finance et la politique étrangère sont si étroitement liées que certaines « politiques » anticipent en perspective les objectifs économiques et financiers. S'il est vrai que la guerre est la continuation de la politique étrangère par des moyens militaires, il est également vrai que les conditions dans lesquelles les adversaires entrent en guerre ne sont pas clairement prédéterminées, elles ne répondent pas à un plan précis dans lequel toutes les différentes hypothèses du déroulement et du développement de l'affrontement ont été envisagées. De même que face aux grandes crises économiques et de guerre, la politique impérialiste ne précède pas mais *suit* les événements ; l'impérialisme ne peut donc pas, et ne pourra jamais, prévenir et empêcher une crise économique ou une guerre d'éclater. Ce qu'il peut faire et qu'il fait, sachant désormais par expérience que tôt ou tard la crise capitaliste de surproduction éclatera, c'est se préparer, surtout militairement, à affronter la crise et donc les réactions des Etats concurrents, pour profiter de chaque point faible de ses adversaires et en tirer un avantage pour ses propres intérêts de domination.

Le géant russe ne se serait pas attendu, même en sachant que Kiev comptait sur le soutien politique et militaire de l'Occident, à une résistance aussi tenace à l'invasion militaire ; les Américains ne se seraient pas non plus attendus à une conduite aussi fière de la part d'un peuple qui, dès le début de l'invasion, est manifestement sacrifié non seulement aux intérêts du capitalisme national, mais aussi aux intérêts de la domination par des puissances impérialistes qui n'ont d'autre objectif, d'un massacre à l'autre, que de le soustraire à la domination d'une puissance impérialiste adverse.

À l'heure où nous écrivons, nous approchons les 500 jours de guerre, de bombardements, de destructions, avec des dizaines et dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers de blessés de part et d'autre des fronts, avec des masses immenses réduites à la faim et fuyant leurs maisons. Et tandis que cette horrible tragédie se déroule – l'impérialisme russe reproche à l'Occident de ne pas respecter les accords de sécurité mutuelle, les impérialistes américains et européens rejettent la responsabilité des massacres de guerre sur les Russes, qu'ils accusent de vouloir envahir toute l'Europe après l'Ukraine – les champions de la « liberté » annoncent en même temps que cette guerre durera longtemps, et qu'il n'est pas question de « négocier » ni un cessez-le-feu, ni une trêve, ni même la « paix ».

Cela n'empêche pas que pour alimenter la propagande belliqueuse et « pacifiste » à la fois, les médias du monde entier sont incités à rapporter que « quelqu'un » réfléchit à la paix, et propose des « plans » à présenter dans des assemblées plus ou moins restreintes, ou plus ou moins larges. Ce sont les mêmes mains souillées du sang des soldats envoyés à l'abat-

toir et des civils visés par les missiles de toutes sortes, qui réitérent le NON à la fin de la guerre sauf après « avoir vaincu » l'adversaire – et en cela Zelensky et Poutine sont du même avis –, qui écrivent un « plan de paix » ou qui répondent « n'y comptez pas » !

LES PLANS DE PAIX

Le « plan de paix » en dix points de Zelensky a été officialisé et présenté lors de la réunion du G20 à Bali, en Indonésie, en novembre 2022, après en avoir bien sûr discuté avec Biden.

En résumé, ce plan prévoit : le retrait de toutes les troupes russes d'Ukraine ; la compensation des dommages de guerre ; la garantie de la sécurité nucléaire, alimentaire et énergétique ; la libération de tous les prisonniers et déportés ; la restauration de l'intégrité du territoire national (y compris la Crimée) et la prévention d'une éventuelle escalade conflictuelle. Naturellement l'appel à la création d'un tribunal spécial pour le « crime » d'agression de la Russie contre l'Ukraine ne pouvait manquer. Enfin, il envisage la signature du « document de paix » une fois satisfaites toutes ces exigences.

Evidemment, Sergueï Lavrov, ministre russe des affaires étrangères, répond sèchement : C'est irréaliste.

Comme tous les plans de paix élaborés pendant la guerre, ce document aussi – à supposer qu'il devienne la base de négociation du cessez-le-feu et de la « fin de la guerre » – subira les changements qui seront déterminés par la façon dont la guerre s'arrêtera réellement, ou cessera. Pour l'heure, la position de Zelensky, et donc anglo-américaine, reste ferme : la guerre se poursuivra jusqu'à ce que la Russie soit suffisamment affaiblie – grâce à une combinaison de sanctions économiques de plus en plus lourdes, d'un isolement international constant et toujours plus large, de revers militaires provoqués par une forte contre-offensive ukrainienne soutenue par certains des armements occidentaux les plus efficaces et les plus modernes et par une crise politico-militaire du gouvernement Poutine, et peut-être aussi par un certain relâchement de l'amitié de la part de la Chine ou pour d'autres raisons encore – et soit contrainte de commencer à négocier une « paix » qui, comme toutes les paix jusqu'à présent, ne sera qu'une trêve entre une guerre et la suivante.

Le « plan de paix » chinois en 12 points, présenté par le ministère des affaires étrangères avec l'approbation de Xi Jinping, a été officialisé le 24 février 2023, exactement un an après l'invasion russe de l'Ukraine. Ce plan ne contredit pas la position que la Chine avait déjà prise à l'égard de cette guerre.

Il commence par réaffirmer le respect de la souveraineté de tous les pays (ce qui, s'agissant de la Chine elle-même, implique également la souveraineté de Pékin sur Taïwan), en faisant appel au « droit international » reconnu par l'ONU. Il poursuit en soulignant que la sécurité de chaque pays ne peut être garantie par le renforcement ou l'expansion des blocs militaires (d'où le refus de l'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN, mais aussi de l'expansion du bloc militaire ourdi par les États-Unis en Asie et dans le Pacifique).

L'appel à des pourparlers de paix par le biais d'un cessez-le-feu et d'une série de réunions pour trouver

des compromis mutuellement acceptables est donc évident. Ceci implique que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne doivent cesser d'alimenter la guerre et d'utiliser leur poids politique pour trouver une « *solution politique* » au conflit. Les mots ne manquent pas sur la « *crise humanitaire* », la « *sécurité des civils* » et le rôle de l'ONU en tant que « *garante* » de l'aide humanitaire et de l'échange de prisonniers de guerre entre la Russie et l'Ukraine. Naturellement, il faut sécuriser les centrales nucléaires, interdire l'usage d'armes nucléaires, biologiques et chimiques dans le conflit « *par aucuns pays et dans aucunes circonstances* ».

Un autre point concerne l'exportation de céréales, tant ukrainiennes que russes, afin que la crise de guerre ne soit pas aggravée par une crise alimentaire d'ampleur mondiale. Non aux sanctions unilatérales « *non autorisées par le Conseil de Sécurité de l'ONU* » (dont, voyez-vous, la Russie est également membre). S'agissant d'un « *plan de paix* », il ne pouvait pas manquer l'appel à « *sauvegarder le système économique mondial actuel* », à « *s'opposer à la politisation, à l'instrumentalisation et à l'utilisation des armes dans l'économie mondiale* » et à « *atténuer conjointement les retombées de la crise et empêcher que l'énergie, la finance, le commerce des céréales, le transport et d'autres formes de coopération internationale viennent à être interrompues et ne nuisent à la reprise de l'économie globale* ». Voilà le cri d'alarme du capitalisme à visage humain offert aujourd'hui à la sauce chinoise : on ne touche pas au système économique mondial, il faut lutter contre la crise guerrière qui interrompt le commerce, les affaires et mine les bourses ! Signé... Parti communiste chinois !!!

Les préoccupations de la Chine vis-à-vis d'une guerre qui perturbe non seulement la Russie, mais aussi le commerce chinois, sont évidentes. L'appel est particulièrement destiné aux États-Unis et à l'Union européenne, deux marchés vitaux pour le capitalisme chinois.

Le *Wall Street Journal* du 26 mai (rapporte il *fatto quotidiano* du 27 mai) publie une mise à jour : Li Hui, l'envoyé spécial du président chinois, s'est rapidement rendu dans plusieurs capitales européennes (Varsovie, Berlin, Paris, Bruxelles) pour convaincre les alliés européens de Kiev d'œuvrer en faveur d'un cessez-le-feu et de procéder à la reconnaissance des territoires que la Russie a déjà occupés en Ukraine, à savoir la Crimée, le Donetsk et le Lougansk. Naturellement, Pékin tente de diviser les Européens et Washington. Il n'est pas exclu qu'ils aient utilisé un argument, mais nous l'avons déjà anticipé, à savoir qu'en réalité avec cette guerre, les États-Unis veulent affaiblir l'Europe pour mieux la dominer et affronter le géant asiatique dans une position beaucoup plus forte qu'aujourd'hui.

D'autres pays sont apparus à l'horizon, des seconds couteaux comme le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Indonésie, qui se présentent comme des « *facilitateurs de paix* » ou des « *bâtisseurs de paix* ». Le Brésil et l'Afrique du Sud sont membres des BRICS, aux côtés de la Russie, de la Chine et de l'Inde, et cette alliance économique étroite soutient une alliance politique potentielle au premier niveau, à tel point que dans un avenir peut-être pas si lointain, ils pourraient représenter le troisième acteur parmi les blocs impérialistes qui déci-

dent du sort du monde : les États-Unis, l'Union européenne et les BRICS.

La Chine est en effet le pivot économique et financier autour duquel gravitent les autres membres, mais leur alliance étroite a permis la création en 2015 de la New Development Bank (NDB) pour financer des infrastructures et des projets dans les domaines de l'eau, de l'énergie propre, de l'efficacité énergétique, des transports et des infrastructures sociales et numériques. Certes, les ambitions ne manquent pas pour constituer un troisième grand pôle capitaliste mondial de grande importance, qui a encore beaucoup de chemin à parcourir pour commencer à inquiéter sérieusement les États-Unis et l'Union européenne. Mais il s'agit de pays capitalistiquement « *jeunes* », avec un immense prolétariat à exploiter comme jamais c'était arrivé aux vieux impérialistes européens, et déjà aujourd'hui, 20 ans après leur formation, les BRICS représentent 40% de la population mondiale, 25% de l'économie mondiale, et 17% des échanges commerciaux à l'échelle planétaire.

Tous les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine définis comme « *en développement* » et qui supportent mal l'historique et pesante domination blanche des États-Unis et de l'Europe, considèrent les BRICS comme une alternative valable. L'Iran, l'Algérie et l'Argentine sont parmi les premiers à avoir officiellement demandé à rejoindre les BRICS, et beaucoup d'autres sont sur la liste d'attente : de l'Arabie saoudite à l'Égypte, de l'Indonésie au Pakistan, au Mexique, à la Syrie, au Venezuela, à l'Afghanistan, à la Biélorussie, au Zimbabwe et à la Tunisie (2).

Le Brésil et l'Afrique du Sud, qui font partie d'un tel groupe, se sont donc sentis beaucoup moins embarrassés qu'auparavant pour affronter les « *grands* » de la planète et faire entendre leur voix. Par exemple en avril, avant de se rendre en Chine et aux Émirats arabes unis, Lula a rencontré le président roumain Iohannis. Après avoir « *condamné la violation par la Russie de l'intégrité territoriale de l'Ukraine* » et critiqué les énormes livraisons d'armes euro-américaines à l'Ukraine, il a déclaré qu'il serait important qu'un groupe de pays *neutres* se réunisse et fassent pression sur Moscou et Kiev pour les convaincre de négocier la paix. Inutile de dire que les États-Unis et l'Union européenne ont rejeté les propositions de Lula parce qu'il considérait que la Russie et l'Ukraine étaient toutes deux coupables de la guerre, alors qu'au contraire leur position est d'imputer à la seule Russie l'agression contre un pays « *libre et souverain* »...

Quant à l'Afrique du Sud, les relations avec la Russie sont très étroites depuis que Moscou, à l'époque de l'URSS, a soutenu les combats de l'ANC (African National Congress) contre l'apartheid. A l'exception de quelques périodes de refroidissement, les relations sont cependant généralement très bonnes, tant au niveau du commerce que de l'investissement dans l'appareil de sécurité sud-africain, à tel point que l'Afrique du Sud

(2) Cf. <https://borsafinanza.it/brics-cos-e-gruppo-chi-sono-paes-aderenti/>, 25.04.2023

a rejoint le groupe des nations BRIC en 2010, qui grâce à cela est devenu les BRICS. Déjà à l'époque des opérations armées occidentales contre la Libye de Kadhafi, l'Afrique du Sud s'est gardée de soutenir l'attaque contre la Libye ; elle a aussi réaffirmé sa « neutralité » à l'ONU en s'abstenant, en avril 2022, avec 35 autres pays, lors du vote appelant formellement au retrait de la Russie de l'Ukraine.

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa n'a pas non plus voulu être en reste avec Lula concernant le conflit russo-ukrainien. Il a pris la peine de se faire le « porte-parole de l'Afrique » auprès de Poutine et de Zelensky, qui ont récemment accepté de le rencontrer à Moscou et à Kiev, en compagnie de cinq autres dirigeants africains (Sénégal, Ouganda, Égypte, Congo et Zambie). Une mission dans laquelle deux pays, l'Afrique du Sud et le Sénégal, s'étaient abstenus lors du vote de l'ONU reconnaissant l'agression militaire de la Russie ; deux autres pays, l'Ouganda et le Congo, n'avaient pas participé au vote, et les deux autres, l'Égypte et la Zambie, avaient voté pour (3). Ainsi, le jeu démocratique présenté par des « médiateurs » appartenant à trois lignes politiques différentes est sauvé.

Il est intéressant de noter la précipitation des pays à se faire un nom dans les relations internationales en jouant les médiateurs de paix, sachant parfaitement qu'ils ne seront pas ceux qui transformeront les positions bellicistes de la Russie, de l'Ukraine, des États-Unis et de l'Union européenne en positions pacifistes. C'est la course classique pour être à la table qui s'ouvrira lorsque la guerre s'arrêtera, afin d'obtenir un avantage politique et économique que seuls les « grands de ce monde » peuvent s'assurer.

Ils se manifestent maintenant, après une année abondante en massacres russo-ukrainiens devant lesquels ils sont restés en spectateurs les bras croisés, jusqu'à ce qu'une petite lueur paraisse s'ouvrir non pas tant à la « paix » qu'aux futures relations politiques (et donc aussi économiques) dans un ordre mondial ébranlé depuis des années par les impérialismes les plus forts et dans lequel on commence à trouver les raisons de renforcer ou modifier les alliances existantes dans la perspective d'une troisième guerre mondiale.

Bien entendu, lors de chaque sommet organisé dans le monde, le thème de la guerre en Ukraine est obligatoire.

Il en a été de même au récent sommet qui s'est tenu début juin dans le cadre du Dialogue à Singapour. A Shangri-La se tient chaque année un sommet sur « la défense et la sécurité dans la zone Asie-Pacifique », auquel participent une cinquantaine de pays du monde. Cette année, 600 délégués de 49 pays se sont réunis ; le thème dominant ne pouvait être que l'opposition entre les deux grandes puissances intéressées à tout ce qui se passe dans le Pacifique : les États-Unis et la Chine. Nous aurons à traiter de ce conflit dans un autre cadre, avec toutes les implications concernant Taïwan, l'attitude des Philippines, l'alliance USA-Japon-Corée du Sud, l'implication de l'Australie, etc. Ici, nous revenons sur la question ukrainienne qui dans un sommet de ce niveau, ne pouvait bien sûr pas ne pas être évoquée. Et c'est l'Indonésie qui joue le rôle principal.

L'Indonésie (capitale Jakarta) est un pays de plus

de 270 millions d'habitants, à près de 90 % musulmans, répartis en quelque 300 groupes ethniques différents, composé de plus de 17 500 îles, dont plus de 15 000 sont inhabitées. Elle occupe la 7e place dans le classement mondial du PIB par État (produit intérieur brut), les six premières places étant occupées par la Chine, les États-Unis, l'Inde, le Japon, l'Allemagne et la Russie ; après l'Indonésie, le top 20 comprend le Brésil, le Royaume-Uni, la France, le Mexique, l'Italie, la Turquie, la Corée du Sud, l'Espagne, le Canada, l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Égypte et la Thaïlande. Comme on peut voir, de nombreux pays définis comme des économies « émergentes » ont fait leur entrée dans le top 20 du PIB mondial ; bien que le PIB soit considéré comme un chiffre brut, il est en tout cas révélateur de l'évolution économique des différents pays, surtout en comparaison des dix ou vingt dernières années.

En 2011, l'Indonésie, par exemple, était à la 16e place, la Chine à la 2e, l'Inde à la 10e, le Brésil à la 6e, alors qu'en 2021, l'Indonésie passera à la 7e, la Chine à la 1re, l'Inde à la 3e, le Brésil à la 8e ; tandis que le Japon et l'Allemagne ont tous deux perdu une place : 3e et 4e en 2011, 4e et 5e en 2021. Cela confirme que dans la phase impérialiste du capitalisme, si les vieilles puissances tendent à maintenir des positions économiques et financières décisives dans le monde, elles ne peuvent pas empêcher les capitalismes plus jeunes et plus agressifs de grimper dans les classements et de s'imposer dans les relations mondiales, non seulement économiques, mais surtout politiques et, donc, militaires.

Pour en revenir à l'Indonésie, au sommet de Singapour, son ministre de la défense, Prabowo Subianto, a en partie surpris tout le monde au sujet de l'Ukraine.

« *Je propose* – a-t-il déclaré dans son discours – *que nous signions un document commun appelant à la fin des hostilités* », et il a élaboré une proposition de paix à la « coréenne », comme au moment de la guerre de Corée en 1950, à savoir : « *Premièrement, un cessez-le-feu. Deuxièmement : établissement d'une zone démilitarisée de 15 km de part et d'autre. Troisièmement : déploiement des forces de maintien de la paix de l'ONU. Quatrièmement : référendum dans les territoires contestés pour décider de quel côté rester* » (4). Le rejet immédiat d'une telle idée de la part de l'Ukraine et de l'Union européenne était acquis d'avance, tandis que les États-Unis n'ont pas fait de déclaration claire, ayant intérêt à maintenir une position de « dialogue » dans ce contexte, en particulier avec la Chine, qui, bien sûr, ne pouvait manquer d'encourager les défenseurs à prendre en considération non seulement leur propre proposition, mais aussi la proposition indonésienne.

Le fait est que la pression augmente de la part de nombreux pays *non occidentaux mais influents*, non seulement sur l'Ukraine et la Russie pour les rapprocher

(3) Cf. <https://www.nigrizia.it/notizia/il-sudafrica-announces-an-African-peace-mission-in-Russia-and-Ukraine>

(4) Cf. <https://eastwest.eu/it/singapore-intenso-e-frontale-lo-shangri-la-dialogue/>

d'une négociation, mais surtout sur les États-Unis et l'Union européenne. Pourquoi ?

Les zones de guerre dans le monde sont nombreuses, en Afrique, au Moyen-Orient, maintenant aussi en Europe, tandis que les tensions augmentent dans le Pacifique en raison soit des initiatives américaines, soit des chinoises ; et les budgets des États consacrés à l'armement augmentent en vue d'une implication plus directe dans les guerres locales ou la future guerre mondiale. Pour l'énième fois, le choc entre l'Ouest et l'Est se profile à l'horizon, mais cette fois avec l'entrée en scène d'un nombre beaucoup plus important d'acteurs dudit « tiers monde ». Les principaux acteurs ne sont plus seulement les États-Unis et la Russie, comme dans les quarante années qui ont suivi la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale ; la Chine s'est ajoutée, et dans les coulisses du théâtre mondial, nous voyons le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, la Corée du Sud, la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Iran, et les toujours présents Royaume-Uni, Allemagne et France, chacun avec ses propres intérêts à marchander en vue des prochaines et décisives alliances de guerre.

ILS PARLENT DE PAIX, MAIS PRÉPARENT LA GUERRE.

Les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne elle-même, qui soutiennent à fond la guerre ukrainienne contre la Russie – avec des milliards et des quantités d'armements jamais assemblés en une seule année pour une guerre dans laquelle ils ne sont pas directement impliqués – n'ont jamais proposé de « plan de paix » à leur façon, alors qu'ils reviennent chaque mois en continu avec des plans de guerre. Comment se fait-il que cette guerre particulière entre deux États qui s'affrontent sur des questions essentiellement territoriales et qui étaient déjà parvenus à deux reprises à un compromis formel – avec les accords de Minsk de 2014 et 2015 – ait, une fois déclenchée, impliqué immédiatement toutes les grandes puissances du monde ?

L'enchaînement des crises économiques et financières qui s'est développé depuis les années 1990 tend à exacerber toujours plus les conflits inter-impérialistes, c'est un fait incontestable. Et les conflits inter-impérialistes développent inévitablement des facteurs de crise encore plus puissants, en les rendant facteurs potentiels d'une guerre générale.

La guerre en Ukraine, plus que la guerre en Yougoslavie de 1992 à 1999, a des implications mondiales. La Yougoslavie se désagrégeait au début des années 1990, et les puissances impérialistes d'Europe, d'Amérique et de Russie, bien qu'impliquées par des intérêts d'influence politique et militaire, n'en sont jamais venues à s'affronter comme elles le font aujourd'hui en Ukraine.

Pour les Euro-Américains, il s'agissait de mettre la main sur la majeure partie de l'ex-Yougoslavie (Slovénie, Croatie, Bosnie, Monténégro, Kosovo) ; pour les Russes, il s'agissait de maintenir une influence et une alliance solides avec la Serbie ; et tandis que la Slovénie et la Croatie parvenaient à régler leurs intérêts territoriaux avec l'aide directe de l'Allemagne, les plus grandes horreurs de la guerre se sont concentrées en Bosnie-

Herzégovine et au Kosovo.

La guerre avait des aspects mondiaux car les impérialismes occidentaux (par l'intermédiaire de l'OTAN) se sont impliqués dans la défaite de la Serbie, qui n'avait pas l'intention d'abandonner ses ambitions territoriales, soutenue par la Russie, en dépit d'un ennemi puissant comme l'OTAN. Le bombardement de Belgrade, auquel l'Italie a activement participé (gouvernée par l'ex-piciste – PCI – D'Alema, tandis que le vice-président était le très catholique Mattarella), sous prétexte d'arrêter le « nettoyage ethnique » au Kosovo, a pratiquement mis fin à la guerre. Mais le résultat final d'une guerre commencée à l'intérieur d'un pays et rapidement poursuivie comme une guerre internationale dictée par les principaux impérialismes existants, n'a pas été la paix : la Bosnie et le Kosovo ont continué et continuent d'être un foyer de conflits et d'affrontements politiques et armés. Tel est l'héritage de la guerre impérialiste.

Et c'est un héritage qui pourrait également affecter l'Ukraine, une fois qu'arrivera ladite « fin de la guerre ».

A la différence de l'ex-Yougoslavie, où diverses ethnies et nationalismes étaient mélangés, en Ukraine, il n'y a que deux nationalités fortes et présentes, l'ukrainienne et la russe (bien qu'elles dérivent toutes deux historiquement de la même souche), mais la population est entièrement « ukrainienne ». Un peu comme la population coréenne qui, à l'issue d'une guerre *nationale*, dans laquelle les États-Unis et la Russie sont intervenus pour soutenir les deux camps adverses, et qu'aucun des deux camps n'a réellement gagnée, s'est retrouvée divisée en un Nord et un Sud n'existant qu'en fonction des intérêts extra-coréens représentés principalement par les États-Unis et la Russie à l'époque, et la Chine aujourd'hui, puissances qui cherchent à diviser le monde.

La guerre ukrainienne, plus elle durera, plus elle pourrait se dérouler dans une situation similaire à celle de la Corée. Les deux principales puissances impérialistes impliquées, les États-Unis et la Russie, sont deux puissances nucléaires. La guerre entre elles pourrait être, pour la première fois dans l'histoire, et compte tenu de l'évolution des armes nucléaires dites « tactiques », une guerre atomique dans laquelle les « raisons du marché » qui guident habituellement les intérêts de tout impérialisme exploseraient complètement, rendant incontrôlables tout mouvement d'un bloc et toute contre-manœuvre du bloc opposé.

Ni l'impérialisme russe, ni l'impérialisme américain, ne sont réellement préparés à ce « futur » nucléaire, de sorte que pour chacun d'entre eux – compte tenu également de l'entrée d'un « troisième dérangeur », la Chine – cette guerre n'est pas à l'ordre du jour. En réalité, la troisième guerre mondiale n'est même pas encore à l'ordre du jour, bien qu'elle soit beaucoup plus proche qu'en 1950 (guerre de Corée), 1962 (crise des missiles russes à Cuba), 1975 (crise économique mondiale) ou 2008 (crise financière mondiale).

En Ukraine, contre les troupes russes, les impérialistes occidentaux ont mandaté le gouvernement de Zelensky pour *faire la guerre* pour le compte même de l'Amérique et de l'Union européenne. Ainsi, toutes sortes d'armements sont testés, en maintenant leur approvisionnement dans des limites afin de ne pas

inciter la Russie à élever le niveau de la confrontation jusqu'à la menace d'utilisation d'armes nucléaires tactiques ; de nouveaux missiles, de nouveaux drones, de nouveaux canons antiaériens, de nouvelles opérations militaires sont testés sur un terrain qui n'est plus le terrain d'entraînement classique, mais celui d'une véritable guerre.

Qui est pris entre deux feux ? Les prolétaires russes et les prolétaires ukrainiens et, bien sûr, la population civile ukrainienne qui est constamment bombardée.

Qui profite de tout cela ? Le conflit militaire russo-ukrainien cache des intérêts stratégiques d'une grande importance pour l'impérialisme russe et euro-américain. L'Ukraine est un territoire économiquement important, tant sur le plan industriel qu'agricole, et elle représente une zone cruciale dans la charnière qui sépare l'Ouest européen de l'Est européen et asiatique. Cette charnière représente au total une frontière de 5.019 km, dont 959 appartiennent à la Biélorussie (aujourd'hui encore un proche allié de Moscou), tandis que 409 sont représentées par la Crimée et les régions de Donetsk et de Lougansk, actuellement sous occupation russe. Sur les 3.651 km de frontière restants, l'OTAN a positionné, ou est sur le point de positionner ses batteries de missiles (Finlande) et aimerait le faire en Ukraine. Évidemment, la Russie n'apprécie pas cette attention...

En 1962, lorsque les Russes avaient amené leurs missiles balistiques à Cuba, les Américains avaient menacé d'une guerre atomique. Ni les uns ni les autres ne voulaient entrer en guerre ; la démarche russe semblait surtout une réaction à l'installation de bases de missiles américaines en Italie et en Turquie, c'est-à-dire très près des frontières de l'URSS, et à la tentative américaine de 1961 d'envahir Cuba (affaire de la Baie des Cochons) ; de plus, l'avertissement était : nous pouvons nous approcher à 90 miles de votre côte sud et, de là, vous frapper sur votre propre territoire jusqu'à la Maison-Blanche...

L'affaire s'est terminée par un accord trouvé en quelques jours : le retrait des missiles russes de Cuba s'est accompagné du retrait des missiles américains de Turquie et d'Italie, et les Américains ont promis de ne plus jamais envahir l'île de Cuba. Cuba n'a pas été envahie, la promesse a-t-elle donc été tenue ? Envahie non, mais soumise à un embargo étouffant qui affame la population cubaine depuis des décennies. Les missiles Jupiter à tête nucléaire installés en Turquie et en Italie ont-ils été retirés ? Oui, pour être remplacés par des bases aériennes et des avions équipés pour transporter des bombes atomiques et, avec le temps, remplacés par des missiles de conception plus modernes comme les Polaris et toute une série de missiles de croisière, intercontinentaux et à têtes nucléaires multiples. L'évolution des armements est beaucoup plus rapide que n'importe quelle innovation technique « civile » et incite à ne pas respecter les accords « de paix ».

LES PROLÉTAIRES N'ONT PAS DE PATRIE !

Nous l'avons toujours répété et nous le crierons toujours chaque fois que la guerre bourgeoise de concurrence et la guerre armée menée dans le seul but de

la domination capitaliste du monde, sont évoquées pour faire plier les prolétaires de tous les pays aux intérêts des capitalismes nationaux.

Les prolétaires, précisément parce qu'ils naissent, vivent et meurent dans les mêmes conditions de salaires, représentent une classe internationale. C'est le capitalisme lui-même qui les pousse à être « internationalistes », précisément parce que leur condition de travailleurs exploités pour le profit capitaliste les unit sous tous les cieux, à l'intérieur de toutes les frontières, quels que soient leur âge, leur sexe, leur nationalité.

Mais les prolétaires, précisément parce qu'ils sont exploités de cette manière et organisés pour être exploités de plus en plus efficacement, doivent découvrir par eux-mêmes qu'ils appartiennent à une classe qui est potentiellement internationale, mais guidée, influencée, organisée par chaque bourgeoisie dans l'intérêt capitaliste national exclusif. Les prolétaires ne découvriront leur vocation internationaliste et classiste qu'à travers la lutte qu'ils sont contraint de mener contre les capitalistes, contre la bourgeoisie qui se révèle toujours, dans tous les antagonismes sociaux, comme une classe qui domine, qui opprime, qui réprime pour maintenir sa domination grâce à laquelle elle peut continuer – génération bourgeoise après génération bourgeoise – à exploiter le travail salarié, donc les travailleurs, pour augmenter ses profits en extorquant une quantité toujours plus grande de plus-value au travail salarié.

La bourgeoisie de chaque pays, principalement à travers la démocratie – mais elle ne dédaigne pas de le faire par l'autoritarisme et la dictature ouverte, pour éviter que la lutte prolétarienne (inévitables sous le capitalisme) ne déborde du champ strictement économique, d'entreprise et national, sur le champ politique général –, a adopté un système très simple, mais très efficace : mettre les prolétaires en concurrence les uns avec les autres, comme elle le fait avec les marchandises qu'elle met sur le marché. D'autre part, le travail salarié est bien une marchandise, une marchandise particulière, mais une marchandise qui peut être achetée et vendue et qui, quand elle ne sert plus, se jette ou se détruit.

Les périodes de crises, qui se traduisent par des conflits de guerre – sociaux, dans le cas de luttes ouvrières dures, armées dans le cas de guerres menées contre des nations ennemies – montrent clairement que la bourgeoisie ne peut éviter ses crises, mais qu'elle en profite pour exploiter encore plus le prolétariat, soit en se déchargeant du plus grand fardeau des crises sur ses conditions d'existence, soit en en faisant – si nécessaire – de la chair à canon.

Ce drame, en 200 ans d'histoire bourgeoise, s'est toujours répété, dans chaque situation de crise, mais la bourgeoisie fait tout ce qu'elle peut pour le faire passer pour un événement exceptionnel, qui peut être arrêté ou évité à la condition d'une collaboration de classe toujours plus étroite, c'est-à-dire à la condition que le prolétariat renonce à ses intérêts de classe spécifiques et prenne la défense des intérêts généraux, nationaux, collectifs qui concernent toutes les classes, toutes les couches sociales, en bref, le fameux *peuple*, la *nation* toujours vantée.

Il n'y a rien de différent sur le théâtre de guerre

ukrainien que sur tous les théâtres de guerre, où les bourgeois poussent leurs prolétaires à se massacrer les uns contre les autres pour défendre le soi-disant intérêt national, la souveraineté nationale, l'indépendance nationale, l'économie nationale. Un théâtre où la crise capitaliste et bourgeoise est mise en scène en plusieurs actes : la préparation de l'affrontement guerrier, la guerre et l'obligation d'y participer, le massacre et l'énorme destruction des forces productives, la négociation pour la fin de la guerre ou la capitulation, la reconstruction d'après-guerre. Dans tous les actes de ce drame, la bourgeoisie doit compter sur la participation, convaincue ou non, des masses prolétariennes à l'effort de guerre, tant à l'arrière que sur les fronts ; et elle compte – même en recourant à la répression sans scrupules – sur la résistance de son armée tant que durera la guerre, en promettant que la « victoire » profitera à tous, donc aussi aux masses prolétariennes.

Il n'est jamais arrivé et il n'arrivera jamais, même dans les pays qui sortent victorieux de la guerre, que les prolétaires en viennent à être moins exploités, qu'ils travaillent moins et gagnent plus, qu'ils puissent construire un avenir en paix pour eux-mêmes et leurs familles, et que la prospérité et non la misère soit le résultat de la collaboration de classe, de l'effort de guerre et des massacres et privations qu'il a provoqués.

Les prolétaires, s'ils regardent en arrière, et s'ils laissent les générations plus anciennes leur raconter comment les choses se sont passées, ne manqueront pas de constater que leur vie est constamment suspendue à un fil qui peut être coupé à tout moment. Il se peut bien que ce ne soit pas le chef d'entreprise ou le gouvernement qui coupe ce fil, jetant les prolétaires dans le chômage et le désespoir, mais que ce sera la conséquence d'une crise économique qui fait que les entreprises ferment, que le marché n'absorbe plus la production hyper-folle de la période d'expansion précédente, que les salaires sont réduits et que les travailleurs salariés ne peuvent plus vendre la seule marchandise qu'ils possèdent, la force de travail.

Mais la crise économique est déterminée par le mode de production capitaliste, par le fait que toute production est une production de marchandises et que chaque marchandise doit être vendue à un prix qui contient le taux de profit moyen, sinon le capital ne clôt pas son cycle de valorisation, et par le fait que le but de la production capitaliste n'est pas de satisfaire les besoins de la vie sociale humaine, mais les besoins du marché, donc du capital, et que cette production répond aux lois de la concurrence capitaliste et du système économique organisé par les entreprises, qui à leur tour se font concurrence sur le marché, en tenant compte de la recherche de leur propre profit et non des besoins de la vie du genre humain.

Tout cela se joue dans l'environnement déformé du profit capitaliste, pour lequel n'existe pas d'êtres humains qui vivent socialement, se nourrissent, s'habillent, se dédient à la connaissance du monde et de la vie, en sachant que quelques heures par jour de travail organisé et planifié auquel chacun participe suffisent à l'ensemble de l'humanité pour bien vivre ; profit capitaliste pour lequel n'existe que des consommateurs, des acheteurs et des vendeurs. Mais la marchandise force de travail,

les ouvriers ne peuvent la vendre qu'aux capitalistes ; s'ils la vendent, ils parviennent à obtenir un salaire qui est le seul moyen, dans cette société, pour que le prolétaire, totalement démunis, puisse survivre, puisse être à la fois vendeur et consommateur. Mais s'ils ne réussissent pas à la vendre, parce que les capitalistes ne l'achètent pas pour toutes sortes de raisons, les prolétaires meurent de faim.

Telle est la société bourgeoise, celle qui promet la prospérité pour tous, mais qui ne la maintient que pour une minorité, la minorité bourgeoise qui accumule toutes les richesses produites par le travail humain et qui s'empare de toutes les richesses de la nature, en les exploitant comme elle exploite la force de travail humaine : jusqu'à l'épuisement.

Est-ce pour cette société que les prolétaires veulent se battre ? Est-ce pour cette société qu'ils se font massacrer au travail comme à la guerre ?

Que sont appelés à défendre les prolétaires ukrainiens contre les prolétaires russes ? Et que défendent les prolétaires russes contre les prolétaires ukrainiens ?

La souveraineté nationale ? La patrie ? Les valeurs de la bourgeoisie qui les opprime, les exploite, les conduit à se massacrer dans des guerres dans le seul but de renforcer son propre pouvoir et sa domination sur un territoire et le prolétariat qui l'habite ?

Les prolétaires, s'ils ne veulent pas être réduits à des instruments de leur propre oppression, de leur propre exploitation, s'ils ne veulent pas être massacrés dans la paix et dans la guerre, doivent reprendre confiance dans leurs propres forces de classe, doivent orienter leur lutte individuelle de survie vers des objectifs que la bourgeoisie, même la plus riche, la plus démocratique et la plus religieuse, ne pourra jamais satisfaire : l'objectif d'anéantir toute oppression, toute exploitation, toute guerre. Un objectif lointain ? Oui, certes, très loin, mais le seul pour lequel la lutte du prolétariat a un sens, une finalité historique ; le seul que le prolétariat puisse effectivement atteindre à condition de rompre les liens et les attaches qui le tiennent au sort du capital et de la bourgeoisie.

Le fil auquel est suspendue la vie du prolétariat est un fil entièrement entre les mains de la bourgeoisie capitaliste et qu'elle n'a aucun scrupule à rompre pour protéger et sauver sa domination économique et politique. Le fil qui doit, et devra, au contraire, renouer le prolétariat d'aujourd'hui et de demain, c'est le fil historique qui le relie aux luttes du passé, à ses révolutions et à sa doctrine de classe : c'est le *fil du temps* que nous, petit groupe compact lié avec ténacité à ces luttes, à ces révolutions et à cette doctrine, continuons à faire vivre dans notre activité quotidienne, dans la perspective confiante d'un prolétariat qui foulera à nouveau le sol de la lutte des classes, d'une lutte qui fera de l'antagonisme de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat le pivot autour duquel se décidera le sort de la lutte historique et internationale qui conduira à l'émancipation du prolétariat et à la société sans classe, à la société de l'espèce, en un mot au communisme.

La guerre qui se déroule en Ukraine doit nous apprendre que les classes bourgeoises – comme le dit le *Manifeste des communistes* de Marx-Engels – sont toujours en guerre les unes contre les autres, parce

qu'elles sont des adversaires dans la lutte de la concurrence sur les marchés et dans le choc des États ; et elles sont toujours en guerre contre le prolétariat, leur propre prolétariat national et le prolétariat d'autres pays, soit pour maintenir et renforcer leur propre domination de classe au sein de leur propre nation, soit pour soumettre et exploiter le prolétariat d'autres nations.

Personne n'est capable, aujourd'hui, de prédire comment cette guerre se terminera, qui sera le vainqueur ou s'il y aura un « vainqueur ».

Il est probable que, s'étirant dans le temps, cette guerre aboutisse dans un premier temps à une « solution coréenne », qui n'en est pas une puisque les deux parties continueront à s'opposer sur tous les plans, économique, politique et militaire, et constitueront toujours une mèche prête à s'enflammer. Il est en effet très difficile pour la Russie de céder la Crimée et la bande du Donbass qui la relie à son territoire. D'autre part, il est exclu que l'Amérique et l'Union européenne envoient leurs propres troupes pour faire la guerre à la Russie aux côtés des troupes ukrainiennes, même si, selon un récent rapport du New York Times, quelques dizaines de soldats américains, britanniques et français se trouvent sur le théâtre de guerre ukrainien et qu'il y a des combattants polonais, naturellement « volontaires ». L'Ukraine est destinée à être le pot de terre entre deux pots de fer ; et le prolétariat ukrainien continuera à servir de chair à canon pour les puissances occidentales, tout comme le prolétariat russe continuera à servir de chair à canon pour la classe dirigeante russe. D'autre part, il est également dans l'intérêt de la Chine, ainsi que des États-Unis, de maîtriser l'escalade de la guerre russo-ukrainienne afin qu'elle ne déborde pas sur un conflit entre superpuissances.

La question des alliances actuelles et futures est loin d'être réglée. Actuellement, les États-Unis parviennent à faire plier encore une fois l'Europe à leurs intérêts stratégiques (à travers l'OTAN et des milliards de dollars investis dans la « défense » de l'Europe contre d'éventuelles attaques de l'Est). La Chine, quant à elle, n'a pas fait plier la Russie à ses intérêts stratégiques, qui se concentrent toujours plus en plus sur le Pacifique. Il est très important que la Russie et la Chine soient liées par une certaine forme d'*amitié* basée sur l'intérêt mutuel de ne pas garder un front découvert – Asie de l'Est pour la Russie, Asie de l'Ouest pour la Chine – alors que d'autres fronts sont ouverts et absorbent l'essentiel des préoccupations des deux puissances. Le fait que les trois pays, les États-Unis, la Russie et la Chine, soient des États unitaires et des puissances nucléaires n'est pas anodin ; il les empêche, du moins aujourd'hui encore, de passer des menaces « nucléaires » aux actes. Bien que les États-Unis soient géographiquement situés entre l'Atlantique et le Pacifique, donc entre l'Europe occidentale et la Chine (hier, l'adversaire était le Japon), ils sont également plus exposés sur le front du Pacifique que sur celui de l'Atlantique. C'est pourquoi, à l'instar de la Chine, il devient vital pour eux de se positionner de manière importante sur ce front. Vis-à-vis de l'Europe occidentale, les États-Unis ont eu tout le temps d'étendre leur réseau de relations politiques, économiques et financières, et leur participation aux deux guerres impérialistes mondiales sur le front anti-allemand

leur a permis de s'adapter plus facilement, en utilisant leur extraordinaire puissance économique et en faisant la guerre sur un autre continent que le leur, pour « conquérir l'Europe occidentale » et dominer ensuite les pays stratégiquement les plus importants, l'Allemagne, la France et l'Italie, partageant pendant une bonne quarantaine d'années le contrôle de l'ensemble de l'Europe avec la Russie à l'Est.

Mais, dans un futur peut-être pas si lointain, il n'est pas exclu que l'Allemagne revienne, à un moment donné, revendiquer un rôle en Europe et dans le monde, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique et militaire (et c'est la principale crainte des Anglo-Américains) et, par conséquent, remette en question le rôle hégémonique actuel des États-Unis en Europe, ce qui renforcerait objectivement la position de la Russie et, par voie de conséquence, de la Chine.

Dans les décennies qui ont suivi la fin de la deuxième guerre impérialiste, les États-Unis ont pris la place du Royaume-Uni dans le contrôle du monde ; leur flotte et leurs avions pouvaient atteindre n'importe quelle partie du globe en peu de temps. Mais dans les décennies suivantes, surtout après la grande crise mondiale de 1975, d'autres puissances se sont développées et si, d'une part, elles constituaient des marchés de plus en plus importants pour les marchandises et les capitaux américains, elles étaient en même temps des concurrents de plus en plus agressifs et ambitieux.

Le déclin du Royaume-Uni a été suivi par celui de la Russie qui, avec l'effondrement de l'URSS au début des années 1990, a remis en question l'ensemble de l'ordre mondial issu de la Seconde Guerre mondiale. Et elle a généré en même temps les facteurs qui allaient remettre en question l'hégémonie même des États-Unis sur le monde.

Dans un certain sens, l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie, tout en répondant certainement à une exigence stratégique de la Russie, qui cherche historiquement à ne pas se voir fermer toutes les portes de la Méditerranée, a contraint les États-Unis à exprimer leur volonté soit d'accepter l'opération russe comme une guerre locale, soit de la considérer comme une attaque contre l'ordre que les États-Unis étaient également en train de renforcer en Europe de l'Est à travers l'OTAN. En Irak, en Syrie, en Libye, en Yougoslavie, les États-Unis sont intervenus directement pour contrer le réseau d'influence que la Russie était en train d'élargir. En Ukraine, ce ne fut pas le cas, ils ont préféré que les Ukrainiens dirigés par Zelensky se « défendent » avec leurs propres forces et avec les armes que les pays de l'OTAN leur fourniraient en abondance.

Le massacre ukrainien n'était pas censé apparaître comme un massacre mené explicitement sous commandement américain ; il était censé être et apparaître comme un massacre subi par les Ukrainiens qui, dans ce cas, ont fourni à l'ordre euro-américain une armée à part entière, sauvant ainsi la face des très démocratiques Européens et Américains, et imputant tout ce sang au seul et unique « criminel », Poutine.

Cette guerre a objectivement touché les prolétaires européens de bien plus près qu'il n'y paraît, même si elle n'a pas impliqué l'envoi de soldats. La fourniture d'armes de toutes sortes, qui se poursuit encore cette

année, est une implication réelle de l'Union européenne et des États-Unis dans la guerre en Ukraine. L'implication prolétarienne ne prend pas la forme d'une expédition « coloniale » comme c'était le cas autrefois, mais d'un soutien – demandé et imposé – à l'entreprise de guerre des gouvernements ; un soutien qui est mis en œuvre par l'acceptation de la guerre de « défense » de la part de l'Ukraine et d'« affront » à l'égard de la Russie (affront mis en œuvre jusqu'à présent par une interminable série de sanctions économiques qui ont également eu des répercussions négatives sur les pays européens en termes de hausse instantanée des prix de l'énergie qui a entraîné une hausse des prix des produits alimentaires, pharmaceutiques, etc., mais aussi en termes de pertes d'exportations et donc de difficultés réelles pour les entreprises exportatrices avec des conséquences pour leurs salariés, etc., et de hausse de l'inflation) ; il en résulte le soutien à une politique belliciste de la part de leurs gouvernements dans la perspective d'une politique belliciste qui affectera directement les pays européens.

Comme chacun le sait, chaque semaine, depuis la fenêtre de Saint-Pierre, le pape ne manque jamais de lancer un appel à la prière pour l'Ukraine et pour la fin de la guerre, sachant parfaitement que la guerre n'est pas le fruit de la volonté d'un Poutine, d'un Zelensky ou d'un Biden. Il adresse son appel sincère aux grands de la terre et à tous les hommes de « bonne volonté », sachant qu'il joue un rôle très important dans la double fonction d'espoir et de consolation envers surtout cette partie du « peuple bien-aimé » – qui est la majorité – qui ne vit que de salaires et de misère et qui, dans certaines circonstances, pourrait être le protagoniste d'une réaction sociale violente contre les conditions d'existence et de mort dans lesquelles il a été plongé.

L'espoir, dans quoi ? Dans le fait que les grands de ce monde (parmi lesquels le pape parle d'égal à égal) comprennent que la violence de la guerre, au-delà d'un certain niveau, n'est plus contrôlable et pourrait inciter les masses à se rebeller tout aussi violemment contre l'ordre établi ; un ordre dont l'Église est un pilier de conservation.

La consolation, dans quel but ? Dans celui de freiner les réactions violentes à la violence de la guerre, de faire renoncer les masses à la seule lutte qui puisse arrêter la guerre bourgeoise, la lutte des classes, la lutte du prolétariat contre le système social existant et donc contre la classe dominante bourgeoise dont l'organisation de l'Église de Rome fait elle-même partie.

Comme toute église, l'Église de Rome mobilise ses « troupes », ses « propagandistes », ses « messagers », ses « généraux », dans l'objectifs de défendre les « valeurs de la civilisation occidentale » dans lesquelles elle se reconnaît pleinement : les valeurs du capitalisme, de la propriété privée et du travail salarié, donc de l'exploitation et de l'oppression, avec la caractéristique particulière de fonctionner comme un soulagement aux souffrances humaines engendrées par cette exploitation et cette oppression. L'Église de Rome ne dispose plus de ses propres armées comme à l'époque des États pontificaux, mais avec le développement du capitalisme, elle est parvenue à se tailler un rôle non seulement en tant que multinationale de services religieux et

sociaux, mais aussi en tant que pilier de la conservation sociale, en tant que force réactionnaire de premier plan, capable toutefois de changer de visage en fonction de la situation : de la propagande pour la « paix » et le « désarmement » à la bénédiction des troupes qui partent à la guerre...

Au-delà des plaintes des pacifistes habituels ou du pape habituel qui invite quotidiennement à prier pour « l'Ukraine martyrisée » – comme si c'était la seule guerre pour laquelle il fallait prier – il y a les « désarmementistes » qui demandent que les milliards dépensés pour l'envoi d'armes en Ukraine soient plutôt consacrés au renforcement des mesures sociales pour lutter contre la pauvreté, le chômage, etc. En réalité, l'industrie de l'armement fait partie de l'économie nationale au même titre que n'importe quelle autre industrie, et dans cette période, c'est l'industrie qui la tire plus que toute autre. D'autre part, les milliards investis dans ces fournitures sont des milliards qui, à leur tour, demandent à être utilisés fructueusement, tôt ou tard, tant en termes d'engagements politiques, qu'en termes de reconstruction d'après-guerre pour laquelle tous les gouvernements occidentaux se sont évertués à élaborer divers plans, préparant les inévitables traites avec lesquelles ils feront plier l'Ukraine, et ses prolétaires, pour payer.

L'intérêt commun des prolétaires ukrainiens et russes est de ne pas être massacrés pour une guerre qui n'est pas et ne sera jamais la leur. Et c'est l'intérêt de tous les prolétariats du monde. La bourgeoisie déchaîne la guerre parce que les lois économiques capitalistes lui offrent cette « issue » aux crises économiques et politiques qui se créent dans le développement de chaque pays. La soif de pouvoir et de domination vient après et dépend des rapports de force réels entre les pays. Mais il y a un rapport de force qui concerne tous les pays, même les plus faibles économiquement, c'est le rapport entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Sous le capitalisme, il est inévitable que le pouvoir dominant soit celui de la bourgeoisie. Pour éliminer ce pouvoir dominant, il faut renverser la classe bourgeoise au pouvoir, il n'y a pas d'alternative. Et il n'y a qu'une seule classe sociale qui a la force potentielle de battre le pouvoir bourgeois, c'est le prolétariat. Mais les conditions pour que le prolétariat soit effectivement une classe, pour qu'il se reconnaisse comme une classe antagoniste de la bourgeoisie – tout comme la bourgeoisie se reconnaît parfaitement comme une classe antagoniste du prolétariat et le prouve tous les jours – cela implique deux niveaux d'affrontement, l'un économique et immédiat, l'autre politique et plus général.

Comme l'histoire nous l'enseigne, la lutte des classes se poursuit même si le prolétariat ne lutte pas physiquement contre la bourgeoisie ; tout simplement parce que c'est la bourgeoisie qui lutte en permanence contre le prolétariat, contre ses intérêts et contre sa volonté de répondre par sa lutte. Et elle le fait de mille manières différentes, aussi grâce au travail capillaire des forces opportunistes de conservation qui orientent les prolétaires sur le terrain de la conciliation, de la collaboration et de la paix sociale plutôt que sur celui de l'affrontement.

La rupture de la paix sociale telle qu'elle s'est produite en 1953 en Allemagne de l'Est et à Berlin, lorsque

les prolétaires se sont soulevés contre les conditions intolérables dans lesquelles les avaient précipités les pouvoirs bourgeois de l'époque – déguisés d'ailleurs en « socialistes » – est le signe sans équivoque que la lutte des classes resurgit chaque fois que la crise sociale pousse les masses prolétariennes à lutter non pas pour la « liberté », non pas pour la « souveraineté nationale », non pas pour la « patrie », mais contre le régime salarial, donc contre le capitalisme présent et dominant dans tous les pays, qu'ils soient démocratiques, autoritaires, dictatoriaux ou faussement « communistes » comme

l'URSS l'a été en son temps et comme la Chine l'est encore aujourd'hui.

La lutte prolétarienne ne s'organise pas sur le papier, ni dans les salles de conspiration. Elle émerge irrésistiblement des conditions matérielles dans lesquelles les prolétaires sont contraints de vivre et de mourir. Et elle trouvera ses propres modes d'organisation, différents des actuels car elle devra se débarrasser des critères d'organisation de l'opportunisme collaborationniste.

(*"Il comunista"*, No 178, Giugno-Agosto 2023)

L'Ukraine, Corée du XXI^e siècle ?

En juillet 1950, lorsque qu'éclatait la guerre de Corée, nous écrivions :

« Dans l'histoire de cette période d'après-guerre, que la démagogie pirate des puissances victorieuses avait annoncée comme porteuse de paix, de prospérité et d'égalité, le conflit éclaté en Corée n'est pas nouveau. En Allemagne, en Grèce, en Chine, en Indonésie, au Vietnam, en Malaisie, la paix démocratique n'était en réalité que le prolongement d'une guerre dont les protagonistes changeaient de temps à autres. Il ne pouvait en être autrement. En confirmation écrasante du marxisme, les faits sont là pour prouver que la guerre est liée non pas à l'existence de certains régimes politiques ou aux prétendus instincts guerriers des peuples ou des races, mais aux lois inexorables du développement capitaliste.

« Face au nouvel épisode de la poussée internationale de l'impérialisme, et à la propagande falsificatrice et empoisonnante menées ensembles parmi les masses ouvrières, la position du marxisme révolutionnaire doit être réaffirmée avec une fermeté absolue.

« Le conflit en cours, bien que géographiquement localisé, est clairement de nature internationale. Comme dans les précédents épisodes guerriers de la « paix démocratique », l'affrontement ne se produit pas entre des forces nationales opposées, mais entre les deux centres mondiaux de l'impérialisme, l'Amérique et la Russie, en comparaison desquels les petites nations ne sont que des pions misérables et impuissants. Donc, les termes de guerre d'indépendance, de libération, d'unité nationale sont faux » (1).

Plus de soixante-dix ans après, le conflit actuel en Ukraine a les mêmes caractéristiques fondamentales que la guerre de Corée de 1950 : il est de nature purement internationale et oppose pour la énième fois deux centres mondiaux de l'impérialisme, l'Amérique et la Russie (autrefois appelée URSS). Mais les soixante-treize années qui nous séparent de la guerre de Corée, et les soixante-dix-huit années qui nous séparent de la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale – lorsque la démagogie de brigands des puissances victorieuses avait annoncé apporter la paix, la prospérité et l'égalité – ont

été, en réalité, des années de tensions et de guerres internationales, des années au cours desquelles les positions du marxisme authentique sur l'impérialisme et le développement de ses contradictions et de ses contrastes se sont avérées correctes.

Au cours de ces décennies, les contrastes inter-impérialistes ont provoqué des guerres, augmentant les massacres et les destructions par le développement de la technologie de l'armement, dans tous les continents sauf l'Europe et l'Amérique du Nord. En Europe, le condominium russo-américain de l'après-guerre « réglait » la partition de l'Allemagne, en la divisant en deux sous occupation militaire de l'un et l'autre camp, et une fois terminés les désaccords sur la charnière constituée par les pays d'Europe de l'Est – Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie – les transformait en satellites de Moscou, alors que les pays d'Europe de l'Ouest, avides d'investissements en dollars sonnants et trébuchants, étaient transformés en satellites de Washington ; en Europe, disions-nous, la transition de la guerre impérialiste à la paix impérialiste était « garantie » pour des décennies, c'est-à-dire une période pendant laquelle les forces impérialistes les plus importantes, en plus de renforcer leur domination sur les territoires économiques les plus grands possibles (et pas seulement les territoires *agraires*, comme le prétendait Kautsky, mais aussi sur les territoires et pays hautement industriels, comme le soutenait Lénine), se préparaient aux conflits ultérieurs. Même chose pour le Japon, une puissance de premier plan opposée aux États-Unis dans le Pacifique, mais qui a fini écrasée sous les bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki et réduite également en satellite de Washington. La deuxième guerre impérialiste mondiale a décrété le déclin désormais irréversible de la Grande-Bretagne en tant que « maîtresse du monde » au profit des États-Unis d'Amérique,

(1) Cf. *Né con Truman, né con Stalin* (Ni avec Truman ni avec Staline), dans notre journal de l'époque « *battaglia comunista* » n° 14, 12-26 juillet 1950.

réduisant les pays capitalistes avancés eux-mêmes à des « colonies » de Washington ou de Moscou. Combien de temps cette situation pouvait-elle durer ? Et comment cette situation pouvait-elle changer ? Pour les marxistes, la réponse est toujours celle que Lénine donnait : tout d'abord, *le partage du monde* entre les puissances mondiales prédatrices et super-armées (à l'époque de la première guerre impérialiste mondiale, c'étaient l'Angleterre, l'Amérique, le Japon ; lors de la deuxième guerre impérialiste mondiale, c'étaient les mêmes, plus l'Allemagne et la Russie), impliquait les pays du monde entier « *dans leur guerre pour le partage de leur butin* » (2); mais, face au fait que la terre est déjà divisée, les prédateurs impérialistes les plus forts sont objectivement contraints « *d'étendre leur mainmise sur des pays de toutes sortes* », même « *sur des pays hautement industrialisés* », non seulement et non pas tant pour leur propre bénéfice, mais pour « *affaiblir l'adversaire* » et « *saper son hégémonie* » (3). L'impérialisme signifie un capitalisme développé dans un sens monopolistique, dans lequel ce n'est pas le capital industriel, commercial ou agraire qui prédomine, mais le capital financier, et c'est ce capital financier (américain, britannique, allemand, japonais, français et, aujourd'hui, chinois) qui se partage le monde en fonction des *rapports de force* de la période donnée, rapports de force qui se transforment par des conflits et des guerres bien peu pacifiques, car les conflits entre les trusts, les cartels internationaux et les pôles impérialistes n'atténuent pas, au contraire, ils « *renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale. Or, le rapport des forces s'étant modifié, où peut résider, en régime capitaliste, la solution des contradictions, si ce n'est dans la force ?* » (4).

Le capital financier et les trusts n'affaiblissent pas, mais renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale. Or, le rapport des forces s'étant modifié, où peut résider, en régime capitaliste, la solution des contradictions, si ce n'est dans la force ?

Les masses ouvrières d'Europe et d'Amérique, réduites par l'œuvre combinée de la contre-révolution bourgeoise et stalinienne à de la chair à canon à des fins impérialistes, totalement soumises aux intérêts chauvins de chaque puissance bourgeoise et impérialiste, ne pouvaient représenter l'alternative révolutionnaire aux guerres bourgeoises, la seule alternative historique qui avait et a un sens. Enterré sous la mastodontesque falsification stalinienne, le mot d'ordre léniniste de *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile* – en révolution prolétarienne – se trouvait substitué par les mots d'ordre de soutien et guerre de tous les nationalismes contre les nationalismes ennemis, soutien et guerre pour la défense de la démocratie contre le fascisme, soutien et guerre pour la défense de la patrie, pour la défense de la souveraineté nationale, sachant parfaitement qu'au-delà des formes extérieures d'une démocratie qui n'avait plus rien de libérale, le fascisme et la démocratie postfasciste n'étaient que deux régimes fondés sur le même totalitarisme capitaliste.

Cela a donné le temps à l'Europe, berceau historique du capitalisme, de renaître à une nouvelle vie et redevenir un pôle économique majeur sur le marché inter-

national, nécessaire à Washington et à Moscou. Les dizaines de millions de morts sur tous les fronts de guerre et sous les bombardements aériens dans toutes les villes européennes avaient servi à donner un nouveau souffle au capitalisme que, pour l'occasion, les pouvoirs politiques des impérialismes occidentaux victorieux, se définissant comme *démocratiques*, voulaient considérer comme le *nec plus ultra* de la paix dans ce qu'on appelait le « monde libre », opposé dans la propagande au soi-disant « monde socialiste » concurrent. Alors qu'en Europe, une fois les querelles sur la partition de l'Allemagne terminées et les armes réduites au silence, dans le reste du monde, les anciens impérialismes alliés contre les puissances de l'Axe se sont affrontés armés jusqu'aux dents, directement et indirectement et à commencer, comme le mentionnait l'article de 1950, par la Chine, l'Indonésie, le Vietnam, la Malaisie.

La guerre de Corée, écrivions-nous en 1950, ne fut donc pas « *une guerre de pacification, mais une étape vers de nouvelles guerres* ». Et, en fait, les guerres ne se sont jamais terminées. Ces faits montrent que le capitalisme ne peut vivre, comme mode de production et, par conséquent, comme société, et ne peut surmonter ses crises inévitables, sans que la classe dominante bourgeoise ne poursuive sa politique extérieure par d'autres moyens que ceux de la diplomatie, de l'investissement, des accords économiques et politiques, c'est-à-dire par des moyens militaires ; donc par la guerre.

« *Pour le vieux capitalisme, sous la pleine domination de la libre concurrence (comme Lénine le répète dans son Impérialisme), l'exportation des marchandises était caractéristique ; pour le capitalisme plus récent, sous la domination des monopoles, l'exportation des capitaux est devenue caractéristique. (...) A l'orée du 20ème siècle, nous constatons la formation de nouveaux types de monopoles ; d'abord les syndicats monopolistiques de capitalistes dans tous les pays au capitalisme avancé, ensuite la position monopolistique des quelques pays les plus riches, dans lesquels l'accumulation de capital a atteint des dimensions gigantesques. Dans les pays les plus avancés, il en résulta un énorme excédent de capital.*

« *Certes, si le capitalisme pouvait développer l'agriculture qui, aujourd'hui, retarde partout terriblement sur l'industrie, s'il pouvait élever le niveau de vie des masses populaires qui, en dépit d'un progrès technique vertigineux, demeurent partout grevées par la sous-alimentation et l'indigence, il ne saurait être question d'un excédent de capitaux. (...) Mais alors le capitalisme ne serait pas le capitalisme, car l'inégalité de son développement et la sous-alimentation des masses sont les conditions et les prémisses fondamentales, inévitables, de ce mode de production. Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est con-*

(2) Cf. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916, « Œuvres », vol. 22, Edition Sociales, 1960, p. 207.

(3) Ibidem, p. 290.

(4) Ibidem, p. 295.

cré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. Les profits y sont habituellement élevés, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement bas, les salaires de même, les matières premières à bon marché. Les possibilités d'exportation de capitaux proviennent de ce qu'un certain nombre de pays attardés sont d'ores et déjà entraînés dans l'engrenage du capitalisme mondial. (...) Les exportations de capitaux influent, en l'accélégrant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier. » (5).

Le capital financier n'a donc fait que conduire, à des vitesses différentes, les pays arriérés à se lier de plus en plus aux pays plus industrialisés et les pays exportateurs de capitaux, comme l'écrit Lénine, à un *véritable partage continu du monde*.

Mais le même partage du monde, qui s'est opéré à une période historique donnée, par exemple entre les vainqueurs de la Seconde Guerre impérialiste mondiale, « *n'exclut certes pas un nouveau partage, au cas où le rapport des forces viendrait à se modifier (par suite d'une inégalité dans le développement, de guerres, de faillites, etc.)* » et « *L'industrie du pétrole fournit un exemple édifiant d'une tentative de repartage de ce genre, de lutte pour ce nouveau partage* » (6). Dès 1916, Lénine pouvait reconnaître sur le marché mondial du pétrole la lutte que les médias bourgeois appelaient eux-mêmes la lutte pour le *partage du monde*. Et qu'était-ce et qu'est-ce encore aujourd'hui la lutte pour le pétrole, et pour toutes les autres matières premières indispensables à l'industrie capitaliste, de la moins avancée à la plus avancée – charbon, gaz, cuivre, fer, lithium, terres rares, uranium, etc. – sinon la lutte pour le partage du monde ? Une lutte qui ne peut omettre la marine marchande, absolument indispensable au transport des matières premières, et le secteur des communications, à son tour vital pour les transactions, l'achat et la vente, et aussi le secteur agricole, tous les secteurs dans lesquels se trouvent les plus grandes concentrations économiques et financières. Le capital financier, nous rappelle Lénine, « *ne s'intéresse pas uniquement aux sources de matières premières déjà connues. Il se préoccupe aussi des sources possibles ; car, de nos jours, la technique se développe avec une rapidité incroyable, et des territoires aujourd'hui inutilisables peuvent être rendus utilisables demain par de nouveaux procédés (...), par l'investissement de capitaux importants.* » (7). Et, de fait, dans les dernières décennies, de nombreuses « découvertes » de nouveaux gisements de gaz, de pétrole, de terres rares, etc., générant, lorsque ces découvertes sont situées dans des zones maritimes ou terrestres disputées entre différentes puissances (comme, par exemple, les dernières découvertes en Méditerranée orientale, autour de Chypre), des conflits qui serviront de base à de futurs affrontements armés.

Le partage du monde se fait sur la base de la puissance économique et financière des pays impérialistes les plus puissants, et c'est le développement même du capitalisme, comme le rappelait Lénine, qui tend à développer l'économie, y compris financière, dans les pays moins avancés ; à tel point que de nouvelles forces, de nouvelles puissances, surgissent à un moment donné sur le marché international. Ce fut le cas, en son temps, pour l'Amérique du Nord, grâce surtout à l'Angleterre, à la France et aussi à l'Allemagne ; ce fut ensuite le cas pour la Russie et, plus récemment, pour la Chine, au point d'augmenter en progression géométrique les contrastes inter-impérialistes qui ont périodiquement déplacé leur théâtre décisif de l'Afrique à l'Amérique latine, de l'Asie à l'Europe.

L'EUROPE, DE MAÎTRESSE DU MONDE À TERRE DE CONQUÊTE

Contrairement aux États-Unis, à la Russie et à la Chine, qui sont des pays fondés sur des unités étatiques fortes et historiques, l'Europe est composée de multiples unités étatiques, chacune au capitalisme avancée, chacune avec son propre passé impérial et colonialiste, et chacune exprimant des concentrations économico-financières de première grandeur, de manière à représenter aujourd'hui – sous la poussée de la concurrence mondiale et des conséquences des deux guerres impérialistes mondiales avec leur destruction massive de capital fixe et variable – un potentiel troisième pôle impérialiste par rapport surtout aux États-Unis et à la Chine, mais, en même temps, une concentration explosive de contradictions capitalistes et de contrastes inter-impérialistes. Pour cette raison d'ailleurs, l'Europe n'a pas été seulement le berceau du capitalisme mondial, mais aussi le berceau de la révolution prolétarienne mondiale.

D'autre part, c'est toujours la concurrence mondiale qui, une fois terminée la deuxième guerre impérialiste mondiale et face à l'agression contre l'Europe menée par celui que la même guerre a décrété comme première puissance impérialiste mondiale, les États-Unis d'Amérique, a poussé les plus importants pays européens à mettre en place au fil du temps, diverses associations économiques pour coordonner plus efficacement leurs sources d'énergie et leurs différentes activités économiques, à commencer par la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) et l'Euratom (Communauté européenne de l'énergie atomique) pour ensuite développer, avec l'adhésion de plus en plus de pays, le MCE (Marché commun européen), la CEE (Communauté économique européenne) et, enfin, l'Union européenne. Bien sûr, les divergences et les tensions entre les pays européens eux-mêmes n'ont jamais manqué, surtout quand il s'agissait d'aborder les questions de caractère politique et de politique extérieure de chaque pays ; mais la marche vers un « marché com-

(5) Ibidem, p. 260-261, 263

(6) Ibidem, p. 268

(7) Ibidem, p. 282

mun», toujours dans le cadre des contradictions inter-impérialistes y compris sur le plan monétaire, a conduit en 1999 à l'adoption de la monnaie unique – l'euro – qui est entrée en fonction en 2002, devenant l'une des monnaies de référence sur le marché international, mais sans la force disruptive nécessaire pour se substituer à la monnaie internationale par excellence, le dollar américain. Peu importe le nombre d'alliances et d'accords qui peuvent être conclus entre les États membres de l'UE, et peu importe que les européistes soutiennent idéalement la tendance à créer les « États-Unis d'Europe » en opposition en tant que pôle impérialiste unitaire aux États-Unis d'Amérique, à la Chine et à la Russie elle-même, la lutte entre les différents pôles impérialistes pour le partage du monde n'effacera jamais l'opposition entre la libre concurrence – qui est l'élément essentiel du capitalisme et de la production marchande en général (Lénine, in *l'impérialisme*) – et le monopole – qui est le contraire direct de la libre concurrence. Dans le processus de développement du capitalisme, souligne Lénine, c'est précisément la libre concurrence qui « est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence. Mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents » (8). Dans le développement du capitalisme, la concurrence s'est élevée au niveau des monopoles, des trusts, des cartels et donc, une fois de plus, entre les États.

De même que les grandes usines et la production à grande échelle toujours plus concentrée de marchandises et de capitaux n'élimineront jamais, tant que le capitalisme existera, la petite production et le petit capital, de même la tendance à unir différents pays d'une même zone géopolitique en de plus grandes entités politiques n'éliminera jamais – tant que la société bourgeoise existera – la concurrence entre les différents pays et, par conséquent, la source des contradictions, frictions et conflits amers et soudains qui caractérisent la vie du capitalisme même dans sa phase impérialiste. D'un autre côté, les crises économiques et financières qui ponctuent le cours du développement du capitalisme ne démontrent-elles pas ce que le marxisme soutient depuis ses origines (*Manifeste du Parti communiste*, 1848), à savoir que chaque crise périodique de surproduction (de marchandises et de capital) « détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes », générant la situation dans laquelle « la société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis »

(9). Aujourd'hui un autre exemple concret est sous nos yeux : l'Ukraine, pays européen dans lequel, au cours de la dernière décennie se sont concentrés, les contradictions inter-impérialistes déjà à l'œuvre depuis sa séparation de l'URSS suite à l'effondrement de l'empire de Moscou, et qui a été au centre d'une lutte entre les pôles impérialistes de Moscou et de Washington visant, pour le premier, à le soumettre à nouveau à sa domination et, pour le second, à conquérir un pays hautement industrialisé pour renforcer sa puissance en Europe, et donc dans le monde ; une lutte économique et politique qui, à un moment donné, ne pouvait inévitablement que se transformer en guerre. Dans ce cas aussi, les impérialismes européen et américain tendent à soumettre un pays industrialisé à leur influence et à leur domination directes et, dans le même temps, à affaiblir l'impérialisme russe contre lequel ils luttent et, par procuration, font combattre les Ukrainiens.

L'UKRAINE, UN TOURNANT DANS LES RAPPORTS DE FORCE ENTRE LES PÔLES IMPÉRIALISTES

A la différence de la Corée de 1950, l'Ukraine de 1991, et plus encore celle de 2022, est un pays industrialisé, riche en matières premières (charbon, fer, manganèse, magnésite, rutile, uranium, etc.) et parmi les premiers producteurs mondiaux de blé, maïs, avoine, orge, seigle, millet, etc. ; un pays de plus de 40 millions d'habitants et une population active de plus de 20 millions, donc une main-d'œuvre instruite et prête à être utilisée dans les branches industrielles les plus importantes (sidérurgie, chimie, nucléaire, métallurgie, infrastructures, technologies informatique, etc.). Un pays présentant ces caractéristiques, et avec sa position stratégique sur la charnière séparant l'Europe occidentale de la Russie eurasiennne et, en partie, du Moyen-Orient, représente un objectif stratégique de première importance ; et l'histoire même de cette terre le confirme, puisqu'elle a été disputée au cours des siècles par le Royaume de Pologne à l'Empire ottoman, par les Cosaques à l'Empire tsariste, jusqu'à ce que, à la suite de la Révolution russe de 1917, elle soit constituée en République socialiste soviétique en 1922, accompagnant la République socialiste soviétique russe dans cette voie révolutionnaire projetée pour combattre le capitalisme sous tous les cieux ; elle est ensuite restée, sous les régimes stalinien et poststalinien, jusqu'en 1991, l'une des 15 républiques qui constituaient l'URSS.

En 1950, la confrontation entre Washington et Moscou en Corée ne s'est pas déroulée par un affrontement direct entre les armées de la Russie et des États-Unis, mais par l'intermédiaire de la population de la Corée du Nord soutenue par les Russes et de la population de la Corée du Sud soutenue par les Américains ; en fait, la principale chair à canon menant la guerre par

(8) Ibidem, p. 286-287.

(9) Cf. Marx-Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Œuvres choisies, 1848, Vol I, Editions Sociales, 1962, p. 117.

procuration et subissant toutes les horreurs et les conséquences les plus graves de la guerre moderne n'était ni russe ni américaine, bien que les Américains aient été présents en Corée du Sud, mais coréenne. Cela préparait l'occupation militaire des deux Corées une fois la guerre terminée et la division de la péninsule coréenne en deux, la partie américaine au sud, la partie russe au nord. En Corée aussi, comme dans tous les autres pays, le prolétariat subissait la grande influence, d'une part, du faux socialisme russe de marque stalinienne et, d'autre part, de la fausse démocratie libérale de marque américaine ; ni le prolétariat coréen, ni le prolétariat russe ou américain, n'avaient la force d'opposer leur lutte de classe à cet énième massacre impérialiste. Malgré que plus de sept décennies se soient écoulées depuis 1950, nous assistons aujourd'hui en Ukraine à un nouveau massacre impérialiste, aux caractéristiques similaires, mais inversées, puisque les Américains, et leurs alliés européens, ne sont pas présents avec leurs armées, mais sont présents avec des quantités considérables de capitaux et d'armements, et que cette fois, c'est l'impérialisme russe qui a directement mobilisé ses forces armées – et il ne pouvait pas faire autrement, puisque les pro-russes du Donbass, après huit ans de lutte contre l'armée de Kiev, n'avaient aucune chance de victoire. La position géographique même de l'Ukraine et des régions ukrainiennes à forte présence ethnique russe (précisément la Crimée et le Donbass), et le risque plus que concret de voir des missiles de l'OTAN placés à leurs frontières, ont poussé l'impérialisme russe à risquer l'invasion. Une invasion qui n'a surpris que les journalistes vendus qui ne cessent d'étaler les « valeurs » de la démocratie occidentale, sinon « universelle », de la « paix » et de la « civilisation », justifiant systématiquement les guerres et les horreurs que la démocratie occidentale a toujours distribuées et continue de distribuer dans le monde depuis les guerres de conquête coloniale.

En Extrême-Orient, la Corée revêtait également une grande importance d'un point de vue stratégique général. Elle se trouve en face du Japon, à un peu plus de 200 km, et constitue une base importante tant pour l'attaque que pour la défense. Après la guerre de 1905 entre la Russie et le Japon, remportée par ce dernier, la Corée a subi la domination et l'oppression japonaise la plus impitoyable jusqu'à la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale. Une fois vaincu le Japon, les deux plus grands impérialismes directement intéressés par cette région, l'Amérique et la Russie, ne pouvaient que s'affronter, l'un pour étendre son contrôle du Japon au continent – la péninsule coréenne tout d'abord – (et l'Indochine viendra ensuite), et l'autre pour empêcher – grâce également à l'alliance avec la Chine de Mao – les États-Unis d'étendre leur domination près de leurs propres frontières terrestres. Depuis plus de deux décennies, ce que la Russie tente d'empêcher de faire aux États-Unis et à leurs vassaux européens, c'est d'ajouter l'Ukraine aux États baltes et à la Finlande, leurs précédentes conquêtes le long de sa frontière occidentale.

Face à la guerre de Corée, on a dit que le monde était au bord d'une troisième guerre mondiale qui verrait la Russie et la Chine se confronter aux États-Unis, à

l'Angleterre et à la France, le soi-disant « camp socialiste » au « capitalisme ». Il ne s'agissait pas de « camps » différents, l'un révolutionnaire et l'autre conservateur et réactionnaire : il s'agissait de deux camps, de deux blocs impérialistes armés l'un contre l'autre. En réalité, comme nous l'avons toujours soutenu et amplement démontré, la Russie et la Chine représentaient un capitalisme en plein élan progressiste et, d'un point de vue économique, certainement révolutionnaire par rapport au retard dont elles sont sorties grâce à deux révolutions : la révolution prolétarienne d'octobre 1917 en Russie, qui a ouvert le cours révolutionnaire communiste dans le monde entier, même si la Russie était économiquement confrontée au développement capitaliste le plus accéléré possible (l'objectif de Lénine d'un capitalisme d'État que la dictature prolétarienne contrôlerait et dirigerait en attendant la révolution prolétarienne victorieuse dans les pays capitalistes avancés, comme l'Allemagne, grâce à laquelle le propre développement économique de la Russie serait accéléré, est bien connu), un cours révolutionnaire qui a toutefois été stoppé et vaincu par la contre-révolution stalinienne ; et la révolution bourgeoise-démocratique chinoise de 1949, sous la direction maoïste, qui n'avait rien en commun avec Octobre Rouge, mais qui a fait passer la Chine d'un retard économique millénaire et d'un asservissement colonial à l'indépendance politique et au capitalisme moderne sans passer par une expérience révolutionnaire similaire à celle de la Russie de 1917, étant donné la défaite du mouvement prolétarien chinois de 1925-1927 due avant tout, elle aussi, à l'œuvre contre-révolutionnaire du stalinisme.

Après la seconde guerre mondiale, l'impérialisme de Washington a mis en œuvre une politique extérieure, dirigée vers les pays asiatiques, évidemment très myope ; ces pays étaient historiquement poussés à se débarrasser de l'oppression colonialiste de l'Angleterre, de la France, de la Hollande et n'étaient pas disposés à se soumettre au nouveau colonialisme du moule américain : en soutenant les factions les plus rétrogrades, latifundistes et agraires en Corée, en Indochine, en Indonésie, en Malaisie, etc., Washington s'était mis à dos les classes industrielles bourgeoises, petites-bourgeoises et prolétaires qui étaient au contraire soutenues par la Russie stalinienne en plein progrès économique industriel. Et ce fait a joué en faveur de l'impérialisme russe en Extrême-Orient pendant trois décennies, au moins jusqu'aux années 1970, jusqu'à la victoire vietnamienne sur les États-Unis. Dans sa fonction impérialiste, la Russie stalinienne et poststalinienne partageait en Europe avec les États-Unis l'intérêt prioritaire de tenir à distance le prolétariat européen et, surtout, l'Allemagne, toujours dangereuse même vaincue, tandis que ses interventions, surtout politico-militaires, dans les différentes aires du monde soumises au séisme social des luttes anticoloniales avaient pour but d'empêcher les États-Unis d'étendre leur domination impérialiste autant en Asie qu'en Afrique.

Comme nous l'écrivions en 1957 : « *Il existe certainement une rivalité amère entre les deux géants [États-Unis et URSS, Ndlr], mais le duel russo-américain a pour prémisse, aussi paradoxal que cela puisse paraître, le condominium russo-américain en Europe. (...) Du*

reste, toute la politique russe en Europe repose en permanence sur le chantage que Moscou tente de faire sur les États-Unis, qui ont besoin du concours de la Russie pour réaliser leurs projets d'hégémonie mondiale. Et précisément, ils ont besoin de la puissance terrestre russe, qui maintient les vieilles puissances d'Europe occidentale dans un état d'infériorité irrémédiable et les contraint à se réfugier dans le Pacte Atlantique, c'est-à-dire de se soumettre au super-État américain » (10). Outre le fait que l'URSS n'existe plus et que son implosion entre 1989 et 1991 a inévitablement réduit les ambitions impérialistes de la Russie à des zones beaucoup plus restreintes que celles dans lesquelles elle gambadait au cours des trente années précédentes, la puissance terrestre russe rempli encore aujourd'hui le même rôle qu'à l'époque : elle contraint les anciennes puissances d'Europe occidentale à se réfugier dans l'OTAN, c'est-à-dire sous les ailes des États-Unis.

Aussi réduites que soient ses velléités, l'impérialisme russe ne peut que répondre aux mêmes lois que l'impérialisme, en tant que stade de concentration capitaliste et monopolistique maximale et totalitaire, suit objectivement au niveau mondial: utiliser tous les moyens économiques, politiques, idéologiques, sociaux et militaires dans le but de renforcer et d'élargir sa propre puissance afin de modifier les rapports de force existants entre les différentes puissances impérialistes ; d'autant plus lorsqu'il s'agit de zones géopolitiques stratégiques.

La guerre russo-ukrainienne était donc dans l'air depuis des années ; les aspects économiques ou politiques étaient entremêlés, impliquant directement les classes bourgeoises dirigeantes non seulement de la Russie et de l'Ukraine, mais aussi des puissances européennes et, surtout, des États-Unis. L'aspect économique, pour les deux, ne concerne pas seulement les

exportations de leurs matières premières – pétrole, gaz, fer et acier, charbon, blé, etc., du côté russe, et fer, acier, céréales, minerai de fer, etc., du côté ukrainien – , mais aussi la lutte contre les crises économiques et de récession qui frappent périodiquement tous les pays capitalistes avancés, donc aussi la Russie et l'Ukraine, en se concentrant sur l'économie de guerre et, par conséquent, en utilisant le principal moyen depuis la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale : précisément la guerre. Et en cela, les États-Unis sont des maîtres incomparables: sur les 124 années qui séparent 1898 (année à laquelle de nombreux historiens fixent le début de l'impérialisme américain) de 2022, c'est-à-dire de la guerre des États-Unis contre l'Espagne pour le contrôle de Cuba et des Philippines à aujourd'hui, il y a eu 13 années où les États-Unis n'ont pas fait la guerre (11), mais l'ont néanmoins préparée. Non pas que la Russie ait été un champion de la paix ; en dehors des années correspondant à la révolution bolchevique (1917-1926) – au cours desquelles la guerre révolutionnaire contre les puissances impérialistes anticommunistes visait à mettre fin au système capitaliste qui fonde son développement et sa pérennité historique sur des guerres de brigandage – à partir de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, la Russie, en participant à la première guerre impérialiste mondiale, s'est alignée, malgré son retard économique, sur les puissances impérialistes euro-américaines, réaffirmant son rôle anti-prolétarien par excellence, qui du régime tsariste passera, après la défaite de la révolution prolétarienne en Russie et dans le monde, au régime stalinien ; et de la puissance impérialiste qu'elle était devenue, elle ne pouvait que participer à la deuxième guerre impérialiste mondiale pour un autre partage du monde, et à une série interminable de guerres, directes ou menées « par procuration » au cours de toutes les décennies suivantes (12).

(10) Cf. USA e URSS: *Padroni-soci in Europa, avversari imperialistici in Asia e Africa* (USA et URSS : patrons-associés en Europe, adversaires impérialistes en Asie et en Afrique), « il programma comunista » n° 1, 1957, republié dans « il comunista » n° 123-124, nov. 2011-fév. 2012.

(11) Les années au cours desquelles les États-Unis n'ont pas fait la guerre sont les suivantes : 1935-1940, 1948-49, 1976-78, 1997, 2000 ; et voici des guerres les plus suivies par les médias internationaux qui ont vu les États-Unis comme protagoniste direct ou indirect, avec une « intensité » élevée ou faible, à partir de 1945-46 : Chine (1945-46, 1950-53), Corée (1950-53), Guatemala (1954, 1967-69), Indonésie (1958), Cuba (1959-60), Congo belge (1964), Pérou (1965), Laos (1964-73), Vietnam (1961-73), Cambodge (1969-70), Grenade (1983), Libye (1986), Salvador (1980), Nicaragua (années 1980), Panama (1989), Irak (1991-99), Bosnie (1995), Soudan (1998), Yougoslavie-Kosovo (1999), Afghanistan (2001-2021), Yémen (2004-encore en cours), Irak (2003-encore en cours), Somalie (2007-2011), Syrie (2010-encore en cours), Libye (2011-encore en cours). http://www.proteo.rdbcub.it/article.php3?id_article=159&artsuite=1

(12) Après la révolution d'octobre 1917 et l'instauration de la dictature du prolétariat, la Russie a officiellement pris le nom d'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) en décembre 1922, et a réuni 15 républiques en un seul État. Le nom d'URSS a été conservé même après que le stalinisme eut abandonné le cours de la révolution prolétarienne et socialiste, présentant à nouveau au monde un État qui héritait de l'histoire qui avait caractérisé le tsarisme, mais sous la forme désormais irréversible d'un État bourgeois, voué au capitalisme et à son développement et, par conséquent, avec toutes les ambitions de l'ancien Empire russe. Les guerres, avec leurs inhérentes occupations militaires, qui l'ont vu comme un protagoniste direct ou indirect, de faible ou de forte intensité, après la première guerre impérialiste mondiale, sont: la Mandchourie intérieure (1929), la Mongolie (1929), la Mandchourie à nouveau (1939), la Pologne (1939-1956), la Finlande (guerre d'hiver, 1939-44), les États baltes (1940-1991), la Roumanie (Bessarabie et Bucovine, 1940), l'Allemagne (et les territoires occupés par elle pendant la guerre : Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, Albanie, 1941-1944), Allemagne de l'Est (1945), Autriche (1945-55),

VERS LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE

La guerre en Ukraine allumera-t-elle la mèche d'une troisième guerre mondiale ? Cette perspective a été avancée à plusieurs reprises, surtout par les grands médias politiques occidentaux, et les arguments à l'appui de cette perspective ont été divers, mais tous visaient principalement à trouver «le coupable», le pays ou le bloc de nations qui déclencherait la fatidique «première agression», en somme le nouveau «Sarajevo» (13). Dans cette situation, le *casus belli* serait l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie, considérée comme un «premier pas» vers la redoutable «agression contre l'Europe». Le vieil «Empire du Mal», appellation avec laquelle Ronald Reagan avait étiqueté l'URSS en 1983 (14), en marquant ainsi la fin de l'ère de la soi-disant «grande détente» entre les deux impérialismes et en se caractérisant par le gel réciproque de l'arsenal nucléaire, revient en vogue une fois de plus, et montre comment dans les contrastes inter-impérialistes l'implication des églises et les slogans à motivation religieuse réaffirment leur popularité. Hier Staline, le «dictateur communiste», aujourd'hui Poutine, le «nouveau tsar», sont les symboles agités de cet Empire du Mal si pratiques par la propagande des impérialismes euro-américains qui tentent ainsi non seulement de justifier l'actuelle guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie sur le sol ukrainien, mais aussi de mobiliser les masses euro-américaines en soutien de cet affrontement pour lequel le peuple ukrainien en particulier, et son prolétariat, paie le prix le plus élevé en termes de massacres et de dévastation de son pays.

Comme nous l'avons dit, cette guerre se préparait de part et d'autre depuis les proches années du siècle dernier, lorsque la Russie, affaiblie par la crise profonde qui a conduit à l'effondrement de l'URSS, n'avait pas

la force de freiner l'expansion rapide de l'OTAN dans les anciens pays satellites de Moscou en Europe de l'Est, mais son territoire n'était pas pour autant facilement colonisable par le dollar, la livre, le mark allemand ou plus tard l'euro. Ce vaste territoire entre l'Europe et l'Asie, sa richesse en matières premières, sa puissance militaire et son histoire pluriséculaire de puissance dominante sur le sol européen et asiatique, sont des éléments qui ont constitué hier la base de l'empire tsariste, de l'empire stalinien, et aujourd'hui d'un impérialisme qui n'est certes pas à la hauteur de l'américain, mais d'une taille suffisante pour tenir sur leurs gardes toutes les chancelleries du monde.

Comme le disait Lénine, la tendance à résoudre les conflits inter-impérialistes par la guerre ne disparaît jamais; de la période où le soi-disant équilibre mondial (absence de guerre mondiale) était basé sur «l'équilibre de la terreur», nous sommes passés à la période de «la terreur de l'équilibre», c'est-à-dire la période où la division du monde après la Seconde Guerre mondiale a été progressivement de plus en plus modifiée en suivant le changement réel du rapport de force entre les grandes puissances impérialistes. La guerre impérialiste mondiale a été la réponse, tant en 1914 qu'en 1939, aux crises profondes dans lesquelles s'est précipité le capitalisme international; des crises économiques, financières, sociales, politiques qui, combinant les facteurs négatifs correspondants, ont inévitablement conduit à la crise de guerre armée. C'est la bourgeoisie elle-même qui a déclaré que *la guerre était bonne pour l'économie*. Selon Peter North, lauréat du prix Nobel d'économie, les États-Unis d'Amérique ne se sont pas remis de la grande crise des années 1930 grâce aux mérites du keynésianisme: «*Nous ne sommes pas sortis de la dépression grâce à la théorie économique, nous en sommes sortis grâce à la Seconde Guerre mondiale*» (15). Il en a été ainsi avec la guerre

de nouveau la Mandchourie (1945-46), Norvège septentrionale (1945-46), Corée (1945-48 et 1950-53), Hongrie (1956), Israël/Palestine (1967-70), Tchécoslovaquie (1968-1989), Somalie/Ethiopie (Ogaden, 1977-78), Afghanistan (1979-89), Géorgie (1991-93), Ossétie (1992), Tadjikistan (1992-97), Tchétchénie (1994-96 et à nouveau 1999-2009), Caucase (2009-2017), Ukraine (2014 et 2022-encore en cours), Syrie (2015-encore en cours). https://it.frwiki.wiki/wiki/Liste_des_guerres_de_la_Russie

(13) Il est fait référence à l'assassinat de l'Archiduc François-Ferdinand à Sarajevo le 28 juin 1914 par un nationaliste serbe, Gavrilo Princip. François-Ferdinand était l'héritier de l'Empire austro-hongrois et amené à prendre la succession de François-Joseph. Cette période du début du XX^{ème} siècle, dans cette région de l'Est européen et surtout des Balkans, est secouée par de profonds bouleversements des rapports de forces entre les nations dominantes. La Serbie, débarrassée du joug ottoman, mais tombée dans les griffes de l'Empire austro-hongrois, tentait de lui échapper, d'arracher son indépendance nationale et de s'affirmer comme nouvelle puissance conquérante locale. Dans cette perspective fondée sur le panslavisme, elle orien-

tera son alliance vers la Russie, elle-même opposée aux empires allemands et austro-hongrois et alliée avec la France pour contenir la puissance germanique. La France et la Russie, dans les discours allemand et austro-hongrois pour justifier la guerre, seront donc présentées comme nation et empire hostiles et belliqueux, appuyant la Serbie dans son conflit avec l'Autriche-Hongrie et donc menaçant les intérêts fondamentaux des empires des kaisers Guillaume II et de François-Joseph. C'est donc cet événement de l'assassinat de François-Ferdinand qui a été exploité historiquement d'un côté des brigands pour justifier l'initiative militaire contre les pays soutenant la Serbie et de l'autre côté des brigands pour désigner un «agresseur» contraignant à déclarer une «juste guerre» de défense. La réalité c'est que le capitalisme sécrète à longueur d'histoire les antagonismes insurmontables entre les impérialismes grands ou petits, provoquant des réseaux d'alliances changeant au gré de l'évolution des intérêts particuliers des uns et des autres pour un jour se stabiliser le temps d'une guerre salvatrice pour le capital et destructrice pour le prolétariat, et il y a toujours un archiduc assassiné pour la justifier.

(14) (15) Voir page suivante

de Corée en 1950, la guerre du Vietnam, les guerres du Golfe, de l'Afghanistan et maintenant de l'Ukraine. Chaque guerre entraîne une augmentation des dépenses militaires et des exportations d'armes; plus il y a de guerres dans le monde, plus les armements sont nécessaires; plus il y a de guerres, plus les armements sont détruits et pour continuer les guerres, il faut les renouveler. Parce que la guerre est justifiée par les deux blocs opposés, d'une part pour contrer une agression et d'autre part pour riposter aux provocations reçues ou au danger de nouvelles agressions, il est clair maintenant que l'augmentation des dépenses militaires par chaque gouvernement est acquise sans aucun problème, sachant pertinemment que celle-ci se fait au détriment des dépenses publiques sur le front social (santé, éducation, transports, filets sociaux, etc.). L'économie capitaliste, au travers de l'ensemble du secteur militaire et de ses vastes industries induites, bénéficie en tout cas de ce transfert de capital public, que la guerre menée se termine par la victoire ou la défaite de tel ou tel État. Comme système mondial et grâce aux destructions toujours plus vastes, le capitalisme en profite et peut reprendre ses cycles économiques avec une énergie renouvelée. Et malgré ses hauts et ses bas, seul le mouvement révolutionnaire prolétarien, comme ce fut le cas en 1917-1926, a la force de freiner et de contrer le cours implacable du capitalisme vers de nouvelles guerres et dévastations. C'est pourquoi, les puissances capitalistes, au-delà de leurs querelles et de leurs guerres de brigandage, s'unissent contre le mouvement révolutionnaire prolétarien pour empêcher la révolution prolétarienne internationale de gagner et de faire disparaître le capitalisme de tout avenir. Nous avons eu cet exemple non seulement avec la Commune de Paris de 1871, mais aussi avec la révolution bolchévique de 1917, et à nouveau avec la domination russo-américaine sur l'Europe en 1946-1948.

Aux ambitions de domination impérialiste des grandes puissances s'ajoute la nécessité de remettre en marche la machine de production et de valorisation du capital, qui périodiquement s'enraye et entre en crise. Aujourd'hui plus qu'hier, nous nous approchons d'une crise capitaliste au niveau mondial, pas seulement ni tellement

par la «faute» des ambitions impérialistes des États-Unis ou de la Russie, ou encore de cette entité impérialiste particulière appelée Union Européenne, mais parce que d'autres acteurs sont apparus sur le théâtre mondial de la concurrence inter-impérialiste, la Chine en premier lieu, et dans le sillage l'Inde et le silencieux Japon.

En Ukraine, comme hier en Corée, en Irak, en Syrie ou au Yémen, ce n'est pas une guerre *locale* qui se déroule, bien que le territoire concerné soit circonscrit; cette guerre a une portée mondiale depuis le moment où elle a été planifiée et préparée, car aucune puissance impérialiste ne peut permettre à des puissances adverses, sans réagir aussi par la force, de conquérir des territoires économiques et des marchés à leur avantage. Bien que le développement de la puissance économique et militaire de chaque pays impérialiste ait été exceptionnel, comparé à la situation d'il y a seulement 20-30 ans, et aussi fort et dominant soit un pays impérialiste, les États-Unis d'Amérique par exemple, il est inévitable qu'il ait besoin d'alliés pour contrer les concurrents directs les plus forts, et ceux-ci ne peuvent être que les pays hautement industrialisés devenus impérialistes à leur tour. L'époque où il n'y avait qu'une seule grande puissance mondiale est révolue, comme l'Angleterre l'a été au cours des siècles passés, et comme les États-Unis d'Amérique ont essayé de l'être depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans chaque alliance, il y a toujours une grande puissance pour la «diriger». Mais ce qui anime chaque «allié», ce sont les sphères d'intérêts et d'influence qu'il a déjà conquises et qu'il tend à renforcer et à étendre. Toutefois, aucun des alliés ne peut réaliser entièrement cet objectif, «car - écrit Lénine - *il est inconcevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la force de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc.*» (16). Ainsi, dans la guerre en Ukraine, ce que les puissances impérialistes directement impliquées évaluent, c'est précisément la puissance économique, financière et militaire de chacune par rapport à l'objectif qu'elles se sont fixé. Que l'objectif de la Russie soit d'annexer un morceau de l'Ukraine, à savoir la Crimée et le Donbass, ne fait désormais

(14) Cf. discours du 8 mars 1983 tenu à la Convention annuelle de la *National Association of Evangelicals*; voir: *Ronald Reagan, Remarks at the Annual Convention of the National Association of Evangelicals in Orlando, Florida, su reagan.utexas.edu, 1983*. Dans ce discours, le président américain, s'adressant précisément à l'Association évangélique, a déclaré ce qui suit: «*Dans vos discussions concernant le gel de l'arsenal nucléaire, je vous exhorte à vous prémunir contre la tentation de l'orgueil - la tentation de vous déclarer sereinement au-dessus de tout et de qualifier les deux partis dans l'égale erreur; la tentation d'ignorer les faits historiques, les impulsions agressives d'un empire du mal, en qualifiant la course aux armements de «grand malentendu», et d'éluder ainsi la lutte entre le juste et l'injuste, entre le bien et le mal.*» Selon John Lewis Gaddis, historien de la

«guerre froide»: «Le discours de l'«empire du mal» a complété une offensive rhétorique destinée à mettre en évidence ce que Reagan voyait comme l'erreur centrale de la *détente*: l'idée que l'Union soviétique avait mérité une légitimité géopolitique, idéologique, économique et morale égale à celle des États-Unis et des autres démocraties occidentales au sein du système international de l'après-Seconde Guerre mondiale». (Cf. John Lewis Gaddis, *La guerre froide*, éd. Les Belles Lettres).

(15) Cf. *Perché la guerra fa bene all'economia* (Pourquoi la guerre est bonne pour l'économie), décembre 2001, http://www.proteo.rdbcub.it/articolo.php?id_articolo=159&artsuite=.

(16) Cf. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916, «Œuvres complètes», vol. 22, Edition Sociales, 1960, p. 318.

plus aucun doute; qu'elle y parvienne et que cette annexion dure n'est pas certain. Il est tout aussi clair que l'objectif des États-Unis et de la Grande-Bretagne est de soumettre l'Ukraine à leur propre sphère d'intérêts et d'influence. En ce qui concerne l'Union européenne, directement impliquée par l'appartenance de tous ses pays à l'OTAN - et donc sous domination militaire américaine - il s'agit, comme nous l'avons déjà dit, d'une entité totalement hétérogène. L'Allemagne et l'Italie, et bien sûr la Hongrie, en raison de leurs relations économiques et financières avec la Russie, auraient préféré rester neutres par rapport à l'«opération militaire spéciale» de la Russie en Ukraine; elles ont donc suivi à contrecœur les États-Unis et l'OTAN dans l'opposition à la Russie, mais compte tenu de l'équilibre des forces existant, il est évident qu'elles ne pouvaient pas faire autrement. La France aurait probablement préféré commencer à négocier dès les premiers mois de la guerre, tant pour jouer un rôle distinct de celui des États-Unis que de garder ouverte la possibilité de développer des échanges avec un pays aussi riche en matières premières que la Russie. D'autre part, les bonnes relations entre la France et les États-Unis, continuellement affichées comme fondées sur une grande collaboration et compréhension - comme lors de la dernière rencontre entre Macron et Biden à Washington (17) - sont souvent remises en question, précisément à cause de l'arrogance systématique des États-Unis non seulement vis-à-vis de leurs ennemis, mais aussi de leurs plus anciens alliés, comme la France. Il suffit de rappeler la gifle que Washington, ainsi que Londres et Canberra, ont infligée à Paris dans l'«affaire du siècle» concernant la commande australienne de 12 sous-marins nucléaires pour un montant de 56 milliards d'euros pour les 50 prochaines années; une affaire que Washington, sous prétexte de contrer les ambitions de la Chine dans le Pacifique, a littéralement soufflé sous le nez de la France; ou encore la question de la fourniture de gaz liquéfié américain, liée aux sanctions anti-russes dues à la guerre en Ukraine, pour lequel le ministre français de l'économie Le Maire a publiquement accusé les États-Unis de quadrupler son prix à l'exportation, gaz liquéfié qui par ailleurs doit être regazéifié et avec lequel l'Europe tente de remplacer le gaz russe. Dans les six premiers mois de 2022, les États-Unis auraient envoyé en Europe 68 % de leurs exportations de GNL (gaz naturel liquéfié), soit un total de 39 milliards de mètres cubes de méthane à regazéifier, en le soustrayant à l'Asie et l'Amérique latine. En fait, selon Reuters, le prix moyen du GNL américain en juillet était de 34 \$ par mmBtu (18) contre 30 \$ pour l'Asie et 6,12 \$ pour les États-Unis, soit déjà pratiquement le double de celui de 2021; mais en été, le prix a énormément augmenté pour l'Europe atteignant 60 \$ par mmBtu, et en septembre, le prix était encore de 57,8 \$ pour l'UE et de 8 \$ pour les États-Unis. Tout est fait pour alimenter les surprofits... Le ministre français avait toutes les raisons de se plaindre de son partenaire américain lorsqu'en octobre dernier, il a répété à l'Assemblée nationale à Paris ce que toutes les chancelleries européennes pensaient: «*Il n'est pas question que nous laissions le conflit en Ukraine se solder par une domination économique américaine et un affaiblissement européen*». Mais la loi du marché passe au-dessus des

lamentations et, comme toujours, lorsqu'il y a pénurie d'un produit, ceux qui le possèdent peuvent le vendre au prix le plus élevé. À la bourse d'Amsterdam, référence européenne pour le commerce du gaz, son prix par *smc* (mètre cube standard) était de 0,219 € en avril 2021; en décembre 2021 (alors que les marchés craignaient déjà un affrontement armé entre la Russie et l'Ukraine), le prix avait été multiplié de plus que cinq fois, à 1,178 €, et depuis lors, avec des fluctuations normales, il n'a fait qu'augmenter en 2022: en mars 1,343 €, en juillet 1,837 €, en août 2,379 €, en septembre 2,019 €, pour descendre en décembre à 1,268 € (19). Les États-Unis ne sont pas les seuls à avoir profité de cette situation, la Norvège aussi (qui ne fait pas partie de l'UE) et qui, surtout depuis la fermeture des gazoducs Nord Stream 1 et Yamal qui transportaient le gaz russe vers l'Europe, s'est trouvée tellement avantagée qu'elle a quadruplé ses exportations de gaz vers l'Europe. Et bien sûr, les accusations des brigands de Bruxelles aux brigands de Norvège de «cupidité excessive» n'ont pas manqué...

Mais la pression des États-Unis, profitant du fait que la guerre en Ukraine n'était pas menée comme une Blitzkrieg (guerre éclair) et que l'Ukraine de Zelensky agissait comme un pion de l'OTAN, même sans en faire officiellement partie, était telle que l'Union européenne a été conduite à promulguer une série de sanctions économiques de plus en plus importantes contre la Russie et à soutenir l'armée ukrainienne financièrement et par des fournitures militaires continues. La justification de propagande de cette implication européenne, on le sait, est qu'au danger d'une attaque militaire de la Russie contre l'Europe il fallait riposter par une forte réponse financière et armée, non pas en envoyant ses propres troupes comme en Afghanistan, mais en faisant faire la guerre par les Ukrainiens pour que leur «souveraineté nationale» soit restaurée. Cela se poursuit, bien que les fournitures militaires accordées jusqu'à présent à Zelensky ne soient pas à la hauteur des exigences de la riposte contre les troupes russes d'occupation et de leur défaite. La Blitzkrieg dont rêvaient les Russes s'est heurtée à une résistance ukrainienne sous-estimée et à un front anti-russe européen, finalement assez fort, malgré la très lourde pénalisation que subissaient les pays européens, surtout l'Allemagne et l'Italie, à cause de la diminution drastique ou de l'arrêt des livraisons de gaz et de pétrole russes. La pression de Washington a été telle qu'elle a réussi jusqu'à présent à faire plier

(17) Cf. <https://it.ambafrance.org>, Déclaration du Président de la République française du 1er décembre 2022.

(18) Cf. <https://tg24.sky.it/mondo/2022/10/12/gas-prezzo-francia-usa-accuse>. Le gaz naturel est mesuré en mètres cubes (à partir des mesures anglaises pour son volume en pieds cubes). 1000 Btu correspondent à un pied cube de gaz naturel; un mètre cube correspond à 35,315 pieds cubes, donc il y a 35.315 Btu par mètre cube. Un mmBtu correspond à 1 million de Btu.

(19) Données de *European Gas Spot Index*, <https://luce-gas.it/guida/mercato/ttf-gas>, du 9 janvier 2023.

l'Allemagne, la France et l'Italie sur ses directives anti-russes, même si certains plus que d'autres opposent encore une bonne résistance en termes de fourniture d'armements plus modernes et sophistiqués (chars, missiles, etc.). Malgré la pression constante des alliés européens et américains, la réticence de l'Allemagne à fournir à l'Ukraine des chars Leopard 2, internationalement considérés comme les plus modernes et adaptés à la guerre en campagne dans un territoire comme l'Ukraine, est désormais bien connue; tout comme la demande constante du gouvernement ukrainien d'utiliser l'aviation pour riposter à l'artillerie et aux missiles russes à longue portée avec lesquels les villes ukrainiennes, y compris Kiev, sont frappées. Mais jusqu'à présent, aucune puissance occidentale n'est prête à prendre la responsabilité de trop élever le niveau de confrontation avec la Russie, non seulement par crainte d'une réaction furieuse de Moscou avec l'utilisation des armes nucléaires tactiques pour l'instant seulement agitée, mais aussi parce qu'aucun pays, peut-être même pas les États-Unis, n'est prêt aujourd'hui à supporter les coûts et les engagements d'une troisième guerre mondiale face à laquelle les alliances inter-impérialistes actuelles elles-mêmes ne sont pas assez stables, ni armées comme l'exigerait une guerre mondiale (20). D'autre part, on comprend pourquoi Zelensky parle aux Européens en suivant les indications et les intérêts américains: Washington a tout intérêt à affaiblir l'UE militairement et financièrement, car elle deviendrait le seul fournisseur d'armements modernes aux armées européennes, conditionnant ainsi pour leur équipement, leur formation et leurs pièces de rechange et contraignant les pays européens, l'Allemagne et la France surtout, à de gros investissements qui ne produiraient de nouveaux systèmes d'armes en quantités significatives qu'après plusieurs années. Sous le prétexte de la guerre que l'Ukraine mène contre la Russie pour défendre son territoire national, les États-Unis tentent une nouvelle agression contre l'Europe en l'affaiblissant militairement et économiquement, comme ils l'ont fait pendant la Seconde Guerre mondiale; l'objectif de Washington est de fortifier sa position en Europe pour contrer la croissance de la force impérialiste de la Chine avec les mains plus libres.

Lénine écrivait en 1916 que «*Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre*», et que «*les alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes » (...), ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances (...), que des « trêves » entre des guerres*», à savoir la forme «*d'une coalition impérialiste dressée contre une autre*» ou, reprenant le concept hypothétique avancée à l'époque par Kautsky sur l'ultra-impérialisme, celle «*d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes*» (21). Cette dernière hypothèse est extrêmement improbable dans le contexte des contrastes inter-impérialistes qui se sont développés historiquement au début du 20ème siècle, mais n'est pas à exclure a priori et certainement à retenir dans le cas où la révolution prolétarienne gagne dans un grand pays impérialiste et, sur la base de cette victoire, procède à une révolution mondiale transformant la guerre impérialiste en guerre de classe révolutionnaire. Comme Marx l'a écrit en 1848,

le terrain contre-révolutionnaire est en même temps un terrain révolutionnaire, non pas en raison d'une sorte de germination spontanée, mais parce que les facteurs économiques, politiques, sociaux et militaires qui déclenchent l'affrontement entre les États capitalistes, d'autant plus à l'époque impérialiste, bouleversent aussi profondément les rapports sociaux entre les classes dans chaque pays, élevant le niveau de la lutte entre les classes, une lutte qui couve en permanence sous la pression et l'oppression bourgeoises, la rendant potentiellement révolutionnaire lorsqu'elle est influencée et guidée par le parti de classe.

Aujourd'hui, il n'y a toujours pas de signes de reprise de la lutte de classe du prolétariat, ni dans les pays impérialistes qui s'affrontent pour le partage du monde, ni dans les pays dominés et opprimés par les nations plus fortes; une lutte qui rendrait plus claire la perspective révolutionnaire de la lutte de classe. Au contraire, on assiste à une crise prolongée du mouvement ouvrier sous tous les cieux, une crise qui a complètement effacé dans les générations prolétariennes les plus récentes tout souvenir, toute tradition des luttes de classe du passé, les repoussant dans les formes les plus dures d'asservissement et d'esclavage inimaginables il y a cent ans. De cet abîme dans lequel il s'est plongé, le prolétariat ne pourra ressortir que par la lutte primordiale pour la vie ou la mort, en refusant de se laisser tuer pour garantir la vie de ses esclavagistes, de ses oppresseurs, de ses exploités, et en effaçant de son horizon toute illusion de la paix, de la démocratie, de la civilisation, que les pouvoirs bourgeois alimentent à pleines mains dans le seul but de les maintenir soumis et asservis afin d'exploiter en permanence leur force de travail et de pouvoir les transformer en chair à canon chaque fois que des crises économiques et sociales secouent la société de fond en comble.

Les prolétaires russes et ukrainiens qui ont tenté d'échapper à l'appel à la guerre en se cachant ou en fuyant vers d'autres pays, ou qui ont exprimé leur opposition à la guerre à certaines occasions, si d'un côté ils ont montré leur opposition personnelle à la guerre, de l'autre ils ont inévitablement montré la désorientation et l'isolement total dans lesquels ils se trouvaient. Désorientation et isolement provoqués justement par des décennies de collaborationnisme interclassiste des organisations économiques et politiques qui se réfèrent au prolétariat, par lesquelles passent toutes les illusions sur la possibilité d'améliorer ses conditions d'existence autrement qu'en agissant et pensant comme le veut, ou

(20) En ce qui concerne les chars que l'Ukraine demande avec insistance, la question soulève de nombreux problèmes critiques «*parmi lesquels se détache, tout d'abord, le fait que l'Europe ne dispose à peine assez de chars pour équiper les quelques divisions de ses armées*», peut-on lire sur <https://www.analisedifesa.it/2023/01/leuropa-fornira-allucraina-carri-armati-e-missili-che-non-ha>.

(21) Cf. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916, «Œuvres complètes», vol. 22, Edition Sociales, 1960, p. 318.

l'oblige, la classe dominante bourgeoise. Faire perdre au prolétariat la caractéristique reconnue d'une classe distincte de toutes les autres, avec ses intérêts propres et antagonistes à ceux des autres classes, est exactement l'objectif que toute classe dominante veut atteindre; et pour l'atteindre, elle utilise non seulement des «politiques sociales» qui en quelque sorte font taire les besoins les plus élémentaires de la classe ouvrière, mais aussi des politiques qui renforcent le contrôle social et rattachent à vie le prolétariat au wagon bourgeois. C'est en quelque sorte la vieille politique de la carotte et du bâton, c'est-à-dire l'alternance de bonnes et de mauvaises manières pour obtenir un résultat qui ne serait jamais atteint par la seule persuasion. Pour tout dire, même si les soldats sont assurés de recevoir un repas, les mesures répressives sont également garanties s'ils ne suivent pas les ordres... Par conséquent, la paix de l'estomac dépend du corps entier sacrifié à la guerre... Naturellement, entre également en jeu l'implication idéologique avec laquelle les bonnes et, surtout, les mauvaises manières sont justifiées.

Et dans le cas de cette guerre, les nationalismes respectifs ont une fois de plus joué un rôle important. Le nationalisme n'est pas en contradiction avec l'impérialisme, ni la libre concurrence non plus; seulement, le niveau de concurrence se relève entre le nationalisme des pays impérialistes plus forts et le nationalisme des pays plus faibles, de sorte que le nationalisme des pays plus faibles est absorbé par le nationalisme du pays plus fort et, en même temps, le nourrit. Un peu comme le nationalisme ukrainien envers les pays de l'Union européenne dans cette sorte de multinationalisme que les différents pays européens utilisent pour justifier leur alliance économique, financière et politique concernant les problèmes politiques intérieurs de chaque pays et les relations avec leur allié le plus fort et le plus intrusif, les États-Unis d'Amérique. A l'approche d'une troisième guerre mondiale, le nationalisme jouera même un rôle important; dans ce cas, comme et même plus encore, dans le cas des deuxième et première guerres impérialistes mondiales, chaque pays de l'une et l'autre coalition impérialiste qui se feront la guerre, et le nationalisme des pays moins décisifs - comme leur économie - seront au service du nationalisme du ou des pays les plus forts; la dépendance économique et militaire dans la conduite de la guerre décide quel rôle chaque pays de la coalition respective doit jouer, et quel rôle il pourra jouer à la fin de la guerre lorsque la division du monde subira les changements que les nouveaux rapports de force établiront.

Aujourd'hui, le cadre du monde se présente avec un développement progressif des conflits entre l'OTAN et la Russie, sans oublier qu'au sein de l'OTAN, alors que le Royaume-Uni se comporte désormais comme un appendice des États-Unis, le point d'interrogation le plus fort concerne toujours l'Allemagne, et un autre point d'interrogation concerne la Hongrie, qui depuis le début de la guerre russo-ukrainienne, «rame contre» les sanctions européennes et dernièrement, s'est clairement opposée au nouveau prêt de l'UE pour l'Ukraine de 18 milliards d'euros pour 2023. Selon les données des médias, l'engagement de l'Union européenne - de facto dirigée par l'Allemagne - en soutien à la guerre de

l'Ukraine contre la Russie, sur le plan financier, militaire et humanitaire, aurait dépassé celui des États-Unis au 7 décembre 2022: 52 milliards d'euros (y compris les 18 milliards d'euros prévus pour 2023, auxquels la Hongrie s'oppose toutefois) contre 48 milliards d'euros pour les États-Unis. Parmi les 27 États membres de l'UE, c'est l'Allemagne qui a le plus investi jusqu'à présent, soit 12,6 milliards d'euros (principalement sur le plan financier); même en termes militaires, avec 2,3 milliards d'euros, elle est le pays européen qui a le plus investi jusqu'à présent, contre la Pologne avec 1,8 milliard, la Norvège avec 0,6 milliard, la Suède avec 0,6 milliard, et l'Italie avec 0,3 milliard (22). Comme toujours, entre le moment où les engagements sont pris et leur mise en œuvre effective beaucoup de temps s'écoule; il est donc logique que Zelensky continue d'insister pour que les Européens et les États-Unis accélèrent l'envoi d'armes de plus en plus sophistiquées et de fonds pour faire face à la destruction des infrastructures énergétiques et hydrauliques causée par les bombardements russes. Lors de la conférence internationale de Paris pour la solidarité avec l'Ukraine en décembre 2022, présidée par Macron et en liaison visioconférence avec Zelensky, la France, qui récemment a été l'un des principaux investisseurs européens en Ukraine et qui jusqu'à présent n'a pas excellé dans l'aide militaire, a rallié plus de 700 entreprises françaises en promettant 1 milliard d'euros pour la *reconstruction de l'Ukraine*: évidemment comme tout le monde, en lorgnant sur les affaires d'après-guerre... Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le ministre français de la Défense, M. Lecornu, s'est rendu en Lituanie après sa visite à Kiev, fin décembre, pour conclure la vente de canons «Caesar Mark II» pour un montant de 110 à 150 millions de dollars (23).

TANT QUE DURE LA GUERRE

Entre-temps et selon les grands médias eux-mêmes, les sanctions des Américains, des Européens et d'autres alliés semblent ne pas avoir atteint l'objectif prévu; elles étaient censées faire plier sévèrement l'économie russe en la frappant dans son commerce vital (exportation de gaz, de pétrole et d'autres matières premières) et en bloquant les capitaux russes déposés dans les banques étrangères; cela aurait dû priver Moscou des capitaux dont elle avait besoin pour soutenir la guerre en Ukraine et ainsi la forcer à négocier la «paix» dans des conditions très défavorables. Selon le *Washington Post*, cité par le *Corriere della sera* du 18 janvier 2023, la Russie, sur la base des affirmations de Poutine, a subi une baisse

(22) Cf. <https://euractiv.it/section/capitali/news/lopposizione-dellungheria-al-prestito-ue-per-lucraiba-rafforza-le-critiche-afferma-il-ministro-agli-affari-europei-della-repubblica-ceca/>, du 16 novembre 2022; et <https://www.startmag.it/mondo/tra-ue-e-nato-chi-sta-aiutando-di-piu-lucraina-con-armi-sostegno-finanziario-e-umanitario/>, du 11 janvier 2023.

(23) Cf. <https://it.euronews.com/2022/12/29/soldi-e-cannoni-francesi-per-lucraina-lavrov-kiev-riconosca-le-regioni-annesse-alla-russia>

du PIB de seulement 2,1%, significatif certes, mais beaucoup moins que les 10% ou 15% (voire 20%) prévus par les experts habituels (24). Évidemment, cela ne dépendait pas seulement de la façon dont la Russie a contourné les sanctions euro-américaines (« Toute loi contient le moyen de la contourner », est une devise bourgeoise toujours valable) et de la façon dont elle a absorbé le choc des baisses de commandes de gaz et de pétrole de l'Europe, en se tournant vers les marchés orientaux, en particulier la Chine et l'Inde, qui, naturellement, l'ont acheté en dessous des prix du marché. Le fait est que les sanctions elles-mêmes, surtout du côté européen, bien que « fortes » dans les déclarations officielles, n'ont jamais été aussi fermes et absolues dans la pratique ; et cela dénote, pour la énième fois, la difficulté objective de l'Union européenne à agir comme un « État uni » qu'elle n'est pas, et ne pourra jamais être, tant que vivra le capitalisme. Et même demain, par une combinaison astrale favorable, les tant fantasmés États-Unis d'Europe étaient réellement formés, ils ne seraient rien de plus qu'une entité unitaire impérialiste opposée frontalement aux autres unités impérialistes déjà existantes : États-Unis d'Amérique, Chine, Russie, Inde. Ils ne garantiraient pas du tout la « paix » dans le monde, mais augmenteraient de manière exponentielle les conflits entre ces unités impérialistes. Par conséquent, les facteurs objectifs d'une troisième guerre mondiale augmenteraient encore.

Toutes les chancelleries prévoient que la guerre russo-ukrainienne durera longtemps, peut-être même au-delà de 2023. Dans cette période, toutes les puissances impérialistes, y compris la Russie, ont l'intention de tirer des leçons, de tester l'efficacité de certains armements, de certains plans stratégiques, d'évaluer dans quelle mesure les technologies satellitaires et l'utilisation de drones contribuent à frapper lourdement l'ennemi et à faciliter les attaques au-delà des lignes ennemies dans une « guerre partisane » qui, dans le cadre où se mène cette guerre, en devient une partie non négligeable.

Dans cette guerre, toutes les chancelleries occidentales se demandent quel rôle réel la Chine joue et jouera. Il est bien connu qu'il existe entre la Russie et la Chine toutes sortes d'accords, tant économiques que politiques, marqués par un conflit avec l'impérialisme américain de nature politique et militaire ; un conflit qui s'est actuellement manifesté de manière flagrante dans la guerre russo-ukrainienne et plutôt fortement, mais pas au point de se traduire par une confrontation militaire, sur le théâtre indo-pacifique et, plus précisément, à Taïwan. La Chine est trop intéressée à entretenir de bonnes relations commerciales, et donc aussi politiques, avec les États-Unis et l'Europe, car ce sont, en général, des marchés importants pour les exportations de marchandises et de capitaux. Toutefois, le même discours vaut surtout pour les États-Unis et l'Europe, notamment l'Allemagne, qui est le premier pays européen en termes d'import-export avec la Chine. Cela n'efface pas les visées de la Chine sur Taïwan et, en général, sur l'ensemble de l'Extrême-Orient, qui continuent d'inquiéter sérieusement Washington, Londres, New Delhi, Tokyo et Canberra. Mais en tant qu'impérialiste, la classe bourgeoise dominante de Pékin - même déguisée en « communiste » depuis plus de soixante-dix ans - ne

peut qu'avoir un horizon planétaire. Les bonnes relations avec la Russie, surtout en termes d'opposition avec les États-Unis, représentent une fois de plus un point d'avantages dans les conflits inter-impérialistes du monde ; astucieusement, Xi Jinping a critiqué l'invasion russe en Ukraine, en défendant le principe de la « souveraineté nationale » (ce qui est pratique pour justifier la revendication de Taïwan comme faisant partie de la grande nation chinoise), mais ne l'a pas soutenue militairement (le satellite chinois de la Corée du Nord s'en occupe) ; elle a toutefois profité des difficultés économiques russes sur l'exportations de gaz et de pétrole, en raison de la poursuite des trains de sanctions euro-américaines, en achetant à prix réduit ce que la Russie ne pouvait plus vendre à l'Europe. Ainsi, la Chine, grâce à ses relations avec la Russie de Poutine et à son implication non militaire dans la guerre russo-ukrainienne, est considérée par beaucoup comme la puissance qui, une fois la guerre terminée, pourra apporter sa médiation pour des négociations de paix, peut-être lors d'une conférence de paix qui pourrait se tenir à Bali, Davos ou Paris. Rester sur la touche, en attendant la fin de la guerre entre les ennemis, semble être une caractéristique orientale. Le fait est que Pékin n'a pas non plus intérêt à aller sur le terrain de la guerre ; elle se prépare toutefois à l'éventualité d'une future guerre mondiale contre toute autre puissance impérialiste qui voudrait imposer ses intérêts dans la région indo-pacifique, États-Unis en tête, même si les Américains, tout comme ils n'ont pas l'intention de mourir pour Kiev aujourd'hui, ne semblent pas avoir l'intention de mourir pour Taïpei demain.

Ils approvisionneront Taïpei en dollars et en armements comme ils le font pour Kiev, mais si une guerre éclate avec Pékin, les Taïwanais devront y faire face, tout comme, aujourd'hui, dans la guerre contre les Russes, les Ukrainiens doivent le faire.

LE CHEMIN ARDU ET DIFFICILE DU PROLETARIAT VERS LA REPRISE DE CLASSE

Le prolétariat de l'Europe occidentale, en soutenant ses propres gouvernements bellicistes contre la Russie, en participant ou en subissant sans la moindre opposition la campagne idéologique et pratique menée par le multinationalisme euro-américain, montre qu'il s'illusionne encore honteusement sur les possibilités des gouvernements impérialistes de ses propres pays, grâce à la guerre en Ukraine (qui est une guerre de brigandage tant du côté russe que du côté euro-américain), de mettre fin aux massacres qui ont lieu « à notre porte » en soumettant le Mal, qui serait représenté par la Russie agressive, aux raisons du Bien, de la coexistence pacifique entre les peuples, qui seraient représentées par ces gouvernements, les « meilleurs messagers de la paix » du monde. Ces mêmes gouvernements qui ont soutenu les guerres en Bosnie, au Kosovo, en Libye, en Afghanistan, en Irak, en Syrie (pour ne citer que les plus récentes), et qui - au-delà des forces politiques qui les ont guidés et orientés - visent à imposer les raisons de leurs impérialismes respectifs aux nations plus faibles. Ces mêmes gouvernements seraient-ils les « artisans de

la paix », les dispensateurs de « civilisation », les garants du « bien-être » et de « l'harmonie » entre les peuples ?

Avec toutes les décennies de massacres de populations sans défense et de guerres de rapine perpétrés sur tous les continents par les puissances impérialistes – démocratiques, surtout – il peut paraître surprenant que la majorité du prolétariat des pays avancés (celui qui, théoriquement, aurait la force potentielle de s'opposer de manière décisive à tout cela) soit forcé, pour la majorité, à une vie misérable en attendant d'être conduit comme des bœufs à l'abattoir. En Europe en particulier, chaque jour, des masses appauvries et désespérées arrivent des milliers, ou tentent d'arriver, par mer et par terre, fuyant les guerres fomentées et menées par les pays démocratiques européens eux-mêmes, fuyant les ravages des guerres d'hier qui s'ajoutent aux ravages des guerres d'aujourd'hui. Ces masses prolétariennes, sans réserve et sans patrie, à la merci de situations qu'elles ne contrôleront jamais, mais qui sont cyniquement utilisées par des entrepreneurs très civilisés et des États européens pour exploiter leur force de travail et pour faire lourdement du chantage sur les prolétaires autochtones (en leur montrant ce qu'ils risquent de subir s'ils ne se plient pas aux exigences des patrons), démontrent objectivement que le prolétaire, le travailleur salarié, n'a vraiment pas de patrie, parce que la patrie, pour laquelle il est contraint de mourir de fatigue ou sous les bombardements, c'est celle qui suce son sang et sa vie au profit exclusif de cette minorité avide de profits et de richesses qui s'appelle la classe bourgeoise dominante, et qui a bien compris que son principal ennemi historique n'est pas la bourgeoisie étrangère avec laquelle elle s'accroche dans la lutte de la concurrence internationale – et contre laquelle elle envoie ses prolétaires à la guerre – mais le prolétariat, la classe des travailleurs salariés, seule classe qui, exploitée de façon capitaliste, produit les richesses de chaque pays que la bourgeoisie, par le mode de production capitaliste, transforme en valeur pour le capital, et donc pour la bourgeoisie elle-même, qui est patronne de tous les moyens de production et qui s'approprie toute la richesse produite, obligeant le prolétariat et la société dans son ensemble à dépendre de son pouvoir. C'est précisément le pouvoir bourgeois, politiquement concentré dans l'État, que la lutte de classe du prolétariat doit avoir comme objectif de renverser. Aucun bourgeois en 1917, en pleine guerre impérialiste mondiale, ne s'attendait à ce que le prolétariat russe ait la force de renverser non seulement le vieux pouvoir tsariste pourri, mais aussi le jeune nouveau pouvoir bourgeois ; aucun bourgeois ne s'attendait à ce que ce prolétariat, bien qu'épuisé et affamé par les conséquences de la guerre, soit capable de s'organiser en une dictature de classe pour diriger l'État, d'organiser l'Armée rouge à partir de rien, de tenir tête à une longue guerre civile contre les gardes blancs entièrement soutenus par les puissances impérialistes qui continuaient malgré tout à se faire la guerre, et d'organiser en même temps la nouvelle Internationale prolétarienne sur les cendres de la vieille Deuxième Internationale social-chauvine et traîtresse, en acceptant le défi au niveau international que les puissances impérialistes avaient lancé contre

elle. Ce ne sont pas les puissances anglo-françaises et américaines qui ont brisé le prolétariat russe dans la guerre civile russe, ni la puissante et redoutée armée allemande ; ce sont les poisons opportunistes de la social-démocratie européenne et du nationalisme grand-russe qui ont coupé les jambes du prolétariat russe et, avec lui, du prolétariat de toute l'Europe, à commencer par l'allemand et le hongrois. Cette leçon de l'histoire et de la lutte du mouvement prolétarien et communiste contre toute puissance impérialiste et contre tout opportunisme a certainement été tirée par Lénine et le parti bolchévique tant que ce dernier a pu résister aux influences délétères et toxiques de l'opportunisme ; et elle a certainement été tirée par le courant de la Gauche communiste d'Italie, dont continuité théorique et politique intransigeante a permis la restauration de la doctrine marxiste et les fondements théorico-politiques de la reconstitution du parti communiste révolutionnaire, le parti de classe qui est l'arme de la victoire du prolétariat international dans la lutte pour son émancipation définitive du capitalisme, d'une société qui ne tient debout qu'en opprimant les classes ouvrières et les peuples du monde entier. Aussi lointaine dans le temps que puisse paraître la reprise de la lutte de classe et de la lutte révolutionnaire du prolétariat, aussi impossible que soit considérée l'émancipation du prolétariat au-delà de la société capitaliste et bourgeoise, aussi morte et défunte pour l'éternité que soit donnée la révolution prolétarienne de type *bolchévique*, le prolétariat saura encore surprendre les classes bourgeoises du monde entier, il fera réapparaître à l'horizon le spectre du communisme authentique, du communisme marxiste, dans une lutte sans merci entre les fossoyeurs de la société bourgeoise – les prolétaires révolutionnaires – et les conservateurs bourgeois d'une société pourrie destinée à être enterrée.

Pendant des décennies, les conditions historiques nous ont obligés à lutter uniquement avec les armes de la critique, en attendant que les rapports de force entre les classes changent et ouvrent la voie à la critique des armes. Sur quoi se fonde notre certitude ? Nous sommes des matérialistes dialectiques et historiques ; nous savons donc que le développement historique des forces productives déterminé par le capitalisme amènera la société au point où les formes sociales avec lesquelles elle continue à les limiter en les forçant à s'autodétruire pour se renouveler cycliquement, ne seront plus capables de contenir leur force explosive. Alors ce sera, au niveau international, la guerre ou la révolution, la dictature de l'impérialisme ou la dictature du prolétariat.

19 janvier 2023

(“*Le prolétaire*”, N° 547, Déc. 2022–Janvier-février 2023 ; N° 548, Mars-Avril-Mai 2023 ; N° 552, Févr.-Mars-Avril 2024 / “*Il comunista*”, N° 176, Gennaio-Febraio 2023)

(24) Voir *Corriere della sera*, 18 janvier 2023, F. Rampini : *L'economia russa non è crollata: è la rivincita di Putin sulle sanzioni ?*

Ukraine

Une guerre qui continue de préparer le terrain pour de futures guerres en Europe et dans le monde

Plus de trois mois se sont écoulés (1) après le début d'une guerre de rapine que mènent la puissance impérialiste la plus proche et la plus intéressée, la Russie, et la puissance régionale de l'Ukraine, soutenue politiquement, économiquement et militairement par les impérialismes occidentaux, États-Unis en tête, associés au Royaume-Uni, à l'Allemagne, à la France et à l'Italie, en provoquant un énième massacre de prolétaires, ukrainiens et russes, dans le seul but de défendre et/ou de se partager un territoire stratégique regorgeant de ressources énergétiques et alimentaires.

Notre position sur qui est l'agresseur et qui est l'agressé est bien connue. La guerre bourgeoise dans la phase impérialiste du capitalisme est toujours une guerre de rapine, quel que soit celui qui a tiré le premier. Dans le développement des conflits interétatiques et de la concurrence internationale, la politique bourgeoise, qui est toujours une politique de défense des intérêts du capitalisme national et de l'exploitation de son prolétariat, ne peut se transformer qu'en guerre bourgeoise, dont le caractère impérialiste est donné par l'implication directe des puissances impérialistes afin d'élargir leurs zones d'influence et les marchés pour leurs marchandises et leurs capitaux. Il ne fait aucun doute que la célèbre déclaration du général prussien von Clausewitz est toujours d'actualité : « *La guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens* », précisément militaires. Et comme la guerre implique toujours l'affrontement entre deux armées adversaires, ou entre deux blocs armés l'un contre l'autre, cela signifie que la politique menée jusqu'alors par les gouvernements respectifs n'a pas réussi à résoudre les différends nés de la guerre de concurrence permanente dans laquelle vit le capitalisme sous tous les cieux. Cela signifie donc que la politique menée dans la période de paix impérialiste qui précède la période de guerre impérialiste est une politique de guerre et non de paix. Une guerre de concurrence, certes, mais aussi une guerre que chaque bourgeoisie mène systématiquement contre son propre prolétariat parce qu'elle doit le soumettre aux exigences du capitalisme qu'elle représente et dont elle seule bénéficie des avantages, en le préparant à se plier aux exigences de la guerre menée par les divers moyens politiques à sa disposition, de la répression à la collaboration de classe. En effet, ce n'est pas seulement pour les marxistes, pour Lénine et pour tous les communistes révolutionnaires de toutes les époques, que le capitalisme mène *inévitablement* à la guerre. Le même point de vue s'applique aussi pour la bourgeoisie, et pour cette raison, chaque État tend à s'armer de manière toujours plus avancée et plus puissante. Chaque bourgeoisie sait que le temps viendra où la guerre de con-

currency se transformera en guerre militaire. Les crises économiques de surproduction qui caractérisent le développement du capitalisme nous l'enseignent : ayant atteint une certaine limite, les marchés ne peuvent plus transformer les marchandises en argent et ne peuvent plus être rentables pour le capital surabondant. En entrant en crise, le capitalisme et sa production délirante de marchandises doit trouver des débouchés pour les marchandises et élève ainsi la concurrence entre les entreprises et entre les États au niveau de l'affrontement politique et donc militaire. La guerre et les destructions qui la caractérisent sont la seule solution politique que puisse adopter la bourgeoisie pour surmonter la crise de surproduction ; mais pour la guerre, chaque bourgeoisie a besoin d'enrégimenter son prolétariat qui représente à la fois une quantité de force de travail inutilisable par le capital en crise, et une armée de soldats qui doit combattre pour défendre le pouvoir bourgeois. Et tant que des tendances classistes et révolutionnaires ne se forment pas dans le prolétariat, la bourgeoisie de chaque pays verra faciliter sa tromperie, son détournement et sa canalisation dans ses troupes de défense nationale et impérialiste. Les prolétaires, d'esclaves salariés dans les galères capitalistes, sont ainsi transformés en chair à canon au profit de Sa Majesté le Capital.

Il y a toujours eu des mouvements pacifistes qui croient, et continuent à s'illusionner sur ce sujet, que les mêmes dirigeants qui développent leur politique jusqu'à la guerre peuvent l'arrêter avant qu'elle n'éclate, ou l'arrêter après avoir éclaté, en revenant à des négociations « de paix » dans lesquelles un compromis satisfaisant pour les deux fronts de guerre peut être trouvé. Le fait est que la politique bourgeoise est toujours faite de compromis, parce qu'elle est essentiellement une politique d'échanges mercantiles, de chantage, de coups de force, de pièges tendus sur toutes les voies diplomatiques, de *contreparties* qui, dans les « négociations », sont une prime aux plus forts, aux mieux équipés économiquement et militairement. Mais il existe des situations – et les conflits inter-impérialistes en génèrent continuellement – où la guerre n'est pas décisive, mais devient la normalité, où il peut y avoir des périodes de faible, haute ou très haute intensité, mais il s'agit toujours de guerre. Il suffit de penser au conflit israélo-palestinien sur une terre où ni les impérialismes victorieux de la Seconde Guerre mondiale, ni la nation juive, ni la nation palestinienne n'ont jamais réussi à résoudre le problème d'un règlement national qui satisfasse les

(1) Cet article est paru initialement dans *il comunista* n° 173, avril-juin 2022.

deux peuples ; ou aux conflits qui voient le peuple kurde systématiquement attaqué par les Turcs plutôt que par les Syriens, par les Irakiens plutôt que par les Iraniens, dans le seul but d'arracher à leur contrôle les montagnes et les vallées du Kurdistan (riches en ressources énergétiques et minérales et en terres fertiles pour la production de céréales). Et plus les puissances impérialistes s'intéressent à ces conflits, plus ils perdurent, se putréfient dans des massacres réciproques et continus, sans possibilité de résolution au bénéfice des peuples concernés, mais en gardant ouverte la perspective d'une oppression permanente ou d'un génocide. La vraie solution n'est pas entre les mains des puissances impérialistes, qui vivent de l'oppression des peuples et des nations les plus faibles, mais entre les mains du mouvement prolétarien et de sa lutte de classe, dont l'objectif historique est le renversement de tout pouvoir bourgeois et de tout État bourgeois par la révolution, c'est-à-dire la *guerre de classe*, la seule guerre qui puisse mettre fin – par la victoire internationale – à toutes les guerres bourgeoises et impérialistes.

LES 100 PREMIERS JOURS DE LA GUERRE EN UKRAINE

Par le fait même qu'en plus des deux protagonistes, la guerre de rapine russo-ukrainienne a impliqué directement d'autres États, les États-Unis et l'Union Européenne, et indirectement la Chine, l'Inde, la Turquie, elle n'est pas une guerre *locale*, bien qu'elle ne se déroule que sur le territoire ukrainien, mais une *phase* d'une guerre de dimension mondiale qui se rapproche. Les enjeux ne sont pas seulement territoriaux et « frontaliers » entre l'Ukraine et la Russie, mais beaucoup plus larges : les matières premières énergétiques et alimentaires, telles que le gaz, le pétrole et les céréales ; les zones stratégiques pour la Russie en ce qui concerne le contrôle de certaines routes commerciales maritimes et terrestres ; la domination politique et militaire de zones géopolitiques sur lesquelles les puissances opposées insistent directement (de la mer Noire à la Méditerranée orientale, et tout au long de la charnière européenne qui s'étend de la mer de Barents et de la mer Baltique à la mer Noire sur 4.800 km) et dans lesquelles, depuis l'écroulement de l'URSS, s'est progressivement installée l'alliance militaire euro-atlantique, l'OTAN, qui vise à inclure également l'Ukraine (et la Géorgie), menaçant ainsi la Russie avec ses propres missiles, non pas de loin, mais à quelques dizaines de kilomètres de distance. Ainsi, il était inévitable qu'augmente considérablement le niveau des tensions avec la Russie. Depuis l'explosion de l'URSS, les pays d'Europe de l'Est, des États baltes à la Bulgarie, exceptés le Bélarus et l'Ukraine, ont été intégrés à l'OTAN en cinq ans, de 1999 à 2004. Le fait que l'OTAN ait été créée dans un but expressément anti-russe et à l'instigation des États-Unis est bien connu. Mais il faut souligner que les 30 pays qui sont aujourd'hui membres de l'OTAN sont tous européens, à l'exception des États-Unis et de la Turquie. Cela ne signifie pas qu'à chaque guerre impliquant un pays de l'OTAN, ce soit toute l'alliance militaire qui soit entraînée. Par exemple, en 1982, la guerre entre l'Argentine et le Royaume-Uni au sujet des Malouines, outre le soutien politique des

États-Unis au Royaume-Uni, s'est terminée par l'affrontement militaire anglo-argentin ; mais cet affrontement s'est déroulé loin de l'Europe et de ses frontières immédiates, où, au contraire, dans le cas des guerres en ex-Yougoslavie de 1991 à 2001, l'intervention militaire des forces de l'OTAN a été très lourde, ou dans le cas de la guerre que l'OTAN a déclenchée contre la Libye de Kadhafi en 2011. Sans parler de la guerre déclenchée par une coalition de pays de l'Occident démocratique contre l'Irak de Saddam Hussein qui avait envahi le Koweït (1990-1991) ou de la guerre contre la Syrie de Bachar el-Assad (soutenue par la Russie, l'Iran et même la Chine) menée par les forces rebelles syriennes soutenues, elles, par une coalition internationale menée par les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, etc.

Jusqu'à présent, les grandes puissances alliées au sein de l'OTAN, ou en tout cas l'Occident dirigé par les États-Unis, ont conduit et soutenu des guerres contre des petites nations (Serbie, Irak, Libye, Syrie, etc.), guerres dans lesquelles elles se sont bien gardées d'attaquer directement la grande puissance militaire et nucléaire adverse, la Russie. La guerre russo-ukrainienne d'aujourd'hui, contrairement aux guerres yougoslaves, a vu la Russie en être le protagoniste direct, tandis que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie et les autres alliés de l'OTAN ont déclaré dès le départ leur intention de ne pas s'impliquer directement, mais ont garanti leur soutien économique, financier, politique à l'Ukraine en s'engageant à envoyer d'énormes quantités d'armes pour que l'armée ukrainienne, déjà abondamment approvisionnée en armes de toutes sortes par les pays de l'OTAN depuis des années, puisse soutenir une guerre *pour le compte* de l'OTAN et de l'Occident « démocratique » contre la Russie. Cette guerre, non seulement pour la Russie, mais aussi pour les États-Unis et leurs alliés, était *attendue* et devait rester localisée à la seule Ukraine. Les chancelleries occidentales savaient parfaitement que la Russie, après avoir amassé plus de 100.000 soldats aux frontières de l'Ukraine et après avoir soutenu les pro-russes du Donbass dans une guerre de « faible intensité » pendant huit ans, déciderait de franchir les frontières ukrainiennes avec ses propres chars. Le dessein russe était clair depuis le début : ajouter à la Crimée, annexée en 2014, toute la bande côtière de la mer d'Azov en garantissant la continuité territoriale entre la Crimée et le Donbass, s'emparer ainsi de tout le territoire du sud-est en cassant l'Ukraine en deux – un peu comme ce qui s'était passé lors de la guerre de Corée en 1950 – et, sur la base de cette partition territoriale, empêcher l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN.

Les puissances occidentales auraient-elles pu empêcher la Russie de réaliser ce dessein ? Non, car cela aurait signifié entrer en guerre avec leurs propres troupes contre les troupes russes et déclencher ainsi la Troisième Guerre mondiale à ce moment-là. Cela aurait signifié mobiliser des centaines de milliers de soldats pour s'ajouter aux 200.000 soldats de l'armée ukrainienne pour occuper militairement l'Ukraine et envahir le Bélarus, qui est l'avant-poste occidental allié de Moscou. Mais avant de mobiliser les forces de l'OTAN contre la Russie, les États-Unis auraient dû être certains

que les pays européens se seraient immolés dans une guerre mondiale, avec le risque de la transformer en guerre nucléaire, dont on ne sait qui profiterait le plus. Les États-Unis, bien sûr ; et quel pays s'immolerait pour la cause américaine ? Certainement pas l'Allemagne ou la France, mais pas non plus le Royaume-Uni, aussi lié soit-il à Washington. Pour la énième fois, l'Europe aurait été l'épicentre d'une guerre impérialiste mondiale qui l'aurait détruite cent fois plus que par la deuxième guerre impérialiste mondiale. Si la guerre est la continuation de la politique par des moyens militaires, il n'y a pas de bourgeoisie impérialiste qui renierait volontairement ses propres intérêts impérialistes, défendus sur tous les fronts avec sa propre politique impérialiste, pour favoriser exclusivement les intérêts d'un pays ou d'une coalition impérialiste concurrente.

Donc un non à l'action militaire directe, mais avec toutes les distinctions qui s'imposent, un oui aux sanctions économiques et financières. Mais en ce qui concerne les différents paquets de sanctions avec lesquels les pays occidentaux ont tenté de faire plier la Russie sur le plan financier et commercial, il s'avère que s'ils sont d'accord sur la lettre, ils le sont moins sur l'application. Il suffit de penser aux livraisons de gaz et de pétrole russes dont dépendent 40 % de l'énergie européenne, et en particulier de l'Allemagne et de l'Italie, pour comprendre que la puissance impérialiste russe peut compter sur les divisions d'intérêts entre les pays européens eux-mêmes, même si les sanctions antiruses causent de toute façon des dommages réels à l'économie russe (dommages qui, comme commandé par le capitalisme, seront payés pour l'essentiel par les masses prolétariennes russes).

Les médias internationaux n'ont cessé de crier à l'« atteinte à la démocratie » et à la « souveraineté nationale », d'hausser la voix sur les valeurs de la civilisation occidentale opposées au totalitarisme et à la barbarie de la Russie, valeurs justifiant la fourniture de quantités massives d'armes à l'Ukraine de Zelensky, parce que là-bas « *l'Europe est défendue* ». Mais ils ne peuvent pas ne pas constater que les sanctions adoptées à l'encontre de la Russie par l'UE, les États-Unis et le Royaume-Uni, ont certainement causé des dommages à Moscou, mais aussi à l'Europe, mais pas aux États-Unis. Donc, si avec les sanctions économiques et financières, les occidentaux pensaient mettre en difficulté le gouvernement russe actuel (Biden ira jusqu'à dire que les Russes feraient bien de renverser Poutine), afin qu'il renonce à poursuivre la guerre en Ukraine, il suffit de revenir sur les années écoulées pour constater que le rapport de force entre les différents États ne repose pas uniquement sur la pression économique. Selon l'ISPI (Istituto per gli Studi Politica Internazionale), bien que l'embargo américain contre Cuba dure depuis 60 ans, aucun pro-américain n'est jamais parvenu au gouvernement, du moins jusqu'à présent, et de même dans l'Iran des ayatollahs (43 ans de sanctions), en Corée du Nord (16 ans de sanctions), dans le Venezuela chaviste de Maduro (8 ans de sanctions) ou dans la Russie de Poutine (8 ans, depuis 2014 en raison de l'annexion de la Crimée).

La politique des différents gouvernements bourgeois ne correspond pas toujours aux brutales lois du capi-

talisme ; dans les rapports de force économiques, financiers, politiques et militaires entre les États, il faut toujours tenir compte, pour chaque État, des rapports de force internes entre les classes et des rapports sociaux enracinés au fil du temps. Chaque bourgeoisie tend à gouverner son pays en s'appuyant sur sa propre histoire, sur les ressources naturelles dont elle dispose, sur la puissance économique atteinte au fil des ans, et naturellement sur le soutien politique, économique et financier d'autres pays, mais surtout sur la collaboration entre les classes à construire et à maintenir par des mesures politiques et sociales ad hoc, et par des mesures répressives chaque fois que les masses prolétariennes se rebellent contre l'ordre établi.

L'actuelle guerre russo-ukrainienne se déroule alors que les États-Unis viennent de sortir d'une défaite politique et militaire : le retrait rapide et désordonné d'Afghanistan a écorné l'image du gendarme mondial de l'impérialisme occidental ; il a été suivi d'une autre défaite, en Syrie, où Bachar el-Assad, qui aurait dû être renversé grâce aux soulèvements internes soutenus par les États-Unis et leurs alliés, est au contraire plus fort qu'avant ; tandis que l'Irak, où l'armée américaine s'est dépensée jusqu'à l'élimination de Saddam Hussein, continue d'être secoué par des querelles internes alors qu'un rapprochement avec l'Iran, le grand ennemi du Moyen-Orient, est en cours. Et ce n'est pas tant le fait de la présidence Obama, que de celle de Trump ou de Biden. C'est l'impérialisme américain qui doit faire face à une concurrence mondiale en raison de laquelle il ne peut plus être présent militairement, et avec le même potentiel répressif, dans tous les coins du monde, comme c'était le cas autrefois pour l'Angleterre et les États-Unis eux-mêmes à la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'effondrement de l'URSS n'a pas signifié une victoire nette de l'impérialisme américain, même s'il lui a permis de se renforcer, notamment en Europe, ce qui n'est pas rien.

Mais les États-Unis ne regardent pas seulement vers l'Atlantique, ils regardent aussi vers le Pacifique, de l'autre côté duquel il y a la Chine, nouvelle puissance impérialiste qui n'a pas encore assouvi ses visées de conquête (et il ne s'agit pas seulement de Taïwan qui, pour la Chine continentale, est un territoire chinois historique qui *devra* un jour retourner sous la domination de Pékin). Le fait que les sanctions anti-russes aient poussé la Russie à échanger son pétrole avec la Chine et l'Inde qui, en bons marchands, ont tout intérêt à acheter le pétrole russe à bas prix (leurs importations ont doublé depuis l'année dernière), prouve une fois de plus que c'est le marché qui gouverne certaines « politiques », au-delà des sourires ou des sales tronches des gouvernants. D'autre part, la concurrence que la Chine, en particulier, fait aux États-Unis ne se limite pas à l'Extrême-Orient, même si le Japon, la Corée du Sud et le Vietnam sont les pays avec lesquels la Chine, après les États-Unis, entretient l'essentiel de ses relations commerciales, tandis que l'Allemagne est le pays avec lequel elle entretient les relations commerciales de loin les plus importantes en Europe. Par ailleurs, pour l'Ukraine il faut noter qu'en 2020, la Chine représentait le premier pays d'importation et d'exportation, suivie de la Russie, de la Pologne et de l'Allemagne.

Bien entendu, l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne l'avantagerait considérablement du point de vue commercial et financier.

Ce qui, dans les déclarations russes, était censé être une « opération militaire spéciale » visant, selon la propagande démagogique, à « démilitariser et dénazifier » l'Ukraine, s'est immédiatement avéré être une guerre visant à opprimer une nation plus petite et plus faible, dans la ligne parfaite de toutes les guerres que les pays impérialistes occidentaux, des États-Unis au Royaume-Uni en passant par la France, ont toujours menées en Asie, en Afrique, dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Europe aussi depuis la fin de la Seconde Guerre impérialiste mondiale. Pour nous, marxistes, rien de nouveau sous le soleil, car c'est la marche inévitable du capitalisme et de ses contradictions insurmontables. D'autre part, ces guerres ont servi de modèle aux différentes puissances régionales, comme Israël pour la Cisjordanie et le Plateau du Golan syrien, la Turquie pour les territoires kurdes et la Syrie, le Maroc pour le Sahara occidental, l'Arabie saoudite, avec les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, etc. dans la guerre entre sunnites et chiites au Yémen, et l'Iran dans la même guerre du Yémen, etc.

Tout cela montre que la guerre russo-ukrainienne est un épisode de la *phase* d'une guerre aux dimensions mondiales, même si elle n'a pas encore amené les grands pays impérialistes à s'affronter militairement entre eux. La guerre en Ukraine pourrait durer beaucoup plus longtemps qu'il ne conviendrait à la Russie, car l'objectif du bloc impérialiste occidental, qui n'a pas l'intention d'entrer en guerre contre la Russie, est de l'épuiser économiquement et de l'isoler politiquement jusqu'à ce que la « négociation pour la paix en Ukraine » soit mûre pour que toutes les puissances impliquées puissent en tirer les meilleurs avantages.

L'autre aspect dramatique de cette guerre, comme de toutes celles qui l'ont précédée, est le massacre systématique des populations civiles pour lequel tous les médias démocratiques du monde poussent toujours des cris d'orfraie, mais toujours en les utilisant pour faire de la propagande de l'horreur à des fins pacifistes et de collaboration entre les classes, appelant à la paix comme s'il s'agissait de la conclusion de toute guerre, alors que ce n'est que de la période de préparation des guerres ultérieures. L'objectif démagogique russe de « dénazification » de l'Ukraine a servi à présenter cette expédition militaire en Ukraine comme s'il s'agissait d'une répétition de la super glorieuse « guerre patriotique contre le nazisme », que le stalinisme a utilisée pour justifier le massacre des plus de 27 millions de prolétaires lors de la Seconde Guerre mondiale. Mais au sommet de la hiérarchie militaire russe, tout ne s'est pas déroulé sans heurts. De ce que l'on peut déduire des reportages des médias internationaux, il n'était pas rare que des soldats russes, très jeunes, mal préparés, trompés et envoyés pour « faire la guerre », réagissent en endommageant leurs propres chars et en détruisant leurs propres munitions. Des cas de désertion traduisent un profond mécontentement, même s'ils ne présagent pas d'une véritable rébellion contre la guerre. Mais si la guerre s'avérait beaucoup plus longue que Moscou, mais aussi Washington et Londres, ne le supposaient au départ, de

tels épisodes pourraient se répéter, et une opposition moins piétiste à la guerre pourrait alors prendre de la vigueur.

Jusqu'à présent, la résistance de la population ukrainienne à l'invasion russe s'est faite sous le signe d'un nationalisme fort. Les prolétaires ukrainiens, selon les différents médias internationaux, n'ont pas eu la force de s'opposer ni à l'oppression des Ukrainiens de langue russe du Donbass par Kiev au cours des huit dernières années, ni encore moins d'organiser des grèves et des manifestations contre la guerre avec la Russie qui mûrissait depuis longtemps. Emprisonnés dans la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie nationale, ils ont été exposés aux horreurs de la guerre comme chair à canon. D'un point de vue de classe, que le boucher soit de langue russe ou ukrainienne, n'avait et n'a qu'une importance relative : les deux bouchers poursuivent des objectifs anti-prolétaires, en Ukraine et en Russie, car la guerre dans laquelle les prolétaires ont été plongés n'a rien d'historiquement progressiste ou révolutionnaire ; comme les guerres précédentes dans les anciennes républiques soviétiques, en Tchétchénie et en Géorgie, celle-ci est également une guerre réactionnaire, une guerre de brigandage. Les prolétaires du Donbass ou de Crimée continueront d'être exploités, opprimés et réprimés dans l'intérêt du capital ; que le capital soit aux mains des capitalistes et des propriétaires terriens russes ou ukrainiens, la condition sociale des prolétaires ne changera pas. Mais pas seulement, car en raison des intérêts impérialistes contradictoires en jeu, cette guerre ne sera pas de courte durée ; et même lorsque se mettra en place une négociation de « paix » – à laquelle semble avoir été appelée la bande de brigands capitalistes qui semblent pour le moment étrangers les uns des autres, tels que la Chine, la Turquie, voire l'ONU délabrée – les facteurs de guerre présents aujourd'hui n'auront pas disparu, ils continueront à faire ressortir les mêmes contradictions que celles qui l'ont provoquée et alimenteront des nationalismes opposés jusqu'à ce qu'éclate une guerre beaucoup plus large et mondiale.

UN REGARD SUR LE PASSÉ POUR MIEUX COMPRENDRE L'AVENIR

Dans son développement initial après les révolutions antiféodales et les guerres d'aménagement national et au moins en Europe, le capitalisme a eu besoin d'une longue période de paix pour se développer plus rapidement et plus largement ; une période dans laquelle les bourgeoisies, tout en pillant les continents asiatique, africain et latino-américain, ont cherché à maintenir la paix sociale « chez elles » en utilisant les surprofits de l'exploitation intensive des colonies. Ce fut l'époque du soi-disant développement pacifique du capitalisme et, en même temps, l'époque du développement du mouvement ouvrier qui, par ses propres luttes, a obtenu des bourgeoisies opulentes une série de concessions au niveau des conditions salariales et d'organisations syndicales et politiques. Ce fut l'époque du réformisme socialiste qui, après l'horrible et sanglante défaite de la Commune de Paris, s'est imposé comme la voie pacifique et parlementaire d'une émancipation prolétarienne

acquise grâce au développement même du capitalisme. Mais le capitalisme, tout en se développant au maximum, produisait en même temps tous les facteurs de crise qui allaient conduire les États les plus modernes, les plus civilisés, les plus industrialisés à s'affronter dans la première grande guerre impérialiste mondiale, mettant en faillite la Deuxième Internationale prolétarienne dont l'écrasante majorité des partis sociaux-démocrates réformistes devenaient du jour au lendemain des social-chauvins.

Malgré l'immense tragédie de la guerre, le mouvement prolétarien international a montré qu'il possédait toujours une grande énergie de classe grâce à laquelle il s'est opposé à la guerre par des grèves et des mobilisations, atteignant même les fronts de guerre, où les épisodes de fraternisation entre soldats « ennemis » ne furent pas rares. Une énergie de classe qui s'est avérée puissante dans l'État le plus arriéré et réactionnaire d'Europe, la Russie tsariste, et qui, sous la direction du parti de classe dirigé par Lénine, a nourri non seulement la révolution bourgeoise nationale, mais surtout la révolution prolétarienne en tant que premier bastion d'une révolution internationale qui appelait *aux armes* non pas *les citoyens*, et non pas de la seule Russie, mais les *prolétaires* de Russie et du monde entier.

Les événements historiques révéleront un retard historique du parti de classe dans la très civilisée Europe et une emprise encore puissante de l'opportunisme sur les larges masses qui, tout en luttant vaillamment pendant et après la guerre, n'ont pas pu se débarrasser du poids paralysant de la social-démocratie, et qui, après avoir été physiquement et politiquement anéanties se livrèrent aux dirigeants bourgeois, qu'ils soient démocrates ou fascistes. De mémoire parisienne, l'assaut des cieux n'avait réussi qu'à Petrograd et Moscou, pas à Berlin, ni à Paris, ni à Rome, ni à Londres. Les métropoles de l'impérialisme européen dictaient encore la loi, préparant une prochaine guerre impérialiste où l'implication des États prendrait des dimensions planétaires, celles-là mêmes du développement impérialiste d'un capitalisme qui, malgré ses crises et ses effets redoutables sur les grandes masses prolétariennes et populaires, trouvait la force de recommencer ses cycles mortifères d'exploitation, de concurrence et de guerre. Petrograd et Moscou, prolétaires et communistes, sont tombés non pas à cause de la guerre civile que les troupes blanches tsaristes et leurs soutiens anglo-franco-germano-américains ont déclenchée contre le pouvoir soviétique – une guerre civile que les révolutionnaires prolétariens russes organisés dans l'Armée rouge de Trotsky, ont gagné sur tous les fronts intérieurs – mais à cause de l'isolement et de l'effroyable retard économique dans lequel la Russie bolchévique s'est trouvée au cours de ces années décisives pour la révolution, non seulement en Russie, mais dans le monde entier. Le coup de grâce à la révolution en Russie et dans le monde – pour laquelle Lénine lança un défi à l'impérialisme mondial en affirmant que le pouvoir prolétarien en Russie durerait même vingt ans en attendant la prochaine situation révolutionnaire, et pour laquelle Trotsky, qui n'a jamais succombé au stalinisme et à la théorie du socialisme dans un seul pays, lors de la réunion de l'Exécutif élargi de l'Internationale com-

muniste en novembre-décembre 1926, a jeté à la face de Staline et de ses acolytes la perspective que le pouvoir prolétarien et communiste aurait à défendre le bastion révolutionnaire russe même pendant cinquante ans – le coup de grâce, disions-nous, a été donné par l'opportunisme chauvin grand-russe. Eradiqué par les bolcheviks dirigés par Lénine avant, pendant et après la guerre, le chauvinisme a dramatiquement érodé les fondements théoriques et politiques de l'Internationale Communiste et du parti bolchévique lui-même, faisant de l'échec de la victoire révolutionnaire en Europe occidentale une occasion de commencer à « construire » le socialisme en Russie, falsifiant le marxisme d'une théorie de la révolution communiste internationale en une théorie du socialisme dans un seul pays.

Parmi les fondements théoriques et politiques marxistes, affirmés par Lénine et l'Internationale Communiste lors de ses premiers congrès, figuraient les thèses sur la question nationale et coloniale, qui peuvent se condenser à ce qui a été défini comme l'autodétermination des peuples des nations opprimées par l'impérialisme, en premier lieu l'autodétermination des peuples écrasés par l'oppression tsariste. Il est fondamental d'en reprendre les points essentiels pour en tirer des indications fondamentales pour aujourd'hui autant que pour demain.

Les écrits, discours et résolutions de Lénine sur cette question sont nombreux, mais il suffira ici de se référer à sa « *Lettre aux ouvriers et paysans d'Ukraine, à l'occasion des victoires remportées sur Denikine* » (2), dans laquelle Lénine souligne qu'outre la lutte contre les grands propriétaires terriens et les capitalistes pour l'abolition de la propriété foncière, il y avait en Ukraine – par rapport à la Grande Russie ou à la Sibérie – un problème spécifique : la question nationale. Et Lénine précise : « *Tous les bolcheviks, tous les ouvriers et paysans conscients doivent réfléchir sérieusement à cette question. L'indépendance de l'Ukraine est reconnue par le Comité exécutif central de la R.S.F.S.R. – République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie – et le Parti communiste bolchévique de Russie. Aussi est-il évident et admis de tout le monde que seuls les ouvriers et les paysans d'Ukraine peuvent décider et décideront, à leur congrès national des Soviets, si l'Ukraine doit*

(2) Cf. Lénine, « *Lettre aux ouvriers et paysans d'Ukraine à l'occasion des victoires remportées sur Denikine* », 28 décembre 1919. Œuvres Complètes, tome 30, Editions Sociales, Paris 1964, p. 301-307. Cette lettre fait référence à une lettre antérieure du 24 août 1919, également envoyée aux ouvriers et aux paysans, après la victoire sur Koltchak, « *Lettre aux ouvriers et aux paysans au sujet de la défense de Koltchak* », Œuvres Complètes, tome 29, p. 557-565. Il convient de rappeler qu'en 1919, la guerre déclenchée par les généraux tsaristes Kornilov, Koltchak, Denikine, Iudenitch, Wrangel, etc. contre le pouvoir soviétique battait son plein et que l'Armée rouge avait déjà mis en déroute les troupes de Koltchak au cours de l'été 1919, libérant l'Oural et une partie de la Sibérie. A son tour, Denikine, quatre mois plus tard, subit défaite sur défaite en Ukraine.

fusionner avec la Russie ou constituer une République autonome, indépendante, et dans ce dernier cas, quel lien fédératif doit l'associer à la Russie. »

Et Lénine pose immédiatement la question : « *Comment faut-il régler cette question dans l'intérêt des travailleurs, afin d'assurer le succès de leur lutte pour affranchir définitivement le travail, du joug du capital ?* » La réponse doit donc, tout d'abord, partir des intérêts des travailleurs dans leur lutte contre la bourgeoisie, c'est-à-dire la classe qui réunit les propriétaires terriens et les capitalistes. Et voici ce que dit Lénine : « *Premièrement, les intérêts du travail exigent que la confiance la plus entière et l'union la plus étroite existent entre les travailleurs des divers pays, des diverses nations. Les partisans des propriétaires fonciers et des capitalistes, de la bourgeoisie, s'efforcent de diviser les ouvriers, d'attiser les dissentiments et la haine entre nations afin de réduire les ouvriers à l'impuissance et d'affermir le pouvoir du capital.* »

La confiance la plus complète entre les travailleurs des différentes nations, les travailleurs de la nation impérialiste qui opprime les autres doivent la gagner par la lutte contre leur propre bourgeoisie nationale impérialiste, tendant par cette lutte, à s'unir aux prolétaires des pays opprimés. C'est de ce point de vue qu'il faut considérer la revendication d'indépendance de l'Ukraine, comme de tout autre pays opprimé par la Grande Russie (à l'époque, ils étaient nombreux : Pologne, Lettonie, Lituanie, Estonie, Finlande, Géorgie, etc.).

La vision des communistes révolutionnaires est par principe internationaliste. Lénine souligne d'ailleurs que : « *Nous sommes ennemis des haines nationales, des dissensions nationales, du particularisme national. Nous sommes internationalistes. Nous aspirons à l'union étroite et à la fusion complète des ouvriers et des paysans de toutes les nations du monde en une seule République soviétique universelle.* » Pour que cela ne reste pas que des mots, Lénine insiste et affirme que les communistes, dans des cas comme celui-ci, doivent donner à ces mots une signification concrète et la première chose à faire est de reconnaître le droit des nations opprimées à se séparer de la nation qui les opprime, le droit à l'indépendance politique, à l'établissement d'un État indépendant. Mais les communistes ne s'arrêtent pas à cette revendication, qui est absolument bourgeoise. Cette revendication est étroitement liée aux intérêts de classe des prolétaires de toutes les nations ; c'est pourquoi les communistes appellent les prolétaires de la nation qui opprime à lutter ensemble avec les prolétaires des nations opprimées contre leur propre bourgeoisie pour leur autodétermination, en démontrant concrètement qu'ils luttent contre l'oppression nationale et contre les avantages que cette oppression leur apporte également sous les formes de la corruption que chaque bourgeoisie applique pour diviser les prolétaires des différentes nations.

La haine nationale dont parle Lénine est produite par le capitalisme, qui divise les nations entre un petit nombre d'États impérialistes qui oppriment la grande majorité des nations restantes. Si la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918 a accentué cette division, la deuxième guerre impérialiste l'a encore accentuée.

Lénine a défini comme objectif historique de la

révolution prolétarienne et communiste internationale une république soviétique mondiale unique ; un objectif qui, pour les raisons rappelées ci-avant, n'a pas été atteint à l'époque et reste valable pour l'avenir. À l'époque de Lénine, l'adjectif « soviétique » résumait le concept plus large de « socialiste », large dans le sens où il englobait à la fois la révolution prolétarienne « pure », qui concernait les pays capitalistes avancés, et les révolutions multiples qui concernaient le grand nombre de pays économiquement arriérés où, pour cette raison, les masses révolutionnaires n'étaient pas seulement représentées par le prolétariat, mais aussi par la paysannerie pauvre. Comme les lecteurs le savent, les soviets étaient les organismes créés directement par les ouvriers et les paysans pour défendre leurs intérêts, non seulement strictement économiques mais aussi politiques, et pour lutter contre le pouvoir réactionnaire du tsarisme, des propriétaires terriens et des capitalistes. Nés comme organismes démocratiques-révolutionnaires lors de la révolution russe de 1905, ils sont restés l'organisation de référence des masses ouvrières et paysannes pour toute une époque, rejoints par les soldats luttant contre la guerre mondiale de 1914-1918. En tant qu'organisations immédiates, elles ont été principalement influencées par les formations politiques sociales-démocrates, mencheviques et anarchistes ; et c'est seulement après leur développement en tant qu'organisations démocratiques-révolutionnaires et une longue et insistante propagande, intervention et action des prolétaires influencés par les bolcheviks que les soviets ont été considérés comme des organes capables de former l'épine dorsale du nouvel État de dictature démocratique des ouvriers et des paysans, une dictature qui deviendrait exclusivement prolétarienne après que les socialistes-révolutionnaires qui représentaient les paysans, et qui ont constamment saboté le pouvoir bolchévique, aient été évincés du gouvernement.

La vision internationaliste résumée par Lénine dans la Lettre que nous avons citée s'exprime ainsi : « *Nous voulons une alliance librement consentie des nations, une alliance qui ne tolère aucune violence exercée par une nation sur une autre, une alliance fondée sur une confiance absolue, sur une claire conscience de l'union fraternelle, sur un consentement absolument libre. On ne saurait réaliser une telle alliance d'un seul coup ; il faut la gagner par un travail plein de patience et de circonspection, pour ne pas gâter les choses, ne pas éveiller la méfiance, pour faire disparaître cette méfiance qu'ont laissée les siècles d'oppression des propriétaires fonciers et des capitalistes, de la propriété privée et des haines suscitées par ses continuels partages et repartages.* »

Certes, l'indépendance nationale implique la définition de frontières d'État à État, mais il est inévitable que l'aménagement national des différents pays passe par la définition de frontières entre un État et un autre. Quelle est l'importance de la frontière entre les États pour les communistes ? Lénine répond : « *Quant à savoir comment fixer les frontières entre États, aujourd'hui, de façon provisoire – puisque nous voulons leur suppression totale – la question n'est pas essentielle, c'est une question secondaire, de peu d'importance. On peut et on doit temporiser, car la méfiance entre nations*

est souvent très tenace parmi les masses des paysans et des petits exploitants ; toute précipitation pourrait l'accentuer, c'est-à-dire nuire à la cause de l'unité totale et définitive. »

C'est une méfiance qui disparaît et est surmontée très lentement, a souligné Lénine sur la base de son expérience directe dans les mêmes années de la guerre civile, où l'union étroite entre les ouvriers et les paysans dans la lutte commune contre les propriétaires terriens et les capitalistes russes soutenus par les capitalistes de l'Entente, c'est-à-dire la coalition des pays capitalistes les plus riches – Angleterre, France, États-Unis, Japon, Italie – a été le point fort de la très jeune Armée rouge ; une méfiance à l'égard de laquelle les communistes devaient être très patients, faire des concessions et chercher des solutions car l'intransigeance et l'inflexibilité devaient valoir, pour l'Ukraine comme pour tout autre pays, « *sur les questions essentielles, capitales, identiques pour toutes les nations, à savoir : la lutte prolétarienne, la dictature du prolétariat, l'inadmissibilité d'une entente avec la bourgeoisie, l'inadmissibilité de la division des forces qui nous défendent de Denikine* ».

Mais l'union entre les travailleurs grands-russes et ukrainiens n'était pas acquise, il ne suffisait pas de la proclamer et de la vouloir, il fallait agir concrètement pour la réaliser et la maintenir, et la base nécessaire pour la réaliser et la maintenir était le partage complet du point de vue de Lénine : rester ferme sur les questions essentielles, ne pas se diviser sur des questions secondaires (les frontières de l'Etat à établir, l'indépendance complète ou la fusion complète entre l'Ukraine et la Russie, etc.) ; « *seuls les ouvriers et les paysans d'Ukraine peuvent décider et décideront, à leur congrès national des Soviets, si l'Ukraine doit fusionner avec la Russie ou constituer une République autonome, indépendante, et dans ce dernier cas, quel lien fédératif doit l'associer à la Russie* ». Être patients et persévérants et chercher « *une solution, une autre, puis encore une autre* » afin de réaliser l'union étroite des travailleurs grands-russes et ukrainiens. Et si l'on ne parvenait pas à consolider et à maintenir cette union ?

Lénine répète : « *Tandis que si nous n'arrivons pas à maintenir entre nous l'étroite union contre Denikine, contre les capitalistes et les koulaks de nos pays à nous et de tous les autres, la cause du travail sera certainement perdue pour de longues années, en ce sens que les capitalistes **pourront** alors écraser et étouffer autant l'Ukraine soviétique que la Russie soviétique.* »

L'acuité dialectique de Lénine est incontestable : face à un problème comme la question nationale, si compliquée et délicate, où persistent des siècles de divisions nationalistes, de particularismes, de divisions et d'aggrégations dues exclusivement aux intérêts des classes dominantes, de haines entre nations alimentées dans le but de diviser et d'asservir les peuples, l'important pour les communistes révolutionnaires a été, est et sera d'être intransigeants sur les questions fondamentales de la lutte de classe anticapitaliste, de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat, du rejet de toute collaboration avec la bourgeoisie. Cette intransigeance permet de ne pas perdre la boussole théorico-politique du parti de classe et de comprendre que face à des questions,

comme la question nationale, il faut tenir compte de la situation réelle dans laquelle vivent les masses, prolétaires et paysannes, et de l'influence à laquelle elles sont inévitablement soumises par l'œuvre de l'idéologie des classes dominantes. Les habitudes, les préjugés, les rapports de dépendance économique, sociale, culturelle, qui se sont enracinés au cours des siècles (il suffit de penser à la propriété privée) perdurent même pendant les périodes où le séisme révolutionnaire frappe aux portes et bouleverse l'existant, constituant des points d'appui matériels pour la restauration de l'ancien système social et des anciens pouvoirs politiques.

La dernière phrase de Lénine que nous avons citée était également une prédiction. Avec la chute de l'internationalisme – qui admettait les catégories bourgeoises (propriété privée, travail salarié, production de marchandises, argent, concurrence commerciale, etc.) comme catégories compatibles avec le socialisme, en plus des « pas en arrière » nécessaires, en ce qui concerne l'impulsion socialiste également au niveau économique, que la Russie révolutionnaire a dû prendre en raison de l'échec de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés d'Europe occidentale – la dictature prolétarienne instaurée est également tombée, et avec elle le parti bolchévique qui l'avait appelée. Les caractéristiques politiques spécifiques de la dictature du prolétariat ont commencé à s'estomper et elle s'est progressivement transformée en une dictature du capital, donc bourgeoise, qui représentait de manière beaucoup plus directe la force d'un capitalisme national en marche, d'un industrialisme d'État qui trouvait ses représentants et ses défenseurs dans le même parti bolchévique qui, à l'origine, dirigeait et contrôlait sa progression, en visant la révolution internationale.

Le retard de la révolution prolétarienne en Europe occidentale, et surtout les hésitations et les oscillations des courants communistes et des partis communistes européens, ont de plus en plus marqué une période négative pour la reprise révolutionnaire. Le grand défi de Lénine, « vingt ans de bonnes relations avec les paysans de Russie », lié au renforcement de l'Internationale Communiste, ne pouvait reposer sur les seules épaules du parti bolchévique russe et de la Russie économiquement arriérée et assiégée. Parmi les communistes occidentaux, seule la Gauche Communiste d'Italie assura la ferme et solide emprise théorique et programmatique qui lui avait permis d'accumuler au fil des années une précieuse expérience dans la lutte contre la démocratie bourgeoise, contre l'opportunisme réformiste et maximaliste ; expérience qu'elle tenta par tous les moyens et dans tous les congrès internationaux d'assimiler aux autres partis, et au parti bolchévique en particulier.

Mais sa contribution n'a pas suffi à vaincre la résistance que le maximalisme et le réformisme opposaient à travers le poids dominant des partis allemand et français. Les réalisations révolutionnaires en Russie ont été écrasées par l'opportunisme qui a pris les caractéristiques du stalinisme, érodant le parti bolchévique et l'Internationale Communiste de l'intérieur comme une gangrène.

C'est ainsi que la Russie, autrefois prolétaire, révolutionnaire et communiste, de phare de la révolution

prolétarienne mondiale est devenue le pire ennemi du prolétariat russe et international, se préparant – comme c’était inévitable – à participer à une deuxième guerre impérialiste en tant que pilier oriental du bloc impérialiste de l’Occident « démocratique » organisé contre le bloc impérialiste des forces « totalitaires » de l’Axe, avec l’Allemagne nazie comme pivot. La participation de la Russie stalinisée à la guerre impérialiste de 1939-1945 a fondé sa force sur l’élimination physique préalable de toute la vieille garde bolchévique et la répression systématique de tout mouvement de résistance et de rébellion contre un pouvoir qui n’avait rien à envier à celui des tsars.

Voilà pour l’union *volontaire* des peuples : le talon de fer du pouvoir capitaliste a écrasé les peuples de toutes les Russies sous la domination oppressive de Sa Majesté le Capitalisme National et de ses visées impérialistes à l’Est comme à l’Ouest.

La victoire du bloc impérialiste « démocratique » dans la Seconde Guerre mondiale, que la Russie stalinienne rejoindra après avoir tenté d’en tirer profit en s’alliant à l’Allemagne nazie, livrera le prolétariat de tous les pays aux mains de la vague opportuniste la plus tragique de tous les temps.

En effet, après la première vague opportuniste dans les rangs du mouvement prolétarien, représentée par la révision social-démocrate qui affirmait que le socialisme pouvait être atteint par des moyens graduels et non violents (Bernstein), et après la deuxième vague opportuniste (Kautsky), celle qui a ruiné la IIIe Internationale, représentée par l’union sacrée de toutes les classes face à la guerre de 1914-1918 et l’alliance nationale pour vaincre les États qui pouvaient ramener la société « à la féodalité absolutiste », le mouvement prolétarien a été attaqué par une troisième vague dégénérative. La vague que nous avons appelée stalinienne, qui, en plus d’incorporer les déviations des vagues précédentes, a également admis les formes d’actions de combat et de guerre civile, dont « *la politique d’alliance qui caractérise la guerre civile espagnole (qui eut lieu dans une phase de paix entre les États), de même que tout le mouvement partisan et la « Résistance » contre les Allemands ou les fascistes, qui eurent lieu dans une phase de guerre entre les États au cours du second conflit mondial* » (3) a été la démonstration la plus évidente de la trahison de la lutte des classes et une forme ultérieure de collaborationnisme avec les forces du capitalisme.

Chacune de ces vagues opportunistes visait à détourner le mouvement prolétarien de sa lutte de classe, de sa confrontation révolutionnaire avec les classes dominantes bourgeoises, l’amenant à sacrifier ses forces à la défense des intérêts bourgeois et du capital, tour à tour sous couvert de « défense de la patrie », de « défense de la démocratie contre le totalitarisme », de « défense de la modernité et de la civilisation contre le féodalisme », bien sûr au nom d’une paix durable entre les peuples...

En réalité, une paix qui n’était et n’est rien d’autre qu’une trêve entre une guerre et la suivante, comme le montre l’histoire même de l’impérialisme depuis au moins cent vingt ans.

Lénine nous donne une autre leçon sur les guerres

impérialistes. En octobre 1921, dans un article consacré au quatrième anniversaire de la Révolution d’Octobre, il écrivait :

« *La question des guerres impérialistes, de la politique internationale du capital financier prédominant aujourd’hui dans le monde entier, – politique qui inéluctablement engendre de nouvelles guerres impérialistes et pousse nécessairement à une accentuation inouïe de l’oppression nationale, du pillage, du brigandage, de l’étranglement des petites nationalités faibles et arriérées par une poignée de puissances « avancées » – , cette question, depuis 1914, est devenue la pierre angulaire de toute la politique de tous les pays du globe. C’est une question de vie ou de mort pour des dizaines de millions d’êtres humains. C’est la question de savoir si dans la prochaine guerre impérialiste [note : Lénine prévoit la deuxième guerre impérialiste ! NDLR] que la bourgeoisie prépare sous nos yeux et que nous voyons surgir du capitalisme, il sera exterminé 20 millions d’hommes (au lieu des 10 millions de tués pendant la guerre de 1914-1918 et les « petites » guerres qui s’y greffent et qui ne sont pas terminées à ce jour) ; si au cours de l’inévitable (avec le maintien du capitalisme) guerre qui vient il y aura 60 millions de mutilés (au lieu des 30 millions d’estropiés en 1914-1918). Sur ce terrain également, notre Révolution d’Octobre a inauguré une nouvelle époque dans l’histoire mondiale.* » (4)

La nouvelle époque avait en effet commencé avec la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, et la lutte contre toutes les *tromperies chauvines et pacifistes les plus raffinées*. Avec la paix de Brest-Litovsk, Lénine et le parti bolchévique ont concrètement démontré la supercherie de la paix impérialiste, car, à l’exception des délégations allemande et russe, aucune délégation des pays impérialistes belligérants n’est venue à cette table.

Mais cette paix, fermement voulue par le pouvoir bolchévique, qui, pour arracher la Russie à la guerre impérialiste, a été signée en acceptant des sacrifices considérables, y compris territoriaux, a démontré aux prolétaires et aux paysans russes que la seule force qui voulait réellement la paix était le pouvoir soviétique issu de la révolution d’octobre.

Et c’est également grâce à cette démonstration, associée à la politique bolchévique d’autodétermination des peuples, que les prolétaires et les paysans russes ont soutenu l’immense effort du combat contre les troupes des généraux tsaristes qui voulaient restaurer l’ancien pouvoir tsariste et qui, pour cette raison, étaient soutenus par les forces armées de tous les pays impérialistes super-démocratiques qui avaient

(3) Cf. nos « *Thèses caractéristiques du Parti* », décembre 1951, publiées dans le volume « *Défense de la continuité du programme communiste* », Editions programme communiste, Paris, p. 182.

(4) Cf. Lénine, « *Pour le quatrième anniversaire de la révolution d’octobre* », 14 octobre 1921, dans *Œuvres Complètes*, vol. 33, Editions Sociales, Paris 1963, p. 47-48.

fait la guerre à ladite puissance prussienne de l'Allemagne de Guillaume II.

C'est à juste titre, avec la fierté prolétarienne et communiste, que Lénine dira :

« **La première révolution bolchévique a arraché à la guerre impérialiste, au monde impérialiste, la première centaine de millions d'hommes sur la terre. Les révolutions futures arracheront à ces guerres et à ce monde toute l'humanité.** » (5)

La conclusion ne pouvait être que celle-ci : « *il est impossible de s'arracher à la guerre impérialiste et au monde impérialiste qui l'engendre inévitablement, il est impossible de s'arracher à cet enfer autrement que par une lutte bolchévique et une révolution bolchévique* », c'est-à-dire par la lutte **des classes** et la révolution **prolétarienne et communiste**.

L'époque de Lénine est révolue et, avec elle, l'époque de la révolution prolétarienne et communiste au niveau international. La menace de la révolution prolétarienne a été déjouée, les puissances impérialistes ne se sont pas seulement sauvées de l'attaque révolutionnaire du prolétariat mondial, mais elles se sont renforcées et, en même temps, se sont multipliées.

Comment le prolétariat mondial, et le prolétariat des pays impérialistes en particulier, pourra-t-il un jour relever la tête, se relever de l'énorme défaite des années 1920 ?

Une des hypothèses que Lénine faisait en 1919, comme rappelé ci-avant, pendant la guerre civile qui opposait l'Armée rouge aux troupes des généraux tsaristes et aux attaques des puissances impérialistes, était la suivante : si les prolétaires n'avaient pas réussi à rester unis, fermement ancrés à la direction du parti communiste révolutionnaire qui, à son tour, devait réussir à rester fortement unie sur des questions essentielles comme la lutte des classes, la révolution, la dictature du prolétariat, le refus catégorique de s'allier avec la bourgeoisie sur tout objectif politique, etc.

Et si donc les communistes s'étaient divisés sur des questions « secondaires » (frontières de l'Etat soviétique, républiques autonomes ou fédérées ou fusionnées, etc.), ils auraient porté la division et les querelles au niveau des questions essentielles et *la cause du travail*, la cause du **socialisme**, donc de la lutte des classes, de la révolution, de la dictature du prolétariat, aurait certainement été perdue et non pas pour peu de temps, mais *pour de longues années !*

Malheureusement, c'est exactement ce qui s'est passé, et les capitalistes des pays impérialistes et de la Russie arriérée ont réussi à écraser la Russie révolutionnaire, et avec elle toutes les autres républiques soviétiques, l'Ukraine ou la Géorgie.

Ce fut une défaite bien plus dure pour le prolétariat mondial, bien plus dure que la défaite des communards de Paris, une défaite qui a coupé les jambes d'une autre révolution dans un pays arriéré, celle de la Chine de 1925-1927, et qui a offert le prolétariat mondial aux massacres des guerres impérialistes qui ont suivi.

C'est dans cet abîme que le prolétariat d'aujourd'hui a été précipité et dont il ne pourra sortir que grâce à un bouleversement tellurique mondial sans précédent, qui bouleversera tout ordre impérialiste existant, et à l'action du parti communiste révolutionnaire ressuscité dans le monde entier.

LE PROLÉTARIAT D'AUJOURD'HUI ET LE MOUVEMENT PROLÉTARIEN DE DEMAIN

Les prolétaires d'Europe, et de tous les autres continents, sont encore en proie aux illusions et aux tromperies que la bourgeoisie ne cesse de produire pour détourner leur énergie sociale sur le terrain de la collaboration de classe. Que la bourgeoisie utilise des moyens démocratiques (élections, parlement, liberté de presse et d'organisation, etc.) ou autoritaires (généralement justifiés pour défendre le pays du « terrorisme » ou de l'agression étrangère), il n'en reste pas moins que sans l'exploitation du travail salarié, donc du prolétariat, dans son propre pays et dans les pays qu'elle opprime, elle n'atteint pas le but de sa vie de classe : la valorisation du capital, donc la production de profits. Ce but est fondamentalement antagonique au but de la vie de la classe prolétarienne, qui est de se défendre contre l'exploitation capitaliste en luttant pour son élimination.

L'antagonisme de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat est un fait historique, et non un « choix » idéologique ou économique de l'une ou l'autre classe. Il résulte directement du mode de production capitaliste qui repose sur la propriété et l'appropriation privées de l'ensemble de la production sociale par une classe, la bourgeoisie, et sur l'expropriation complète de tous les moyens de production et de tous les produits dont est victime la classe salariée, le prolétariat, que le marxisme a défini comme étant sans réserve, précisément parce qu'il n'a pas d'autre « propriété » que sa force de travail individuelle. En soi, cette force de travail ne permet pas de vivre, car elle doit être vendue aux propriétaires des moyens de production et de la production elle-même destinée au marché, recevant en échange un salaire en argent avec lequel ils doivent se rendre au marché pour acheter les biens dont ils ont besoin pour vivre jour après jour. Sans salaire, et donc sans possibilité d'acheter les biens essentiels au marché, le propriétaire de la seule force de travail ne vit pas, et donc le prolétaire meurt de faim. Pour ne pas mourir de faim, le prolétaire est contraint de se vendre pour un salaire plus bas et plus précaire, en échange de quoi il donne plus d'heures de travail journalièrement, entrant ainsi en concurrence avec d'autres prolétaires. La concurrence que les capitalistes se livrent entre eux pour gagner des parts de marché à leur profit est ainsi transférée aux prolétaires qui n'ont d'autre but immédiat que de se nourrir chaque jour.

La concurrence et l'antagonisme qui divisent un capitaliste d'un autre, un groupe de capitalistes d'autres groupes, un Etat capitaliste d'autres Etats capitalistes, sont tous intrinsèques au même mode de production par lequel ils existent en tant que propriétaires privés des moyens de production et en tant qu'appropriateurs privés de la production sociale. La domination de la bourgeoisie sur la société découle précisément de sa position sociale. En entrant en concurrence avec les autres

(5) *Ibidem*, p. 50 et 48.

bourgeoisies, chaque bourgeoisie mobilise toutes les forces dont elle dispose : principalement les moyens de production de base, le capital à investir, la force de travail à exploiter ; mais tout cela ne suffit pas, car sa domination ne découle pas seulement du pouvoir économique qu'elle possède, mais aussi de son pouvoir politique. C'est en effet le pouvoir politique qui lui donne la capacité de gérer socialement les masses prolétariennes qu'elle exploite.

Organisées dans le travail associé de la production et de la distribution capitalistes et au cours de l'histoire de leur mouvement, ces masses ont fait mûrir la conscience qu'elles représentent non seulement la force de travail, mais aussi une force sociale grâce à laquelle elles peuvent lutter contre le niveau et l'ampleur de l'exploitation des capitalistes. L'antagonisme de classe émerge matériellement des relations sociales et de production bourgeoises elles-mêmes, et la bourgeoisie ne peut pas l'effacer parce que cela signifierait effacer sa domination de classe, son identité même en tant que classe dominante. Elle doit donc l'émousser, le contenir dans les limites où il ne produit pas de révoltes, de soulèvements, d'insurrections. Mais, au cours du développement du capitalisme et de ses contradictions toujours plus fortes, les révoltes, les soulèvements, les insurrections, ont été un signal d'alarme et une menace pour le pouvoir bourgeois parce que dans l'affrontement avec la bourgeoisie et son État, la lutte pour la défense immédiate des conditions de vie et de travail du prolétariat tend à s'élever à une lutte politique, à une *lutte de classe*, à une lutte qui historiquement fixe comme objectif, pour la classe dominante bourgeoise, la défense et le maintien du pouvoir politique en écrasant les tentatives révolutionnaires du prolétariat, pour la classe prolétarienne, l'attaque contre les privilèges et le pouvoir politique de la bourgeoisie afin de le conquérir en renversant son État et sa guerre inévitable pour le reconquérir.

Lutte des classes signifie donc *guerre de classe*, car le prolétariat n'aura aucune chance de parvenir à son émancipation de l'exploitation capitaliste s'il ne renverse pas le pouvoir politique bourgeois ; un pouvoir qui n'est rien d'autre que la dictature de la classe capitaliste et sa politique impérialiste par laquelle elle écrase et opprime le prolétariat dans tous les pays et dans les nations plus petites et plus faibles. Si la lutte prolétarienne n'atteint pas le niveau de la lutte de classe, c'est-à-dire si elle ne pose pas l'objectif de révolutionner la société en conquérant le pouvoir politique, en commençant dans le pays où la situation est favorable à la lutte révolutionnaire, puis en étendant cette lutte au niveau international, le prolétariat continuera à rester soumis à la bourgeoisie, subissant les conséquences toujours plus désastreuses des contradictions qui tenaillent la société capitaliste. Et ces conséquences sont des crises toujours plus aiguës et des guerres bourgeoises : dans un cas comme dans l'autre, les prolétaires paient la prospérité du capital par la misère, la faim, les accidents mortels sur les lieux de travail, l'exploitation toujours plus intense, les catastrophes dites naturelles, la répression et les massacres de guerre.

Comment s'en sortir ?

Les moyens démocratiques et pacifiques ont montré

depuis longtemps qu'ils ne résolvaient rien, au contraire, ils renforcent la soumission du prolétariat à la domination capitaliste. Le réformisme et la collaboration de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie se sont avérés être des moyens exclusivement utiles au capitalisme et au pouvoir bourgeois ; en réalité, ils masquent les concrètes dictature économique du capitalisme et dictature politique de la bourgeoisie. Il y a eu des réactions violentes de la part de groupes petits-bourgeois voués à la ruine par les crises économiques qui ont fasciné les couches prolétariennes par leur terrorisme individuel, comme les Brigades Rouges, mais elles ont montré qu'elles ne représentaient qu'une pure illusion au caractère anarchiste imaginant influencer les relations sociales en faveur du prolétariat en éliminant quelques capitalistes, quelques généraux, quelques magistrats. Même ce moyen a montré son inefficacité en ce qui concerne l'émancipation du prolétariat, renforçant au contraire la propagande de la paix sociale et de la collaboration de classe par toutes les forces de conservation sociale, au premier rang desquelles l'opportunisme.

Le chemin de la lutte de classe, dans la réalité historique et non dans les fantasmes des démocrates, est le plus ardu pour le prolétariat car il doit se débarrasser de toutes les illusions produites par la démocratie électorale et parlementaire, et il doit surmonter les habitudes qui se sont enracinées au cours des longues décennies de la politique de collaboration entre les classes dans laquelle les bourgeoisies impérialistes, en échange des mesures de protection sociale dans lesquelles elles ont investi, ont obtenu la paix sociale, une exploitation toujours plus brutale du prolétariat et une main libre dans l'oppression des nations les plus faibles. Le résultat de cette politique n'est pas la paix universelle, ce n'est pas la fin des inégalités sociales, ce n'est pas la prospérité répartie équitablement sur toutes les populations, c'est au contraire plus d'oppression, plus de répression, une exacerbation des facteurs de crise et une guerre bourgeoise qui devient de plus en plus la norme.

Aujourd'hui dans les pays impérialistes, le prolétariat se plie encore complètement aux exigences du capitalisme national, mais aussi aux exigences des alliances capitalistes internationales. Le prolétariat des pays impérialistes bénéficie encore – par rapport au prolétariat des pays capitalistiquement arriérés – de certains avantages que les prolétaires d'autres pays se voient refuser, tant sur le terrain économique que social et politique immédiat. Ces « avantages » sont en fait payés par les bourgeoisies opulentes non seulement par l'exploitation de leur propre prolétariat, mais aussi par l'exploitation bestiale et esclavagiste des prolétaires des pays de la périphérie de l'impérialisme. C'est ainsi que les prolétaires de chaque pays, malgré la concurrence alimentée entre eux par leurs bourgeoisies respectives, sont liés les uns aux autres par les mêmes chaînes. Chaînes que toute loi bourgeoise, qu'elle soit démocratique ou fasciste, ne défera jamais, mais au contraire resserrera encore plus.

Comme les esclaves de la Rome antique, les esclaves salariés de la société capitaliste ultramoderne doivent se libérer de leurs chaînes par leurs propres forces. Ils

doivent s'unir dans des organisations indépendantes de toutes les institutions bourgeoises, se placer sur le terrain de la lutte avec des objectifs qui concernent exclusivement leurs intérêts d'esclaves salariés, de prolétaires ; ils doivent adopter des méthodes et des moyens *classistes*, c'est-à-dire capables de s'opposer efficacement aux méthodes et aux moyens utilisés par les patrons et leur État. C'est l'expérience de cette lutte, sur le terrain de la défense immédiate, qui donnera au prolétariat la possibilité d'assumer la tâche d'aller au-delà de la défense immédiate, au-delà des intérêts immédiats, et donc de se placer sur le terrain de la lutte politique classiste ; un terrain sur lequel les forces bourgeoises et de conservation sociale le détourneront – comme elles l'ont toujours fait – vers des objectifs démocratiques, parlementaires et bien sûr antifascistes, pacifistes et légalistes, en réclamant de nouvelles réformes et des lois plus « justes ».

Et que faire dans un moment comme celui-ci, où la guerre frappe aux portes ?

Comment les prolétaires russes et ukrainiens ont-ils réagi à la guerre déclenchée le 24 février ?

Ce que l'on sait, c'est qu'entre fin février et début mars, à Moscou, Saint-Petersbourg et dans des dizaines d'autres villes, il y a eu des manifestations pacifistes contre la guerre. Naturellement, la police anti-émeute a été lancée contre les manifestants et il semble qu'il y ait eu dans les différentes villes plus de 14.000 arrestations (6). Il n'y a pas eu de grèves, il n'y a pas eu de manifestations proprement ouvrières, ce qui montre, d'une part, la crainte naturelle d'être frappé aveuglément par la répression et, d'autre part, l'extrême faiblesse dans laquelle est tombée la classe ouvrière russe qui, à l'évidence, même au niveau de la simple défense de ses conditions immédiates de vie et de travail, n'a pas exprimé jusqu'à présent une force capable de générer une avant-garde politique de classe qui assumerait de lutter contre la bourgeoisie, la classe dominante, la classe qui représente le pouvoir économique et politique sous lequel le prolétariat est écrasé, fragmenté, isolé et asservi.

Le pouvoir bourgeois ne craint pas les manifestations pacifistes ; certes elles peuvent gêner et compliquer le travail de contrôle social de la bourgeoisie russe, qui a toujours eu l'habitude de cacher les morts de ses guerres tout en glorifiant leur sacrifice. Mais la répression des manifestations pacifistes lorsque le pays est en guerre est à son tour une mise en garde à la classe ouvrière pour qu'elle comprenne que le pouvoir ne l'épargnera pas si elle descend protester contre la guerre ; en effet, l'effet redouté que pourraient avoir les protestations ouvrières contre la guerre serait de saper la confiance et la discipline des soldats envoyés faire la guerre, alors qu'ils sont mobilisés dans l'« opération spéciale » contre le gouvernement de Kiev accusé d'être « militariste » et « naziste ».

Les prolétaires ukrainiens, quant à eux, face à l'invasion militaire, aux bombardements, aux pillages, à la destruction massive des villages et des villes, aux massacres de civils, ont réagi comme le fait toute population agressée, non préparée et inconsciente des raisons de l'agression : elle s'est réfugiée dans les sous-sols, a fui les villes bombardées, a tenté d'aider les

blessés et les mutilés et s'est pliée aux ukases du gouvernement qui, pour la guerre contre « les Russes », a obligé tous les hommes à rester à la disposition de l'armée pour défendre une « patrie » qui s'est révélée et continue de se révéler dévoreuse de force de travail et de chair humaine au profit exclusif de la classe dominante bourgeoise. En cela, la bourgeoisie ukrainienne n'est pas différente de la bourgeoisie russe : les intérêts qui l'ont poussée à la guerre au cours des huit dernières années sont tout aussi capitalistes, mais ceux d'une bourgeoisie nationale qui vise à se retirer d'une alliance – avec Moscou – afin de se louer aux puissances impérialistes concurrentes de Moscou sur la base de promesses d'affaires plus lucratives.

Les prolétaires russes et ukrainiens sont encore totalement sous la coupe de leurs bourgeoisies respectives et, pour l'instant, ne savent pas réagir autrement que par les moyens et les méthodes que les bourgeoisies elles-mêmes utilisent systématiquement pour les maintenir soumis : en les enrôlant dans leurs forces armées lorsque les intérêts de leurs capitalismes nationaux respectifs sont mis en danger par la concurrence étrangère, en les disciplinant et en les contrôlant pour le succès des actions de guerre, en les formant par une propagande de guerre intentionnellement conçue pour alimenter la haine nationale contre l'« ennemi » du moment. Ainsi, des peuples issus de la même souche, de la même langue, de la même culture, qui, sous la dictature prolétarienne issue d'octobre 1917, avaient exprimé une véritable fraternité et union après avoir contribué à la chute de l'oppression tsariste, à la lutte contre les généraux tsaristes qui entendaient la restaurer, à la lutte du prolétariat international contre le joug des régimes capitalistes et précapitalistes, se trouvent encore une fois à se faire la guerre, au nom de quoi ? Au nom de la souveraineté territoriale, du capitalisme national et d'un régime qui n'a eu aucun scrupule à transformer des centaines de milliers de soldats en chair à canon.

Les prolétaires russes et ukrainiens, eux, ne peuvent même pas compter sur la lutte classiste des prolétaires européens ou américains ; ils ne peuvent pas être incités à suivre l'exemple d'une lutte anti-bourgeoise qu'il n'y a même pas en Europe, le berceau du capitalisme, certes, mais aussi le berceau de la révolution prolétarienne et le cœur de la révolution mondiale.

Nous écrivions en 1967 : « *Marx disait, il y a un siècle, que l'Angleterre industrielle montrait au reste du monde alors arriéré, l'image de son propre avenir. L'Angleterre d'aujourd'hui en proie aux difficultés montre à l'Europe l'image de son avenir. L'Europe (...) malgré sa relative prospérité actuelle, ne parviendra jamais à la position dominante qui fut celle de la Grande-Bretagne au siècle dernier et qui est aujourd'hui celle des Etats-Unis. Entre l'Europe, même unie, et les Etats-Unis, l'inégalité de développement s'aggrave. Les problèmes dans lesquels se débat l'Angleterre d'aujourd'hui l'Europe les connaîtra demain. Et il n'y aura pas de marché*

(6) Cf. <https://rainews.it>, 13 mars 2022.

plus vaste pour les y noyer. L'Europe sera le cœur de la révolution mondiale. » (7).

Les crises économiques et politiques du capitalisme n'ont jamais déclenché automatiquement la révolution prolétarienne. Ce n'est pas arrivé hier et n'arrivera pas demain. Mais les facteurs objectifs qui font mûrir la situation révolutionnaire sont exclusivement inhérents au capitalisme et à son incapacité à les résoudre sinon en augmentant sa puissance négative. C'est pourquoi, cette puissance négative des facteurs de crise doit atteindre un niveau tel que la classe dominante bourgeoise ne puisse plus vivre comme elle l'a fait jusqu'alors, et que la classe dominée, le prolétariat, ne puisse plus tolérer les conditions dans lesquelles elle a vécu jusqu'alors.

Parmi les facteurs objectifs, il y a la lutte de classe du prolétariat, c'est-à-dire la lutte par laquelle le prolétariat s'entraîne et se prépare à l'affrontement décisif avec la classe dominante. Font partie de cette lutte la présence, l'activité et l'influence du **parti de classe**, le parti communiste révolutionnaire, qui a pour tâche de guider le prolétariat à la fois dans la lutte de classe, dans la révolution de classe et, une fois la victoire révolutionnaire obtenue, comme nous le rappelle constamment Lénine, dans l'exercice de la dictature de classe, le seul véritable instrument avec lequel il est possible de transformer la société de l'exploitation et de l'oppression capitaliste, de ses guerres de concurrence et de ses guerres armées, en une société sans classes, sans antagonismes de classes et donc sans antagonismes nationaux, dans laquelle les peuples vivront enfin en harmonie.

Nous ne nous faisons pas d'illusions sur le fait que ce chemin pourrait commencer demain, ou qu'il sera facilité par la « prise de conscience » de chaque prolétaire. Comme nous l'avons dit, pour ébranler les fondations de la société capitaliste, il faut déclencher un séisme mondial où non seulement la bourgeoisie de chaque pays se voit confrontée au danger de perdre son pouvoir, ses privilèges mais où le prolétariat de chaque pays ne puisse voir d'autre issue à l'abîme dans lequel il a été précipité par sa propre bourgeoisie que de se soulever contre les pouvoirs constitués, contre les ennemis de classe qui, par leurs actions, se sont finalement fait reconnaître comme des ennemis avec lesquels il n'y a pas de trêve, pas de paix à négocier. Alors les enseignements de la Commune de Paris de 1871 et de la révolution d'Octobre 1917 démontreront aussi jusqu'au dernier prolétaire du pays le plus reculé qu'il est le seul patrimoine précieux de la lutte de classe que le prolétariat a la tâche historique de mener à bien, jusqu'à la victoire révolutionnaire, jusqu'à la République socialiste mondiale.

(“Programme comunista”, N°107, Mars 2024 / “Il comunista”, N° 173, Aprile-Giugno 2022)

(7) Cf. « *Pour qui sonne le glas dans la perfide Albion ?* », « *le prolétaire* », n° 42, avril 1967, (Paru en Italie sous le titre : « *L'Europa sarà il cuore della rivoluzione mondiale* », « *il programma comunista* », n° 6, 30/3-13/4, 1967).

Prolétariat et guerre impérialiste

**Pour le prolétariat de Russie et d'Ukraine,
d'Europe et des Amériques, de Chine, du Japon et de tout l'Orient,
d'Australie et d'Afrique, pour le prolétariat du monde entier,
une seule position contre la guerre impérialiste :**

Lutte de classe, avant tout contre sa propre bourgeoisie, et lutte de classe contre les bourgeoisies de tous les autres pays. Voilà ce que signifie précisément Prolétaires de tous les pays unissez-vous !

La guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine est une guerre **impérialiste** ; actuellement confinée à l'Ukraine elle retentit directement sur les pays européens. Ses caractéristiques impérialistes ont impliqué inévitablement les impérialismes occidentaux, en premier lieu les États-Unis et le Royaume-Uni et tous les pays de l'Union européenne.

Mais cette guerre a des racines plus lointaines. Il faudrait remonter à 1991-1992, à l'effondrement de l'URSS et à l'aggravation du désordre mondial au fur et à mesure des crises capitalistes qui ont secoué le

monde depuis la grande crise mondiale de 1975. En l'espace de cinq ans, la Russie a ainsi perdu sa domination sur les pays d'Europe de l'Est qui représentaient pour elle ce que, dans un certain sens, les pays d'Amérique latine représentaient alors pour les États-Unis : une arrière-cour où le pays dominant dicte la loi par sa politique impérialiste et son inévitable talon de fer. Elle a également perdu le contrôle des pays du Caucase et de l'Orient soviétique. Ce qu'elle n'a pas perdu, c'est sa tendance historique à étendre sa domination aux régions voisines de son « continent euro-asiatique ». Vers

l'Europe, elle a tenté de reprendre le contrôle de la Biélorussie et de l'Ukraine ; dans le premier cas elle y a réussi, mais pas dans le second. La contre-attaque préparée par l'Union Européenne et les États-Unis (à travers l'entrée dans l'UE et l'OTAN) a réussi dans pratiquement toutes les anciennes républiques soviétiques d'Europe de l'Est. L'Ukraine devait être le grand pays avec lequel l'Occident « démocratique » fermait les frontières militaires européennes autour de l'Ours russe. La fable de la « démilitarisation » et de la « dénazification » de l'Ukraine, dont la Russie de Poutine a fait étalage pour justifier sa guerre, est la tentative grossière de faire passer une guerre de rapine pour une guerre « patriotique » de défense de la Mère patrie contre une attaque préparée par les puissances occidentales en utilisant le pion ukrainien comme pion de l'OTAN.

Que ce soit des intérêts impérialistes qui sont en jeu et que ces intérêts combinent des facteurs économiques et politico-militaires, ne fait aucun doute. Les réserves minières du Donbass, la grande fertilité des terres qui font de l'Ukraine l'un des plus grands exportateurs de blé dans le monde et la position stratégique du pays par rapport à la mer d'Azov et à la mer Noire, sont des raisons suffisantes pour expliquer que le tsarisme d'abord puis le stalinisme et la Russie impérialiste ont donc toujours cherché à dominer cette nation.

La propagande russe qui prétendait défendre la population russophone d'Ukraine contre le gouvernement Zelensky accusé de la réprimer et de vouloir l'« ukrainiser » à tout prix, est le pendant de la propagande ukrainienne d'indépendance et de la souveraineté « conquise » après l'effondrement de l'URSS et que les pro-russes de Crimée et du Donbass remettent en cause. Face au coup de force de l'annexion par Moscou de la Crimée en 2014, le gouvernement de Kiev, soutenu par les impérialistes occidentaux et incité à s'opposer économiquement, politiquement et militairement aux provinces pro-russes du Donbass qui revendiquaient leur autonomie, s'est employé à accélérer son rapprochement à l'Union Européenne et à l'OTAN.

La confrontation ne pouvait que s'aggraver. Au cours des 8 années qui se sont écoulées depuis l'annexion de la Crimée à la Russie, les tensions entre les deux pays n'ont cessé de s'accroître, jusqu'à déboucher sur la guerre. Les prolétaires russes et les prolétaires ukrainiens ont fait l'objet d'une propagande préparant des deux côtés la guerre, comme le démontre le fait que durant cette période, le gouvernement de Kiev était en train de s'armer grâce à la contribution substantielle surtout des États-Unis, mais aussi de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie. De 2014 à 2021, les États-Unis ont accordé au gouvernement de Kiev plus de 4,6 milliards de dollars, dont 2,5 milliards d'armements (1).

Mais les armements occidentaux ne se sont pas contentés de suivre la route de Kiev. Malgré les grandes déclarations de paix et les sanctions annoncées contre la Russie pour avoir « porté atteinte à la souveraineté nationale ukrainienne » en annexant la Crimée, entre 2015 et 2020 pas moins de 10 pays (France, Allemagne, Italie, Autriche, Bulgarie, République tchèque, Croatie, Finlande, Slovaquie et Espagne) ont exporté pour 346 millions

d'euros d'armes vers la Russie, la France se taillant la part du lion avec 152 millions d'euros, suivie de près par l'Allemagne avec 121,8 millions d'euros. Mais l'Italie n'était pas en reste ; le gouvernement Renzi a vendu en 2015 des véhicules blindés terrestres à la Russie pour 25 millions d'euros, et en 2021, le gouvernement Draghi, lui a encore vendu des armes et des munitions pour 22 millions d'euros. (2) Tant pis pour la paix proclamée aux quatre vents et les sanctions contre l'agresseur russe : Les affaires sont les affaires !

Les gouvernements bourgeois, d'Europe, d'Amérique ou de tout autre pays, montrent pour la énième fois que tous les discours sur la paix, sur les valeurs de la démocratie à défendre, n'ont qu'un seul grand but, travestir la vraie nature du pouvoir bourgeois, la vraie nature du capitalisme sur lequel la bourgeoisie a édifié sa puissance : **le profit et la domination impérialiste sur les nations les plus faibles**. Et pour ces objectifs, ils n'hésitent pas à jeter de l'huile sur le feu, vendant des armes de toutes sortes aux deux pays belligérants. Dans tous les cas, le perdant n'est pas le capital, ce n'est pas le système capitaliste ; ce sont les masses prolétariennes, les populations civiles massacrées sous les bombardements, obligées de fuir comme des animaux apeurés ; des populations qui, en essayant de se réfugier dans des lieux et des pays où il n'y a pas de guerre, finissent toujours sous la coupe des mêmes brigands impérialistes qui ont stimulé et préparé la guerre.

Les prolétaires européens, directement impliqués dans la guerre russo-ukrainienne, vers qui se tournent tous les gouvernements pour les engager à endurer les sacrifices économiques et sociaux nécessaires pour aider l'Ukraine dans sa « guerre de défense », n'ont **aucun intérêt en commun** avec les bourgeoisies dominantes respectives qui, même à travers cette guerre, essayent, d'une part, de faire le plus d'affaires possible et de maintenir la reprise économique mise en danger par la guerre elle-même, en faisant peser le plus lourd fardeau du manque d'exportations sur les conditions de vie et de travail des prolétaires ; et d'autre part, essayent de lier encore plus leurs prolétariats à la collaboration de classe, nécessaire aux profits en temps de paix, mais encore plus indispensable en temps de guerre ; car lorsque viendra « l'appel aux armes », la bourgeoisie de tous les pays voudra avoir une organisation disciplinée, un prolétariat prêt à répondre aux besoins du capitalisme national en lutte avec les autres capitalismes nationaux concurrents.

L'intérêt historique des prolétaires est de se libérer de l'exploitation à laquelle ils sont soumis dans la société bourgeoise, de s'émanciper de l'esclavage salarié qui les oblige à se nourrir uniquement à condition de se soumettre à la production et aux rapports sociaux bourgeois et qui les contraint se transformer en chair à canon

(1) Cf. « Le sens du soutien militaire américain à l'Ukraine », <https://www.geopolitica.info/supporto-militare-americano-ucraina/>, 21/01/2022.

(2) Cf. « Embargo pour qui ? Depuis des années des armes « interdites » pour la Russie », *Il fatto quotidiano*, 17/03/2022.

chaque fois que la classe dirigeante entre en conflit armé avec des bourgeoisies étrangères. Cet intérêt historique, qui repose sur l'antagonisme de classe inhérent à la société capitaliste, devient la tâche qu'ont les prolétaires de tous les pays de révolutionner de fond en comble toute la société du capital.

La lutte pour vivre, ou plutôt pour survivre, que tout prolétaire est contraint de mener tout au long de sa vie sous la domination de la bourgeoisie, devient une **lutte de classe**, c'est-à-dire une lutte de tous les prolétaires en tant que salariés, quels que soient leur âge, leur sexe, de nationalité ou de profession, pour que le système économique et social qui les place dès leur naissance en position de classe soumise, de classe exploitée, de classe dominée, soit définitivement détruit pour laisser la place à un système économique et social dans lequel il n'y a plus classes dominantes et classe dominée, exploitation de l'homme par l'homme, donc antagonisme entre les classes, concurrence et guerres.

Cet objectif n'est pas une utopie, ce n'est pas un fantasme coupé de la réalité, pour la simple raison qu'il sera, à travers une révolution sociale, la résultante historique de la réalité capitaliste et de la société bourgeoise édifiée sur lui.

Le travail salarié est la caractéristique typique de la société bourgeoise, du capitalisme. Il n'existait pas avant la société bourgeoise, et il n'existera plus après la fin de celle-ci. Le travail associé et l'application de la science à la production avec ses révolutions techniques continues, donc la grande industrie, et l'universalisation des communications et des relations entre les différents pays du monde, constitueront la contribution fondamentale de la société actuelle à sa transformation en une société sans classes, sans valeurs d'échange, sans monnaie et sans concurrence commerciale; dans une société où il n'y aura plus de gaspillage, de productions nocives, de pollutions et de conflits entre pays et peuples parce que les **bases économiques** du gaspillage, des productions nocives, pollutions et des conflits entre pays et peuples auront été supprimées et remplacées par des bases économiques vouées à satisfaire ni les marchés, ni les capitaux, ni les bourses, ni les profits capitalistes dont ne bénéficie qu'une infime minorité de bourgeois au détriment de la vie des grandes masses du monde, mais les besoins vitaux des milliards de personnes qui habitent la planète.

Objectif historique grandiose, sans aucun doute; mais que seule la classe prolétarienne, véritable classe productrice de toutes les richesses de la société, pourra réaliser. Pour atteindre ce grand but, le prolétariat doit le faire sien, le ressentir comme une nécessité vitale; et pour cela le prolétariat doit lutter contre les ennemis qui l'empêchent d'emprunter cette voie, il doit se préparer à la lutte classiste, s'entraîner à lutter avec ses frères de classe, avec les prolétaires de tous âges, de toutes nationalités, hommes et femmes, pour acquérir une expérience directe en utilisant les moyens et les méthodes classistes de lutte (c'est-à-dire permettant la défense exclusive des intérêts prolétariens immédiats et généraux) afin de se reconnaître comme partie d'une seule grande armée internationale et de reconnaître ses ennemis de classe: pas seulement les capitalistes, les propriétaires de la terre, des produits, de l'argent, du

pouvoir politique, mais aussi les opportunistes, ceux qui se font passer pour les représentants des travailleurs, mais qui jouent en réalité le rôle de fossoyeurs de la lutte prolétarienne, de saboteurs de la lutte prolétarienne, qui nient l'indépendance de classe et soutiennent la collaboration des classes. Les enseignements de l'histoire dans ces domaines sont nombreux et font partie du bagage théorique et politique du seul véritable représentant des intérêts historiques du prolétariat sous tous les cieux: le **parti de classe**, le parti marxiste révolutionnaire, qui ne se laisse pas duper par la démocratie, ni tromper par la perspective d'un prétendu partage « plus équitable » des richesses sociales, et encore moins par cette petite dose de pitié et de bonté qui devrait exister au cœur de tout bourgeois, de tout capitaliste, de tout fauteur de guerre.

De même qu'est venu le moment pour la classe bourgeoise, dans sa lutte contre la noblesse aristocratique, contre le clergé et contre la monarchie, de renverser leur pouvoir et de les remplacer aux commandes de la société, accroissant le développement de la nouvelle économie capitaliste contre l'ancienne économie féodale et isolationniste; de même le moment viendra pour la classe prolétarienne, dans sa lutte contre toute oppression bourgeoise, contre toute oppression capitaliste économique et sociale, de renverser le pouvoir de la classe bourgeoise en tant que dernière classe représentative de la préhistoire de l'humanité, c'est-à-dire pour dire la dernière des sociétés divisées en classes opposées que l'humanité a connues au cours de son histoire millénaire.

Or, pour lutter contre les guerres bourgeoises, qui depuis plus de cent ans ne sont que des guerres de brigandage et d'impérialisme, ou les prolétaires parviennent à réagir contre la domination jusque-là incontestée des bourgeoisies impérialistes, ou ils sont condamnés à subir guerre après guerre, paix après paix, les conséquences de plus en plus tragiques des inévitables crises du capitalisme. La guerre bourgeoise ne résout pas la crise économique et politique qui l'a déclenchée, en la surmontant une fois pour toutes. La guerre bourgeoise se produit parce que la crise de surproduction, qui est caractéristique du développement du capitalisme et qui, dans la période historique de l'impérialisme devient de plus en plus profonde et aiguë, tente de faire revenir les conditions de concurrence entre États et entre concentrations monopolistes dans la situation précédente, à une situation où l'économie capitaliste se développe au lieu de se bloquer et de reculer. Mais c'est le système capitaliste lui-même, de par les caractéristiques de son économie fondée sur la propriété privée et sur l'appropriation privée de la richesse sociale produite, donc sur un système de concurrence de plus en plus forte et acharnée, qui, tout en surmontant momentanément le point le plus critique de crise de surproduction, engendre à nouveau des facteurs de crise encore plus graves et de plus grande ampleur. C'est l'histoire de toutes les crises capitalistes qui se sont produites jusqu'à présent.

La bourgeoisie ne pourrait pas surmonter les moments les plus critiques de ses crises, si elle n'avait pas le prolétariat à ses côtés, si les salariés - précisément parce qu'ils représentent la source de la valorisation du

capital, donc du profit - ne collaboraient pas, en « faisant leur part », c'est-à-dire en se sacrifiant à l'extrême, dans la précarité, le chômage, la misère, la mort au travail et à la guerre.

Par conséquent, si d'une part la collaboration des classes est la force de la bourgeoisie pour surmonter ses crises, c'est en même temps sa faiblesse sur laquelle le prolétariat peut et doit agir par sa lutte.

Sans une lutte sérieuse, ouverte et étendue contre la collaboration des classes, le prolétariat ne pourra jamais s'engager sur la voie de l'émancipation du capitalisme ; il restera toujours soumis aux exigences du capital, des marchés, du profit, et sera à chaque fois massacré uniquement et exclusivement pour le plus grand bien de la bourgeoisie.

La guerre russo-ukrainienne prouve une fois de plus que c'est précisément là le point crucial qui met le prolétariat dans la pire des situations : il se laisse massacrer sans avoir la force de réagir de manière indé-

pendante, au seul profit des capitalistes de l'un ou l'autre front.

Contre la guerre impérialiste, pour la reprise de la lutte de classe indépendante du prolétariat !

Contre la collaboration de classe, surtout avec sa propre bourgeoisie nationale ! Contre tout nationalisme !

Pour la réorganisation de classe et indépendante des prolétaires au-dessus des divisions de race, de nation, de sexe, d'âge, de profession !

Pour la révolution antibourgeoise et anticapitaliste !

6 juin 2022

(*"Le prolétaire"*, N° 545, Juillet-Août 2022 / *Prise position 6 Juin 2022* / *"Il comunista"*, N° 173, Aprile-Giugno 2022)

Guerre russo-ukrainienne : Par les armes, l'impérialisme exaspère le nationalisme de chaque pays

Le « fil du temps » de 1949 intitulé « Pacifisme et communisme » commence par ces mots :

« Dans la tradition des marxistes révolutionnaires, l'opposition au nationalisme et au militarisme, à tout bellicisme fondé sur la solidarité ouvrière avec l'État bourgeois en guerre pour les fameuses trois raisons frauduleuses est bien établie : la défense contre l'agresseur - la libération des peuples gouvernés par des États d'autres nationalités - la défense de la civilisation libérale et démocratique. Mais une tradition non moins solide de la doctrine et de la lutte marxistes est l'opposition au pacifisme, idée et programme très vague, mais qui, lorsqu'il n'est pas le masque hypocrite des fauteurs de guerre, se présente comme la stupide illusion se présente comme la stupide illusion de la recherche d'une entente entre courants et classes opposés pour « l'abolition de la guerre » et la « paix universelle », au lieu du développement et de l'approfondissement des luttes de classe. » (1)

Dans la guerre russo-ukrainienne, tous ces motifs frauduleux sont apparus, y compris la revendication pacifiste pour l'abolition de la guerre et pour la paix entre les peuples.

La défense contre l'agresseur : pour l'Ukraine bourgeoise et les impérialistes euro-américains, l'agresseur d'aujourd'hui est la Russie de Poutine, parce elle a franchi les frontières séparant les deux pays avec ses chars, envahissant l'Ukraine douce, pacifique et démocratique. Pour cette seule raison, pour le gouvernement de Kiev et les chancelleries impérialistes occidentales,

la « guerre de défense » est plus que justifiable, et la soutenir est un devoir pour le monde libre, pour le monde démocratique, pour le monde qui veut la « paix universelle ». Ainsi, la question de la guerre, en pleine époque impérialiste, est simplement réduite à une question d'« agression » et de « défense ». Du point de vue bourgeois et impérialiste - c'est-à-dire du point de vue des bourgeoisies, toujours en conflit et en guerre entre elles depuis qu'elles existent -, le formuler en ces termes

(1) Cf. « Pacifisme et communisme », un article de la série intitulée « Sur le fil du temps », publié dans le n° 13, 1949, du journal du parti de l'époque, « Battaglia comunista ». Cette série, qui s'est particulièrement attachée à critiquer tous les aspects de l'attaque de l'opportunisme, et de sa version la plus insidieuse, le stalinisme, contre le communisme révolutionnaire et sa glorieuse tradition (de Marx et Engels à Lénine, la Troisième Internationale de 1919-1921 et la Gauche communiste italienne), ne comprend pas moins de 136 articles, de 1949 à 1955. Ils peuvent être trouvés et téléchargés sur le site web du parti www.pcint.org (Rubrique « Textes et thèses », textes en italien, période « Restaurazione teorica e programmatica del marxismo, base indispensabile per la ricostituzione del partito comunista internazionale e nascita del partito (1945-1957) »). Voir aussi en français cet article dans « le prolétaire », n° 411, juin-juillet 1991

est logique ; cela fait partie de la propagande des bourgeoisies respectives. Du côté russe par exemple, l'agression est justifiée parce que le gouvernement de Kiev opprime la minorité russophone vivant principalement en Crimée et dans le Donbass (oppression linguistique, culturelle, administrative et politique). Donc cette « agression » (baptisée « opération militaire spéciale ») ne serait que la réponse militaire « de défense » de la minorité russophone qui a été attaquée par le gouvernement ukrainien au moyen de son armée et ses milices locales. Du côté ukrainien, la « guerre défensive » est justifiée parce qu'il s'agit de défendre l'intégrité territoriale de la nation, son « indépendance » proclamée après l'effondrement de l'URSS en 1991, son tournant démocratique et sa « liberté de choisir » avec qui s'allier : en l'occurrence, économiquement et politiquement, avec l'Union européenne et, militairement, avec l'OTAN. Il est évident que ce « choix » est favorable aux intérêts impérialistes des pays d'Europe occidentale, des États-Unis et des factions bourgeoises représentées par les gouvernements de Porochenko et de Zelensky, et opposé aux intérêts impérialistes de la Russie (que Poutine soit au gouvernement ou un autre, la substance ne change pas).

Défense de la civilisation libérale et démocratique : pour l'Ukraine bourgeoise, la civilisation libérale et démocratique n'est que l'idéologie dont sont revêtus les intérêts du capitalisme national, idéologie et intérêts qui sont à la base du nationalisme ukrainien par opposition au nationalisme russe, bien que tous les deux soient fondés sur le système économique, politique et social du capitalisme, avec tout ce que comporte la défense des intérêts des deux capitalismes nationaux concurrents en termes économiques et militaires, de traités et d'alliances internationales. La civilisation démocratique (qui a définitivement perdu son aspect « libéral » après la Seconde Guerre mondiale) n'est autre que la civilisation du capitalisme à l'époque de l'impérialisme, d'où la volonté congénitale de s'emparer de territoires économiques, de zones d'influence, d'annexions, et aussi d'affrontements militaires avec des bourgeoisies étrangères afin de défendre et de développer des débouchés pour ses capitaux et ses marchandises et, bien sûr, l'exploitation d'un prolétariat national assujéti et contrôlé.

À l'époque historique des redéfinitions nationales, lorsque les mouvements révolutionnaires nationaux ont renversé les anciens pouvoirs féodaux et aristocratiques, le nationalisme a exprimé le progrès historique autant sur le plan politique qu'économique. L'indépendance politique vis-à-vis des puissances impériales-féodales du XIXe siècle (comprendre la Prusse, l'Autriche-Hongrie, la Russie, le Japon) était l'objectif principal des bourgeoisies des peuples opprimés, et les guerres révolutionnaires pour renverser ces puissances étaient des guerres justes de ce point de vue du progrès historique. Dans les pays impérialistes, aux **guerriers belliqueux** qui veulent le soutien du mouvement ouvrier et de ses partis à l'État bourgeois et à sa guerre - comme le rappelle la citation qui débute cet article - s'opposent les **justes guerriers**, à savoir ceux qui appuient et soutiennent la guerre de libération nationale et qui, avec cette guerre, font avancer l'histoire. Les deux veulent

le soutien du prolétariat, ils le recherchent et le sollicitent par toute forme de propagande et tout acte de force, bien que les deux types de guerre ne soient pas comparables. Dans la longue phase historique du développement du nouveau mode de production capitaliste et de la classe bourgeoise, la guerre menée contre les puissances féodales n'était certainement pas « défensive », elle était nettement **offensive**, c'était une guerre **révolutionnaire** à laquelle le prolétariat était également intéressé, non seulement parce qu'il était martyrisé par l'exploitation et la répression, mais aussi pour se libérer des mille contraintes personnelles qui l'opprimaient. D'autre part, toute révolution a un caractère offensif, sinon ce ne serait pas une révolution. Mais les guerres que les États bourgeois mènent les uns contre les autres pour se partager les marchés ne sont pas des guerres révolutionnaires, ni celles d'agression ni celles de défense : elles sont, précisément, la continuation de la politique de conquête des marchés, politique menée par d'autres moyens, et précisément par des moyens militaires pour tous les belligérants.

Libération des peuples gouvernés par des États d'une autre nationalité : un peuple gouverné par un État d'une autre nationalité ne sera libéré que par la révolution ; il ne parviendra jamais à mettre fin à son oppression par le biais d'un processus de démocratisation, d'un référendum, de négociations pacifiques pour une « solution diplomatique », comme la bourgeoisie le propage, ni par des formes de guérilla partisane menée en fonction des intérêts des clans et des groupes sociaux qui se partagent des fragments de pouvoir local dans le cadre d'une exploitation plus large des ressources naturelles et de la force de travail. Elle n'y réussira même pas grâce à la guerre que d'autres États bourgeois mèneront, en brandissant la bannière de la « liberté pour les peuples opprimés », contre l'État qui les gouverne et les opprime, et qui, en fonction de la guerre, pousse son prolétariat à une « unité nationale » qui ne sert qu'à renforcer le pouvoir bourgeois et à maintenir en vie le système économique capitaliste, opprimant ainsi les prolétaires et les peuples plus faibles. Comme mentionné au point précédent, considérant que la fin de la deuxième guerre impérialiste a ouvert un autre front, celui des mouvements révolutionnaires nationaux des peuples coloniaux, les peuples opprimés n'avaient qu'une seule issue à l'oppression coloniale, celle de la révolution dans laquelle les masses de bourgeois, de paysans et de prolétaires avaient un intérêt historique commun : abattre le pouvoir des États colonialistes, conquérir l'indépendance politique et développer l'économie du pays dans un sens capitaliste, qui constitue la base de la lutte pour le socialisme, comme l'a montré le marxisme. La perspective révolutionnaire socialiste reste parfaitement intacte : le prolétariat des colonies a une tâche historique de classe qui va au-delà de l'indépendance politique et de l'économie bourgeoise, pour laquelle la voie qu'il doit emprunter diverge inévitablement de la voie nationale-révolutionnaire bourgeoise : en effet, c'est la voie de la révolution prolétarienne, anti-bourgeoise, une voie qui exclut l'oppression d'autres peuples, les annexions d'autres nations et, par conséquent, l'alliance avec tout État bourgeois, impérialiste ou non. **Le seul allié du prolétariat d'une nation est le prolétariat**

de tous les autres pays, parce que cette alliance est fondée sur des intérêts de classe qui sont internationaux en ce sens que le prolétariat de chaque pays est la seule classe sans réserve et sans patrie.

La force économique, financière, politique et militaire avec laquelle les capitalismes nationaux se font concurrence les uns les autres se mesure sur les marchés ; dans la phase impérialiste dans laquelle nous vivons depuis plus de cent ans, les forces déterminantes sont les grandes concentrations industrielles et financières, les grands monopoles et les grands États qui défendent leurs intérêts au niveau mondial. Dans l'affrontement entre ces intérêts impérialistes contradictoires, les petites nations, les demi-puissances régionales, tendent à s'organiser - sans toujours y réussir - sur les lignes de moindre tension afin de pouvoir survivre plus longtemps dans leur rôle de partenaires des grandes puissances mondiales et de bénéficiaire, grâce aux positions qu'elles ont prises, d'avantages qu'elles n'avaient pas auparavant. Dans le cas des républiques fédérées qui faisaient partie de l'URSS, avec la crise de 1989 qui s'est poursuivie jusqu'à son effondrement en 1991, à l'exception du Belarus, la plupart des pays d'Europe de l'Est, la Moldavie et l'Ukraine, ont été attirés entre 1999 et 2004 dans la sphère d'influence de l'Union européenne et, à travers elle, dans celle de l'OTAN, et donc des États-Unis d'Amérique. En 1991, non seulement l'URSS et son système de satellites se sont effondrés, mais l'alliance militaire du Pacte de Varsovie, créée en 1955 en opposition à l'avancée de l'OTAN en Europe, a également été inévitablement dissoute.

En l'espace de quelques années, la Russie s'est inévitablement retrouvée à la frontière occidentale avec les membres de l'OTAN : directement avec les États baltes, et indirectement, puisqu'il y a le Belarus, l'Ukraine et la Moldavie entre les deux, avec la Pologne, la République slovaque, la Hongrie et la Roumanie. Le seul pays qui entretient des liens économiques et politiques étroits avec Moscou est la Biélorussie ; en fait, elle soutient pleinement les initiatives militaires russes depuis 2014, avec l'annexion de la Crimée et la guerre actuelle en Ukraine.

La chute du mur de Berlin en 1989, l'annexion de l'Allemagne de l'Est par l'Allemagne de l'Ouest (appelée « réunification allemande »), l'effondrement de l'URSS en 1991, ont produit en Russie les mêmes conséquences qu'une guerre perdue. Mais en tant que grande puissance militaire qu'elle a toujours été, et par ailleurs grande puissance nucléaire, Moscou n'allait jamais rester sans rien faire et attendre d'être étouffée par les impérialistes euro-américains. Moscou possède, outre l'énergie nucléaire, de grandes quantités de pétrole, de charbon et de gaz qui constituent l'essentiel de ses exportations, tant vers la Chine que vers l'Europe occidentale, via une série de gazoducs qui traversent la mer Baltique, le Belarus et l'Ukraine. Le Belarus et l'Ukraine sont donc importants non seulement en raison de leur situation géographique et de leur production minière et agricole - le Belarus s'appuie sur une industrie technologique avancée, tandis que l'Ukraine est un grand exportateur de céréales et possède une expérience avancée en matière de technologie nucléaire, comme la Russie

- mais aussi parce qu'ils peuvent fournir à Moscou un important glacis de protection vers l'Europe occidentale, à l'ouest et au sud-ouest. Les événements historiques n'ont pas permis à la Russie de conquérir les Dardanelles et, par conséquent, de contrôler directement les flux commerciaux et militaires entre la mer Noire et la Méditerranée ; mais l'annexion de la Crimée, avec le tronçon de continuité territoriale jusqu'au Donbass qui fait l'objet des affrontements les plus dévastateurs de ce mois de guerre, avec le contrôle relatif de la mer d'Azov, lui permettrait d'augmenter sensiblement son poids dans les relations avec la Turquie et le Moyen-Orient, et donc avec tous les autres États impérialistes.

Les motivations impérialistes de la Russie sont certainement claires, quel que soit le clan d'oligarques au pouvoir ; les motivations de l'Ukraine, en revanche, sont beaucoup moins claires, d'autant plus qu'aucun pays de l'UE, ni les États-Unis, bien que généreux dans leurs déclarations de soutien politique, économique et même militaire, n'ont intérêt à entrer en guerre avec la Russie au sujet de l'Ukraine. Il ne s'agit clairement pas d'une guerre locale entre deux nations pour la conquête d'un morceau de terre, aussi important que soit ce morceau de terre. Il s'agit d'une guerre menée localement mais qui a de lourdes conséquences internationales parce qu'elle s'inscrit dans un théâtre géopolitique - l'Europe - où se sont déroulées les deux précédentes guerres impérialistes mondiales ; et parce que, la Russie étant un exportateur majeur de matières premières énergétiques de grande importance pour les pays européens, ses approvisionnements ne sont pas facilement et rapidement remplaçables.

Ni Berlin, ni Paris, ni Londres, ni Washington, ni Rome, et encore moins Moscou ou Pékin, n'ont aujourd'hui intérêt à provoquer une guerre mondiale ; aucun d'entre eux n'est prêt à la soutenir, ni économiquement ni militairement. Il est certain que dans le désordre mondial qui suit la désintégration de l'URSS, les différentes puissances impérialistes tentent de tester la résistance des anciennes alliances et la possibilité de nouvelles alliances de guerre. Ils sont tous prêts à effectuer des exercices, des manœuvres, des opérations militaires simulant des attaques, des débarquements, et dans lesquels ils testent les armements les plus sophistiqués et diverses tactiques militaires, sur terre, en mer ou dans les airs ; c'est d'ailleurs ce qu'ils ont fait jusqu'à présent sur les différents théâtres de guerres locaux (des guerres de Yougoslavie à l'Afghanistan, de la Libye à l'Irak et à la Syrie, de la Tchétchénie au Tchad au Soudan, du Congo à l'Ouganda, du Burundi au Yémen).

Que l'affrontement entre les puissances impérialistes se déroule au travers de guerres locales n'enlève rien au fait qu'il s'agit de guerres impérialistes, même si elles ne sont pas mondiales dans le sens où l'affrontement n'a pas encore atteint la guerre directe entre les puissances impérialistes visant à diviser le monde en zones d'influence précises.

Plus le choc de la guerre s'approche et pénètre en Europe, comme déjà avec les guerres de Yougoslavie, plus s'élève la propagande de la défense de la patrie. Dans le cas de la guerre russo-ukrainienne, la défense

de la patrie est un mot d'ordre pour les deux pays belligérants : La Russie qui se « défend » de l'avancée aux portes de l'alliance militaire occidentale, l'OTAN, et qui « défend » les populations russophones vivant en Ukraine de l'oppression politique et culturelle et de la répression appliquées depuis des années par les gouvernements de Kiev ; l'Ukraine qui « défend » son actuelle « intégrité territoriale » (d'ailleurs jamais conquise par une révolution bourgeoise à la française contre le tsarisme) de l'invasion des chars russes, après s'être louée à l'impérialisme occidental concurrent. Qui a lancé la première attaque, ou qui a commencé la guerre en premier, cela n'a pas d'importance décisive pour les communistes révolutionnaires, cela ne change pas leur perspective et leur tactique. À ce sujet, parmi les nombreux écrits de Lénine sur la guerre, nous voudrions en mentionner un, peu connu mais très clair. Il s'agit des résolutions écrites par Lénine et adoptées lors de la « Conférence des sections à l'étranger du POSDR » qui s'est tenue à Berne entre février et mars 1915 (2).

Après avoir brièvement décrit le contenu réel de la guerre impérialiste en cours, Lénine poursuit en exposant le contenu de la critique marxiste, valable pour toutes les guerres impérialistes :

« L'histoire économique et diplomatique des dernières décennies montre que les deux groupes de nations belligérantes ont méthodiquement préparé une guerre précisément de ce genre. Quant à savoir quel groupe a déclenché le premier les hostilités ou déclaré la guerre le premier, cela n'a aucune importance lorsqu'il s'agit de déterminer la tactique des socialistes. Les phrases sur la défense de la patrie, la résistance à l'invasion ennemie, la guerre défensive, etc., ne servent, de part et d'autre, qu'à duper le peuple. »

La critique marxiste, en effet, avait déjà encadré historiquement les guerres nationales, celles qui ont eu lieu en Europe de 1789 à 1871 ; celles-ci, écrit Lénine, « étaient l'expression de mouvements nationaux de masse, d'une lutte contre l'absolutisme et le système féodal, pour l'abolition de l'oppression nationale et la création d'États sur une base nationale, condition préalable du développement capitaliste. L'idéologie nationale engendrée par cette époque a laissé des traces profondes dans la masse de la petite bourgeoisie et dans une partie du prolétariat. C'est ce dont profitent actuellement, à une époque toute différente, celle de l'impérialisme, les sophistes de la bourgeoisie et les traîtres au socialisme qui rampent à leur suite, afin de diviser les ouvriers et de les détourner de leurs tâches de classe et de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. »

Il ne fait aucun doute que les sophistes de la bourgeoisie - comprenez ses intellectuels, ses propagandistes, ses adorateurs - et les traîtres au socialisme et au communisme, face aux crises de guerre, ont d'autant plus poursuivi leur travail pour détourner les masses prolétariennes de la lutte pour leurs intérêts de classe, soit sur le terrain immédiat que sur le terrain plus général. Le mouvement prolétarien international a été frappé de plein fouet par la contre-révolution bourgeoise qui, prenant la forme de la « construction du socialisme dans un seul pays » chère au stalinisme et à ses épigones,

l'a en fait rejeté plus de cent ans en arrière, au point de détruire complètement la mémoire des luttes révolutionnaires dont il a été le protagoniste dans les premières décennies du 20^e siècle et qui ont abouti à sa victoire lors de l'Octobre russe de 1917, bien que dans un pays capitaliste arriéré.

Aujourd'hui, les paroles de Lénine, comme celles, en continuité organique avec les siennes, répétées mille fois par la Gauche communiste italienne, paraissent être des paroles en l'air, comme si elles n'avaient aucun rapport sur la réalité concrète que le prolétariat a sous les yeux. Ces traces profondes de l'idéologie nationale, rappelées par Lénine, et que le stalinisme a enracinées encore davantage dans des couches de plus en plus larges du prolétariat, travaillent toujours en faveur de la défense de l'État bourgeois, de la patrie bourgeoise et du système économique capitaliste. Le mouvement de classe du prolétariat international et son parti de classe étant détruits, les générations de prolétaires d'aujourd'hui n'ont pas reçu les leçons que les prolétaires des années 1920 ont vécues directement dans leur propre chair. Les forces contre-révolutionnaires de la conservation sociale ont jusqu'à présent réussi à effacer ces expériences, ces leçons, de la mémoire du prolétariat. Cette guerre de rapine voit, d'une part, l'impérialisme russe conquérir un territoire économique perdu il y a trente ans et, d'autre part, le capitalisme national ukrainien, soutenu par les adversaires impérialistes occidentaux de Moscou, jouant le rôle de bastion avancé de l'impérialisme euro-américain désireux d'élargir les territoires économiques déjà conquis après l'effondrement de l'URSS en 1991, et, d'autre part encore, l'impérialisme chinois assis comme un invité de marque à une hypothétique table de négociation pour le partage des zones d'influence actuellement concentrées dans la région de l'Europe de l'Est et du Moyen-Orient. Cela montre que l'Europe redevient l'une des zones de tempête les plus contestées au monde.

En 2014 déjà, au moment de l'annexion de la Crimée, la Russie, qui cherchait à prendre pied en Europe occidentale, avait proposé à la Pologne, à la Roumanie et à la Hongrie la partition de l'Ukraine. La Russie voulait non seulement la Crimée pour elle-même, mais aussi les régions du sud et de l'est (Odessa, l'ensemble du Donbass et la région de Kharkiv), tandis que la Pologne devait obtenir cinq régions occidentales (Lviv, Volhynie, Ivano-Frankivsk, Ternopil et Rivne), la Roumanie la région de Èernivci et la Hongrie la région de Transcarpathie, réduisant ainsi le territoire de l'Ukraine à moins de la moitié de ce qu'il était après l'effondrement de

(2) Cf. Lénine, « La conférence des sections à l'étranger du parti ouvrier social-démocrate russe », dans les OC, Tome 21, Editions Sociales, Paris 1960. Cette conférence s'est tenue à Berne du 27 février au 4 mars 1915. Les participants sont des représentants bolcheviques des sections étrangères de Paris, Zurich, Genève, Berne et Lausanne, tandis que Lénine représente le Comité central et l'organe central du parti, le « Social-Démocrate ». Il était rapporteur pour le thème principal de cette conférence, « La guerre et les tâches du parti ».

l'URSS (3). Bien sûr, Cette loufoquerie n'a pas été suivie puisque les trois pays appartiennent à l'OTAN et que ce document, qui devait évidemment rester secret, a été révélé. Mais même à cette époque, la Russie avait déjà déplacé jusqu'à 100.000 soldats aux frontières de l'Ukraine, prêts à envahir le pays... En 2014, les bases de la guerre russo-ukrainienne d'aujourd'hui étaient déjà posées.

Plus d'un mois après son début, le déroulement de la guerre actuelle montre comment, des prévisions erronées ont été faites des deux côtés. La Russie de Poutine a cru, selon toute vraisemblance, pouvoir mettre en œuvre une guerre éclair, qui parviendrait en quelques semaines à forcer Kiev à capituler face aux exigences de Moscou (reconnaître l'annexion de la Crimée et des républiques autonomes du Donbass, s'éloigner de l'OTAN comme l'avait fait la Finlande, et procéder à la « démilitarisation », c'est-à-dire pas d'armes lourdes et nucléaires). La Russie, par contre, ne s'attendait pas à la formation d'un bloc aussi rapide des pays européens et des Etats-Unis, grâce auxquels ont été appliquées de fortes sanctions économiques et financières qui la mettent en sérieuse difficulté, et dont les conséquences retomberont inexorablement sur les conditions d'existence des prolétaires russes. L'Ukraine de Zelensky pensait très probablement qu'elle pouvait également impliquer les pays européens et les États-Unis sur le plan militaire, en tirant parti de leur intérêt à contenir la Russie à l'intérieur des nouvelles frontières créées par la chute de l'URSS, même par la force. Il est certain que l'Union européenne est intéressée par l'intégration dans son espace d'un pays comme l'Ukraine (48 millions d'habitants sans compter les quelque 3 millions de Crimée et de Sébastopol), pour diverses raisons : pour le marché qu'il représente, pour son développement industriel (sidérurgie, chimie, nucléaire, haute technologie, etc.), et pour son développement agricole (elle est fortement exportatrice de céréales). De toute évidence aussi, les États-Unis pour qui elle représenterait un nouvel avant-poste de l'OTAN à partir duquel ils pourraient contrôler de plus près la flotte russe de la mer Noire basée à Sébastopol. La résistance non seulement de l'armée ukrainienne, mais aussi de sa propre population qui, de semaine en semaine, s'est transformée en milice partisane, a en partie surpris les stratèges russes qui, d'après ce qui ressort des rapports de divers journalistes, ont envoyé à la guerre des soldats très jeunes et inexpérimentés. Donc, de la chair à canon des deux côtés, dans quel but ? Dans le but de maintenir un pouvoir bourgeois à Kiev entièrement plié aux exigences impérialistes euro-américaines ou, au contraire, aux exigences impérialistes de Moscou, de type gouvernement Ianoukovitch.

Au cours de ces huit années, la guerre russo-ukrainienne de « faible intensité » avec ses 20.000 morts, est passée à une guerre de « haute intensité » bien plus meurtrière encore. La destruction des villes, le massacre systématique de la population et la fuite de 8 à 10 millions de personnes des villes et villages dévastés, dont la moitié a déjà rejoint les pays voisins, la Pologne, la Slovaquie, la Moldavie, la Roumanie et la Hongrie, tandis que l'autre moitié erre à l'intérieur du pays, d'une région à l'autre, à la recherche d'un endroit pour se

nourrir et survivre, sont l'évidence dramatique de cette transformation guerrière. Mais, comme ce fut le cas lors des précédentes guerres en Syrie, en Irak, en Libye, aux dévastations de la guerre suivra une situation d'incertitude permanente, de tensions jamais résolues, d'une « paix armée » qui sera le signe avant-coureur de nouveaux affrontements guerriers.

Les « négociations » n'apporteront pas de résultats définitifs, car les discordances inter-impérialistes ne se résorberont pas, sinon temporairement par des actes de force des deux côtés. Trop souvent dans l'histoire du développement capitaliste européen, un pays clé pour les équilibres (et les déséquilibres) entre les puissances européennes, comme il fut un temps la Pologne, et comme l'Ukraine ces dernières décennies, subit les conséquences de la guerre entre des puissances plus fortes : il est attaqué, démembré, recomposé, utilisé comme monnaie d'échange à des fins qui n'ont rien à voir avec les intérêts de la nation en question. D'autant plus que le nationalisme polonais, comme le nationalisme ukrainien, comme du reste tout nationalisme aujourd'hui, n'a de sens que pour tromper les masses prolétariennes, pour les faire plier aux seules exigences bourgeoises et capitalistes, pour détourner les prolétaires de tous pays de la lutte de classe vers la lutte pour la défense de la patrie, de l'économie nationale, pour la défense d'un système politique et économique qui repose exclusivement sur l'exploitation la plus effrénée de la force de travail prolétarienne, sur sa chair et son sang.

Du point de vue de leurs intérêts de classe, les prolétaires russes et ukrainiens, directement impliqués dans cette guerre, sont complètement désarmés. Continuellement trompés sur la capacité du système économique capitaliste à se remodeler pour répondre aux besoins des masses, et après avoir été trompés pendant des décennies sur un socialisme jamais réalisé et identique comme une goutte d'eau au capitalisme, ils sont entraînés dans la guerre comme des bêtes à l'abattoir, convaincus ou non, de part et d'autre du front, qu'ils doivent « défendre la patrie ». Et les prolétaires européens et américains, bombardés par une propagande de guerre insistante contre Poutine, le méchant agresseur, le criminel, le terroriste du moment, sont également entraînés dans une opération d'unité nationale qui sert les pouvoirs bourgeois tant dans l'immédiat - pour la relance économique après la crise pandémique - que pour les guerres futures.

Les prolétaires de chaque pays, que l'on prépare à

(3) Cf. « *La proposition de la Russie à la Pologne : «Partageons ensemble l'Ukraine»* », l'Unità, 24 mars 2014 ; également dans « *La Russie propose la partition de l'Ukraine à la Pologne, la Roumanie et la Hongrie* », 24 mars 2014, Wikinotizie ; nouvelles données par la chaîne de télévision polonaise TVP, également le 24 mars, annonçant un document envoyé par le vice-président de la Douma russe Jirinovski complet avec une carte : Mapa uwzględniająca propozycje Żyrinowskiego (TVP), <https://pbs.twimg.com/media/BjeTDJfCUAANRFX.jpg:large>.

la guerre impérialiste, n'ont et n'auront qu'une seule issue : la voie de la révolution de classe, celle indiquée par le marxisme et empruntée par les prolétaires français avec la Commune de Paris en 1871, par les prolétaires russes en 1905 et à nouveau, de façon beaucoup plus claire, en 1917, par les prolétaires allemands, hongrois, italiens, serbes pendant et immédiatement après la première guerre impérialiste mondiale, par les prolétaires chinois lors des soulèvements de Shanghai et de Canton en 1927 : Pendant une soixantaine d'années, le prolétariat européen, russe et chinois a secoué les chancelleries du monde entier avec un mouvement révolutionnaire visant non pas à des changements de gouvernement, non pas à établir des régimes démocratiques bourgeois, encore moins de faux socialismes, mais à la révolution de toute la société mondiale de haut en bas. Le but de la révolution prolétarienne est gigantesque, tout comme est gigantesque l'oppression bourgeoise de toute l'humanité.

Contre la guerre bourgeoise, contre la guerre impérialiste, le pacifisme a montré son échec total : d'une part parce que la force armée de la classe bourgeoise ne peut être arrêtée et vaincue que par la force armée de la classe prolétarienne, et d'autre part parce que dans le rapport avec la « défense de la patrie », tout mouvement pacifiste s'est alors transformé en guerrier-justicier, participant activement aux opérations bellicistes.

Lénine, dans le document mentionné ci-dessus (4), déclare clairement : « *Le pacifisme et la propagande abstraite de la paix sont une des formes de mystification de la classe ouvrière. En régime capitaliste, et surtout en phase impérialiste, les guerres sont inévitables* ». La propagande de paix, avant, pendant et après la guerre impérialiste, ne sème que des illusions, corrompt le prolétariat « *en lui inculquant la confiance dans l'humanitarisme de la bourgeoisie et en faisant de lui un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des nations belligérantes* ». En effet, que se passe-t-il

Lénine sur la guerre

« Rappelons les Principes fondamentaux de la doctrine socialiste, altérés par les kautskistes. La guerre est la continuation, par les moyens de la violence, de la politique menée par les classes dominantes des puissances belligérantes bien avant l'ouverture des hostilités. La paix est la continuation de cette **même** politique, **compte tenu** des changements intervenus dans le rapport des forces adverses à la suite des opérations militaires. La guerre ne modifie pas par elle-même le sens dans lequel se développait la politique avant qu'elle ne commence ; elle ne fait qu'**accélérer** ce développement. »

(Extrait de : « À propos du « Programme de paix », Lénine, « Social-Démocrate », n° 52, 25 mars 1916; voir Œuvres Complètes, Tome 22, p. 177)

dans les réunions de la diplomatie russe et ukrainienne pendant que les deux nations belligérantes se bombardent mutuellement ? Ils apportent à la table des négociations le poids de leurs prolétaires respectifs massacrés, de leurs villes perdues et reconquises, et appellent à témoigner de leur « volonté de paix » tout en se faisant la guerre, et que l'un ou l'autre des médiateurs sorte victorieux de la guerre, ce n'est qu'un représentant des intérêts bourgeois. Des médiateurs, soit dit en passant, qui sont des représentants d'États massacreurs de peuples coloniaux et de prolétaires et qui se sont armés et s'arment jusqu'aux dents, précisément en prévision de guerres dans lesquelles ils sont ou seront directement impliqués. Les cas d'Israël, massacreur de Palestiniens depuis 1948, de la Turquie, répresseur et massacreur de Kurdes depuis 1980, sont là pour prouver que les intérêts bourgeois et impérialistes ne font aucune différence entre les massacreurs d'hier et d'aujourd'hui : l'important est que les situations contingentes ne viennent pas contrarier les desseins des grandes puissances car, en fin de compte, ce sont elles qui définissent le nouvel ordre mondial. A moins que, avant, pendant ou immédiatement après la guerre impérialiste mondiale, ce soit la révolution prolétarienne qui brise les desseins des puissances impérialistes, comme ce fut le cas lors de la première guerre impérialiste mondiale. Pour les communistes révolutionnaires, c'est la seule perspective pour continuer à garder intacte la théorie marxiste et à lutter contre toutes les formes d'opportunisme et de collaborationisme afin que le prolétariat reconquière le terrain de la lutte des classes, retrouve son parti de classe, sa direction révolutionnaire, donc la capacité de mener à bien la grande tâche historique d'écraser définitivement la société de la propriété privée, de l'appropriation privée de toutes les richesses produites par le travail humain, de la marchandisation de toute activité et de tout sentiment humain, de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour engager la société dans un développement incessant des forces productives en harmonie avec les lois de la nature.

C'est pourquoi le mot d'ordre qui, à l'époque de Lénine, est devenu le mot d'ordre de tous les prolétaires du monde : *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile*, devra redevenir le mot d'ordre de demain. **Prolétaires de tous les pays unissez-vous**, ne doit plus être une phrase écrite sur des drapeaux pacifistes ou faussement communistes que l'on agite pour tromper les prolétaires, mais doit être l'appel aux armes, l'appel des prolétaires du monde entier à la lutte révolutionnaire, pour établir la dictature de la classe prolétarienne, seul moyen de vaincre définitivement la contre-révolution bourgeoise et de conduire la société mondiale au socialisme.

Aujourd'hui, cette perspective apparaît comme fantaisiste, déconnectée de la réalité, si ce n'est comme une défaite de l'histoire décrétée par l'effondrement de l'URSS et la fin du « communisme ». C'est ce que prétend la propagande des sophistes bourgeois et des

(4) Cf. « *La conférence des sections à l'étranger du parti ouvrier social-démocrate russe* », op. cit.

traîtres à la cause prolétarienne. Mais la bourgeoisie sait, parce qu'elle aussi a tiré les leçons des révolutions prolétariennes du passé, que son véritable ennemi historique, l'ennemi le plus dangereux de tous, est le prolétariat à condition qu'il renaisse en tant que *classe pour soi*, en dépassant complètement la condition de classe *pour le capital*. La classe prolétarienne n'est pas un ennemi mort et enterré, car le capitalisme ne vit qu'à condition d'exploiter la force du travail salarié, et le développement du capitalisme est en même temps le développement des masses prolétariennes. Aussi vaincue qu'elle soit, pliée aux exigences du capital, détournée de ses véritables intérêts de classe, aussi effacée que soit sa « mémoire récente », qui d'un point de vue historique peut avoir cent ou deux cents ans, ce sont

les contradictions mêmes du capitalisme qui redonneront au prolétariat sa mémoire de classe, une mémoire passée qui dans la dialectique du développement social humain ne meurt jamais, la mémoire de son cours historique déterminé par les conditions matérielles qui l'ont fait naître, se développer en tant que classe salariale et lutter pour dépasser toute société divisée en classes, pour enfouir toute classe sociale dans ce qu'Engels appelait la préhistoire de la société humaine (formée précisément de sociétés divisées en classes), pour finalement ouvrir son histoire.

(“*Le prolétaire*”, N° 546, Sept.-Oct.-Nov. 2022 ; N° 547, Déc. 2022–Janvier-février 2023 / “*Il comunista*”, N° 172, marzo 2022)

Dans son affrontement avec l'impérialisme américain et les impérialismes européens, l'impérialisme russe lance ses troupes à la reconquête territoriale de zones stratégiques de l'Ukraine : après la Crimée, le Donbass, puis Odessa ?

Depuis huit ans, des affrontements armés ont lieu en Ukraine dans la région du Donbass, notamment dans les provinces de Lougansk et de Donetsk, entre les séparatistes russophones et l'armée ukrainienne, en dépit des accords de Minsk de 2014 et de Minsk II de 2015, qui ont fait l'objet d'un grand battage médiatique ; ils impliquaient l'Ukraine, la Russie, l'OSCE, les représentants des deux « républiques populaires » autoproclamées de Lougansk et de Donetsk et, dans les accords de Minsk II, également la France et l'Allemagne. Selon les médias, pas moins de 22 000 personnes sont mortes au cours de ces huit années de guerre de « basse intensité ».

Il était clair dès le début que ces accords n'avaient aucune chance d'être respectés par l'une ou l'autre des parties directement concernées – Ukraine, Russie, séparatistes russophones –, à tel point qu'il a fallu un Minsk II qui n'a pas davantage apporté la paix. De la part de Kiev, l'engagement de reconnaître aux deux « républiques » de Lougansk et de Donetsk la grande autonomie promise, tout en maintenant une forte présence de sa propre armée, n'a pas été respecté ; de la part de ces deux « républiques », avec derrière elles la Russie en tant que véritable protagoniste, les attaques contre l'armée ukrainienne, considérée comme « occupante » de la partie occidentale des provinces de Lougansk et de Donetsk, n'ont jamais cessé. En réalité, comme le souligne notre prise de position du 25 décembre dernier (1), la véritable cause de l'affrontement dans le Donbass est à rechercher dans le fait que cette région est absolument stratégique tant pour la Russie que pour

l'Ukraine d'un point de vue économique et politique et, du point de vue des contrastes inter-impérialistes, également pour les impérialismes européen et américain. Elle l'est, en effet, pour l'OTAN et l'Union Européenne, depuis qu'en 1991 – après l'effondrement de l'URSS – tous les pays qui faisaient partie de l'empire russe s'en sont détachés, devenant indépendants de Moscou. Mais à l'ère impérialiste, l'indépendance d'un pays par rapport aux autres, et surtout par rapport à l'impérialisme qui le dominait auparavant, reste un désir abstrait. Il y a tellement d'aspects économiques, financiers, politiques et militaires qui déterminent la politique intérieure et extérieure d'un État que celui-ci – surtout s'il se trouve dans une zone géopolitique de grande importance dans les rivalités inter-impérialistes, comme l'Europe de l'Est, est obligé de vendre son « indépendance », et donc son territoire, son économie et son gouvernement, à l'un des pôles impérialistes qui peut le mieux favoriser ses intérêts nationaux ou, au moins, le protéger des convoitises des pays ennemis. Bien entendu, le degré de soumission d'un État à un impérialisme plus puissant dépend d'une série de facteurs politiques et économiques qui varient en fonction des rapports de force entre les différents impérialismes qui dominent le marché international et, par conséquent, le monde, et du degré

(1) Voir aussi ci-après « Tensions à la frontière ukrainienne : seul le prolétariat peut mettre fin aux affrontements impérialistes »

de faiblesse du pays soumis.

Dans le cas des anciennes républiques « populaires » et « démocratiques » d'Europe de l'Est qui faisaient partie de l'empire russe – et que la contre-révolution stalinienne, déformant totalement le marxisme, présentaient comme « socialistes » – la transformation des satellites de Moscou en satellites de l'Union Européenne et des États-Unis a pris environ quinze ans. Elle a commencé par l'intégration de l'Allemagne de l'Est dans l'Allemagne de l'Ouest (après la chute du mur de Berlin en 1989) et s'est poursuivie avec la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie (divisée pacifiquement en République tchèque et en Slovaquie), la Bulgarie, les États baltes, etc., tandis que d'autres pays, comme la Biélorussie et l'Ukraine, ont continué à être soumis beaucoup plus directement à une forte influence de Moscou, malgré leur « indépendance ».

Cette longue transmigration a entraîné, outre l'intégration de nombre de ces pays dans l'Union européenne, l'affiliation de beaucoup d'entre eux à l'OTAN (République tchèque, Hongrie, Pologne, Bulgarie, Estonie, Lituanie, Lettonie, Roumanie, Slovaquie).

L'OTAN, l'Alliance Atlantique militaire, a été fondée en 1949 par les États-Unis et onze autres pays d'Europe occidentale. En 1955, l'Allemagne de l'Ouest adhéra à l'Alliance ; c'est alors que Moscou, voyant les forces militaires de l'OTAN stationnées aux portes de l'Allemagne de l'Est – notoirement le côté le plus stratégique des frontières européennes du fameux « rideau de fer » – s'est empressée d'unir, dans ce qui est devenu le Pacte de Varsovie, les forces armées de l'URSS et des autres pays d'Europe de l'Est qui faisaient partie de ses dominions occidentaux (Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie), constituant ainsi un important rideau défensif contre des attaques terrestres et aériennes tout au long d'une ligne allant des frontières des États baltes à la mer Noire.

Avec l'effondrement de l'URSS, le Pacte de Varsovie s'est dissous et le rideau défensif formé par les pays de ce Pacte a disparu ; la grave crise économique et politique connue par la Russie dans les années 1990 l'a contrainte à se replier à l'intérieur des seules frontières de la Fédération de Russie, en essayant de maintenir et de consolider les liens avec les groupes ethniques russes qui vivaient dans certains pays (pays baltes, Biélorussie, Moldavie, Ukraine).

Il suffit de regarder une carte pour comprendre qu'en étant présente en Biélorussie et en Ukraine, la Russie dispose encore, d'un point de vue militaire, d'une zone tampon efficace, et d'un point de vue économique, surtout en ce qui concerne l'Ukraine, d'un excellent allié tant pour la production agricole que pour la production industrielle et énergétique. De toute évidence, Moscou n'a pas vu d'un bon œil l'inclinaison de l'Ukraine à intégrer l'Union européenne, sans parler de l'OTAN. Tout comme la Maison Blanche n'avait pas du tout apprécié en 1962 l'installation de missiles russes à Cuba, elle n'apprécierait pas du tout l'installation de missiles américains en Ukraine si celle-ci rejoignait l'OTAN. En 1962, l'Amérique menaçait de faire la guerre à la Russie, déclenchant ainsi une guerre mondiale ; soixante ans plus tard, en 2022, la Russie, en occupant l'Ukraine, cherche à prévenir l'installation de missiles américains

en Ukraine... « pour éviter une guerre mondiale »...

À l'heure où les pays européens ont montré qu'ils n'avaient pas la capacité, ou l'intérêt, de s'unir politiquement étant donné la concurrence inter-impérialiste féroce entre eux, y compris entre l'Allemagne et la France, et à l'heure où même les États-Unis rencontrent de sérieuses difficultés à maintenir leur suprématie politique dans le dit « monde occidental », la Russie ose des opérations qu'elle n'aurait même pas imaginées il y a seulement quinze ans. Ses interventions en Syrie et en Libye, son « alliance » subtile avec la Turquie, en profitant de l'ambition d'Ankara de se tailler une place parmi les puissances régionales du Moyen-Orient, ainsi que la conduite désastreuse de la guerre américano-européenne en Irak, en Libye, en Syrie et en Afghanistan, signent une série de pas que l'impérialisme russe, historiquement expert à attendre patiemment de se mouvoir (avec le « Général hiver » comme allié supplémentaire), est en train d'accomplir pour récupérer au moins une partie de son ancienne puissance impérialiste.

Mais l'impérialisme n'a de force que s'il repose sur des bases économiques et financières solides. Et l'impérialisme russe ne peut rivaliser en force économique et financière avec l'impérialisme américain. En revanche, il est doté d'une puissante force militaire, et notamment nucléaire, et c'est cet aspect qui inquiète Washington, Berlin, Paris, Londres et Rome et sur lequel il mise évidemment.

Le territoire russe s'étend de l'Europe à l'Asie ; cette immensité sur deux continents s'est avérée être à la fois une force (en cas d'attaque, par exemple par l'ouest, il est possible de se replier sur un vaste territoire pour réorganiser ses forces et contre-attaquer), mais aussi une faiblesse (en cas d'attaque des deux côtés, de l'est et de l'ouest, il est beaucoup plus difficile d'organiser la contre-attaque). Mais occuper la Russie, prendre Moscou (ce qui reviendrait dans le cas français la France à prendre Paris), n'a jamais été une tâche facile ; Napoléon a essayé, l'Empire allemand l'a tenté pendant la première guerre mondiale, l'Allemagne nazie a essayé aussi lors de la deuxième guerre mondiale, mais personne n'y a réussi.

Une seule force a réussi à renverser le pouvoir en Russie, alors centré à Petrograd : la révolution prolétarienne et communiste de 1917 ; cette force représentait le fer de lance de la révolution mondiale qui visait à renverser les pouvoirs bourgeois non seulement en Russie mais aussi à Varsovie, Budapest, Berlin, Vienne et ensuite à Paris, Londres, en vue de la révolution en Orient, en Chine, et dans l'Occident profond, en Amérique. Ce grand dessein révolutionnaire ne s'est pas réalisé, non seulement parce que les puissances impérialistes européennes et américaines ont résisté et contre-attaqué avec une force décuplée (comme le soutenait Trotsky), mais surtout à cause de l'œuvre de l'opportunisme réformiste et, plus tard, stalinien, qui, tel un cancer, a débilité le prolétariat, sa lutte et les partis qui étaient censés le guider et le diriger dans tous les pays, jusqu'à les effacer de l'horizon pendant des décennies.

Au cours des cinquante dernières années qui nous séparent de la grande crise mondiale de 1975 et de la fin des grands mouvements anticoloniaux, nous avons assisté à une interminable série de guerres locales,

régionales, voire tribales, dans lesquelles les différentes puissances impérialistes ont été constamment impliquées, directement ou indirectement. Ces guerres ont presque toujours eu lieu à la « périphérie » de l'impérialisme, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans les territoires où la domination coloniale la plus brutale s'est exercée pendant des siècles, tandis que l'Europe occidentale et l'Amérique apparaissaient comme des lieux où régnait la paix, continuant à faire croire aux prolétaires des métropoles que cette paix dans laquelle ils vivaient était due à la démocratie, à la civilisation moderne et au développement capitaliste. Mais ce développement, de même qu'il conduisit à la crise mondiale de 1975, déboucha sur l'effondrement de l'URSS et sur les heurts en Yougoslavie, qui s'est également effondrée sous les coups de la crise économique et de la guerre entre nationalismes retrouvant une force nouvelle : alors, disait-on, la guerre frappe aux portes de l'Europe – et elle l'a fait pour toute une décennie.

Aujourd'hui, elle frappe à nouveau, toujours aux portes de l'Est, cette fois en Ukraine, mais, contrairement à la décennie yougoslave (1991-2001), aucun impérialisme occidental, pas même les Etats-Unis, n'entend s'impliquer militairement dans la défense de la très sainte souveraineté nationale de Kiev !

La Russie a bien calculé son timing : elle a laissé la porte ouverte aux discussions diplomatiques et, en même temps, elle a massé 170 à 190 mille soldats aux frontières de l'Ukraine, prêts à intervenir – comme l'ont fait à maintes reprises les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne – en tant que « forces d'interposition » ; non pas en tant que forces d'occupation mais en tant que forces militaires défendant la « souveraineté » des deux républiques autoproclamées, officiellement reconnues quelques jours auparavant par la Douma russe. Le prétexte de l'attaque militaire de grande ampleur était sur la table ; Poutine n'a eu aucun mal à l'utiliser pour justifier l'intervention militaire, dont il a annoncé les deux objectifs : protéger la population des deux républiques séparatistes du Donbass de la répression ukrainienne, et démilitariser l'Ukraine du pouvoir « nazi » du gouvernement de Kiev.

La réaction américaine s'est réduite à la menace de sanctions, plus dures que celles déjà mises en place en 2014 lors de la prise de la Crimée par la Russie, tant sur le plan économique que financier . Après la rebuffade reçue par Macron et Scholz, qui s'étaient précipités à Moscou pour dissuader Poutine d'envahir l'Ukraine, l'Union européenne a rejoint Washington : sanctions, sanctions, sanctions.

Les intérêts commerciaux et financiers de l'Allemagne, de l'Italie, de la France, de la Pologne et de beaucoup d'autres pays européens avec la Russie ont un poids important, et pas seulement en ce qui concerne le gaz naturel qui, à travers les nombreux gazoducs existants, arrive en Europe occidentale pour couvrir environ 40% de ses besoins énergétiques : un pourcentage qui ne peut être garanti que par la Russie, et qui pourrait même augmenter lorsque Nord Stream 2, le gazoduc déjà prêt et qui, au fond de la mer Baltique, arrive de la Russie directement en Allemagne sans passer par un pays tiers, commencera à fonctionner.

L'Allemagne et l'Italie, les deux principaux pays

industriels d'Europe, sont ceux qui dépendent de manière significative du gaz russe. Si la Russie, en réaction aux lourdes sanctions qui lui sont infligées devait fermer les robinets de gaz à l'Europe, l'Allemagne et l'Italie seraient les pays qui paieraient immédiatement le prix le plus élevé. Bien sûr, la Russie serait également perdante, car elle ne trouverait pas facilement une alternative, pas même avec la Chine, qui dernièrement semble intéressée par le gaz russe. Par conséquent, des sanctions trop lourdes ne seront pas déclenchées de part et d'autre, malgré une pression américaine considérable sur les Européens. Les intérêts en jeu sont trop importants pour les mettre en péril juste pour plaire à Washington. Tant qu'il s'agit de discours, aussi durs que l'on veut... et de sanctions qui n'entraînent pas un prix trop élevé à payer, d'accord ; mais s'il s'agit de porter un coup mortel à la reprise économique qui vient de renaître après les années de pandémie..., il n'en n'est pas question, pour l'Allemagne en premier lieu, la seule à pouvoir résister à la pression de Washington et, en même temps, à celle de Moscou.

Par conséquent, l'expédition militaire de Moscou en Ukraine continuera, au milieu des cris et des pleurs de toutes les chancelleries occidentales pour la violation de la souveraineté nationale et de la démocratie; mais les affaires sont les affaires ; en 2014 face à l'intervention militaire russe en Crimée, les sanctions occidentales contre Moscou n'ont arrêté ni l'occupation ni l'annexion; comment pourraient-elles arrêter l'occupation militaire russe du Donbass (qui est la région minière la plus importante d'Ukraine), voire la guerre en Ukraine ?

Il est plus probable, étant donné la situation générale actuelle des rapports de force inter-impérialistes, que ce qui s'est en partie produit en Géorgie se reproduise en Ukraine ; à savoir que la Russie 1) empêche le pays d'être affilié à l'OTAN, 2) que la partie du pays habitée par des groupes ethniques russes se détache en une république autonome et serve de tremplin à de futures opérations de plus grande envergure, 3) que les coins que représentent ces zones séparatistes portent également leurs fruits d'un point de vue économique et en termes de voies de communication avec d'autres pays directement contrôlés par le pouvoir russe, 4) qu'ils constitueront un avertissement constant pour les pays voisins de la présence militaire russe, prête à intervenir rapidement pour défendre les frontières sacrées même loin de Moscou, ou pour annexer les territoires lorsque la situation générale semble favorable à une éventuelle annexion. Il ne faut pas oublier que l'impérialisme ne signifie pas seulement l'économie des monopoles et du capital financier, mais aussi l'occupation et l'annexion de territoires.

Comme nous l'avons écrit dans notre prise de position du 25 décembre : « *L'Ukraine est l'un des endroits qui peuvent devenir un foyer de guerre impérialiste lorsque les tensions internationales aiguës par les crises économiques, pousseront à nouveau les grands impérialismes vers un troisième conflit mondial. Les « nuées » menaçantes ne cessent de s'accumuler, mais nous ne sommes cependant pas encore à la veille d'un tel conflit ; d'ailleurs les futures alliances de guerre ne sont pas encore fixées : la Russie et les Etats-Unis réussiront-ils à s'entendre contre la Chine, ou l'axe russo-chinois*

contre les Etats-Unis se concrétisera-t-il ? »

Pendant ce temps, la Chine regarde ce qui se passe et enregistre les différentes réactions des impérialistes en lice, dans la position d'un futur protagoniste, désireux de comprendre le type d'attitude et de force de ceux qui pourraient devenir les alliés ou les ennemis de demain. Il ne fait aucun doute qu'à l'heure actuelle, elle souhaite justifier les actions de Moscou en fonction anti-américaine et que demain, après avoir mis la main sur Hong Kong, elle vise à s'emparer de Taïwan (l'île de Formose) que Pékin a toujours considéré comme une partie intégrante de la Chine, soustraite en 1949 à l'unité territoriale nationale par l'impérialisme anglo-américain, avec la Russie à ses côtés.

L'époque impérialiste est l'époque des guerres permanentes, à différents niveaux, en fonction de l'accumulation des contradictions sociales et de la succession des crises économiques et financières qui la caractérisent. Ce ne sont pas, comme cela ne l'a jamais été, les accords diplomatiques et de « paix » qui suivent les conflits, même les plus dévastateurs, qui empêcheront la course naturelle du capitalisme vers la guerre ; les deux guerres impérialistes mondiales du siècle dernier projettent leur ombre sur la prochaine troisième guerre mondiale vers laquelle se précipitent inexorablement les contrastes inter-impérialistes.

La seule force capable de l'empêcher ou de l'arrêter ne sera jamais bourgeoise et impérialiste, pas même sous sa forme la plus démocratique et « civilisée » ; ce sera la force sociale représentée par la classe ouvrière, par le prolétariat, qui dans le monde entier est contraint aux mêmes conditions salariales et que les mêmes contradictions économiques et sociales poussent à faire de l'antagonisme de classe qui caractérise la société bourgeoise, le ressort d'une lutte non pacifique, non démocratique, non parlementaire, mais de classe: alors la guerre impérialiste se transformera en guerre civile, comme Marx et Engels l'ont affirmé après l'expérience de la Commune de Paris et comme Lénine et l'Internationale Communiste le proclamèrent après la révolution victorieuse d'octobre 1917.

Pour que le prolétariat soit préparé à ce rendez-vous historique avec sa révolution de classe, il doit se débarrasser de l'épaisse couche de légalisme, de pacifisme

et de démocratisme dont l'opportunisme collaborationniste l'a revêtu, non pas pour l'émanciper mais pour l'étouffer, l'emprisonnant dans des chaînes encore plus serrées aux besoins exclusifs du capitalisme.

Le pouvoir bourgeois dans tous les pays a fait, fait et fera toujours appel à la patrie, aux valeurs nationales, à la culture et à l'unité nationales, pour lesquelles il oblige et obligera toujours le prolétariat à donner sa sueur et verser son sang en temps de paix comme en temps de guerre. Aujourd'hui, en dépit des cris de liberté et de souveraineté populaire, c'est le nationalisme pourri grand-russe qui se heurte au nationalisme pourri de l'Ukraine, C'est contre toutes les formes de nationalisme que les prolétaires doivent se battre car le nationalisme est l'un des vecteurs les plus dangereux et les plus efficaces de la division entre eux. L'union des prolétaires ne peut pas se faire sur le terrain de la nation, mais seulement sur le terrain de classe, anticapitaliste, antibourgeois et donc internationaliste.

Contre l'embrigadement des prolétaires dans les armées nationales bourgeoises !

Contre l'effusion de sang prolétarien pour faire triompher une bande d'exploiteurs et de tortionnaires contre la bande d'exploiteurs et de tortionnaires adverse !

Contre toute forme de concurrence entre prolétaires !

Pour la solidarité de classe entre les prolétaires ukrainiens et russes, pour l'union des prolétaires de toutes les nationalités et ethnies par-dessus les frontières bourgeoises !

Pour la reprise de la lutte de classe menée avec des moyens et des méthodes de classe, pour la défense exclusive des intérêts immédiats et généraux prolétariens !

Pour la reconstitution du parti de classe, du parti communiste révolutionnaire internationaliste et international !

24 février 2/2022

(“Le prolétaire”, N° 543, Déc. 2021–Janv.-Févr. 2022 / Prise position 24 Février 2022)

Non à la mobilisation impérialiste autour de la guerre en Ukraine !

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe et l'émotion qu'elle a suscitée parmi la population est utilisée par les gouvernements et les médias des pays occidentaux pour mener une campagne de propagande de grande ampleur ; sous prétexte de « solidarité avec le peuple ukrainien » luttant pour sa « liberté » il s'agit en réalité d'une campagne belliciste pro-impérialiste de soutien aux impérialismes occidentaux contre l'impérialisme russe.

Les médias présentent l'invasion russe comme une initiative déclenchée par le seul Poutine (dont la santé mentale est en outre mise en question) ; mais une intervention militaire de grande ampleur, impliquant non loin de 200 000 soldats et un imposant matériel et avec la certitude de s'exposer à des sanctions et de connaître des effets économiques négatifs, ne peut être prise par un seul homme ou une poignée de dirigeants : elle ne peut être que l'œuvre de forces économiques, sociales

et politiques puissantes dont un Poutine n'est que l'instrument à un moment donné.

Cette attaque militaire a en outre lieu dans une situation où la plus grave crise économique du capitalisme mondial depuis des décennies a inévitablement exacerbé toutes les tensions inter-impérialistes et toutes les contradictions internes et internationales de l'ordre établi bourgeois. En particulier l'Ukraine, zone de rivalité entre impérialismes occidentaux et russe était le théâtre depuis 2014 d'une guerre dite « de basse intensité » opposant l'armée ukrainienne aux séparatistes du Donbass appuyés par la Russie, qui aurait fait plus de 20 000 morts et entraîné le départ de plus d'un million de personnes. L'armée ukrainienne est soutenue par les Etats-Unis qui selon les déclarations américaines officielles lui ont accordé depuis un an une aide de plus d'un milliard de dollars ; cette aide s'est accélérée depuis décembre pour lui permettre de « mener une guerre hybride contre la Russie » (1).

Les Etats européens et américain se sont indignés du recours à la guerre par l'Etat russe – « politique d'un autre âge » ; mais depuis la fin de la dernière guerre mondiale ces mêmes Etats n'ont cessé de déclencher des guerres ou d'y participer aux 4 coins du monde : la « paix » qui a suivi 1945 a été marquée par une interminable série de conflits meurtriers. Il est vrai cependant que ces conflits se déroulaient loin des « démocratiques » et « pacifiques » métropoles impérialistes qui en étaient pourtant souvent les instigatrices et les bénéficiaires – et leurs victimes pouvaient tranquillement être refoulées aux frontières européennes en tant que migrants suspects...

En réalité si la Russie est l'envahisseur, c'est **tout le système capitalisme mondial** qui est responsable de l'éclatement des conflits militaires en conséquence des heurts d'intérêts toujours plus aigus qu'il suscite, et non pas un « fauteur de guerre » particulier qu'il suffirait de ramener à la raison ou de mettre hors d'état de nuire. C'est le capitalisme qu'il faut combattre !

Les campagnes de soutien au peuple ukrainien sont utilisées pour justifier non seulement des sanctions économiques contre la Russie, mais aussi des mesures militaires ; c'est ainsi qu'après les grandes manifestations pacifistes en Allemagne, le gouvernement allemand a annoncé une augmentation historique de son budget militaire et l'Union Européenne, où sa voix est prédominante, a décidé, pour la première fois de son existence, de fournir des armes à un pays belligérant. Si cette dernière décision relève en partie du symbole, les différents Etats européens, (y compris des Etats traditionnellement neutres comme la Finlande) ont annoncé des livraisons d'armes. Les Etats-Unis ne sont bien sûr pas en reste : un véritable « pont aérien » a été mis en place à destination de la Pologne avec les moyens de l'OTAN pour fournir l'armée ukrainienne en armes, tandis que des soldats de pays de l'OTAN ont été envoyés dans des pays proches du conflit comme la Roumanie.

Quant aux sanctions économiques, d'une importance « sans précédent », elles relèvent d'une logique de guerre économique (2) – même si elles ont soigneusement évité ce qui pourrait mettre en péril la fourniture du gaz et d'autres matières premières russes aux Etats européens. Ces sanctions, qui visent à « asphyxier l'éco-

nomie russe », pourraient entraîner, avec le coût de la guerre, une chute de 7 à 8% du PIB du pays en 2022, voire davantage (3). Ce véritable effondrement aura inévitablement de dures retombées sur la population et tout particulièrement sur les prolétaires, qui sont toujours les premières victimes des crises et des guerres.

En ce qui concerne les autres pays et l'économie mondiale, le choc de la guerre en Ukraine risque de faire capoter la reprise économique: la flambée des cours du gaz, du pétrole et d'autres matières premières (dont le blé) sont autant de coups pour une économie internationale qui était de plus en plus chancelante et déjà se multiplient les appels aux prolétaires pour qu'ils acceptent des sacrifices « inévitables » : de ce point de vue, la guerre en Ukraine est une guerre contre les prolétaires du monde entier !

Les prolétaires ne doivent pas se laisser prendre au piège d'une prétendue « solidarité humanitaire » qui ne sert que les visées impérialistes ; ils n'ont pas à prendre parti pour l'un ou l'autre camp en conflit qui sont tous ses adversaires. Leur solidarité, ils doivent la réserver aux prolétaires de toutes les nationalités, exploités, opprimés, embrigadés et bombardés par les bourgeoisies et leurs Etats en conflit.

La guerre en Ukraine est un avertissement sur ce que réserve le capitalisme aux prolétaires des pays encore en paix. Pour lutter contre la guerre en acte ou en préparation, ils ne doivent donc avoir aucune confiance dans la « bonne volonté » hypocrite des gouvernants dont les sanctions sont déjà des actes de guerre, ni suivre la voie illusoire du pacifisme bourgeois ; il leur faut revenir aux principes classiques du **défaitisme révolutionnaire** et de l'**internationalisme prolétarien** :

Non à la défense des patries et des Etats bourgeois ! Non à l'union nationale et au nationalisme !

Union des prolétaires par-dessus les frontières et les fronts de guerre ! Reprise de la lutte indépendante de classe contre le capitalisme dans tous les pays !

Reconstitution du parti révolutionnaire communiste, internationaliste et international pour diriger la lutte prolétarienne vers la révolution mondiale !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

8 mars 2022

(“*Le prolétaire*”, N° 543, Déc. 2021–Janv.-Févr. 2022 / *Prise position 8 Mars 2022* / “*Il comunista*”, N° 172 Marzo 2022)

(1) Cf. *Washington Post*, 4/03/2022

(2) Le ministre de l'économie Le Maire a parlé le 1/3 à leur sujet de « guerre économique et financière totale » ; s'il est revenu publiquement sur ces propos, ceux-ci expriment cependant l'état d'esprit belliqueux des dirigeants politiques français.

(3) La banque américaine JP Morgan anticipe même une chute de 20% (en rythme annuel) au deuxième trimestre de cette année !

Tensions à la frontière ukrainienne : seul le prolétariat peut mettre fin aux affrontements impérialistes

Le premier décembre dernier, les États-Unis, par la voix du secrétaire d'État Blinken, indiquaient disposer de « preuves » « d'importants actes agressifs envers l'Ukraine » de la part de la Russie, important rival des États-Unis dans le concert des nations impérialistes. Et Anthony Blinken de sortir les muscles en promettant de lui faire payer « un prix élevé » (1). Qu'est-ce qui motive cet énième échange de provocations et autres menaces plus ou moins ouvertes ? (2) Il s'agit du déploiement massif de troupes russes à la frontière russo-ukrainienne, Kiev y voyant les prémices d'une possible invasion de l'est du pays par la Russie. De son côté, la Russie accuse l'Ukraine de masser une part importante de ses troupes dans ce même est ukrainien.

Ces tensions russo-ukrainiennes ne sont, elles non plus, pas nouvelles. Depuis l'indépendance de l'Ukraine vis-à-vis de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) en décembre 1991, lors de l'accord de Minsk, qui acte par là-même la dissolution du pays, les tensions entre l'Ukraine et son puissant voisin n'ont cessé de se renforcer. Le point d'orgue de ce climat conflictuel intervient en 2014 avec une prétendue « révolution » opposant le mouvement « Euromaïdan » pro-européen et les nationalistes ukrainiens, au président pro-russe Viktor Ianoukovytch, finalement destitué par la rue. Les conflits vont très vite se cristalliser autour de la région du Donbass dans l'est de l'Ukraine, à 40 % russophone et territoire d'implantation historique de l'industrie lourde, notamment autour des villes de Donetsk, Makelevka, Kramatorsk et Gorlovka.

Cette région est donc stratégique, aussi bien pour la Russie, qui profita longtemps des débouchés de cette production industrielle, que pour l'Ukraine, dont une part importante des richesses – 25 % des richesses totales du pays proviennent des usines de Donetsk – provient de la région et de son tissu industriel. Ainsi dès février 2014, des manifestations anti-Maïdan vont éclater dans les villes de l'est de l'Ukraine, principalement dans le Donbass et en Crimée. Cette dernière va se voir annexée par la Russie, annexion ratifiée par un référendum organisé en mars 2014 qui aboutit à un résultat de 96,77 % de oui en faveur du rattachement de la péninsule à la Russie. Ce référendum n'est pas reconnu par l'Ukraine et la communauté internationale qui le juge entaché de fraudes et non conforme au droit international, le parlement de Crimée à l'origine du référendum étant considéré comme non légitime.

Parallèlement, la région du Donbass se trouve être le terrain d'une véritable guerre civile opposant le gouvernement ukrainien aux républiques séparatistes de Donetsk et Lougansk, deux États fantoches non reconnus par la communauté internationale, même pas par la Russie, qui fournit cependant son soutien militaire

dans le cadre du conflit. Ce dernier, qui a provoqué plus de dix mille morts, est depuis considéré comme un « conflit de basse intensité », ayant malgré tout entraîné le déplacement de plus d'un million et demi de personnes depuis le début des combats.

C'est dans ce contexte de « guerre hybride », c'est-à-dire d'affrontement mêlant opérations militaires conventionnelles, guerre asymétrique et cyberattaques, que prend place ce nouveau déploiement militaire de la part des deux protagonistes. Le véritable but de ce bras de fer dépasse cependant le seul cadre des relations russo-ukrainiennes, il est lié à la crainte de la Russie de voir l'Ukraine intégrer l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), alliance militaire regroupant 30 États, la plupart européens, sous la domination du parrain américain. Or, après l'intégration en 2004 des États baltes, la Russie craint qu'un autre de ses voisins du fameux « étranger proche » (3) n'intègre cette organisation, qu'elle considère comme une menace directe pour ses intérêts vitaux. L'OTAN a immédiatement pris la défense de l'Ukraine dans cette affaire, affirmant, par la voix de son secrétaire général, le travailliste norvégien Jens Stoltenberg, « Nous restons déterminés à apporter un soutien politique et pratique à la Géorgie et à l'Ukraine » (4).

Pourtant, en dépit de ce que peut affirmer la presse bourgeoise (5), les pays membres de l'OTAN ne forment pas un front uni. Comme l'ont montré Karl Marx et Friedrich Engels, la concurrence est consubstantielle au mode de production capitaliste et à l'ordre bourgeois. Dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Friedrich Engels écrivait ainsi, « La concurrence est

(1) Cf « Tensions entre la Russie et l'Ukraine : troupes massées à la frontière, Moscou mis en garde par Washington... Le point sur la situation », *Le Monde*, 1/12/2021

(2) Quelques mois plus tôt, Joe Biden avait qualifié Vladimir Poutine de « tueur », provoquant des réponses du même acabit de la part de la Russie et témoignant d'une véritable guerre froide diplomatique entre les deux puissances. (3) Dans la doctrine géopolitique russe, l'étranger proche désigne les États membres de la Communauté des États indépendants (CEI), structure créée en 1991 pour remplacer l'URSS.

(4) Cf « Tensions entre la Russie et l'Ukraine », *Le Monde*, art. cité.

(5) Par exemple cet article au titre édifiant du journal *Le Monde*, « Les pays de l'OTAN unis face aux « intimidations » de la Russie en Ukraine », daté du 01/12/21.

l'expression la plus parfaite de la guerre de tous contre tous qui fait rage dans la société bourgeoise moderne. Cette guerre, guerre pour la vie, pour l'existence, pour tout, et qui peut donc être, le cas échéant, une guerre à mort, met aux prises non seulement les différentes classes de la société, mais encore les différents membres de ces classes ; chacun barre la route à autrui ; et c'est pourquoi chacun cherche à évincer tous ceux qui se dressent sur son chemin et à prendre leur place. Les travailleurs se font concurrence tout comme les bourgeois se font concurrence. » (6).

Or, ce qui est vrai pour les entreprises capitalistes l'est aussi pour les États impérialistes. Ainsi, même si l'OTAN, depuis sa création, est sous la domination hégémonique du parrain nord-américain, certains pôles contestataires ont cherché à défendre des orientations stratégiques qui peuvent différer de celles des États-Unis. C'est notamment le cas de l'Allemagne, opposée aux États-Unis sur la question de l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN. La position de l'Allemagne vis-à-vis de ses alliés de l'OTAN est incompréhensible si l'on fait l'impasse sur les intérêts économiques communs à l'Allemagne et à la Russie. Fidèles à la conception matérialiste de l'histoire développée par Marx, nous continuons de mettre en évidence le poids des déterminants économiques dans la conduite des relations inter-impérialistes.

C'est le projet « Nord Stream 2 » qui est le symbole le plus important des liens économiques entre la Russie et l'Allemagne. Ce gazoduc reliant les deux pays via la mer Baltique, dont les travaux ont pris fin en septembre 2021 après plusieurs années d'une longue et difficile gestation, du fait notamment de l'opposition des États-Unis à ce projet, a pour but d'alimenter en gaz d'origine russe le continent européen. Ce sont ces rapports économiques qui expliquent le refus historique de l'Allemagne de vendre des armes à l'Ukraine, par refus de froisser cet important partenaire commercial qu'est la Russie. Ainsi, en mai 2021, « les autorités allemandes ont utilisé le droit de veto au sein de l'Otan pour interdire la fourniture d'armes à Kiev et ont bloqué la livraison de 90 fusils américains Barrett M82 et 20 fusils antidrones EDM4S-UA de la Lituanie. L'Ukraine en avait fait la demande au début de 2021 dans le cadre de l'Agence de soutien et d'acquisition de l'Otan (NATO Support and Procurement Agency) » (7).

Ces tensions à la frontière ukrainienne mettent au grand jour les contradictions à l'œuvre au sein d'un jeu inter-impérialiste complexe où les affrontements Occident-Russie ne doivent pas faire oublier les rapports de force et enjeux internes au sein même des groupements impérialistes. Plus que la défense de prétendues valeurs occidentales contre l'« illibéralisme » russe ou de l'intégrité des États souverains, ce sont bien les intérêts économiques propres aux États impérialistes qui déterminent les orientations géostratégiques et géopolitiques, d'où ces inévitables et prétendument imprévisibles louvoisements et autres « trahisons », comme dans l'affaire des sous-marins vendus à l'Australie.

Pour l'instant, il semblerait que cet affrontement ne soit encore qu'un affrontement diplomatique et verbal et qu'aucun des États ne soit véritablement désireux d'aller vers un conflit armé ou même tout simplement

économique. Ainsi, derrière les coups de menton du secrétaire d'État Blinken, qui affirme « *Nous avons clairement dit au Kremlin que nous riposterions, notamment par une série de mesures économiques à impact élevé que nous nous sommes retenus d'utiliser par le passé* », ce dernier s'empresse immédiatement de préciser que « *la diplomatie est la seule manière responsable de résoudre cette crise potentielle* ». De même, Vladimir Poutine a cherché à tempérer les ardeurs belliqueuses de la Russie, s'affirmant lui aussi partisan d'une solution diplomatique. « *Nous proposons d'entamer des négociations de fond sur ce sujet. [...] Nous avons besoin de garanties juridiques, puisque nos collègues occidentaux n'ont pas respecté leurs obligations orales appropriées* », a-t-il ainsi souligné (8).

Mais si l'épisode actuel n'aboutit pas directement à un affrontement militaire, on peut affirmer avec certitude que dans un futur pas si lointain, les contradictions économiques et géopolitiques seront telles qu'elles impliqueront des interventions armées et des affrontements directs. Contrairement aux espérances des pacifistes démocrates bourgeois de tout poil, le capitalisme ne peut pas être un facteur de paix, de réconciliation entre les peuples ou d'apaisement. Comme le disait le socialiste réformiste français Jean Jaurès, « *le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* ». L'Ukraine est l'un des endroits qui peuvent devenir un foyer de guerre impérialiste lorsque les tensions internationales aiguës par les crises économiques, pousseront à nouveau les grands impérialismes vers un troisième conflit mondial. Les « nuées » menaçantes ne cessent de s'accumuler, mais nous ne sommes cependant pas encore à la veille d'un tel conflit ; d'ailleurs les futures alliances de guerre ne sont pas encore fixées : la Russie et les États-Unis réussiront-ils à s'entendre contre la Chine, ou l'axe russo-chinois contre les États-Unis se concrétisera-t-il, etc. ? A n'en pas douter les cercles impérialistes envisagent toutes les hypothèses et se préparent à des guerres en Europe, comme le démontrent les chefs militaires français (9).

Quoi qu'il en soit des contradictions impérialistes et de leurs conséquences une seule classe sociale est en mesure de mettre fin définitivement à la guerre et de faire de la fraternité entre les hommes autre chose qu'un songe creux. Certes, le prolétariat, particulièrement en Ukraine et en Russie, actuellement a les plus grandes

(6) Friedrich Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1845, chapitre « La concurrence ».

(7) Cf cet article de l'agence de presse de l'État ukrainien, Urkinform, « L'Ukraine mène des pourparlers avec l'Allemagne pour débloquer l'achat des armes par l'intermédiaire de l'Agence de soutien et d'approvisionnement de l'OTAN par l'intermédiaire de l'Agence de soutien et d'approvisionnement de l'OTAN », www.ukrinform.fr, 14 décembre 2021.

(8) Cf « Tensions entre la Russie et l'Ukraine », *Le Monde*, art. cité.

(9) Cf « Vents de guerre en Europe », *Le Prolétaire* n°542

difficultés à lutter sur des bases de classe, noyé qu'il est dans les luttes interclassistes ou petites bourgeoises, illusionné par les mirages démocratiques et paralysé par la propagande nationaliste.

Mais aussi sûr que le jour succède à la nuit, les contradictions intrinsèques au mode de production capitaliste ne pourront que réveiller ce géant endormi, le poussant à rompre totalement avec la bourgeoisie et ses valets et à reconstituer ses organisations de classe : alors, sous la direction de son parti de classe, il pourra se lancer dans la lutte finale contre le capitalisme.

Pas une seule goutte de sang prolétaire pour défendre les frontières et la souveraineté natio-

nale bourgeoises !

Pour l'union des prolétaires de Russie, d'Ukraine et d'ailleurs contre le capitalisme et l'impérialisme !

Pour la reprise de la lutte de classe dans la perspective de la révolution communiste internationale afin que l'humanité en finisse à jamais avec les guerres !

25 décembre 2021

(“*Le prolétaire*”, N° 543, Déc. 2021–Janv.-Févr. 2022 / *Prise position 25 Décembre 2021* / “*Il comunista*”, N° 171 Dic. 2021–Gennaio 2022)

Vents de guerre en Europe

Dans un numéro de mars dernier, l'hebdomadaire britannique *The Economist* a publié un article sur les perspectives du haut commandement de l'armée française dans le cadre d'une hypothétique guerre de « haute intensité » qui pourrait se développer sur le territoire européen et « avec un grand nombre de victimes civiles ». (1) L'article sert donc à évoquer indirectement la possibilité d'un conflit à grande échelle impliquant les principales puissances impérialistes d'Europe vers 2030. S'appuyant sur les conclusions du groupe de réflexion de l'armée française et sur les déclarations de son chef d'état-major, Thierry Burkhard, *The Economist* explique que l'hypothèse de travail des forces armées françaises (et donc de l'État français) est qu'une « confrontation majeure » avec la Russie, la Turquie ou les pays d'Afrique du Nord d'une virulence « jamais vue depuis la Seconde Guerre mondiale » va se développer. Dans cette optique, l'armée française, ainsi que les armées britannique, belge et américaine, effectueront en 2023 des exercices d'entraînement dans les Ardennes et en mer impliquant 10 000 soldats, entamant ainsi un plan de préparation des forces armées à d'éventuelles confrontations au cours de la prochaine décennie.

De son côté, sans arriver aux hauteurs de la vision française, c'est-à-dire sans donner à la planification militaire des années à venir une justification géopolitique d'une telle portée, l'état-major espagnol a fixé à 2035 (cinq ans seulement après la date française) l'échéance d'une réorganisation de l'armée. Nous disons que les perspectives espagnoles sont plus modestes car, bien qu'elles aillent dans le même sens que les perspectives françaises, elles ne leur donnent aucune justification au-delà de la nécessité d'améliorer la capacité opérationnelle des troupes au sol. En tout cas, la nécessité de cette amélioration et la réforme elle-même vont dans le même sens que les déclarations publiques de l'armée française. Dans le cas de l'Espagne, il s'agit du projet « Force 2035 », un plan de recomposition des troupes terrestres visant à leur donner une capacité opérationnelle en milieu urbain, avec des populations civiles

hostiles, etc. Cette approche est très voisine, sur le plan technique, de celle de l'armée française. En revanche, l'élaboration du plan se fera dans le cadre du « cycle militaire 2017-2024 », c'est-à-dire à des dates similaires au démarrage du modèle français.

Au-delà des coïncidences dans les dates, qui peuvent être plus ou moins exactes, ce qui est certain, c'est que les approches de ces deux armées (qui seront sans doute communes à celles entretenues par d'autres pays, il suffit de voir la collaboration qu'ils demandent dans leurs documents respectifs aux alliés traditionnels) indiquent que la perspective d'une guerre au cœur de l'Europe peut être relativement proche.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que les tensions politiques et militaires entre rivaux qui, jusqu'à présent, s'évacuaient par le biais de pays tiers, sur des territoires plus ou moins éloignés et toujours de manière indirecte, pourraient s'accroître au point de rendre inévitable une confrontation militaire directe sur le terrain immédiat, qui serait le bassin méditerranéen et l'Europe centrale et orientale. Et, de plus, que cela se ferait dans un laps de temps relativement court, dans la mesure où les militaires français ne donnent pas plus de 10 ans de délai pour la survenue d'un tel scénario.

De même qu'au cours des dix dernières années, nous avons vu réapparaître le spectre des crises économiques dévastatrices, des guerres localisées dans la périphérie capitaliste, etc., selon les rédacteurs de *The Economist*, un présent peut-être plus immédiat qu'on ne le supposait jusqu'ici fera resurgir le spectre des grandes guerres du siècle dernier.

LA GUERRE ET LA PROPAGANDE BOURGEOISE

Le problème de la guerre n'a jamais vraiment disparu de la carte. Non pas parce que, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les guerres périphériques, par lesquelles les grandes puissances impérialistes s'af-

frontent en utilisant d'autres armées et pays comme intermédiaires, sont une constante, mais parce que la guerre joue un rôle crucial dans le discours que la classe bourgeoise répète constamment sur son monde. Ce n'est pas pour rien que cette classe est la première à se vanter, dans tous les pays développés, d'avoir pu éliminer le recours à la guerre comme moyen normal de résolution des conflits entre classes et nations. De l'école primaire au service militaire lui-même, là où il est toujours obligatoire, la bourgeoisie répète sans cesse que la paix est l'objectif principal de toute son activité politique et même militaire et que le maintien de la paix fait partie intégrante de son système politique.

Évidemment, rien n'est plus faux : la bourgeoisie est arrivée au pouvoir en renversant les classes dirigeantes féodales ou les puissances impérialistes qui dominaient les territoires colonisés et l'a fait au moyen de guerres révolutionnaires, qui ont toujours eu un double aspect national (guerres civiles contre le pouvoir des seigneurs et pour le maintien du pouvoir bourgeois une fois conquis, Ces guerres n'ont pas été sans effusion de sang, brèves ou humanitaires, comme l'a montré le long cycle des guerres d'indépendance nationale, de l'Inde à l'Algérie, en passant par le Vietnam et l'Angola, au cours du XXe siècle.

Que la bourgeoisie soit née comme classe dominante, qu'elle ait élevé son ordre et l'ait généralisé au moyen de la guerre, est un fait indéniable. Mais il est également indéniable que cet ordre est également maintenu par la guerre : la bourgeoisie n'a pas seulement lutté contre les classes dominantes de l'Ancien Régime, mais a eu dès sa naissance la nécessité d'affronter d'autres classes bourgeoises nationales pour imposer ses intérêts commerciaux, économiques et politiques partout où ceux-ci nécessitaient le soutien de la force armée. La bourgeoisie anglaise, victorieuse de sa révolution depuis le XVIIe siècle, a affronté sans hésitation les troupes de la France napoléonienne, et a même soutenu ses ennemis féodaux contre cette dernière, une fois qu'elle les a reconnus comme alliés pour le maintien de son influence sur le continent européen. Auparavant, cette bourgeoisie anglaise, qui se vante aujourd'hui de porter dans son sang l'essence même de la démocratie, avait combattu la rébellion bourgeoise de ses colonies américaines dans une guerre terriblement sanglante qui a duré huit longues années. Et elle le fera, des décennies plus tard, avec une sauvagerie inhabituelle contre les rebelles irlandais... Et nous ne prenons ces exemples que pour montrer que le recours à la guerre est également valable lorsque l'affrontement se fait contre les classes bourgeoises émergentes. Car au-delà, le souvenir des guerres mondiales qui ont ravagé l'Europe, des guerres d'indépendance des colonies africaines et asiatiques, etc. et, bien sûr, de la guerre que la coalition des puissances impérialistes a menée contre le prolétariat révolutionnaire qui s'est imposé comme classe dominante à Paris 1871 et à Petrograd 1917, montrent que les bourgeoisies de tous les pays ont passé beaucoup plus de temps à planifier, organiser et mener des guerres qu'à vivre en paix, que la guerre est consubstantielle à leur ordre social et que le recours à celle-ci flotte toujours dans l'air des relations entre classes et nations.

Il est vrai que toutes les guerres ne sont pas égales, mais nous ne disons pas cela dans le sens où le fait la bourgeoisie. Pour la bourgeoisie, une guerre ou une autre est juste et nécessaire selon qu'elle est juste et nécessaire pour elle ; c'est-à-dire si elle est menée pour la défense de ses propres intérêts nationaux, et elle trouve toujours un moyen de la justifier (guerre contre le terrorisme, pour la défense de la souveraineté nationale attaquée, etc.) Pour les marxistes, une guerre est nécessaire (juste est un mot que nous préférons laisser aux moralistes) quand elle défend les intérêts d'une classe qui représente les forces révolutionnaires de la société. C'est pourquoi les guerres de la bourgeoisie révolutionnaire, qui ont affronté le pouvoir féodal et l'ont finalement renversé sur une grande partie du globe, étaient nécessaires. Comme était et est nécessaire la guerre révolutionnaire du prolétariat, qui a exactement le même but d'éliminer la classe dominante. Et pour la même raison, les guerres que se livrent les différentes bourgeoisies pour le partage des marchés, les guerres impérialistes, ne sont ni nécessaires ni à accepter en aucune façon ; elles ne peuvent représenter un pas dans un sens révolutionnaire, elles sont un soutien de l'ordre bourgeois, un renforcement du pouvoir de classe de la bourgeoisie et un affaiblissement à tous égards de la classe prolétarienne.

Cependant, bien que l'histoire de la domination de classe de la bourgeoisie et son propre présent soient ponctués de brutaux affrontements armés, pour une grande partie de la classe prolétarienne européenne et américaine, l'idée de la paix, d'un monde où la guerre est relativement absente, est une monnaie courante. Cela n'est pas seulement dû (ou plutôt ce n'est dû que dans une infime partie) à la propagande de la classe bourgeoise avec le slogan de la paix : sa responsabilité, qui est une partie très importante de l'ordre bourgeois, revient aux forces politiques et syndicales du collaborationnisme interclassiste, aux partis sociaux-démocrates, staliniens et post staliniens, qui oeuvrent de toutes leurs forces à la diffusion du mythe du progrès pacifique et démocratique de l'humanité.

Traditionnellement, ces courants ont réussi à maintenir leur influence sur la classe prolétarienne là où la bourgeoisie ne le pouvait pas, précisément parce qu'ils prétendaient représenter les prolétaires dans leur lutte contre celle-ci. Ce n'est pas ici le lieu de revenir sur l'explication du caractère politique et social de l'opportunisme et sur les raisons de son influence croissante parmi les prolétaires, chose qui a été traitée dans notre presse à de nombreuses reprises (2) ; il nous suffit de souligner qu'un point important de cet accroissement est précisément la défense qu'il a prétendu faire de la paix contre le bellicisme de la bourgeoisie. De même que la fonction fondamentale de l'opportunisme consiste à lier le prolétariat à la bourgeoisie en lui faisant

(1) « The French armed forces are planning for high-intensity war », *The Economist*, 31/3/2021

(2) Voir les Fils du Temps regroupé dans la série « Le prolétariat et la guerre », *Programme Communiste* n° 79 et 80

assumer les intérêts généraux de cette dernière comme les siens propres, en identifiant le sort des deux classes par la défense de mystifications telles que l'État au-dessus des intérêts de classe, la démocratie ou le système parlementaire, une de ses fonctions particulières est de nier que la guerre, et en particulier les guerres impérialistes de rapine, par lesquelles les différentes bourgeoisies s'affrontent pour le contrôle des zones d'influence économique, des matières premières, etc., sont la responsabilité collective de la classe bourgeoise dans son ensemble et donc du système capitaliste en tant que tel.

La position du stalinisme face à la guerre impérialiste et le triomphe de la contre-révolution signifiait la diffusion parmi la classe prolétarienne de tous les pays d'une politique calquée sur celle qui avait été maintenue par la IIe Internationale. Les partis communistes nationaux ont été utilisés à la fois pour attacher le prolétariat au char de la bourgeoisie locale et pour défendre les intérêts impérialistes de l'État bourgeois russe naissant. Cette double fonction, qui s'est également développée sur le terrain de la propagande, a donné naissance au slogan qui s'est depuis lors répandu : les guerres impérialistes sont la responsabilité de quelques bourgeois, avides et cruels, qui rompent l'équilibre international et qui doivent être tenus pour seuls responsables. Il est clair que ces bourgeois avides et belliqueux étaient identifiés à l'ennemi du moment de la Russie. C'est ainsi que nous avons vu d'abord l'alliance entre la Russie et la France contre l'Italie et l'Allemagne, concrétisée en termes de politique intérieure dans les Fronts Populaires de 1935 ; puis à la suite du pacte Ribbentrop-Molotov d'alliance avec l'Allemagne nazie, l'ennemi est devenu

« l'Angleterre ploutocratique » ; et ce fut enfin l'alliance avec l'Angleterre, les États-Unis et la France de Charles de Gaulle, qui a duré pendant toute la Seconde Guerre mondiale. Pendant ce temps, la classe prolétarienne était une fois de plus massacrée sur les champs de bataille. La défense de l'alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie contre le « nazi-fascisme » de l'Allemagne et de l'Italie condamnait les prolétaires à une défaite d'autant plus dure qu'elle venait de celui qui avait été le grand rempart de la lutte révolutionnaire et anti-bourgeoise.

La paix ultérieure, bâtie sur les millions de morts tombés en Europe, en Amérique, en Asie et en Afrique, a vu le triomphe de cette politique antimarxiste, qui s'est imposée depuis lors, en inoculant aux prolétaires une explication des guerres impérialistes comme des phénomènes déconnectés du monde capitaliste, comme des particularités dont seules quelques puissances, quelques multimillionnaires, avides dans leur soif de richesse et manquant de solidarité avec le reste des pays, sont responsables. Cette doctrine de la guerre s'est tellement enracinée que même si le vecteur de sa propagation, le mythe de la Russie socialiste, s'est effondré en 1991, le mythe de la « guerre juste » demeure. Il a été si utile à la classe bourgeoise qu'elle l'a enlevé à son porteur traditionnel et l'a maintenu en vie pour continuer à l'utiliser comme justification dans le monde entier de ses politiques impérialistes.

La bourgeoisie se prépare à des guerres de haute intensité ; le prolétariat devra se préparer à y répondre par le recours à la lutte révolutionnaire généralisée !

(*“Le prolétaire”, N° 542, Sept.-Oct.-Nov. 2021 / “Il comunista”, N° 171 Dic. 2021–Gennaio 2022*)

Invariance du marxisme

Brochure «le prolétaire» n° 33 ;
 Décembre 2009 ;
 format A5 ; 60 pages ;
 Prix : 2 €, 4 FS

La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit

Brochure «le prolétaire» n° 34 ;
 Août 2011 ; format A5 ;
 76 pages ; Prix : 2 €, 4 CHF

La Syrie dans la perspective marxiste. De la colonisation française à la guerre

Brochure «le prolétaire» n° 35 ;
 Mars 2015 ; format A5 ;
 68 pages ; Prix : 2 €, 4 CHF

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

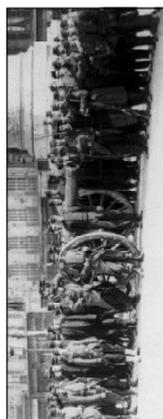
Invariance du marxisme :

- Théorie et action dans la doctrine marxiste
- Pour mettre les points sur les i !
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme
- Le programme révolutionnaire immédiat

33

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)



La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit

34

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

**La Syrie dans la perspective marxiste
 De la colonisation française à la guerre civile**

35

A propos de la guerre en Ukraine L'internationalisme prolétarien et le défaitisme révolutionnaire dans la tradition marxiste

Au moment où nous écrivons la guerre en Ukraine redouble d'intensité. La fameuse contre-attaque ukrainienne, annoncée sur tous les tons depuis des mois par la propagande occidentale (après qu'elle ait avec autant d'assurance une attaque russe qui n'est jamais venue), s'épuise dans des combats meurtriers. Les pays de l'OTAN, désireux de poursuivre la guerre jusqu'au dernier ukrainien, continuent d'accroître leurs livraisons d'armes. Les dernières en date vont être des «armes à sous munitions» fournies par les Etats-Unis en dépit du traité de l'ONU les interdisant à cause des ravages qu'elles causent aux civils des années après la fin du conflit comme le démontre encore aujourd'hui le Cambodge. Il est vrai que ni les Etats Unis, ni la Russie ni l'Ukraine, n'ont signé ce traité; quant aux pays de l'OTAN signataires ils laissent faire: nouvelle démonstration que ces traités ne sont que des chiffons de papier. La guerre a des conséquences désastreuses pour les prolétaires, que ce soit au front où ils sont transformés en chair à canon ou à l'arrière ils restent de la chair à exploitation, mais à un degré supérieur, ou dans l'émigration forcée. Elle en a aussi au plan international en aggravant les facteurs de crise que la bourgeoisie fait toujours payer au prolétariat. Comparé à la situation des prolétaires des deux côtés du front des épisodes comme la tragi-comédie de la «rébellion» de la milice Wagner et de sa pseudo marche sur Moscou n'ont pas d'importance: ce n'est pas des dissensions au sein des classes dirigeantes et de leurs hommes de main que peut venir le salut du prolétariat, mais seulement de la reprise de ses traditions de lutte classiste.

Chaque fois que l'histoire lance les Etats impérialistes les uns contre les autres dans des guerres forcément barbares, forcément suceuses de sang, forcément injustes, toute la panoplie politique de l'opportunisme (1) se met en émoi devant le désastre humain qu'elles représentent et se disperse dans toutes les directions politiques allant des appels à la paix ou à la retenue des belligérants, au soutien à la guerre de l'un ou l'autre camp estampillé du sceau de la vertu démocratique qui défend les droits humains ou de la victime innocente contrainte à la guerre. Toutes ces variations politico-musicales sur un même thème, dans la même octave, se relient entre elles et en chœur dans la défense du camp de sa nation, de son Etat, de son capitalisme. Ce faisant, l'opportunisme confirme agir comme représentant de la domination bourgeoise sur les prolétaires, comme représentant de l'exploitation des prolétaires par le capital.

L'attitude politique qui consiste à transformer une guerre impérialiste à laquelle participe sa bourgeoisie pour la défense de ses intérêts – que cette guerre soit directe ou par procuration comme cela est le cas avec l'Ukraine – en une guerre juste, méritant le soutien de la classe ouvrière afin de renforcer les forces du bien démocratique contre celles du mal autocratique, est totalement à bannir de la ligne politique internationaliste du prolétariat. Il en est de même pour l'attitude pacifiste trompeuse, qui masque la nature profonde de la guerre, qui déforme ses causes matérielles réelles, donc qui éloigne la classe ouvrière de ses perspectives et devoirs classistes et internationalistes, pour finalement toujours dans l'histoire, ralié le camp des bellicistes, voter les crédits de guerre et honorer la bra-

voure son l'armée nationale.

Dans ces situations où les conflits entre puissances capitalistes quittent le terrain de la guerre économique pour glisser sur le terrain de l'affrontement militaire, la bourgeoisie a plus que jamais besoin de l'alignement des prolétaires sur ses intérêts nationaux, notamment pour le pousser à accepter les sacrifices directs et indirects de la guerre et à mettre de côté sa lutte pour la défense de ses conditions de vie propres à sa classe. Aujourd'hui, plus la guerre empire, plus elle entraîne les puissances occidentales dans une escalade et une spirale incontrôlables, et plus s'amplifie cette exigence d'alignement; elle se renforcera toujours sauf si la classe ouvrière sort de cette ornière de la collaboration de classe, sort donc aussi de l'indifférence feinte ou non et embarrassée face à la guerre, ou de son empathie vis-à-vis de l'engagement guerrier de sa bourgeoisie justifié par les massacres de civils, en renouant avec une lutte classiste et indépendante des intérêts nationaux.

Les prolétaires dudit Occident doivent toujours se rappeler que ce sont leurs frères de classe **ukrainiens**

(1) Par opportunisme nous désignons dans cet article toutes les écoles du réformisme bourgeois ou assimilées. Pour la France, des sociaux-démocrates de gauche de l'hémicycle, y compris l'«extra-gauche» mélancolique, aux rescapés parlementaires refardés du stalinisme, aux organisations thématiques écologistes, mais aussi à tout l'arc de l'«extrême-gauche» dont les positions souvent très tortueuses cachent tant bien que mal la réalité d'un pacifisme contre-révolutionnaire.

et russes qui sont les victimes de la guerre impérialiste en cours sur le champ de bataille de l'Ukraine et ceci quelle que soit la perception politique qu'ils peuvent en avoir et quel que soit d'un côté ou de l'autre la comptabilité morbide du nombre de victimes civiles et militaires ou la comparaison voyeuriste entre les atrocités de l'armée russe et les « civilités » de l'armée ukrainienne.

Pas un sous pas un arme pour la guerre, refus d'ordre, insubordination, rébellion et mutinerie des prolétaires mobilisés, fraternisation des combattants des deux camps, propagande pour le défaitisme révolutionnaire, autant de mots d'ordre et d'objectifs de lutte qui résonnent aux oreilles des internationalistes, qui rappellent les grandes luttes insurrectionnelles du prolétariat russe et allemand à la fin de la première guerre mondiale et qui reflètent le grand principe d'internationalisme appliqués à la question de la guerre.

Ce grand principe dont découle toute l'action du prolétariat s'est celui de la transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire contre la domination bourgeoise, contre la société capitaliste, contre la société de classes, contre l'aveuglement nationaliste et chauvin qui paralyse la classe ouvrière. Il a toujours guidé les communistes. Depuis le *Manifeste du parti communiste* de Karl Marx et Friedrich Engels, publié en 1848, qui proclamait que « *Les ouvriers n'ont pas de patrie* » et « *Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* », la position des communistes d'alors par rapport à la guerre entre les nations bourgeoises formées et abouties, devenues aujourd'hui impérialistes, entre les patries des unes et des autres bourgeoisies nationales, a toujours été limpide : le prolétariat ne participe pas à ces guerres quelles qu'en soient les causes formelles et apparentes et quels qu'en soient les présumés coupables, ni d'un côté ni de l'autre. Sa position n'est en tout cas pas attentiste de la fin des hostilités dans un repli sur lui-même, elle est offensive contre sa bourgeoisie, son Etat et son armée. Il lui déclare la guerre de classe. D'un côté comme de l'autre des tranchées, les prolétaires doivent souhaiter la défaite de leur propre camp, de leur propre bourgeoisie nationale et ce souhait ne doit pas rester platonique mais doit trouver sa réponse dans la lutte de classe contre la guerre impérialiste, par la révolution prolétarienne et internationale contre cet ordre mondial établi qui transforme les prolétaires de chair pour le capital en chair pour les canons.

Bien sûr cette perspective, dans la situation d'amortissement social général du prolétariat, est un objectif qui apparaît lointain, mais dans toute activité immédiate contre la guerre impérialiste, fût-elle de seule propagande, se dévier d'un cheveu de cette ligne provoquerait inmanquablement les glissades vers des positions pacifistes de compromis avec la bourgeoisie. L'histoire nous enseigne la nécessaire rigueur sur ces questions. De la même manière qu'on revient au *Manifeste* pour aborder les grands principes du communisme, il faut revenir à la guerre franco-prussienne de 1870-1871 pour comprendre comment ces principes ont été appliqués

dans la question des guerres bourgeoises de cette période et comment ils se sont pratiquement manifestés dans la lutte politique.

L'Allemagne en pleine effervescence révolutionnaire démocratique est le berceau du communisme, ses protagonistes les plus éminents que furent Wilhem Liebknecht et August Bebel, ont été confrontés à cette guerre que « leur » bourgeoisie pensait si « juste », puisque la France s'opposait à l'unification de l'Allemagne et la Prusse, et ils durent défendre comme députés au Reichstag les principes de l'internationalisme communiste contre la guerre de Bismarck. A ce moment-là, tous les deux appartiennent au SDAP (Sozialdemokratische Arbeiterpartei, parti ouvrier social démocrate), qu'ils avaient eux-mêmes fondé en 1869 au Congrès d'Eisenach, qui était membre de l'AIT (l'Association Internationale des Travailleurs, dite Première Internationale) et en défendait programmatiquement le principe fondamental de l'internationalisme. En juillet 1870, en accord avec leurs principes, ils s'abstiendront de voter les crédits de guerre au Reichstag et en novembre ils s'élèveront contre une nouvelle demande de crédits des hobereaux de la guerre et s'opposeront à l'annexion de l'Alsace et la Lorraine. Pour ce crime politique, ils seront tous les deux arrêtés en décembre et condamnés à deux ans de forteresse pour haute trahison. Au nom de l'**unité de la classe ouvrière de tous les pays** et sans jamais rentrer dans le jeu des argumentaires bourgeois allemand ou français sur la justesse de la guerre, ils ont magistralement défendu ce principe gravé dans le marbre de l'histoire ouvrière : l'internationalisme.

Mais leur juste rigueur programmatique ne résista malheureusement pas aux poussées du socialisme collaborationniste en Allemagne.

Dans cette période historique, le prolétariat allemand s'attelait aux tâches d'organisation politique de sa classe en parti. Il existait deux partis se réclamant du socialisme : l'ADAV (Association générale des travailleurs allemands) sous l'influence du très réformiste, opportuniste et aristocratique Lassalle ainsi que le parti de Liebknecht, Bebel et Bracke cité plus haut, le SDAP.

Leur fusion au Congrès de Gotha en 1875, qui avait le parfait accord de Marx, se fit sur la base d'un programme largement inspiré du lassallisme qui s'attira les foudres de Marx et d'Engels (voir *Critique du programme de Gotha* de Marx). Foudres qui allèrent aussi frapper Liebknecht et Bebel, coupables de s'être laissé imposer un programme qui, en faisant la part belle aux hérésies de Lassalle, n'avait plus rien de révolutionnaire et d'internationaliste et se transformait en salmigondis de principes bourgeois chimériques sur la nation, réduisant l'internationalisme à une vague « *fraternité internationale des peuples* » qui n'imposait aucun devoir aux communistes et à la classe ouvrière.

La critique de Marx et d'Engels appuyait donc tout son poids sur la question de l'internationalisme ouvrier. Engels, dans une lettre adressée à Bebel en 1875 (2),

(2) Cf. *Lettre de Engels à August Bebel*, du 18-28 mars 1875. In *La social démocratie allemande*, éd. 10/18.

souligne que le devoir du parti était de « (...) faire de l'agitation contre la menace ou le déchainement effectif de guerre ourdies par les cabinets, et se comporter comme on l'a fait de manière exemplaire en 1870 et 1871 (référence au refus des crédits de guerre, Ndr.) (...) ».

Les deux phares du socialisme allemand avaient donc éteint leur lanterne et perdu leur chemin si clair auparavant!

Dans cette même lettre, après avoir posé comme première condition d'unification des deux partis le rejet du principe lassalliste de l'« aide de l'Etat » pour faciliter la formation d'associations ouvrières, bases de la société lassalienne du socialisme petit-bourgeois, Engels passe à la deuxième condition : « Deuxièmement, le principe de l'internationalisme du mouvement ouvrier est pratiquement repoussé dans son entier pour le présent, et ce, par des gens qui, cinq ans durant et dans les conditions les plus difficiles, ont proclamé ce principe de la manière la plus glorieuse. Si des ouvriers allemands sont à la tête du mouvement européen, ils le doivent **essentiellement** à leur attitude authentiquement internationaliste au cours de la guerre. Aucun autre prolétariat n'aurait pu ainsi bien se comporter. Or aujourd'hui que partout à l'étranger les ouvriers revendiquent ce principe avec la même énergie que celle qu'emploient les divers gouvernements à réprimer toute tentative de s'organiser, c'est à ce moment qu'ils devraient le renier en Allemagne ! Que reste-t-il dans tout ce projet de l'internationalisme du mouvement

ouvrier ? Pas même une pâle perspective de coopération future des ouvriers d'Europe en vue de leur libération ; tout au plus une future « fraternité internationale des peuples » - les « Etats-Unis d'Europe » des bourgeois de la « Ligue de la paix ». » (3).

Pour Engels, la force et l'influence politique du communisme comme doctrine et programme dans la classe ouvrière se forment sur les questions aussi basiques et vitales que peuvent être l'internationalisme et la position contre la guerre, toutes deux **inflexiblement** liées. Reculer sur ces questions, comme on put le faire Liebknecht et Bebel quelques années après leur magnifique combat contre la guerre prussienne en France, c'est abandonner le terrain de classe, abandonner toute perspective révolutionnaire, abandonner les fondements du communisme et s'en remettre finalement à l'idéologie du pacifisme bourgeois vulgaire.

Cette leçon, que reprendra Lénine dans sa lutte pour le défaitisme révolutionnaire et contre le pacifisme, le nationalisme et le chauvinisme qui divisaient les rangs ouvriers, est plus que jamais valable aujourd'hui, mais il reste à la faire revivre dans les rangs du prolétariat.

(“Le prolétaire”, N° 549, Juin-Juillet-Août 2023 / Prise position Août 2023)

(3) Ibidem

Guerre en Ukraine

La «Tendance Claire» dans le sombre borbier de la défense nationale et de la realpolitik

La « Tendance Claire » (TC) est issue du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), lui-même né d'une scission du POI lambertiste. Lors de sa naissance le groupe CRI déclara qu'il y avait suffisamment de partis centristes (les groupes trotskystes existants), il fallait passer à la constitution d'un véritable parti révolutionnaire. Mais pour accomplir cette tâche, la rupture organisationnelle avec le trotskysme lambertiste ne suffisait pas; il aurait fallu rompre politiquement, programmatiquement et théoriquement avec le mouvement trotskyste dans son ensemble et revenir au marxisme authentique – ce dont le CRI était incapable.

Il rejoignit donc bien vite l'une des organisations qu'il dénonçait comme centriste, le NPA; il assurait évidemment que c'était pour y constituer une tendance communiste ayant comme objectif de faire du NPA un véritable parti révolutionnaire. Dans la dernière période, tout en restant membre du NPA, la TC a soutenu Mélenchon aux élections présidentielles (comme le

POI!), en dénonçant le « sectarisme » de LO et du NPA qui refusaient de faire de même. Avant même cette dernière contorsion, nous avons eu l'occasion de démontrer que ses prétentions à défendre les positions marxistes et révolutionnaires n'étaient que du vent (1). Il apparaît qu'avec la guerre en Ukraine la TC a fait un pas supplémentaire dans le reniement ouvert de ces positions.

Dans le cas d'une guerre entre Etats bourgeois, d'une guerre impérialiste (les choses sont différentes dans une guerre de type colonial), les positions internationalistes communistes ont été définies de façon indélébile par Lénine et les bolcheviks : opposition à l'union sacrée et

(1) Cf. « A propos de la réforme territoriale : une Tendance Claire...ment réformiste », *Le Prolétaire* n° 511.

à la défense nationale, dénonciation du pacifisme bourgeois, défaitisme révolutionnaire, fraternisation des prolétaires des deux côtés du front et transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, etc. L'adhésion à la politique de la « défense nationale », de « défense de la patrie », par les socialistes opportunistes est stigmatisée comme une trahison de l'internationalisme et des principes socialistes. Au début de la guerre, lorsque règne l'ivresse patriotique, de telles positions sont ultraminoritaires, complètement à contre-courant. Mais, disait Lénine, évoquant l'exemple du révolutionnaire socialiste Karl Liebknecht arrêté pour avoir distribué seul des tracts contre la guerre : mieux vaut être seul avec Liebknecht que très nombreux avec les opportunistes, car demain c'est par millions que les masses seront sue ses positions. La TC, elle n'aurait pas été seule avec Liebknecht : Lénine, elle l'a « oublié » pour se rallier comme les opportunistes féroce­ment combattus par lui, à la défense nationale.

Dès le début de l'invasion russe le ton était donné : « Soutien à la résistance du peuple ukrainien ! » (2) :

« *Nous soutenons inconditionnellement la résistance armée du peuple ukrainien* » : comme la plupart des groupes dits d'extrême gauche, la TC faisait ainsi passer effrontément l'armée ukrainienne bourgeoise, entraînée et équipée par l'impérialisme américain, pour « le peuple » en armes ! Tout le texte était farci de notions bourgeoises sur « *le peuple ukrainien souverain* » et le territoire lui « *appartenant* » (à la différence des prolétaires, ce peuple a une propriété à défendre !). En outre la TC appelait à l'ouverture de négociations de paix pour « *mettre fin au calvaire que subit le peuple ukrainien* ». Comme le Pape et l'ONU ?

C'est ça, à ceci près qu'elle trouvait « *justes* » les sanctions prises par les impérialismes occidentaux « *à condition toutefois que ces sanctions ne visent pas le peuple russe lui-même* » (sans doute ce qu'on appelle, en langage trotskyste, un « soutien critique », c'est-à-dire avec des restrictions mentales). La TC a développé ses positions dans d'autres articles; le dernier en date a comme titre « *Guerre en Ukraine : imposer [sic !] une solution diplomatique* » (3). On peut y lire :

« (...) *le premier intérêt du peuple [re-sic !] ukrainien, c'est la fin de la guerre. De ce point de vue, deux stratégies se font face* » : la continuation de la guerre jusqu'à la victoire ou « *la négociation d'un accord de paix acceptable pour les deux parties. (...) L'alternative ici ne repose pas sur une question de principes abstraits, mais de **realpolitik*** [souligné dans le texte]. *Il ne s'agit pas d'être pour ou contre l'Ukraine, pour ou contre Poutine, mais de décider par quelle voie sortir à moindre frais de la situation meurtrière qui existe aujourd'hui* ».

La notion de *realpolitik* a été créée par le chancelier allemand Bismarck au XIX^{ème} siècle pour définir sa politique extérieure centrée sur les seuls intérêts immédiats de l'Allemagne. Il est pour le moins étonnant de la voir reprise par une organisation qui se dit communiste et révolutionnaire !

Pour la TC dans la guerre en Ukraine, l'objectif de tous est la paix et il n'y a donc qu'une alternative : « *La voie belliciste soutenue à bout de bras par l'impérialisme occidental* », mais qui « *risque donc bien de me-*

ner à une impasse. (...) A continuer la guerre, on n'œuvre pas pour la paix, mais pour la guerre elle-même [Lapalisse n'aurait pas dit mieux !] »; ou les négociations diplomatiques de paix sans attendre. Et elle renvoie à un véritable plan de paix détaillé qu'elle a élaboré (4), discutant « *concrètement* » de ce qui est selon elle « *acceptable* » ou non : par exemple la démilitarisation de l'Ukraine n'est pas acceptable parce que « *l'Ukraine doit conserver (...) les moyens de se défendre* » tandis qu'est acceptable sa « *neutralité (...) sous la forme de son inscription dans la Constitution* »; l'organisation dans les territoires contestés de référendums d'autodétermination « *dans des conditions démocratiques garanties* », « *après un vrai débat libre* » d'une durée par exemple de 3 mois, etc., etc.

Les lecteurs intéressés par ces élucubrations peuvent se reporter au texte en question; pour nous ce qu'il faut souligner c'est que ces propositions de solution diplomatique (on se demande à qui elles s'adressent), comme toute l'analyse de la TC se situent intégralement dans le borbier de l'idéologie bourgeoise : souveraineté nationale, défense nationale, démocratie, pacifisme – en tant que légitimation du ralliement à la défense de la patrie... On chercherait en vain la moindre mention de classes sociales, la moindre référence à la lutte des classes. A un moment la TC semble bien nourrir un doute sur la notion de peuple omniprésente dans sa prose : « *le peuple se présente rarement comme un sujet unifié dans les processus sociaux qu'on observe* » (5) dit-elle mélancoliquement; ce n'est pas pour rappeler que selon le marxisme le « peuple » est un ensemble de classes sociales aux intérêts divergents, mais pour avertir que « *certaines sectes, notamment dans la droite nationaliste, mais peut-être aussi à gauche, s'opposent à une paix négociée, et chercheront à continuer la guerre* ». Mais ajoute-t-elle « *Il n'y a là rien d'exceptionnel : en toutes circonstances, les organisations du mouvement ouvrier doivent s'employer à un travail d'analyse concrète des processus sociaux et de leurs contradictions pour soutenir efficacement les luttes d'émancipation des peuples du monde entier* ». Quant aux luttes d'émancipation du **prolétariat**, elles sont inconnues pour la TC...

Ce rapide examen nous montre comment en quelques années un groupe qui se présentait comme trotskyste de gauche a sombré dans le marécage bourgeois, par mépris des principes qu'il prétendait défendre. Nous terminerons par quelques phrases claires de Lénine,

(2) <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1759>, 5/3/22. Il existe une minorité dans la TC qui soutenait l'envoi d'armes à l'Ukraine, ce que refusait la majorité. Elle semble alignée sur les positions jusqu'au-boutistes des morénistes de la LIT-QI qui dénoncent les « pressions » en faveur de négociations de paix...

(3) <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1889>, 17/9/23

(4) Cf. « Penser concrètement les conditions de la paix en Ukraine », 28/3/2 <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1780>

(5) Cf. « Penser concrètement... », cit.

toujours valables après plus de cent ans, qu'il faudrait graver sur le front de ces faux communistes. Il s'agissait du compte-rendu d'une réunion du parti bolchevik pour fixer les positions sur la guerre en cours. Après avoir dénoncé la « défense de la patrie » et réaffirmé le mot d'ordre de la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », Lénine aborde la question du « pacifisme et (de) la propagande pour la paix » :

« **L'une des formes de mystification de la classe ouvrière est le pacifisme et la propagande abstraite pour la paix. (...) A l'heure actuelle, une propagande de paix qui n'est pas accompagnée d'un appel à l'action révolutionnaire des masses, ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat**

en lui inculquant confiance dans l'esprit humanitaire de la bourgeoisie et en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des pays belligérants. Notamment l'idée qu'on pourrait aboutir à une paix dite démocratique sans une série de révolutions est profondément erronée (6). »

(“*Le prolétaire*”, N° 550, Sept.-Nov. 2023)

(6) Cf. « La conférence des sections à l'étrange du P.O.S.D.R. », mars 1915. Œuvres, Tome 21, p. 161, 162

Brèves sur la guerre en Ukraine

COMMANDOS EN UKRAINE

Selon le *New York Times* (28/6/22), les « alliés », en plus de former des militaires ukrainiens sur des bases militaires « en Allemagne, France et Grande Bretagne » ont secrètement envoyé des « instructeurs » militaires dans le pays. Des agents de la CIA sont basés « principalement » dans la capitale Kiev pour diriger la « grande quantité de renseignements » fournis aux troupes ukrainiennes; mais en même temps « *quelques dizaines de commandos d'autres pays de l'OTAN, notamment de Grande Bretagne, Canada, France et Lituanie travaillent [sic !] en Ukraine* ».

Le quotidien américain écrit ne pas savoir ce que font réellement ces commandos et les agents de la CIA, mais selon la Russie des militaires britanniques ont participé à l'organisation de l'attaque de drones fin octobre sur le port de Sébastopol en Crimée. L'histoire y compris récente (Syrie, Libye) a démontré que de tels commandos participent d'une façon ou d'une autre aux combats. Cela n'a pas empêché les Occidentaux de dénoncer la présence de militaires iraniens en Crimée pour aider les troupes russes à utiliser les drones achetés à Téhéran.

Les prolétaires doivent dénoncer, avant d'avoir la force de s'y opposer, la participation à la guerre impérialiste en cours, réservant leur solidarité aux prolétaires des deux côtes du front.

RÉACTIONS CONTRE LA MOBILISATION EN RUSSIE

Jusqu'ici les autorités russes avaient évité de décréter une mobilisation parce qu'elles estimaient ne pas en avoir besoin, les dizaines de milliers des soldats (probablement 200 000) combattant en Ukraine étant un nombre suffisant; cela permettait en outre de maintenir la fiction qu'il ne s'agissait pas d'une guerre, mais d'une « opération spéciale » limitée. Ne touchant pas les grandes masses de la population russe cette guerre avait

donc des conséquences limitées sur la stabilité politique dans le pays. Les sanctions occidentales étaient même utilisées comme la preuve que la Russie était la victime d'une attaque des Etats Unis et de leurs alliés.

Mais les revers subis et les pertes au combat ont finalement contraint le gouvernement russe fin septembre à décréter une « mobilisation partielle » de plusieurs centaines de milliers de réservistes (le chiffre exact n'a pas été précisé). Les réactions ont été immédiates : des manifestations d'opposition à la mobilisation ont eu lieu dans plus d'une trentaine de villes, entraînant plus d'un millier d'arrestations. Ces réactions ont parfois été violentes (incendies de centres de recrutement, etc.). Le 15/10 dans un camp militaire de la ville de Belgorod, non loin de la frontière ukrainienne, 2 mobilisés d'origine Tadjike ont tué plus d'une dizaine de militaires avant d'être abattus; la mobilisation est semble-t-il plus importante dans les régions périphériques, ce qui suscite un fort mécontentement.

Dans ce même camp une centaine de soldats ont au mois d'août refusé d'être envoyés au combat, en dénonçant dans une vidéo leurs conditions insupportables (1).

En outre des dizaines de milliers de personnes ont quitté le pays pour éviter d'être enrôlées. Mais elles se heurtent de plus en plus au refus... de nombreux pays européens de les laisser passer. Les conditions d'entrée dans l'Union Européenne ont été durcies pour les Russes fin septembre. La Commissaire européenne aux Affaires Etrangères a ainsi déclaré : « *si un citoyen russe a l'intention de rester plus de 90 jours dans l'UE, il ou elle ne devrait pas recevoir de visa* ». Le ministre tchèque des Affaires étrangères a affirmé de son côté : « *Ceux qui fuient leur pays parce qu'ils ne veulent pas remplir un devoir imposé par leur propre*

(1) Cf. *Mail online*, 16/10/22

Etat ne remplissent pas les critères pour recevoir une aide humanitaire » (2).

Le gouvernement ukrainien pousse les Etats européens à refuser d'accueillir les Russes qui fuient la mobilisation. L'ambassadeur ukrainien en Suisse a par exemple demandé à ce pays de ne pas accueillir les déserteurs russes car ils sont « *un danger* » (3).

Le gouvernement de Kiev est lui aussi confronté à des tentatives de quitter le pays (ce qu'interdit la loi martiale pour les hommes de 18 à 60 ans) pour ne pas être envoyés au front : en août les garde-frontières ukrainiens avaient arrêté depuis le début de la guerre plus de 6000 hommes qui avaient essayé de passer à l'étranger (4)...

Les Etats bourgeois ont beau être en confrontation ou en guerre, ils sont solidaires contre ceux qui refusent de devenir de la chair à canon. La réponse prolétarienne devra être la solidarité de classe contre tous les Etats bourgeois en conflit !

(“Le prolétaire”, N° 546, Sept.-Oct.-Nov. 2022 / “Il comunista”, N° 175 Dic. 2022)

(2) Cf. *Damoclès* n°164-165

(3) *ibidem*.

(4) *ibidem*

Ukraine: Contre le nationalisme, pour l'union prolétarienne de classe!

LA FORCE PRIME LE DROIT !

Telle est, paraît-il, selon le représentant français à l'ONU qui s'en désolait, la signification du veto russe le 15 mars à une résolution condamnant le référendum organisé en Crimée pour le rattachement de la région à la Russie.

Mais en fait ce n'est pas seulement l'action de la Russie en Ukraine, mais **toutes** les relations entre les Etats qui vérifient cet adage. La Russie n'a pas respecté le traité qu'elle avait signé avec l'Ukraine, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, garantissant les frontières de ce pays nouvellement indépendant en contrepartie de son renoncement aux armes nucléaires qui, après la disparition de l'URSS, se trouvait sur son territoire; mais **tous** les traités ne sont que des chiffons de papier qui ne valent que tant que leurs signataires ont intérêt à les respecter ! Le gouvernement français, si respectueux du droit international et de l'ONU, était pourtant prêt il y a quelques mois à attaquer la Syrie en dehors de toute décision onusienne, comme l'avaient fait les Etats-Unis en Irak ou les Européens en Yougoslavie, Israël depuis sa création, etc., etc.

Les propagandistes bourgeois qui dénoncent le rattachement à la Russie de la Crimée comme « *la première annexion militaire en Europe depuis 70 ans* » « oublient » que la plus grande annexion accomplie en Europe depuis la dernière guerre a été celle de la RDA par l'Allemagne de l'Ouest ! Depuis l'effondrement de l'URSS sous les coups d'une très profonde crise économique, les frontières internationalement reconnues et « légalement intangibles » de nombreux Etats européens ont été modifiées et certains Etats ont même disparu, parfois pacifiquement, parfois au milieu d'affrontements armés et de guerres impliquant les grandes puissances. Le cas de la Crimée n'est en rien une exception...

Mais l'affaire de la Crimée a provoqué une crise politique internationale et ses conséquences risquent

d'être durables. Les grands Etats européens, Allemagne en tête, n'ont pas apprécié d'être mis devant le fait accompli, et de voir leurs offres de négociation rejetées dédaigneusement par Moscou. Cependant les intérêts économiques de part et d'autre sont trop forts pour que la crise débouche, ne disons pas sur une guerre ouverte que personne ne veut, mais sur une nouvelle « guerre froide » qu'évoquent les médias. La Russie a un besoin vital de vendre son gaz à l'Europe, ses banques sont lourdement engagées en Ukraine, et les investissements occidentaux sont une nécessité pour développer une économie encore très faible. L'Allemagne ne veut pas perdre ses investissements sur marché russe où elle s'est largement implantée depuis la fin de l'URSS et, tout comme l'Italie, même si c'est à un degré moindre que la Pologne, elle ne peut se passer du gaz et du pétrole russes.

Quant à la France, elle a aussi investi en Russie (voir Renault qui a racheté la principale firme automobile locale); en dépit des déclarations gouvernementales sur des sanctions à prendre, elle n'entend pas renoncer à sa « coopération militaire » avec la Russie qui s'est concrétisée par la juteuse vente de navires militaires : Hollande a affirmé à ce sujet que la France honorait ses contrats (1). Quand des milliards d'euros sont en jeu, on peut bien laisser passer une violation du droit international.

Aux Etats-Unis, de grandes entreprises, pétrolières

(1) Le gouvernement français a finalement été contraint, non d'arrêter à l'instar des anglais qui, alignés sur les Etats-Unis, sont en pointe dans les sanctions à infliger à la Russie, mais de seulement « suspendre » cette coopération militaire. Fabius a affirmé qu'il n'était pas question de revenir sur les contrats de vente des navires de guerre.

et autres, ont fait une démarche auprès d'Obama pour que ne soient pas appliquées de sanctions contre la Russie qui ne pourraient que nuire à leurs intérêts...

Le « droit » n'est que la sanction d'un **rapport de forces**; quand ce rapport de forces change, le droit ne vaut plus rien, telle est la très précieuse leçon que Poutine rappelle au monde entier.

Ceci s'applique non seulement aux rapports entre les Etats, ou entre les acteurs économiques, mais aussi aux rapports entre les **classes sociales**. Les affrontements entre les classes ne se règlent pas selon les principes de la légalité et du droit en vigueur, mais selon les rapports de force réels. Les prolétaires ne doivent pas se laisser paralyser par le droit et la légalité bourgeoises qui sont la sanction juridique de leur sujétion au capitalisme. Il leur faut reconstituer leur force de classe et l'opposer frontalement à la classe ennemie, quelle que soit sa nationalité, sa langue ou son ethnie, et quels que soient les normes imposées par la légalité. La bourgeoisie elle-même n'hésite pas une seconde à violer sa propre légalité contre les prolétaires, elle n'hésite pas à utiliser les forces para-légales, bandes d'extrême droite et nervis divers pour seconder les forces de répression légales : contre la répression les prolétaires devront donc organiser leur propre autodéfense et ne pas se fier à la police et la justice de l'Etat bourgeois.

Aujourd'hui on assiste à une débauche de nationalisme de part et d'autre : le gouvernement provisoire de Kiev, en proie à de multiples difficultés et devant faire face à de gravissimes problèmes (notamment d'endettement) a déjà averti que des sacrifices seraient nécessaires pour remettre l'économie sur pied. La seule solution

qu'il a pour faire passer ces futures **attaques anti-ouvrières**, c'est de jouer la carte du nationalisme. A cet égard l'intervention russe est pour lui une véritable **aubaine** pour tenter d'instaurer un climat d'union nationale !

De l'autre côté, Poutine exalte le nationalisme russe en se présentant comme le protecteur ou le libérateur des Russes et Russophones d'Ukraine, tandis que dans les régions orientales de l'Ukraine, les bourgeois appellent à l'union régionale face à Kiev.

Mais l'ivresse nationaliste ne pourra à la longue voiler la réalité des antagonismes de classe. Les prolétaires ukrainiens seront contraints d'entrer en lutte pour vivre, comme ils l'ont déjà fait avec force dans le passé.

Alors ils pourront constater dans les faits que leur ennemi n'est pas le prolétaire d'une autre région ou d'une autre nation, mais leur propre bourgeoisie, alliée à telle ou telle puissance impérialiste. Alors se dissiperont les miasmes du nationalisme, alors pourra réapparaître l'**union de classe des prolétaires** par-dessus les frontières contre tous les capitalistes, leurs partis et leurs Etats avec leurs forces de répression légales et illégales, et se reconstituer le **parti révolutionnaire international** pour diriger la lutte.

Alors pourra retentir à nouveau, en Ukraine comme ailleurs, le cri de guerre de 1848 : **Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

16 mars 2014

(*"Le prolétaire"*, N° 510 Déc. 2013–Janv.-Mars 2014 / *"Il comunista"*, N° 134, Aprile 2014)

**Bilan de la lutte contre la «réforme» des retraites
Nécessité d'une orientation de classe dans les luttes prolétariennes**

Brochure «le prolétaire» n° 37 ;
Juin 2023; format A5; 56 pages; prix: 2 € / 4 CHF

le prolétaire
parti communiste international (programme communiste)



Bilan de la lutte contre la «réforme» des retraites
Nécessité d'une orientation de classe dans les luttes prolétariennes

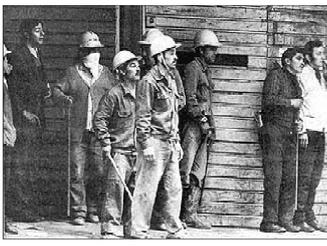
Juin 2023 **37**

**1973
Coup d'Etat au Chili
Tragique expérience à ne pas oublier !**

Brochure «le prolétaire» n° 38 ;
Septembre 2023; format A5; 56 pages; prix: 2 € / 4 CHF

le prolétaire
parti communiste international (programme communiste)

**1973
Coup d'Etat au Chili
Tragique expérience à ne pas oublier !**



Septembre 2023 **38**

**Dialogue avec les Morts
(Le XXe Congrès du Parti Communiste Russe)**

Brochure n° 11 ; Editions
Programme ; «Textes du parti communiste international» ;
Juin 2023 ; format A4 ; 92 pages ;
Prix : 8 € / 12 CHF

Parti communiste international
(«le prolétaire», «programme communiste»)

**DIALOGUE
AVEC
LES MORTS**

Le XX^e Congrès du
Parti Communiste Russe

Editions Programme
Textes du parti communiste international **11**

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de

la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

Paix sociale et guerre impérialiste (Extraits)

Pour les hommes d'Etat comme pour les faiseurs d'horoscopes, pour les politiciens comme pour les bureaucrates syndicaux, l'année 1960 est celle du **triomphe de la paix**. Il a tout de même fallu un demi-siècle de déchéance du mouvement ouvrier pour qu'une telle paix, à l'ombre de laquelle se développent massacre et exploitation, torture et spoliation, puisse être offerte aux masses atones comme une « victoire des travailleurs ».

Autrefois, l'action ouvrière contre la guerre était inséparable de la revendication sociale d'émancipation. Le refus du « sacrifice suprême » sur l'autel de la patrie n'était que le prolongement logique du refus de l'exploitation économique. Les ouvriers, qui n'acceptaient pas que la spoliation de la force de travail fût reconnue naturelle et éternelle se refusaient de la même façon à admettre que les guerres du capitalisme fussent légitimes et sacrées. Mieux encore, ils se promettaient, si la bourgeoisie commettait la folie d'allumer l'incendie belliciste aux quatre coins de l'Europe, de le noyer promptement dans le sang de la révolution sociale. [...]

L'ignorance des masses, la cupidité des puissants, l'ambition des chefs d'Etat ou, pire encore, l'**incompréhension** réciproque de peuples que diviseraient des régimes sociaux prétendument différents, voilà l'**explication** de la guerre et des risques de guerre telle que nous la donnent conjointement la propagande russe et la propagande américaine, M. Khrouchtchev comme M. Eisenhower. [...]

Elle est donc incompatible avec la lutte de classe qu'elle doit au préalable bâillonner. Si ce résultat est atteint, si le prolétariat s'est laissé prendre aux « raisons » qu'on lui a données en faveur de l'union sacrée, si ces partis [les pseudos partis « socialistes » et « communistes », Ndlr] ont accepté le principe d'un intérêt supérieur à celui de la révolution ouvrière (droit, civilisation, patrie et démocratie, etc.) **peu importe alors**, pour les classes exploitées, quel est l'Etat qui sort vainqueur du conflit : de toute façon c'est le **CAPITALISME qui a gagné**. C'est pourquoi le vrai parti prolétarien ne se définit pas vis-à-vis de la guerre ou de la paix **en général**, mais vis-à-vis du capitalisme, qui se concilie et s'accommode aussi bien avec l'une qu'avec l'autre de ces deux faces, également odieuses, également infâmes, de la domination bourgeoise. [...]

Une guerre, avons-nous dit déjà, se caractérise, non par les drapeaux idéologiques qu'elle déploie, mais par ses causes objectives, toujours liées, en système de production mercantile-capitaliste, aux intérêts des classes dominantes. « *La guerre impérialiste, disait Lénine, ne cesse pas d'être impérialiste lorsque les charlatans et les phraseurs, ou les philistins petits-bourgeois lancent un "mot d'ordre sacré", mais lorsque la classe qui mène cette guerre impérialiste et lui est attachée par des millions de fils (si ce n'est de câbles) s'avère renversée en fait et remplacée au pouvoir par la classe vraiment révolutionnaire, le prolétariat. Il n'est pas d'autre moyen de s'arracher à une guerre impérialiste, de même qu'à une paix de rapine impérialiste.* »

(“Programme communiste”, N° 11, Avril-Juin 1960)